

Les espaces publics, la démocratie et les gauches

en Amérique latine

Sous la direction de
Julián Durazo Herrmann



**LES ESPACES PUBLICS,
LA DÉMOCRATIE
ET LES GAUCHES
EN AMÉRIQUE LATINE**

LES ESPACES PUBLICS, LA DÉMOCRATIE ET LES GAUCHES EN AMÉRIQUE LATINE

SOUS LA DIRECTION DE
JULIÁN DURAZO HERRMANN



**Presses de
l'Université Laval**

Financé par le gouvernement du Canada
Funded by the Government of Canada

| **Canada**

Nous remercions le Conseil des arts du Canada de son soutien.
We acknowledge the support of the Canada Council for the Arts.



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société de développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

SODEC

Québec

Maquette de couverture : Laurie Patry

Mise en pages : Danielle Motard

ISBN : 978-2-7637-4026-3

ISBN pdf : 9782763740270

© Les Presses de l'Université Laval

Tous droits réservés.

Imprimé au Canada

Dépôt légal 2^e trimestre 2019

Les Presses de l'Université Laval

www.pulaval.com

Toute reproduction ou diffusion en tout ou en partie de ce livre par quelque moyen que ce soit est interdite sans l'autorisation écrite des Presses de l'Université Laval.

À la mémoire de Jorge León Trujillo,

*bon ami, cher collègue
et inspirateur de cet ouvrage.*

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	
Espaces publics et politique des gauches en Amérique latine	1
Rose Chabot, Ximena Cuadra Montoya, Adriana Pozos Barcelata	

1

LES TRANSFORMATIONS DES ESPACES PUBLICS

1

Conglomérats nationaux et espace public	
Stratégies de politisation de l'activité économique	
sous un gouvernement de gauche en Équateur	21
Thomas Chiasson-LeBel	

2

Des villes ségréguées aux villes parallèles	
La polarisation politique et l'espace urbain au Venezuela	49
Alejandro Velasco	

3

Espaces publics et conglomérats médiatiques	
Le cas de Bahia (Brésil)	81
Julián Durazo Herrmann	

2

RESTREINDRE ET CONTRAINDRE LES ESPACES PUBLICS

4

l'impact de l'extractivisme sur la démocratie	
au Pérou et en Bolivie	107
Nancy Thede	

5

Le Brésil après la destitution de Dilma Rousseff

Ruptures et continuités dans une économie à dominance financière 133

Edison Rodrigues Barreto Junior

3

**GOUVERNEMENTS, PARTIS ET MOUVEMENTS SOCIAUX
DANS LES ESPACES PUBLICS**

6

Espace public, recomposition des gauches et syndicalisme

Éléments de comparaison Argentine - Brésil 161

Thomas Collombat

7

Les cadres de la polarisation politique en Argentine

pendant le cycle de la gauche nationale-populaire au pouvoir 191

Gabriel Vommaro

8

Mouvements sociaux et politique de gauche dans l'État de Veracruz,

Mexique, 2010-2016 213

Martín Aguilar Sánchez

Conclusion

Politiques de gauche, résistance et résilience

dans les espaces publics en Amérique latine 237

Charmain Levy

INTRODUCTION

Espaces publics et politique des gauches en Amérique latine

ROSE CHABOT

Université McGill

XIMENA CUADRA MONTOYA

Université du Québec à Montréal

ADRIANA POZOS BARCELATA

Université du Québec à Montréal

À la lumière des changements politiques, sociaux et économiques qu'a entraîné le « virage à gauche » en Amérique latine depuis plus de deux décennies¹, l'heure est aujourd'hui aux bilans. Cependant, si le terme « bilan » sous-entend un retour sur une période ou un paradigme achevé, les analyses des contributions des gouvernements de la « vague rose » commencent seulement à émerger². D'une part, l'élection de Mauricio Macri et de sa coalition *Cambiamos* en Argentine en 2015, la destitution de Dilma Rousseff au Brésil en 2016 et la victoire électorale de Sebastián Piñera en 2018 au Chili attestent d'une certaine rupture avec les décennies précédentes au niveau national. Mais, d'autre part, la réélection d'Alianza País en Équateur (2017), l'importance de

-
1. Florence Brisset-Foucault, Marc Saint-Upéry, Yves Sintomer et Alain Lipietz, 2006, « Amérique latine : les racines du tournant à gauche », *Mouvements*, vol. 5-6, n^{os} 47-48, p. 5-12 ; Jorge Castañeda, 2006, « Latin America's Left Turn », *Foreign Affairs*, mai-juin, p. 28-43 ; Benjamin Arditi, 2008, « Arguments about the Left Turns in Latin America : a Post-liberal Politics ? » *Latin American Research Review*, vol. 43, n^o 3, p. 59-81.
 2. Françoise Montambeault et Manuel Balán (dir.), à paraître, *What's Left? The Promise and Reality of Inclusive Citizenship in Latin America*, Notre Dame (IN), Notre Dame University Press

l'adhésion aux mouvements de gauche associés au Frente Amplio au Chili lors des élections parlementaires de 2017, l'envergure du Movimiento Colombia Humana et de son candidat Gustavo Petro en 2018 ou encore l'élection d'Andrés Manuel López Obrador comme président du Mexique en 2018 indiquent également une certaine résilience de la Gauche. En conséquence, il n'est pas inutile de revenir sur les dynamiques qui touchent à l'espace public et qui ont marqué le début du XXI^e siècle dans la région, au moment où plusieurs gouvernements dits de droite et centre-droite sont de retour au pouvoir.

Comment expliquer l'évolution de l'espace public dans le contexte de la (ré)émergence des « gauches » en Amérique latine à la fin des années 1990 et au début des années 2000 ? Quel(s) rôle(s) ont joué ces gouvernements post-néolibéraux dans la construction, la transformation et la perpétuation des dynamiques qui animent les espaces collectifs des sociétés latino-américaines ? Comment ont-ils été à leur tour affectés par les tensions et les luttes qui ont émergé tant du sommet que de la base ? Que ce soit à travers les mobilisations sociales et syndicales, les transformations de l'État, les politiques publiques ou les médias de communication, l'espace public de cette période en Amérique latine est diversifié, hétérogène et en constant mouvement.

Ce volume réunit différentes perspectives et angles d'analyse sur ce phénomène que plusieurs ont surnommé la « vague de gauche », pour tenter de comprendre les impacts des gouvernements de ce début de siècle sur les dynamiques et les espaces matériel et symbolique au sein desquels les sociétés se déploient. Cependant, l'étendue théorique et empirique de cette discussion doit tenir compte de l'hétérogénéité des gauches idéologiques et des dimensions qui composent la sphère publique dans la région.

Cet ouvrage propose de mettre en commun des visions complémentaires, tout en laissant aux auteurs la libre interprétation des concepts abordés et sans se préoccuper de définitions conceptuelles uniformes. En effet, cette diversité conceptuelle est nécessaire à la mise sur pied d'un dialogue général – mais certes non exhaustif – autour de ces enjeux. La prise en compte de différents environnements (urbains, ruraux, virtuels) et groupes (mouvements sociaux, organisations non gouvernementales, groupes d'intérêts, médias) est en effet cruciale pour comprendre les

dynamiques et les enjeux de l'espace public au sens large durant les deux dernières décennies.

Les enjeux dont il est question dans ce volume regroupent donc des thématiques importantes pour les débats disciplinaires en science politique, mais ils permettent aussi d'éclairer notre compréhension de l'Amérique latine d'aujourd'hui. À partir de différents angles d'analyse, les auteurs de ce volume abordent les concepts de citoyenneté, de démocratie et de représentation à travers des enjeux aussi éclectiques que les mouvements sociaux (Vommaro, Thede), l'économie politique (Rodrigues Barreto), ou encore les relations syndicales (Collombat). Pris dans son ensemble, ce volume propose une lecture comparative, conceptuelle et empirique des dynamiques politiques contemporaines en Amérique latine.

CONCEPTUALISATIONS ET CADRES THÉORIQUES : OUVRIR LE DIALOGUE

Les contributions présentées dans ce livre concernent une période commune malgré les désaccords « académiques » quant aux limites temporelles, théoriques ou empiriques de la « vague de gauche » en Amérique latine. Les auteurs analysent une période dans laquelle des gouvernements se définissant de « gauche » ont pris le pouvoir, en commençant par l'élection d'Hugo Chavez au Venezuela en 1998, jusqu'à la fin 2017³.

L'étude systématique des espaces publics proposée dans ce volume se base sur une conception vaste de cette notion afin d'y inclure les aspects matériels et symboliques qui le composent et de les relier aux enjeux politiques qui animent la région. L'espace public est donc ici conçu et analysé sous toutes ses formes pour rendre hommage à sa complexité : de la plus explicite (géographique et territoriale, médiatique) à la plus intangible (relations de pouvoir, structures institutionnelles). L'espace public est parfois compris comme étant une plateforme, une construction ou encore un instrument, mais malgré ces divergences conceptuelles, il demeure sans contredit au cœur des luttes politiques et économiques qui caractérisent les relations entre État et société au cours des deux dernières décennies dans la région.

3. Arditi, 2008, *op. cit.* ; Montambeault et Balán, à paraître, *op. cit.*

Au-delà de la notion géographique/territoriale d'*espace*, le concept d'espace public est analysé ici à partir de la notion de *public* – en opposition à la sphère du privé, dont les frontières légales et physiques sont déterminées par le principe de propriété privée⁴. Comprendre l'espace public en Amérique latine implique donc un regard sur ceux qui y ont accès, que ce soit en vertu de droits ou de privilèges. Les contributions mettent de l'avant ces variations dans l'espace et le temps, et présentent les univers d'actions possibles et entreprises par les acteurs qui composent ces espaces⁵. Si cet ouvrage se penche sur une période historique récente, il articule aussi indirectement une réflexion quant aux éléments de nouveauté ou de transformation de cette période que plusieurs avaient perçus comme marquant la fin d'un paradigme politique et économique néolibéral⁶.

Ainsi, cet ouvrage a pour ambition d'aborder non seulement la diversité des espaces publics au sein de cette immense région hétérogène qu'est l'Amérique latine, mais aussi d'identifier – grâce à l'examen de cas précis – leur évolution temporelle au fil de la période historique que nous observons. Il est par ailleurs souligné que cette diversité inhérente à l'espace public latino-américain se perçoit autant à l'échelle nationale et entre les pays, qu'à l'échelle subnationale, entre les régions, villes et quartiers (Velasco).

Dans un premier lieu, les textes de cet ouvrage mettent en lumière différents acteurs – individuels ou collectifs – qui occupent et construisent cet espace, celui-ci étant entendu comme le produit ou encore l'arène de leurs interactions. Les citoyens, les acteurs et les groupes économiques, les médias, ainsi que l'État sont décrits comme construisant et se disputant à la fois cet espace contesté qui se situe entre eux.

Si la sphère publique telle que décrite initialement par Habermas représente un domaine principalement discursif et institutionnalisé dont

-
4. Setha Low et Neil Smith (dir.), 2013, *The Politics of Public Space*, New York, Routledge.
 5. Nancy Thede, 2014, « Le politique autrement : vers un renouvellement des cadres et des pratiques des mobilisations en Amérique latine », dans Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier (dir.), *L'Amérique latine : laboratoire du politique autrement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 1-12.
 6. Arturo Escobar, 2010, « Latin America at a Crossroads: Alternative Modernizations, Post-liberalism, or Post-development ? » *Cultural Studies*, vol. 24, n° 1, p. 1-65

l'accès serait garanti à tous les citoyens⁷, les chapitres de ce volume vont au-delà d'une conception libérale et mettent en lumière les relations inégales de pouvoir entre ces différents acteurs. C'est là une vision davantage néo-pluraliste des relations entre État et société, dans laquelle la sphère publique n'est pas toujours un mécanisme de responsabilité de l'État face aux citoyens mais est au contraire parfois un espace d'instrumentalisation et de reproduction de dominations politiques et économiques⁸.

En second lieu, en plus de l'hétérogénéité conceptuelle mise de l'avant, les auteurs explorent les mécanismes qui transforment l'espace public ou au contraire assurent la continuité de ses caractéristiques dans le temps. Deux décennies de gouvernements dits de gauche – et plus particulièrement, les promesses de changements sociopolitiques et économiques qui s'y rattachent – ont-ils permis une ouverture des espaces publics à des groupes autrefois exclus ? Ont-ils rééquilibré les rapports de pouvoir entre les groupes qui composent l'espace public ? Dans le cas contraire, quels sont les contraintes structurelles, les intérêts individuels et/ou les circonstances qui ont empêché un changement durable de se produire dans certaines sphères de l'espace public ?

LES ESPACES PUBLICS EN AMÉRIQUE LATINE : ÉTAT DES LIEUX ET DÉFIS À VENIR

Dans une perspective empirique, les études présentées dans ce volume permettent de conclure que, malgré quelques progrès dans la réduction des inégalités socioéconomiques, la prise de pouvoir par des gouvernements de gauche ne s'est pas nécessairement traduite par un approfondissement démocratique – ni délibératif, ni participatif. Contrairement aux attentes, une fois au pouvoir, les valeurs promues par la gauche progressiste, comme l'élargissement des espaces pour la participation et la délibération des citoyens et citoyennes dans le cadre de la dispute pour l'espace public, ont souvent été reléguées à l'arrière-plan au profit des intérêts économiques de l'État et des élites. En particulier, les

7. Jürgen Habermas, Sara Lennox et Frank Lennox, 1974, « The Public Sphere: An Encyclopedia Article (1964) », *New German Critique*, n° 3, p. 49-55.

8. Nancy Fraser, 1990, « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy », *Social Text*, n°s 25-26, p. 56-80.

changements tant espérés, autant par le milieu universitaire que social, ne se sont pas *de facto* traduits par de nouveaux modèles de gouvernance ; les pratiques autoritaires, clientélistes et de centralisation du pouvoir ont persisté sous la gauche.

Cependant, l'hétérogénéité de la région mentionnée plus haut nous incite à la prudence pour ce qui est des généralisations : si les échelles municipales, subnationales et nationales présentent des réalités distinctes, c'est également le cas en ce qui concerne les différents acteurs de l'espace public. Les milieux artistiques et académiques, les mouvements sociaux, les organisations non gouvernementales, entre autres, présentent des rapports et des réalités qui diffèrent fondamentalement selon le contexte. Ainsi, il ne faut pas négliger le changement rhétorique de la gauche et l'ouverture de nouveaux espaces formels et informels aux mouvements sociaux, aux peuples autochtones, aux communautés LGBTQ et aux autres secteurs traditionnellement marginalisés.

De cette façon, au début des années 2000, les bases d'appui des gouvernements de gauche qui avaient été élus se sont renforcées, permettant à bon nombre d'entre eux d'obtenir un deuxième mandat. Ce fut le cas notamment du *Partido dos Trabalhadores* (PT) au Brésil, du *Frente para la Victoria* (FPV) en Argentine, du *Frente Amplio* (FA) en Uruguay et du *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV). Malgré un certain désenchantement des organisations sociales quant à la place qu'elles ont occupée sous ces gouvernements, les auteurs de ce volume soulignent souvent un héritage de cette période, à savoir l'autonomisation de certaines organisations sociales vis-à-vis des dynamiques partisans. Cette autonomie s'est manifestée à travers la force et la résilience des organisations syndicales et de quartier, ainsi que dans les organisations économiques sectorielles, entre autres, consécutivement à la réémergence de la droite en Argentine et au Brésil, parmi d'autres exemples (Vommaro, Collombat).

Aujourd'hui, certains groupes sociaux occupent pour la première fois l'espace public et semblent formuler des messages et des objectifs plus définis, face à des adversaires à leur tour plus facilement identifiables. Cependant, l'autonomie de l'État face aux acteurs économiques puissants est encore fragile, voire dans certains cas absente. Ainsi, il est difficile – voire peu souhaitable – de mesurer les transformations de

l'espace public sous la gauche en fonction d'un « élargissement » ou d'un « rétrécissement » uniforme de ce dernier.

Si certains groupes ont réussi à s'imposer comme des acteurs politiques au poids considérable dans l'espace public, et à transformer – à différents degrés et de façon plus ou moins pérenne – les rapports État/société, d'autres n'ont pas eu le même succès. Les contributions présentées dans cet ouvrage nous rappellent que la question de la redistribution et du partage du pouvoir économique et politique est toujours cruciale pour comprendre l'issue de nouvelles mobilisations et leur capacité à influencer les politiques adoptées.

Malgré sa richesse, ce volume n'a pas pu explorer toutes les thématiques importantes qui ont animé la région durant les deux dernières décennies. Parmi les pistes à explorer ultérieurement, on retrouve entre autres le lien entre espace public et populismes latino-américains. Au cœur du débat en théorie démocratique, il existe un paradoxe qui, sans avoir été explicitement abordé ici, sous-tend une grande partie du débat sur la participation démocratique contemporaine en Amérique latine⁹. La nécessité d'aller au-delà d'une catégorisation dichotomique et normative de l'impact des gouvernements populistes dits « de gauche » dans la région est aujourd'hui évidente¹⁰.

Certes, les impacts des formes et styles de gouvernance dits populistes sur les espaces publics de la région sont souvent contradictoires : l'inclusion massive des classes marginalisées dans la conversation publique, notamment grâce aux discours et politiques des gouvernements de gauche, n'aura pas éliminé les pratiques d'exclusion de ces dernières. À travers leur volonté d'inclusion sociale et politique, certains gouvernements ont réformé en ce sens les institutions démocratiques et les systèmes politiques de leurs États, mais ils ont aussi dû faire face à de nombreuses contraintes économiques et sociales qui ont certainement limité la profondeur et le potentiel de transformation de ces réformes. Durant leurs mandats, l'Amérique latine a vécu plusieurs transformations et refontes constitutionnelles par voie démocratique, avec l'ambition de tourner définitivement la page des périodes répressives et dictatoriales précédentes. Les assemblées constituantes mises en place

9. Maria Esperanza Casullo, 2014, « ¿En el nombre del pueblo? Por qué estudiar al populismo hoy », *Postdata*, vol. 19, n° 2, p. 277-313

10. Arditi, 2008, *op. cit.*

en Colombie (1991), au Venezuela (1999 et 2017), en Bolivie (2006) et en Équateur (2007) ont souligné, de diverses façons, une participation citoyenne élargie. Ces initiatives représentent de réelles tentatives de renforcement démocratique au moyen de transformations légales et politiques. Cependant, ces réformes et les débats sociétaux qui les ont animées n'ont pas grandi isolément des traditionnelles pratiques « populistes », de la part des gouvernements ou des partis politiques, tant au niveau des acteurs au pouvoir que des opposants.

Les dynamiques régionales récentes ont aussi été marquées par les transformations des modèles juridico-politiques des États bolivien et équatorien, qui tendent à un constitutionnalisme plurinational¹¹, au sein duquel la reconnaissance des peuples autochtones dans l'espace décisionnel et la légitimation d'au moins quelques-unes de leurs revendications est un élément central. Au-delà des changements institutionnels et juridiques, il est important d'établir un autre bilan autour du débat sociétal qui a motivé ces changements constitutionnels et leurs impacts sur les dynamiques politiques, aux niveaux national et régional.

Parmi les éléments menant à la fin possible du cycle de gauche en Amérique latine, les accusations de corruption systémique occupent un espace prépondérant dans les débats publics. Si la couverture médiatique est déterminante dans la perception populaire de la corruption avant et pendant les régimes de gauche (Durazo Herrmann), les politiques publiques que les gouvernements de gauche ont instaurées pour combattre la corruption, et leurs aléas, montrent que, malgré les promesses radicales de changement, les imperfections de l'espace public latino-américain sont durables et finissent par affecter réellement la performance des gouvernements de gauche¹².

Ces constatations rappellent donc l'importance de situer les espaces publics latino-américains dans une multiplicité de couches locales, nationales, régionales et internationales ainsi qu'à travers une multiplicité d'enjeux. La complexité des dynamiques qui forgent ces espaces tient entre autres à la multitude d'acteurs impliqués, aux intérêts parfois

11. Raquel Yrigoyen, 2011, « El horizonte del constitucionalismo pluralista: del multiculturalismo a la descolonización », dans César Rodríguez Garavito (dir.), *El derecho en América Latina: un mapa para el pensamiento jurídico del siglo XXI*, Buenos Aires, Siglo XXI, p. 139-159.

12. Stephen Morris et Charles Blake (dir.), 2010, *Corruption and Politics in Latin America: National and Regional Dynamics*, Boulder (CO), Lynne Rienner Publishers.

divergents qui les mettent en opposition, ainsi qu'aux rapports de force qui déterminent le résultat. D'une part, les chapitres de ce livre ont réaffirmé que le système économique mondial et son influence sur les rapports entre État et société sont encore fondamentaux pour comprendre les dynamiques politiques et sociales de l'Amérique Latine contemporaine. D'autre part, les auteurs ont démontré les limites du politique et du rôle des gouvernements dans la transformation des rapports sociaux, en dépit des gains obtenus dans certaines sphères.

LA STRUCTURE DU LIVRE

Les travaux des auteurs sont organisés en trois parties. La première aborde les transformations de l'espace public sous trois facettes et univers différents : l'espace urbain, le médiatique et le politique. La seconde se penche sur la relation entre espace public et institutions politiques, autant à travers les processus judiciaires que législatifs. La troisième partie met en lumière le rôle des mouvements sociaux et des organisations sociales dans la construction de l'espace public. Alors que l'arrivée au pouvoir de partis politiques dits de gauche dans plusieurs États latino-américains au début des années 2000 avait suggéré une ouverture de l'espace public et l'inclusion de groupes auparavant exclus, les chapitres de ce volume présentent un portrait plus nuancé.

Dans la première partie de ce livre, les auteurs abordent l'espace public latino-américain, ses dynamiques et ses constructions, mettant en lumière les relations entre État et société sous la vague de gauche et leur impact sur les processus de changement et de continuité. L'espace public a-t-il été transformé par la vague de gauche en Amérique latine ? De quelle façon les changements et les continuités au sein de cet espace et à travers les relations entre État et société se sont-ils manifestés au cours des vingt dernières années ? Les apports théoriques et empiriques des textes de cette première section illustrent la complexité et la fluidité du concept d'espace public et tentent de répondre à des interrogations à la fois structurelles et conjoncturelles.

Malgré la reconnaissance de changements rhétoriques (Chiasson-Lebel) et de politiques publiques (Velasco), les auteurs tendent ici à mettre l'accent sur la continuité de pratiques auxquelles la vague de gauche n'a pas su mettre un terme. L'espace public y est ici perçu comme un espace

de représentation des intérêts d'une poignée de personnes – élites économiques, médiatiques (Durazo Herrmann) ou politiques – et comme un outil de (re)production du pouvoir au détriment du bien collectif. Ainsi, une conclusion sous-jacente à ces contributions est que les frontières poreuses entre les sphères d'influence privée et publique ont de profondes implications pour la représentativité des systèmes démocratiques en Amérique latine. En effet, les auteurs démontrent que la représentation des intérêts s'exerce à travers un accès encore limité et inégal au pouvoir politique, marqué par la perpétuelle exclusion des groupes marginalisés qui forment la majorité.

Dans la deuxième section, les auteurs traitent des manières dont les questions économiques peuvent être décisives et exercer un impact direct sur les espaces publics, la législation et l'exercice de la démocratie dans les pays avec des régimes de gauche. L'analyse du processus de destitution de Dilma Rousseff du mois d'août 2016 (Rodrigues Barreto) nous montre combien la stabilité macroéconomique était nécessaire pour maintenir les partis politiques de gauche au pouvoir. Paradoxalement, Rodrigues Barreto soutient que cette contrainte a renforcé le modèle économique dominant basé sur le marché financier et réduit la portée des transformations sociales prônées par la gauche.

Cette contrainte a aussi conduit certains pays considérés comme des fers de lance de la gauche latino-américaine, comme la Bolivie de Morales, à adopter des lois spécifiques qui circonscrivent des droits civils fondamentaux tels que la liberté d'expression, d'association et de réunion. En effet, Thede suggère que le gouvernement bolivien a tenté de nombreuses reprises de restreindre le champ d'action des mouvements sociaux opposés aux mégaprojets extractivistes, dans le cadre d'une supposée économie post-néolibérale. La comparaison avec le Pérou, un pays dont l'économie est aussi basée sur l'industrie extractiviste mais n'ayant pas connu de virage à gauche, est marquante (Thede, ce volume).

Dans la troisième partie de ce livre, les auteurs étudient l'intersection entre mouvements sociaux et gouvernance politique, à travers les mobilisations des mouvements syndicaux au Brésil et en Argentine (Colombat), des groupes kirchneristes et antikirchneristes en Argentine (Vommaro), ainsi que l'action collective des différents mouvements de l'État de Veracruz, au Mexique (Aguilar Sánchez). Un élément commun aux trois réflexions est la reconnaissance d'une *politisation* de l'espace

public dans le contexte des crises de la gauche et d'un certain renouvellement de la droite. Cela implique, selon les auteurs, un renforcement des identités politiques et des revendications de ces mouvements.

De plus, un autre élément d'analyse commun aux trois chapitres de cette section est l'autonomisation des organisations de base des partis politiques et des logiques électorales. Malgré leurs alliances avec des partis politiques de gauche ou de droite, les mouvements sociaux, à plusieurs occasions, semblent avoir réinventé les modes de participation politique. Ainsi, une question qui ressort de ces réflexions porte sur les conséquences de ces formes de participation sur la notion même d'espace public, nous éloignant ainsi des analyses de l'espace public normalement centrées sur les enjeux institutionnels du politique. Celles et ceux qui ont rédigé ces chapitres nous proposent un nouveau regard sur l'interaction entre le pouvoir politique et la force des organisations sociales, en mettant en lumière leur interdépendance et les tensions qu'engendrent leurs interactions sur les gouvernements de la vague de gauche.

UN SURVOL EMPIRIQUE DES ESPACES PUBLICS DE L'AMÉRIQUE LATINE DE LA VAGUE DE GAUCHE

Malgré les promesses de la gauche et de nombreux gains à plusieurs niveaux pour ce qui est des transformations plus ou moins radicales des structures socioéconomiques et politiques des XIX^e et XX^e siècles, les chapitres de la première section mettent en lumière la résilience de pratiques formelles et informelles de nature autoritaire. Dans la première section du livre, en analysant les cas du Brésil (Durazo Herrmann), de l'Équateur (Chiasson-Lebel) et du Venezuela (Velasco), on constate effectivement la persistance de mécanismes d'exclusion politique, sociale et économique, ainsi que les profondes inégalités qui régissent les rapports de pouvoir sous la gauche en Amérique latine.

Étant à la fois le reflet et la source des divisions et des inégalités, l'espace public sous la vague de gauche a surtout été décrit comme un regroupement d'espaces fragmentés et inégalitaires, ainsi que le démontrent les chapitres de la première section. La continuité des pratiques privilégiant la représentation des intérêts privés au détriment des intérêts collectifs démontre la persistance de structures d'inégalités socioéconomiques et politiques aux racines profondément ancrées. Nous sommes donc loin

de l'espace public en tant qu'agglomération d'individus privés œuvrant pour le bien commun tel que l'avait idéalisé Habermas, mentionné plus haut. Les auteurs en brossent en effet un portrait plutôt sombre, en mettant de l'avant le caractère néo-pluraliste des systèmes politiques, qui contribue à une conception et une mise en œuvre élitiste de la représentation politique et à la pérennité d'une citoyenneté limitée, restrictive¹³. C'est un espace public toujours contrôlé par les intérêts privés de groupes économiques et politiques dominants qui est l'arène et le produit des rapports sociaux dans de nombreux domaines, qu'ils soient médiatiques ou politiques, en Amérique latine.

De plus, la question de l'autonomie des acteurs – étatiques ou non étatiques – est au centre des réflexions proposées. Tant au sens des intérêts qu'au niveau organisationnel, l'interdépendance des acteurs occupant et construisant l'espace public est centrale. Produit de développements et de processus historiques qui ne peuvent malheureusement pas être abordés dans ce volume, faute d'espace, la faible autonomie de l'État et des acteurs non étatiques caractérise toujours les dynamiques politiques sous la gauche. Alors que l'exercice d'une citoyenneté démocratique relève d'une relation de dépendance entre les citoyens et les médias de communication (Durazo Herrmann), le rôle que ces derniers occupent en démocratie est double et contradictoire. Ils sont à la fois gardiens et pourfendeurs de la démocratie entendue au sens large ; ils permettent la production et la distribution de contenu informatif, tout en structurant le débat politique et déterminant les critères d'inclusion et d'exclusion des acteurs et enjeux. Ils contribuent donc à la (re)production du pouvoir politique, et leurs intérêts comme acteurs autonomes forgent leur occupation de l'espace public. D'autre part, il a été souligné que les capacités symboliques et matérielles limitées de l'État entraînent une dépendance vis-à-vis des acteurs privés, ce qui brouille les frontières entre les intérêts publics et privés (Chiasson-Label).

Les groupes d'intérêt privés jouent un rôle plus ou moins institutionnalisé dans la production et la mise en œuvre de politiques publiques sous la gauche. Mais la continuité de structure des inégalités socio-économiques, notamment en milieu urbain, n'est pas exclusivement ou directement le produit d'intérêts corporatifs. Il a été démontré que

13. Philip Oxhorn, 2004, « Neopluralism and the challenges for citizenship in Latin America », *Soundings: An Interdisciplinary Journal*, vol. 87, n^{os} 1-2, p. 27-58.

l'approfondissement de la ségrégation urbaine peut aussi être le produit de politiques publiques dont les instigateurs ont des objectifs électoraux contraires aux discours d'inclusion et de réduction des inégalités socio-économiques prônés par la gauche (Velasco). L'État sous la gauche a donc aussi joué un rôle prépondérant comme acteur des transformations du paysage public « par le haut », mais son degré d'autonomie vis-à-vis des acteurs privés démontre une grande variation, tant au plan national que subnational.

Comme pour la section précédente, dans la deuxième section les conclusions sur un élargissement vigoureux des espaces publics sous les régimes de gauche sont nuancées, voire pessimistes. En ce sens, le visage de la gauche au pouvoir, avec le succès de certaines politiques sociales modèles ayant mené à l'élargissement de la classe moyenne, restait néanmoins compatible avec un modèle économique néolibéral. Dans le contexte brésilien, Edison Rodrigues Barreto met en lumière la difficulté de l'ex-présidente Dilma Rousseff à gérer un gouvernement de coalition et son incapacité à atténuer le mécontentement de la classe moyenne traditionnelle, fortement influencée par les grandes entreprises médiatiques (Durazo Herrmann). L'auteur soutient que le climat économique et social, aggravé par le fonctionnement institutionnel politique brésilien du présidentielisme de coalition, a mené à la destitution de la présidente Rousseff en 2016.

Ensuite, Nancy Thede propose une étude comparative de la Bolivie et du Pérou qui démontre comment, au cours des dernières années, les changements législatifs entrepris par ces gouvernements ont eu tendance à criminaliser la contestation sociale et donc à restreindre l'accès de certains groupes aux espaces publics. En effet, en comparant un modèle économique néolibéral, celui du Pérou, avec un régime dit post-néolibéral, celui de la Bolivie, Nancy Thede conclut que la tendance à criminaliser la contestation sociale n'est pas nécessairement liée à un modèle économique en particulier.

Si l'économie néolibérale ne doit pas être perçue comme étant la seule force à l'origine de ce phénomène, Thede juge nécessaire d'explorer d'autres facteurs structurels, comme les politiques néo-développementalistes, par exemple. De ce fait, la présence d'un régime gauchiste au pouvoir, comme c'est le cas pour le gouvernement d'Evo Morales en Bolivie, ne garantit pas l'ouverture des espaces publics et

le renforcement des droits civils qui lui sont associés, à savoir la liberté d'expression, d'association et d'assemblée, ainsi que le droit à manifester pacifiquement.

Les deux premières sections avancent que les diverses crises politiques et gouvernementales qui ont eu lieu durant la dernière décennie ont affecté les partis et les régimes politiques en Amérique latine. Dans la dernière section, il est question de comprendre de quelle(s) façon(s) les organisations sociales se sont impliquées dans l'espace public pendant les diverses crises institutionnelles et comment les interactions entre partis politiques et mouvements sociaux au Mexique, au Brésil et en Argentine se sont développées lors de ces périodes cruciales. Les auteurs décrivent en effet ces dynamiques lors de la transition post-destitution au Brésil vers un régime de droite, lors de la crise du secteur agro-alimentaire (*crisis del campo*) en Argentine et lors de la transition du régime politique au début du siècle au Mexique. *Grosso modo*, ils soutiennent que pendant ces périodes et dans différents contextes, un renouvellement des identités politiques des organisations sociales a eu lieu au sein de la région.

Dans son chapitre, Thomas Collombat analyse les positionnements des organisations syndicales dans ces deux pays par rapport aux nouveaux scénarios de « virage à droite » de leurs gouvernements respectifs. Il souligne les fortes tensions qui ont marqué les trajectoires du syndicalisme tant au Brésil qu'en Argentine, celles-ci ayant comme facteur commun des systèmes d'organisation verticaux corporatistes et des plateformes de revendications politiques « progressistes ». Sous les gouvernements de gauche – Lula et Dilma au Brésil et les Kirchner en Argentine – ces tensions n'ont pas pris fin. Collombat s'attache en particulier à observer comment se développent les dynamiques syndicales dans ce moment postérieur aux gouvernements de gauche où les politiques néolibérales ont été renforcées, c'est-à-dire après l'élection de Mauricio Macri en Argentine et la prise de pouvoir de Michel Temer au Brésil. L'une des différences entre le cas argentin et le cas brésilien tient aux dynamiques des organisations syndicales de base. Dans le cas du Brésil, malgré les efforts du gouvernement pétiste pour renforcer la vie syndicale, les résultats n'ont pas été complètement positifs et face aux mesures actuelles du nouveau président Temer, ils démontrent les faiblesses du modèle syndicaliste instauré. En Argentine, au contraire, le modèle syndical qui se structure de plus en plus de manière autonome des partis politiques

semble survivre après trois années du gouvernement de Mauricio Macri. Cependant, dans les deux cas, il semble que le syndicalisme des mouvements sociaux rencontre des limites, ce qui incite à s'interroger sur la façon dont le syndicalisme réagira à l'avenir au sein de l'espace public.

Ensuite, Gabriel Vommaro propose une analyse qui permet de comprendre un élément clé de la construction des identités kirchneriste et anti-kirchneriste en Argentine. Selon l'auteur, le gouvernement de Cristina Fernández proposait un modèle économique basé sur un équilibre entre l'accumulation des richesses et l'inclusion sociale. En conséquence, un système distributif fut instauré : les prix des matières premières d'exportation (*commodities*) ont été régulés, tant pour le marché interne que pour l'exportation. Vommaro avance qu'un point nodal de la construction identitaire politique actuelle en Argentine remonte à 2008, autour du conflit sur les droits d'exportation des céréales, considéré comme un événement fondateur de l'antagonisme entre kirchneristes et anti-kirchneristes.

Malgré la grande division de la gauche, les changements économiques et sociaux, comme les lois de parité de genre et une nouvelle régulation du système médiatique, ont permis de réunir plusieurs secteurs dans une rhétorique commune de caractère national-populaire. Ainsi, Vommaro conclut que la reconstruction de ces deux camps identitaires a dévoilé les identités politiques en Argentine, sur la base d'un conflit redistributif qui perdure encore aujourd'hui.

Le chapitre de Martín Aguilar Sánchez analyse la trajectoire de la contestation sociale dans l'État de Veracruz, au Mexique, pendant la transition. Les luttes autochtones et syndicales qui ont eu lieu à Veracruz se sont organisées en opposition à la tendance extractiviste des gouvernements fédéral et subnational et portent un caractère antiautoritaire de défense du bien commun. Ainsi, Aguilar Sánchez souligne que les autochtones ont réussi à renforcer la participation citoyenne à l'échelle locale.

De plus, d'autres mobilisations ont réussi à freiner des projets extractifs tels que les investissements hydroélectriques, miniers et pétroliers. Suite aux mobilisations de 2016 contre la réforme éducative, de nouveaux syndicats d'enseignants ont été créés, modifiant ainsi l'ancienne structure corporatiste et sa relation avec l'État. Ainsi, Aguilar Sánchez suggère que la participation politique à Veracruz pendant cette période qui a succédé au déclin du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) a permis un

élargissement de l'espace public grâce à la diversité des acteurs sociaux organisés contre l'expansion d'un modèle capitaliste extractiviste, ainsi qu'à la diversification de l'arène électorale.

Pour conclure, les thématiques et les enjeux abordés dans ce volume décrivent des espaces publics extrêmement dynamiques, lors d'une période où plusieurs pays d'Amérique latine ont été gouvernés par des partis politiques dits de gauche (voir aussi le chapitre final de Levy). Malgré un élargissement inégal de ces espaces publics, on remarque une plus grande appropriation des instances délibératives par plusieurs secteurs auparavant exclus des paysages démocratiques. Par exemple, le rôle qu'ont joué les mouvements sociaux et la société civile dans l'élargissement des espaces de revendication – malgré la présence de gouvernements parfois hostiles à la diversification des méthodes et mécanismes de délibération – souligne l'importance de poursuivre leur étude depuis la science politique. Outre les thématiques présentées dans ce livre, l'analyse des espaces publics latino-américains est loin d'être exhaustive. La région constitue un laboratoire à la fois pertinent et unique pour poursuivre l'approfondissement de l'étude de leur évolution¹⁴. Notamment, de prochaines analyses pourraient se pencher sur la résilience des tendances mentionnées plus haut et la façon dont elles interagissent avec les gouvernements de droite ou de centre-droite nouvellement au pouvoir – notamment en Argentine et au Brésil.

RÉFÉRENCES

- Arditi, Benjamin, 2008, « Arguments about the Left Turns in Latin America : a post-liberal politics ? » *Latin American Research Review*, vol. 43, n° 3, p. 59-81.
- Brisset-Foucault, Florence, Marc Saint-Upéry, Yves Sintomer et Alain Lipietz, 2006, « Amérique latine : les racines du tournant à gauche ». *Mouvements*, vol. 5-6, n°s 47-48, p. 5-12.
- Castañeda, Jorge, 2006, « Latin America's Left Turn ». *Foreign Affairs*, mai-juin, p. 28-43.
- Casullo, Maria Esperanza, 2014, « ¿En el nombre del pueblo? Por qué estudiar al populismo hoy ». *Postdata*, vol. 19, n° 2, p. 277-313.

14. Thede, 2014, *op. cit.*

- Escobar, Arturo, 2010, « Latin America at a Crossroads: Alternative Modernizations, Post-liberalism, or Post-development? » *Cultural Studies*, vol. 24, n° 1, p. 1-65.
- Habermas, Jürgen, Sara Lennox et Frank Lennox, 1974, « The Public Sphere: An Encyclopedia Article (1964) ». *New German Critique*, n° 3, p. 49-55.
- Fraser, Nancy, 1990, « Rethinking the Public Sphere: A Contribution to the Critique of Actually Existing Democracy ». *Social Text*, n°s 25-26, p. 56-80.
- Low, Setha et Neil Smith (dir.), 2013, *The Politics of Public Space*. New York, Routledge.
- Montambeault, Françoise et Manuel Balán (dir.), à paraître, *What's Left? The Promise and Reality of Inclusive Citizenship in Latin America*. Notre Dame, Notre Dame University Press.
- Morris, Stephen et Charles Blake (dir.), 2010, *Corruption and Politics in Latin America: National and Regional Dynamics*. Boulder, Lynne Rienner Publishers.
- Oxhorn, Philip, 2004, « Neopluralism and the Challenges for Citizenship in Latin America ». *Soundings: An Interdisciplinary Journal*, vol. 87, n°s 1-2, p. 27-58.
- Thede, Nancy, 2014, « Le politique autrement : vers un renouvellement des cadres et des pratiques des mobilisations en Amérique latine ». Dans Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier (dir.), *L'Amérique latine : laboratoire du politique autrement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 1-12.
- Yrigoyen, Raquel, 2011, « El horizonte del constitucionalismo pluralista: del multiculturalismo a la descolonización ». Dans César Rodríguez Garavito (dir.), *El derecho en América Latina: un mapa para el pensamiento jurídico del siglo XXI*, Buenos Aires, Siglo XXI, p. 139-159.



LES TRANSFORMATIONS DES ESPACES PUBLICS

CONGLOMÉRATS NATIONAUX ET ESPACE PUBLIC

Stratégies de politisation de l'activité
économique sous un gouvernement
de gauche en Équateur¹

THOMAS CHIASSON-LEBEL

Université de Californie, Santa Cruz

Rafael Correa a remporté l'élection présidentielle de 2006 en Équateur avec un discours très critique à l'égard du pouvoir des groupes économiques sur les partis politiques et l'État. Son premier plan de gouvernement (2007-2011) annonçait qu'il faudrait «dégager les obstacles politiques qui empêchent le changement, notamment *les groupes économiques* qui ont un pouvoir de veto, ainsi que leurs représentants et comparses au sein de l'exécutif, du législatif et du pouvoir judiciaire qui maintiennent le pays enchaîné»². À la suite de sa victoire électorale, Correa a posé des gestes concrets pour diminuer l'influence des groupes économiques et des *cámaras de la producción* – chambres de commerce, d'industrie, d'agriculture, etc. Ces dispositions ont, de l'aveu des porte-parole de ces chambres, affaibli leur capacité

1. Je remercie Pablo Ospina, Rosa Chabot et Julián Durazo Herrmann pour leurs commentaires sur une version antérieure. Les réserves habituelles s'appliquent.
2. Alianza PAIS, «Plan de Gobierno de Alianza Pais 2007-2011», 26 novembre, p 14. Je traduis les textes originaux en espagnol et en anglais; dans cette citation, je souligne.

d'agir dans l'espace public et d'influencer l'État. Cela a valu à Correa d'être associé à la gauche radicale du continent³.

Malgré ces mesures, les résultats sont clairs : les principaux conglomerats du pays ont consolidé leur position économique. Par exemple, les revenus de Corporación Favorita⁴, géant de la production et de la distribution alimentaire, sont passés de 1,07 milliard \$ US en 2007 à 2,30 milliards en 2016, et les profits de 70 à 135 millions \$ US durant la même période malgré une baisse des revenus en 2016 due au contexte économique⁵. Le groupe Banco Pichincha a également connu une augmentation de ses revenus de 1,17 milliard \$ US en 2007 à 2,10 milliards en 2016⁶. Plus récemment, certains groupes ont aussi regagné une influence politique par un renouvellement de leurs stratégies d'action dans l'espace public.

Comment saisir la coexistence, d'une part, d'un gouvernement qui critique vertement le pouvoir des groupes économiques, et d'autre part, de groupes économiques qui affichent des taux de croissance spectaculaires mais se plaignent ostensiblement de leur perte d'influence sur l'État et son programme économique ?

Cette recherche vise à mettre en contraste les stratégies des groupes économiques visant à orienter l'espace public et influencer les politiques gouvernementales. Elle s'appuie sur un cadre théorique d'économie politique culturelle critique (EPCC) qui offre des outils pour appréhender comment les détenteurs d'un pouvoir économique cherchent

-
3. Jeffery R. Weber et Barry Carr, 2013, *The New Latin American Left: Cracks in the Empire*, Toronto, Rowman & Littlefield ; Steve Ellner (dir.), 2014, *Latin America's Radical Left: Challenges and Complexities of Political Power in the Twenty-First Century*, Latin American Perspectives in the Classroom. Lanham : Rowman & Littlefield.
 4. Les chiffres entre parenthèses qui suivent le nom de groupes économiques indiquent leur position dans le classement 2017 du SRI, l'agence du revenu de l'Équateur ; Servicio de Rentas Internas (SRI), « Grupos Económicos, Conformación y Comportamiento Tributario 2017 », en ligne.
 5. Corporación Favorita, « Informe Anual 2011 » ; Corporación Favorita, « Informe Anual 2016 ».
 6. Les données financières de Banco Pichincha proviennent des registres de groupes produits par le SRI en 2008 et en 2017. Il est possible que le revenu total se trouve artificiellement gonflé par une augmentation des membres du groupe identifiés par le SRI. Cependant, plus de la moitié des 15 plus importantes compagnies du groupe en 2007 sont encore parmi les plus importantes en 2017, et l'augmentation de leur revenu est plus importante que la tendance générale du groupe. Il semble juste d'estimer que le noyau du groupe demeuré constant ait été le moteur de sa croissance.

non seulement à maximiser le rendement de leurs actifs, mais aussi à influencer la production de règles, de normes et de sujets afin de modeler un espace public à leur avantage.

Je démontre que certains conglomérats nationaux ont développé de nouvelles stratégies d'intervention en réponse aux transformations institutionnelles réalisées par le gouvernement de Correa. Ces stratégies contribuent à orienter l'espace public vers des horizons qui conviennent aux conglomérats qui les pratiquent. Cette lecture n'exclut pas que l'importance économique des conglomérats nationaux se traduise elle-même en poids politique (selon l'expression *too big to fail*). L'importance économique des conglomérats contribue à elle seule à orienter l'action des dirigeants politiques. Cependant, n'est-il pas naïf de croire que les groupes économiques limitent leurs actions à la production et à la distribution de leurs marchandises et ne cherchent pas à influencer l'espace public et les politiques? En observant la réaction des groupes économiques aux tentatives du gouvernement de solidifier leur autonomie, cela devient évident. Tout comme en Argentine (voir le chapitre de Gabriel Vommaro), les élites économiques participent à un conflit distributif.

En Équateur, contre un gouvernement associé à la gauche « radicale », les conglomérats ont développé ou renforcé de nouvelles façons d'exercer un ascendant sur la société, moins ostentatoires, tournées vers un discours de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), privilégiant des interventions autour d'une vision particulière de l'entrepreneuriat, de l'innovation, afin que celle-ci bénéficie aux groupes qui la diffusent. On peut observer ces nouvelles pratiques par la variation des stratégies entre les différents conglomérats. La sélectivité qui s'opère favorise ces nouvelles stratégies que nous avons appelées *actives-orientées*. Tout en respectant l'autonomie renouvelée de l'État, ces nouvelles stratégies permettent de consolider des avenues de collaboration avec différentes institutions sur la base d'une légitimité construite dans l'espace public. Elles vont de pair avec un discours sur le développement économique qui influence la vision du développement du gouvernement, et dispute à l'État son rôle de représentant du « public » dans le développement économique.

LES GROUPES ÉCONOMIQUES EN ÉQUATEUR ET LEUR INFLUENCE HISTORIQUE

Malgré une tradition d'analyse des conglomérats d'Amérique latine⁷, ils ne reçoivent pas l'attention correspondant à leur importance économique et politique⁸. Appelés groupes économiques (*grupos económicos*), ce sont des regroupements d'entreprises légalement distinctes, intégrées verticalement, horizontalement ou diagonalement, dont le contrôle est assumé de façon centralisée par une hiérarchie plus ou moins formelle (en Équateur, un groupe est l'ensemble des parties qui possèdent directement ou indirectement 40 % ou plus de participation actionnariale dans d'autres sociétés). La formalité est relative puisque ce sont souvent des liens de parenté entre les principaux actionnaires et gestionnaires qui assurent la cohésion des différentes parties des groupes⁹. Certains groupes économiques d'Amérique latine ont développé des filiales hors frontières au cours des dernières décennies, devenant ainsi des multinationales (*multilatinas*). Les politiques économiques d'inspiration néolibérale appliquées dans la région dans les années 1980 et 1990 ont favorisé leur consolidation nationale, et la libéralisation des règles régissant leurs transactions hors frontières a facilité une expansion internationale¹⁰.

J'ai choisi d'étudier les groupes économiques en Équateur dont la base d'accumulation est principalement nationale. Ceux-ci demeurent les

-
7. Voir, entre autres, Wilson Peres, 1998, *Grandes empresas y grupos industriales latinoamericanos*, Mexico, Siglo XXI Editores Mexico ; Jorge Basave, 2001, *Un siglo de grupos empresariales en México*, Mexico, Instituto de Investigaciones Económicas (UNAM), M.A. Porrúa ; Alex E. Fernández Jilberto et Barbara Hogenboom, 2007, *Big Business and Economic Development: Conglomerates and Economic Groups in Developing Countries and Transition Economies under Globalisation*, Londres, Routledge ; Benedicte Bull, Fulvio Castellacci et Yuri Kasahara, 2014, *Business Groups and Transnational Capitalism in Central America: Economic and Political Strategies*, en ligne.
 8. Peres, *Grandes empresas y grupos industriales latinoamericanos*, *op. cit.*, p. 9.
 9. Plusieurs auteurs soulignent le caractère familial des liens qui unissent les différentes composantes de groupe, dont Santiago Solano-Gallegos et Luis Tobar-Pesántez, 2017, « Caracterización de los grupos económicos en Ecuador según el Servicio de Rentas Internas SRI al año 2015 », *Revista Observatorio de la Economía Latinoamericana*, avril, p. 13.
 10. Luis Fierro Carrión, 1991, *Los grupos financieros en el Ecuador*, Quito, CEDEP, Centro de educación popular, p. 15-16 ; Peres, *op. cit.*, p. 13 ; Fernández Jilberto, « América Latina », *op. cit.*, p. 97.

principaux acteurs économiques du pays, et les plus susceptibles de vouloir influencer directement l'espace public et la politique.

Les études des groupes économiques en Équateur¹¹ font le constat répété qu'ils sont importants parce qu'ils contrôlent des pans importants de l'économie, mais qu'il est difficile de cerner de façon précise comment ils exercent un ascendant sur l'État¹². Selon Gilda Farrell, « la tendance d'analyse dominante à propos de la configuration interne du pouvoir économique est d'identifier les familles les plus puissantes sans toutefois parvenir à analyser leurs actions de consolidation d'un tel pouvoir à travers leurs relations avec l'État et/ou des groupes internationaux »¹³. Cette tendance était compréhensible jusqu'à tout récemment puisqu'en plus de servir des fins d'intégration de la production, les groupes se sont formés pour brouiller les liens de propriété afin d'éviter des contraintes réglementaires ou fiscales. L'énergie était donc concentrée à cerner leur étendue.

On connaît néanmoins certaines formes historiques d'influence politique et sociale exercée par les élites économiques, notamment des œuvres de charité contrôlant les services sociaux de certaines villes¹⁴. On sait aussi que les élites économiques ont exercé un contrôle quasi total sur l'État tout au long du XX^e siècle¹⁵. Cependant, la division entre les élites de la côte, surtout fortifiées par les vagues d'agro-exportation (cacao, puis banane), et celles de la sierra, surtout organisées pour approvisionner les marchés internes, se sont consolidées en

11. Guillermo Navarro, 1976, *La concentración de capitales en el Ecuador*, Quito, Ediciones Solitierra; CEDIS, 1986, *Los Grupos monopólicos en el Ecuador: un ensayo de difusión popular*, Quito, Centro de Estudios y Difusión Social; Fierro Carrión, *Los grupos financieros en el Ecuador*, op. cit.

12. Fierro Carrión, op. cit., p. 18.

13. Gilda Farrell (dir.), 1989, *La investigación económica en el Ecuador*, Quito, ILDIS, p. 36.

14. Patricia de la Torre Araúz, *Stato nostro: la cara oculta de la beneficencia en el Ecuador*, Quito, Ediciones Abya-Yala.

15. Le droit de vote ne fut accordé aux analphabètes qu'en 1979. Jusqu'alors, une très faible partie de la population participait aux élections. En faisant un décompte de ceux qui occupent l'exécutif, Hanson a démontré que pendant les années 1950 et 1960, les élites économiques assumaient directement le pouvoir politique; David Parker Hanson, 1971, *Political Decision-Making in Ecuador: The Influence of Business Groups*, thèse de doctorat, Université de Floride.

tant que différences culturelles¹⁶. Bien qu'ils cherchent à étendre leurs activités sur tout le territoire, les groupes économiques suivent ce découpage entre la côte et les Andes. Historiquement, cette division régionale a conféré une certaine autonomie aux forces armées, ce qui explique la faible violence politique dans le pays au cours du XX^e siècle¹⁷. Elle explique aussi que la dictature militaire des années 1970 ait pu imposer un programme économique orienté vers l'industrialisation et le marché intérieur à une élite économique réfractaire, qui s'est mobilisée contre les ingérences de l'État¹⁸.

Avec la transition démocratique en 1979, puis les réformes néolibérales des années 1990, les élites économiques ont cherché à accroître leur emprise sur l'État qui avait été affectée par la dictature militaire des années 1970 et son contrôle de la rente pétrolière. La présidence de León Febres-Cordero (1984-1988) et celle de Sixto Durán-Ballén (1992-1996), issus des élites de la côte, témoignent de cette tendance des élites à vouloir contrôler l'État.

Le saut qualitatif de la révolution citoyenne

L'arrivée au pouvoir du gouvernement de Correa (2007-2017) a signifié un saut qualitatif dans les relations entre l'État et les élites économiques. Son programme de gouvernement annonçait clairement qu'il visait à briser l'emprise des grands groupes économiques sur les pouvoirs de l'État¹⁹, objectif dont il est parvenu à se rapprocher en disputant aux élites et groupes économiques leur sphère d'influence par divers moyens. D'une part, Correa a remporté l'élection au second tour (avec 56 % contre 43 % des voix) contre Álvaro Noboa Pontón, le dirigeant du groupe économique Noboa. Il s'agissait d'une troisième participation électorale pour Noboa qui domina le premier tour avec 27 % des votes.

16. Andrés Guerrero, 1994, *Los oligarcas del cacao: ensayo sobre la acumulación originaria*, Quito, El Conejo.

17. Pablo Ospina Peralta, 2016, *La aleación inestable. Origen y consolidación de un Estado transformista: Ecuador, 1920-1960*, thèse de doctorat, Université d'Amsterdam, Centre for Latin American Research and Documentation (CEDLA).

18. Catherine M. Conaghan, 1988, *Restructuring Domination: Industrialists and the State in Ecuador*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

19. Alianza PAIS, « Plan de Gobierno de Alianza Pais 2007-2011 ».

C'était un enjeu de la campagne de Correa que d'empêcher l'un des plus importants groupes économiques du pays de contrôler l'exécutif²⁰.

Après sa victoire électorale, Correa a obtenu des tribunaux qu'ils rejettent, au motif d'anticonstitutionnalité, la disposition obligeant les compagnies à être membre d'une chambre de production, souvent dirigée par des gens proches des groupes économiques. Ce faisant, Correa affaiblissait l'une des sources d'influence des groupes économiques sur l'espace public. Comme le soulignait le représentant d'une Chambre de la sierra,

[l]a force politique qu'avaient les chambres est amoindrie du fait que l'affiliation n'est plus obligatoire [...]. Cela affecte la quantité et la présence que nous pouvons avoir dans la presse par de la publicité, par la réalisation d'enquêtes ou l'emploi d'experts en communication²¹.

Certains reconnaissaient que leur influence antérieure était trop grande. Un autre porte-parole d'une chambre disait à cet égard : « [j]e comprends que les chambres, à travers de puissants groupes économiques, avaient une certaine capacité d'ingérence dans les nominations, en suggérant des personnes ou en suggérant telle ou telle action, ce qui est de toute évidence mal et ne se produit plus aujourd'hui »²².

À ce changement d'attitude gouvernementale pour amoindrir l'influence des entreprises et groupes économiques sur l'État, s'ajoutent les réformes des institutions de l'État. L'adoption d'une nouvelle Constitution en 2008 et le brassage institutionnel qui s'en est suivi ont réduit les espaces de représentation sectorielle au sein de l'État, notamment de représentation entrepreneuriale. Cela ne s'est pas limité aux groupes économiques et chambres de production. Les organisations syndicales, paysannes et autochtones ont connu une expérience similaire, en plus de souffrir d'une répression similaire à celle notée en Bolivie (voir le chapitre de Nancy Thede). Cette dynamique a été définie comme étant une « croisade anti-corporatiste²³ ». Mais ce qui nous intéresse ici est

20. Le parti d'Álvaro Noboa, PRIAN, était la plus importante force politique au sein du congrès national, comptant 28 élus sur 100 sièges.

21. Ecuador-A1, entrevue, 9 juillet 2012.

22. Ecuador-B1, entrevue, 12 juillet 2012.

23. Pablo Ospina Peralta, 2011, « Ecuador: la participación ciudadana en el proyecto de Estado de Rafael Correa ». Dans Juan Proaño Salgado et Natalia Marcos Ruíz (dir.),

l'attitude des groupes économiques face à ce changement, et puisqu'ils jouissaient d'un accès privilégié aux institutions²⁴, c'est eux qui avaient le plus à perdre.

De plus, sous le gouvernement de Correa, l'Agence du revenu équatorienne, le *Servicio de Rentas Internas* (SRI), a commencé en 2008 à informer le public de l'organisation des groupes économiques et de leur comportement fiscal²⁵, incluant depuis 2017 une liste des entreprises identifiées dans les « Panama Papers » qui ont des liens avec des groupes économiques. Le travail entamé par le SRI identifiait 17 groupes économiques pour l'année 2007. En précisant et renforçant les obligations de divulgation de propriété de sociétés associées, et en se dotant d'outils informatiques pour analyser les bases de données, le SRI est parvenu à identifier autour de 215 groupes économiques en 2016, dont les revenus combinés totalisent 58 milliards \$ US²⁶ (59 % du PIB de 98 milliards \$ US²⁷, et près du double des revenus du secteur public non financier²⁸).

Les 50 premiers groupes ont des revenus combinés de 37 milliards, soit près des deux tiers de tous les groupes, et plus du tiers du PIB. Selon un autre fonctionnaire du même service, avant que le SRI ne resserre sa vigilance, l'évasion fiscale des groupes atteignait 80 %²⁹. À ce jour, les contributions à l'impôt sont encore proportionnellement faibles puisque, malgré leur importance économique, les groupes ne génèrent

Dossier Ecuador 2011, Buenos Aires, Instituto de Estudios de América Latina y el Caribe (IEALC) de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de Buenos Aires, p. 124-145.

24. SENPLADES, 2009, « Recuperación del Estado nacional para alcanzar el Buen Vivir. Memoria Bienal 2007-2009 », Memoria Bienal, Quito, Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo, p. 37.
25. Presidencia de la República del Ecuador, 2016, Reglamento para la aplicación de la Ley de régimen tributario interno, LORTI, Decreto Ejecutivo n° 374.
26. Servicio de Rentas Internas (SRI), « Grupos Económicos, Conformación y Comportamiento Tributario 2017 ».
27. Selon les données de la Banque Mondiale, en ligne [https://data.worldbank.org/country/ecuador].
28. Selon les chiffres de la Banque centrale de l'Équateur.
29. Redacción Quito, 2017, « 215 grupos económicos tiene el país; 25 se sumaron en este año ». *Líderes*, 31 octobre, sect. informe.

que 40 % de l'impôt sur le revenu, ce qui représente approximativement 5 % des revenus du secteur public non financier³⁰.

Des représentants de groupes économiques déplorent les institutions de contrôle et de surveillance, arguant qu'elles ont augmenté radicalement leur présence depuis l'élection de Correa, alors qu'ils ne parviennent plus à intervenir auprès des élus au sujet des politiques qu'ils adoptent. L'un d'entre eux disait à cet égard :

[o]n ne travaille plus pour les clients, qui sont nos vrais chefs, parce qu'on travaille toujours un peu pour ces organismes de l'État qui nous demandent des informations à tout bout de champ pour... je ne sais pas, voir où nous allons glisser et comment ils pourront, d'une certaine façon, nous dominer³¹.

À ces transformations de l'État se sont ajoutées des réformes touchant le droit des organisations financières d'influencer l'espace public. La nouvelle Constitution interdit explicitement (art. 312) aux groupes financiers, à leurs actionnaires et à leurs dirigeants de détenir des actifs dans les médias ou de les contrôler. En parallèle, le gouvernement a développé un réseau de médias publics comprenant une chaîne de télévision, une agence de presse, un réseau radiophonique de couverture nationale et deux journaux imprimés. Contrairement au Brésil, l'État est entré en concurrence pour disputer l'influence qu'exercent les médias privés dans l'espace public, en offrant une voix plus sympathique aux positions du gouvernement en place (voir le chapitre de Julián Durazo Herrmann).

La majeure partie des médias demeure néanmoins de propriété privée, et bien que certains appartiennent à des groupes économiques importants (par exemple, la chaîne télévisée Telerama appartient au groupe Eljuri), les principaux groupes économiques sont peu dédiés à la production médiatique. Les groupes économiques les plus actifs dans le domaine médiatique sont plus modestes et surtout concentrés dans ce secteur, comme le groupe Ecuavisa (142), et le groupe El Comercio – Platinum Radio³². La propriété des médias ne semble pas être le principal mode

30. Proportions obtenues par des calculs de l'auteur sur des données du SRI et de la Banque centrale de l'Équateur.

31. Ecuador, EC-GE-D1, entrevue, 1^{er} novembre 2017.

32. Le groupe El Comercio a été acheté en 2015 par un investisseur guatémaltèque du nom de Juan Carlos Gonzalez Sáenz, par l'entremise de l'entreprise Blackster enregistrée en Uruguay.

d'action des groupes économiques pour influencer l'espace public. Il existe un autre registre de stratégies que nous allons maintenant explorer.

LES STRATÉGIES DES GROUPES ÉCONOMIQUES POUR MAINTENIR UNE INFLUENCE POLITIQUE FACE À UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE

Pour identifier les stratégies des groupes économiques visant à influencer l'espace public, je m'inspire d'un cadre théorique d'économie politique culturelle critique (EPCC)³³. Cette approche cherche expressément à produire une synthèse entre les analyses structurelles (matérielles) et l'importance des pratiques discursives (sémantiques) pour expliquer les phénomènes à l'étude. Elle soutient que la reproduction de l'économie ne peut se comprendre sur des bases strictement matérielles de production et d'échange, bien que celles-ci soient essentielles. Elle souligne la nécessité de considérer l'espace ontologique du processus discursif de production de sens pour expliquer les formes particulières adoptées par les économies et les institutions politiques.

L'EPCC suggère ainsi d'étudier l'espace public en tant lieu où se déroule la dispute pour la définition des frontières entre les institutions de l'État et ce qui relève d'autres organisations sociales.

Les États n'existent pas sur une tribune isolée depuis laquelle ils supervisent leurs sociétés. Ils sont encastrés dans un (ou des) système politique plus large(s), articulés avec d'autres ordres institutionnels eux-mêmes liés à d'autres formes de société civile. Un aspect fondamental de leur transformation se produit par le redécoupage des lignes de différence entre l'État et son (ou ses) environnement(s) alors que l'État (et les forces sociales qu'il représente) redéfinit ses priorités, augmente ou réduit ses activités, les réajuste en fonction de nouveaux défis, cherchant une plus

33. Ngai-Ling Sum et Bob Jessop, 2013, *Towards a Cultural Political Economy: Putting Culture in Its Place in Political Economy*, Cheltenham, Edward Elgar; Bob Jessop, 2007, *State Power: a Strategic-Relational Approach*, Cambridge, Polity; Andrew Sayer, 2001, « For a Critical Cultural Political Economy », *Antipode* vol. 33, n° 4, p. 687-708; Fernando Ignacio Leiva Letelier, 2010, « Acumulación, cohesión social y subjetividad en el capitalismo latinoamericano contemporáneo, El aporte de la economía política cultural crítica », communication présentée lors du Congrès de l'Association de sociologie d'Amérique centrale (ACAS), San José (Costa Rica), 6 août.

grande autonomie ou un meilleur partage du pouvoir, retirant ou réencastrant certaines institutions et pratiques au sein de l'ordre social³⁴.

Il faut reconnaître que la distinction entre l'État et le système politique en général fait une grande différence et est définie (et redéfinie) tant matériellement que discursivement³⁵.

L'économie politique culturelle critique et son approche stratégique-relationnelle s'intéressent à la concurrence entre différentes forces sociales qui développent des stratégies dans l'espace public et se répondent les unes aux autres pour changer l'ensemble d'idées qui sous-tend et étaye la structure politico-économique de nos sociétés. Elles invitent à l'étude de leurs discours et des intérêts qu'ils défendent pour expliquer lesquels sont sélectionnés, retenus et institutionnalisés, et comment ils contribuent à redéfinir l'espace public en tant qu'espace d'accumulation politique et économique.

En plus de tenir pleinement compte du poids politique qui résulte de l'importance économique des groupes économiques, l'EPCC invite à l'étude des stratégies qu'ils utilisent dans l'espace public pour modeler les conceptions qui donnent sens aux pratiques sociales et les orientent, et déplacer les frontières qui séparent ce qui est de l'État de ce qui est contrôlé par d'autres organisations de la société. Des groupes économiques cherchent à promouvoir certains concepts, acceptions et interprétations qui donnent sens à l'action des individus et institutions pour que les sens hégémoniques institutionnalisés leur soient favorables. J'étudie ces stratégies en alliant des entrevues avec des dirigeants de groupes économiques, une revue de leurs rapports annuels et de leurs rapports de responsabilité sociale, des entrevues avec des dirigeants d'organisations caritatives liées à ces groupes, et une revue de certains magazines d'affaires dans lesquels les dirigeants des groupes économiques exposent leur pensée (*Ekos negocio, Vistazo, Líderes, La Verdad*).

J'ai identifié quatre principales stratégies, et j'associerai les noms de quelques groupes à celles-ci sans qu'il s'agisse d'une liste exhaustive. Les stratégies ne sont pas uniquement liées au contenu du discours, mais à

34. Jessop, *State power, op. cit.*, p. 5.

35. Jessop, *State power, op. cit.*, p. 6-7.

des façons de les promouvoir afin qu'ils soient sélectionnés, retenus et institutionnalisés.

Stratégie ostentatoire de contrôle direct

Cette stratégie, dominante pendant l'essentiel du XX^e siècle et pendant la période néolibérale, est celle par laquelle les dirigeants de groupes économiques cherchent à assumer directement le pouvoir politique, ou à avoir de proches alliés qui occupent le plus de fonctions possible au sein des hautes sphères de l'État. Cette stratégie présente les membres de l'élite économique en tant qu'individus exceptionnels au sein de l'espace public afin qu'augmentent leur influence sur l'État. La revue *Vistazo* alimente cette stratégie en publiant depuis cinq ans un classement annuel des 100 « personnes d'affaires » les plus respectées.

La présidence de León Febres-Cordero (1984-1988) et celle de Sixto Durán-Ballén (1992-1996) sont des succès récents de cette stratégie. Le premier, homme d'affaires et ex-employé du groupe économique Noboa, est devenu président de la Chambre d'industrie de la province de Guayas sur la côte, et le leader de la résistance patronale aux politiques développementistes de la dictature militaire des années 1970. Il s'est fait élire à la présidence en 1984, avant de devenir maire de Guayaquil (1992-2000). Pendant sa présidence, les interventions médiatiques des chambres de production ont grandement diminué, indiquant que les doléances des élites économiques étaient traitées avec fluidité au sein même du gouvernement, et qu'il était alors moins utile de les exposer dans l'espace public³⁶.

Cette stratégie visant le contrôle direct se poursuit à ce jour. Álvaro Noboa Pontón, mentionné plus haut, est l'une des personnes les plus riches du pays. Principal dirigeant du groupe Noboa, il s'est présenté à cinq élections présidentielles (entre 1998 et 2013) et a fondé son propre parti politique en 2002 (Partido Renovador Institucional Acción Nacional, PRIAN). Il dissimulait mal, voire pas du tout, ses intentions d'utiliser son pouvoir économique pour tenter de contrôler directement

36. Alexis Naranjo, 1994, « Las cámaras de la producción y la política: Ecuador 1980-1990 », *Ecuador Debate*, n° 31, p. 155-168.

l'appareil d'État. Il a même été reconnu coupable en 2002 d'avoir déboursé près du double des dépenses électorales autorisées³⁷.

Le groupe économique que dirige Álvaro Noboa a été fondé dans les années 1930 par une alliance entre la United Fruit Company et son père, Luis Noboa Naranjo. Il s'agit d'un empire d'exportation de produits agricoles (la banane, mais aussi le café, le cacao, le riz et le sucre) dont Álvaro Noboa Pontón est devenu le principal dirigeant. La sœur d'Álvaro, Isabel Noboa, a fondé un groupe économique distinct dont il sera question plus loin.

En plus de Febres-Cordero, plusieurs dirigeants politiques importants de l'Équateur ont travaillé pour le groupe Noboa, dont Jaime Nebot, maire depuis 2000 de Guayaquil, jusqu'à récemment la capitale économique du pays. Ainsi, les tentatives de contrôle du pouvoir politique du groupe Noboa ne sont pas subtiles. Elles sont ostentatoires et visent le contrôle direct des institutions.

Les œuvres de bienfaisance dans lesquelles le groupe investit défendent les valeurs religieuses de son dirigeant. La fondation du groupe, *Fundación Cruzada Nueva Humanidad* (croisade pour une nouvelle humanité), dirigée par M. Noboa lui-même, affiche des fins religieuses³⁸ et porte assistance aux personnes dans le besoin par des dons matériels. La réalisation des activités caritatives met souvent en scène Álvaro Noboa lui-même, et le présente dans l'espace public en tant que personnage « hors du commun ». La revue contrôlée par le groupe économique, *La Verdad*, fait autant la publicité des produits du groupe que la promotion des politiciens liés au groupe³⁹.

La forme d'engagement politique de Noboa n'est probablement pas étrangère à certaines difficultés rencontrées par son groupe économique dans ses relations avec l'État dirigé par Correa. Pour une dette fiscale de

37. Redacción El Universo, 2002, «Exceso en gasto electoral», *El Universo*, 23 octobre.

38. Les statuts de la fondation affirment que « [l]a Croisade pour la nouvelle humanité est un mouvement humanitaire inspiré et soutenu par Dieu, une fraternité dont les objectifs sont de combattre la misère, l'ignorance, la pauvreté spirituelle, la haine, les maladies de l'humanité afin de parvenir à transformer l'Homme en un être croyant et pratiquant l'amour, l'union et le dépassement »; Fundación Cruzada Nueva Humanidad, s.d., en ligne [<http://www.cruzadanuevahumanidad.org/>].

39. Voir le numéro 342 (janvier 2017) de *La Verdad* qui promouvait la candidature d'une protégée de Noboa et ancienne membre du parti PRIAN, Sylka Sánchez, à l'Assemblée nationale. Les photos du reportage la montrent en compagnie d'Álvaro Noboa.

2005 s'élevant avec les intérêts et frais à 100 millions \$ US, le SRI a saisi l'hacienda La Clementina en mai 2013. En entrevue, l'un des dirigeants d'une compagnie du groupe affirmait être victime de persécution de la part du gouvernement.

– *Le fait que Noboa ait un profil politique et public affecte-t-il économiquement votre entreprise ?*

– Ça l'a affectée, très sérieusement, ça l'a affectée [...] Une fonctionnaire du SRI m'a dit, à moi, « la loi Noboa, monsieur, vous ne connaissez pas la loi Noboa ? » Une loi a été adoptée en pensant à Álvaro Noboa, et elle s'appelle la loi Noboa. Dans le milieu, c'est connu, je n'invente rien. Sans avoir à prouver, sinon simplement supposer qu'il y a une relation actionnariale d'une compagnie à une autre, si une compagnie a une dette envers l'État, l'État peut en saisir une autre⁴⁰.

Alors qu'il était septième dans le classement du SRI en 2008, le groupe Noboa a reculé au quinzième rang en 2017⁴¹.

S'ajoute à cette stratégie le principal opposant du parti de Correa Alianza País lors des dernières élections présidentielles, Guillermo Lasso. Le groupe bancaire qu'il dirigeait, Banco Guayaquil, a reculé du 2^e au 7^e rang. Une dirigeante dénonçait le fait que le gouvernement ait utilisé toute sa force communicationnelle contre les banques, et qu'il ait adopté une loi pour interdire à Guillermo Lasso de mettre les pieds dans les bureaux de la banque qu'il avait dirigée pendant tant d'années⁴².

Dans la foulée des actions directes du gouvernement visant à contrer l'influence politique des groupes économiques, il n'est pas étonnant de voir que ceux dont les dirigeants poursuivent une stratégie ostentatoire de contrôle direct fassent l'objet d'une attention particulière des institutions de contrôle et de sanctions ciblées. Leur stratégie de contrôle, s'opposant à un gouvernement qui cherche une plus grande autonomie, a peu de chances d'être institutionnalisée lorsque les dirigeants de l'État sont hostiles aux groupes économiques.

40. Ecuador, entrevue EC-GE-A3, 21 mars 2018.

41. Les mêmes réserves qu'à la note 6 sur l'évolution du classement du SRI s'appliquent.

42. Ecuador, entrevue EC-GE-F2, 21 mars 2018.

Stratégie passive

La stratégie passive regroupe probablement la majorité des groupes économiques et entreprises du pays. Elle se définit par une faible intervention dans l'espace public, hormis la publicité pour les produits eux-mêmes. Les interventions sur les politiques publiques sont surtout faites par le biais des chambres de production et se font donc en concertation avec d'autres groupes et entreprises.

Les groupes qui pratiquent cette stratégie ont des politiques de RSE peu développées qui ne poursuivent pas d'objectifs plus vastes que leurs fins caritatives immédiates et sont en bonne partie orientées vers les employés de l'entreprise. En entrevue, un dirigeant de l'un de ces groupes répondait que les politiques de RSE sont publicisées depuis peu, principalement pour satisfaire les clients internationaux qui exigent que leurs fournisseurs respectent certaines normes.

Je vous parle par exemple des marchés américains, canadiens, des marchés européens, de l'Espagne. Essentiellement, ce sont des exigences des clients internationaux qui nous demandent, par exemple, une certification RSPO, qui est pour l'essentiel de responsabilité sociale. C'est qu'ils ont dans leurs politiques de n'acheter qu'à des fournisseurs qui ont ce genre de structure⁴³.

Une telle affirmation démontre la faible volonté d'influencer l'espace public. Les politiques de RSE ne sont pas tournées vers les citoyens nationaux ni « l'acceptabilité sociale », mais bien vers des clients internationaux afin de consolider des visées commerciales. Dans d'autres cas, les fondations établies par les compagnies ont gagné une indépendance qui les protège en grande partie de l'instrumentalisation.

Stratégie active-orientée

Cette stratégie est celle de quelques-uns des plus grands groupes économiques du pays, notamment Banco Pichincha, Corporación Favorita et Consorcio Nobis. La stratégie est plus active que la précédente, mais elle ne cherche pas à occuper directement des sièges au sein du gouvernement. Comme dans la stratégie *passive*, les chambres de production continuent d'exercer un rôle important en tant que porte-voix des

43. Ecuador, entrevue EC-GE-A1, 31 octobre 2017.

positions consensuelles des grands groupes, mais les groupes qui poursuivent une stratégie *active-orientée* vont plus loin. Ils investissent dans des fondations et des organisations de promotion de l'entrepreneuriat dont l'orientation soutient le modèle de développement qui les avantage, génère des clients pour les activités du groupe et dispute à l'État son rôle dans la détermination du bien commun.

Corporación Favorita fournissait en 2013 le capital nécessaire au lancement de l'*Alianza para el Emprendimiento e Inovación* (AEI, Alliance pour l'entrepreneuriat et l'innovation). Cette organisation a gagné le soutien de plusieurs autres groupes économiques et de plusieurs institutions étatiques, dont le ministère de l'Industrie et de la Productivité. L'AEI vise notamment à diversifier la production nationale afin de développer de nouveaux fournisseurs pour les magasins qui sont au cœur de Corporación Favorita. Corporación Favorita est une *multilatina* équatorienne avec des revenus qui dépassaient en 2016 les 2,3 milliards \$ US⁴⁴.

Les initiatives telles que l'AEI ont pour objectif de créer de nouvelles alliances public-privé afin de transformer le pays. À travers ces initiatives, les dirigeants des groupes économiques qui perdaient de leur influence sur l'État peuvent retisser des contacts avec des ministères. L'un des dirigeants d'AEI disait à cet égard : « [n]ous sommes toujours partis de l'idée que [AEI] devait être une organisation public-privé-université, et que cela serait le moteur qui va parvenir à changer le pays⁴⁵ ». Cette citation indique qu'à travers des initiatives externes à l'activité immédiate de production, les groupes économiques cherchent à retisser des liens avec l'État et à orienter les politiques de développement. Bref, il se joue là une partie importante de la lutte pour la définition de la frontière entre ce qui appartient à l'État et ce qui appartient à l'initiative privée.

Le groupe Consorcio Nobis poursuit une stratégie similaire. Fondé par la sœur d'Álvaro Noboa, Isabel, le Consorcio Nobis est surtout actif dans l'agro-industriel et l'immobilier. Malgré les liens familiaux, les groupes Noboa et Nobis sont gérés avec suffisamment d'indépendance pour que le SRI les perçoive comme distincts. Leurs stratégies d'intervention publique sont également très différentes. Le Consorcio Nobis

44. Corporación Favorita (Équateur), 2011, « Informe Anual 2011 », Rapport annuel aux actionnaires.

45. Ecuador, entrevue EC-NG1, 14 décembre 2017.

alimente plusieurs fondations, dont l'une est directement associée au groupe (Fundación Nobis) et il soutient depuis 2016 Innobis⁴⁶, une organisation visant à stimuler l'entrepreneuriat et l'innovation en lien avec les activités des entreprises du groupe. Les initiatives retenues par cet incubateur d'entreprises doivent être liées aux activités de l'un des membres du Consorcio Nobis.

Autre exemple, la fondation CRISFE liée au groupe Banco Pichincha qui affichait des revenus annuels dépassant les 2 milliards \$ US et détenait des actifs de près de 14,5 milliards \$ US en 2016. Le groupe Banco Pichincha est surtout actif dans le secteur bancaire avec le Banco Pichincha, des institutions de crédit (Diners Club), et des banques d'investissement dans les PME. En plus de soutenir la culture et quelques initiatives sportives, la fondation CRISFE a d'importantes activités d'éducation à la gestion entrepreneuriale et financière. Elle forme des gens à fonder des PME et à en gérer les finances. Elle s'attire ainsi des clients qui peuvent fonder des PME et obtenir des prêts de l'une des banques du groupe Banco Pichincha. Innobis apparaît comme partenaire de CRISFE, et elle est également partenaire de l'AEI.

Des entreprises des trois groupes économiques en question sont membres d'un même réseau national de RSE, le *Consórcio Ecuatoriano para la Responsabilidad social* (CERES). Fondé au milieu de la décennie 2000, un responsable de ce réseau expliquait :

[t]u constateras que chaque entreprise met ses efforts de responsabilité sociale dans des actions qui vont lui apporter des bénéfices. Cela fait partie d'une stratégie gagnant-gagnant. Pourquoi [l'entreprise X] soutient l'AEI ? Parce qu'en tant qu'entreprise de *retail*, ils ont constamment besoin qu'on leur offre de nouveaux produits, des produits innovateurs, etc. Alors ils investissent une partie de leurs ressources de responsabilité sociale dans l'entrepreneuriat et l'innovation. C'est leur approche. Une entreprise extractive comme une minière ou une pétrolière, elle va investir plus dans les communautés ou dans les questions environnementales. Elle ne

46. Ecuador, entrevue EC-NG2, 20 mars 2018.

va pas investir dans l'entrepreneuriat et l'innovation. C'est certain que ça ne les intéresse pas⁴⁷.

Cette citation indique que l'action caritative des entreprises qui poursuivent une stratégie active-orientée vise moins à rehausser le prestige des dirigeants qu'à créer des conditions sociales et politiques qui permettent la réalisation des objectifs de l'entreprise. Le nombre de membres du CERES a plus que doublé pendant le second mandat de Correa (2013-2017), passant de 26 à 53 entreprises.

Ce survol des activités de RSE démontre qu'il existe un réseau de groupes économiques dont les activités de bienfaisance sont orientées par un tissu d'initiatives encourageant des formes d'entrepreneuriat et d'innovation qui émulent les modèles des entreprises qui les financent, et créent des clients et fournisseurs. Par leur intervention dans l'espace public, ces groupes économiques produisent des sujets et des normes sociales qui correspondent au modèle de développement qu'ils privilégient. Ainsi les idées de développement et de progrès sont-elles liées à l'innovation qui contribue à la compétitivité des groupes qui les diffusent, et la responsabilité sociale est celle qui génère des sujets qui encouragent les activités des groupes et consomment leurs produits. En plus de cette intervention dans l'espace public, ces initiatives permettent de retisser des liens avec des ministères, liens qui avaient été rompus par le gouvernement, sur des bases établies par les groupes économiques.

Stratégie occulte

La quatrième stratégie est celle où les activités des groupes économiques pour influencer les décisions de l'État sont dissimulées et d'une légitimité, voire d'une légalité, douteuse. Il ne s'agit pas d'une stratégie d'intervention dans l'espace public, mais d'une façon de le contourner pour influencer l'État afin de soutenir les profits du groupe. Le récent scandale Odebrecht⁴⁸ a mené à la découverte d'une banque opérant illégalement en Équateur, la SAI Bank, propriété de membres de la famille

47. Ecuador, entrevue EC-CSR1, 8 décembre 2017; le mot *retail* est en anglais dans le texte original en espagnol.

48. Anna Vigna, 2017, « Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht. Des pots-de-vin qui ont arrosé tous les partis politiques », *Le monde diplomatique*, septembre.

Eljuri⁴⁹. Celle-ci, à partir de la compagnie brésilienne Odebrecht, aurait donné des pots-de-vin aux élus et autorités publiques équatoriens pour l'obtention de contrats publics.

Le groupe Eljuri a des revenus de 1,8 milliard \$ US et un patrimoine de 4,6 milliards \$ US. Il est organisé autour d'activités de commercialisation d'importations, mais possède une chaîne de télévision, Telerama, et une banque, Banco del Austro. Bien que cette dernière ait nié tout lien avec les membres de la famille impliqués dans le scandale de corruption Odebrecht-SAI Bank⁵⁰, le nom d'Eljuri et des compagnies du groupe apparaissent au registre des actionnaires du Banco del Austro. Aux yeux du SRI, la banque fait toujours partie du groupe. Or la Constitution interdit aux banques et à ceux qui en sont propriétaires de détenir des actifs dans le secteur des médias.

Avec 39 membres cités dans les « Panama Papers », le groupe Eljuri est le plus souvent mentionné dans ce registre peu enviable, sans que cela n'affecte les affaires du groupe. Troisième en termes de taille, le groupe est classé 108^e sur 215 pour ses contributions fiscales, avec une proportion d'impôts payés sur les revenus totaux de 1,86 %. Cet ensemble illustre que la reproduction économique du groupe repose sur une stratégie occulte dont l'objectif n'est pas de convaincre de la légitimité du groupe, mais bien de contourner l'espace public.

Le groupe Eljuri est néanmoins lié à quelques fondations, dont la Fundación Cultural Banco del Austro⁵¹, qui fournit des formations pour la saine gestion financière, tout comme la fondation CRISFE sans afficher le même niveau de réseautage. Les actions de responsabilité sociale sont moins promues par les groupes qui poursuivent une *stratégie occulte*, et elles ne structurent pas un programme aussi clair que dans les cas des groupes qui poursuivent une stratégie *active-orientée*.

49. Redacción política, 2017, « Fiscalía allana almacenes Eljuri y recoge versión de empresario cuencano ». *El Universo*, 15 septembre, sect. Política.

50. Redacción económica, 2017, « Banco del Austro descarta rumores y vinculación con grupo empresarial Eljuri », *El Universo*, 16 septembre, sect. Noticias.

51. Fundación Cultural Banco del Austro, en ligne.

LES STRATÉGIES COMPARÉES ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE CULTURELLE CRITIQUE

Cette recherche vise à comprendre comment les groupes économiques conservent un ascendant sur la société et l'État lorsqu'un gouvernement associé à la « gauche radicale » adopte un discours qui les attaque ouvertement et bouscule les métadiscours établis. L'économie politique culturelle critique (EPCC) offre une conception stratégique-relationnelle qui nous fournit des outils pour y répondre.

L'EPCC conçoit l'État comme une relation sociale complexe (et non comme une chose ou un acteur), dont la reproduction est une tension constante pour la redéfinition de la frontière séparant les institutions et organisations étatiques de celles non étatiques⁵². Cette approche suggère trois moments à étudier pour saisir l'évolution du rapport entre les acteurs étatiques et non étatiques⁵³. Il y a d'abord la *variation*, c'est-à-dire l'existence de différents discours et stratégies en concurrence dans l'espace public pour définir les frontières en question. Cette *variation* donne lieu à un processus de *sélection*, qui dépend de facteurs tant structurels que de facteurs d'agentivité. En d'autres mots, le rapport entre des acteurs étatiques et différents acteurs sociaux au sein d'une structure donnée produit un discours « gagnant » qui dépend tant de l'environnement que de la stratégie des agents. Un troisième moment est celui de la *rétenion* et de l'*institutionnalisation*, où le discours gagnant se cristallise, s'institutionnalise et devient hégémonique. Il devient la nouvelle frontière.

L'identification des différentes stratégies dans la section antérieure illustre bien la *variation* : les groupes économiques ne réagissent pas tous de la même façon à une crise générée par un changement d'attitude du gouvernement. Il est rare qu'une entreprise utilise différentes stratégies même si, parfois, les différentes branches d'un groupe économique ont suffisamment de liberté pour le faire. La variation n'est pas uniquement une réponse à la posture du gouvernement. Elle dépend aussi de phénomènes structurels et dans certains cas de tendances internationales, comme la croissance de la RSE un peu partout. Les révélations d'un dirigeant du réseau CERES lèvent le doute quant aux fins d'une stratégie

52. Jessop, *State power, op. cit.*, p. 4-5.

53. Sum et Jessop, *The Cultural Turn in Economics, op. cit.*, p. 402-405.

active-orientée. Interrogé sur la raison du grand nombre de banques ayant adopté des politiques de RSE, il répondit :

[p]arce qu'il y a eu en Équateur un problème très grave en 2000. Des banques ont fait faillite. Le modèle d'entreprise a commencé à être profondément questionné. Alors [...], les banques [...] ont pris intensément le virage de la RSE pour fidéliser leur clientèle. Le gouvernement [de Correa] répétait souvent que les banques et les banquiers sont les responsables de ce qui s'est passé dans le pays. Les banquiers ne peuvent simplement dire « je ne suis pas coupable, je n'ai rien fait », parce que c'est leur parole contre celle des autres. Alors ils se sont tournés justement vers la communauté, vers les mécanismes de *compliance*, vers des thèmes environnementaux, pour qu'on ne les voie pas comme des problèmes⁵⁴.

Il décrivait ainsi comment l'intervention sociale sert à défendre le modèle entrepreneurial malgré ses problèmes, en intervenant directement dans l'espace public par de bonnes actions afin d'effacer les mauvais souvenirs.

La réaction du gouvernement contribue au processus relationnel de sélectivité. La stratégie de contrôle direct remet en question la séparation entre le pouvoir politique et le pouvoir économique, entre la sphère publique et la sphère privée, puisqu'elle suggère qu'il est légitime d'accumuler privément pour contrôler l'espace public et le gouvernement. La réaction récente de l'État indique les risques de cette stratégie, surtout lorsqu'un gouvernement revendique son autonomie. Sans pouvoir garantir un lien causal direct, il ne semble pas anodin que les deux principaux groupes à avoir pratiqué cette stratégie récemment, Noboa et Banco Guayaquil (antérieurement dirigé le candidat présidentiel Guillermo Lasso) aient vu leur position diminuer au classement SRI des groupes. Cette stratégie n'est cependant pas morte, comme en témoigne la candidature présidentielle de Guillermo Lasso en 2017.

La stratégie occulte est la moins susceptible de devenir hégémonique. Elle peut assurer un enrichissement à long terme lorsque répétée périodiquement pour garantir la pérennité d'un groupe. Mais sa nature occulte n'est pas une intervention dans l'espace public, elle dépend de

54. Ecuador, entrevue EC-CSR1, 8 décembre 2017; le terme *compliance* est en anglais dans le texte original en espagnol.

la capacité à influencer les fonctionnaires et élus qui devront ensuite développer un discours pour justifier leurs actions.

Quant à la stratégie passive, elle est susceptible d'être occasionnellement sélectionnée sur des enjeux précis, lorsque ses objectifs convergent avec le discours du gouvernement. Mais son caractère passif ne produit pas un ensemble discursif capable de déplacer durablement la frontière entre l'État et le non-État, ou de produire une orientation générale de développement. Le renforcement de l'institutionnalisation de l'État et de la démocratie tend à rendre cette stratégie moins efficace.

La stratégie active-orientée offre des avenues de sélectivité et de rétention beaucoup plus importantes. Les groupes qui poursuivent cette stratégie ont développé un réseau d'ONG et de fondations promouvant l'entrepreneuriat et l'innovation qui leur convient, et rétablissent des contacts avec l'État. Alors que les entreprises et les chambres de production se plaignaient de n'être pas écoutées par le gouvernement, les ONG de ce réseau se disent en contact fréquent avec l'État. En apparence, cette stratégie respecte l'autonomie que cherche à rétablir le gouvernement, mais en fait, elle dispute le sens même de l'intervention étatique sur les enjeux de développement, cherchant à orienter les conceptions d'innovation et d'entrepreneuriat vers les besoins particuliers de certains groupes économiques. Les groupes contribuent à orienter les politiques de développement en mettant en équivalence leur croissance avec le développement de la société en général. Alors que les finances publiques étaient affectées par le ralentissement de l'économie et la baisse des prix du pétrole, des représentants de ces ONG et réseaux affirment être approchés par des fonctionnaires afin de soutenir les programmes étatiques que le gouvernement ne peut plus financer. Les organisations de RSE peuvent donc choisir les interventions qu'elles désirent poursuivre, et les orienter comme elles le désirent.

L'attitude de Corporación Favorita à la suite du tremblement de terre de 2016 illustre bien cette idée. Adoptant un rôle similaire à celui de l'État, le groupe économique s'est chargé de développer son propre système d'aide aux sinistrés par l'entremise de son réseau de distribution de produits alimentaires. Les gens des zones intactes pouvaient acheter dans les magasins de la chaîne des denrées à être acheminées aux sinistrés par la compagnie. Jouant ce rôle, la compagnie a élaboré un discours mettant en équivalence ses intérêts avec ceux de la population. Dans le

rapport annuel, on peut lire : « le défi important pour la Corporación a été de remettre les locaux commerciaux sur pied immédiatement afin de garantir l'approvisionnement en produits et l'emploi de centaines d'Équatoriens⁵⁵ ». La remise en marche des locaux affectés de la Corporación Favorita est présentée comme nécessaire pour la population elle-même, et l'intérêt privé du groupe économique se confond dans l'espace public avec l'intérêt général. L'un des membres de la famille Wright qui dirige la Corporación Favorita concluait le rapport en soulignant : « [p]arce que nous comprenons tous que l'approvisionnement est vital lors de tels événements, non seulement pour fournir les services de base à la communauté, mais aussi pour *l'espoir de retour à la quotidienneté que nous représentons*⁵⁶ ». Cette phrase indique bien qu'à travers l'aide aux sinistrés, Corporación Favorita non seulement dispute à l'État l'image de la redistribution et de la solidarité, mais opère dans l'espace public pour représenter le quotidien lui-même.

L'existence simultanée de ces différentes stratégies est néanmoins la meilleure garantie de succès dans la dispute pour influencer l'espace public. La stratégie active-orientée offre une influence sociale plus profonde et à plus long terme, alors que la stratégie ostentatoire de contrôle direct peut rétablir un contrôle direct sur l'État. En maintenant ces différentes stratégies, les chances de succès de l'une d'entre elles augmentent, et l'influence d'une catégorie sociale de la population sur l'État et l'espace public se consolide.

CONCLUSION

Les groupes économiques poursuivent différentes stratégies face à un gouvernement de la « gauche radicale » qui cherche à renforcer l'autonomie de l'État. Ces stratégies interagissent différemment avec l'espace public, et celles qui cherchent à aménager cet espace pour favoriser la croissance de leurs entreprises plutôt que de vanter leurs dirigeants ou de simplement satisfaire les clients, sont les plus prometteuses pour les groupes économiques. Le rapport social de sélectivité est le résultat d'une interaction complexe entre les différentes stratégies (variations)

55. Corporación Favorita, 2016, « Informe Anual 2016 », Rapport annuel aux actionnaires, Équateur, Corporación Favorita.

56. *Ibid.*, p. 120; je souligne.

des groupes économiques, celles d'autres organisations sociales et le gouvernement qui poursuit lui-même ses objectifs. La rétention-institutionnalisation comprend une réponse à des facteurs structurels et elle dépend aussi de la capacité de certains groupes à rivaliser pour la définition des objectifs, des enjeux et des concepts qui définissent les politiques d'État.

En Équateur, le gouvernement de Correa a tenté de diminuer l'influence directe que les groupes économiques exerçaient sur l'État. Les groupes qui ont poursuivi une stratégie de contrôle direct ont développé une relation de confrontation qui les affecte économiquement. Les groupes qui adoptent une stratégie plus subtile, jouant sur les définitions d'innovation et d'entrepreneuriat pour entrer en concurrence sur le sens donné par l'État à ces termes, cherchent ainsi à déplacer les politiques de développement à leur avantage en s'en faisant l'objet privilégié. Il s'agit en quelque sorte pour ces groupes d'utiliser l'espace public pour associer leur propre développement à celui de la population en général, déplaçant ainsi la frontière entre l'intérêt public et leur intérêt privé.

Comparer les stratégies des groupes économiques permet de bien saisir celles qui ont une plus grande influence dans l'espace public et sont les plus susceptibles d'être sélectionnées et institutionnalisées.

En créant un réseau d'ONG et de fondations de responsabilité sociale et d'innovations, des groupes économiques sont parvenus à rétablir des contacts avec l'État là où ils leur manquaient. Avec les difficultés économiques des dernières années, ce sont alors les ministères en manque de ressources qui se tournent vers ces organisations pour obtenir du soutien pour leurs projets. En choisissant une stratégie active-orientée, des groupes économiques étaient déjà en bonne position pour occuper cette nouvelle ouverture, recevoir les requêtes et choisir les initiatives qu'ils vont soutenir. Ainsi, occuper l'espace public d'une façon astucieuse équivaut à choisir sa place sous l'arbre fruitier. Lorsque l'endroit est bien choisi, il suffit d'attendre que le vent souffle dans la bonne direction pour que les fruits tombent à vos pieds.

RÉFÉRENCES

- Alianza PAIS, 2006, « Plan de Gobierno de Alianza Pais 2007-2011 », 26 novembre.
- Basave, Jorge, 2001, *Un siglo de grupos empresariales en México*, Mexico, D.F., Instituto de Investigaciones Económicas (UNAM), M.A. Porrúa.
- Bull, Benedicte, Fulvio Castellacci, et Yuri Kasahara, 2014, *Business Groups and Transnational Capitalism in Central America: Economic and Political Strategies*, en ligne [<http://public.eblib.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=1765599>].
- CEDIS, 1986, *Los Grupos monopólicos en el Ecuador: un ensayo de difusión popular*, Quito, Centro de Estudios y Difusión Social.
- Conaghan, Catherine, 1988, *Restructuring Domination: Industrialists and the State in Ecuador*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- Corporación Favorita, 2011, « Informe Anual 2011 », Rapport annuel aux actionnaires. Équateur, Corporación Favorita.
- , 2016, « Informe Anual 2016 », Rapport annuel aux actionnaires. Équateur, Corporación Favorita.
- Ellner, Steve, (dir.), *Latin America's Radical Left: Challenges and Complexities of Political Power in the Twenty-First Century*. Latin American Perspectives in the Classroom. Lanham: Rowman & Littlefield, 2014.
- Farrell, Gilda (dir.), 1989, *La investigación económica en el Ecuador*. Quito, ILDIS.
- Fernández Jilberto, Alex et Barbara Hogenboom, 2007, *Big Business and Economic Development: Conglomerates and Economic Groups in Developing Countries and Transition Economies under Globalisation*, Londres, Routledge.
- Fierro Carrión, Luis, 1991, *Los grupos financieros en el Ecuador*, Quito, CEDEP, Centro de educación popular.
- Fundación Cruzada Nueva Humanidad, s.d., en ligne [<http://www.cruzadanuevahumanidad.org/>].
- Guerrero, Andrés, 1994, *Los oligarcas del cacao: ensayo sobre la acumulación originaria*. Quito, El Conejo.
- Hanson, David Parker, 1971, *Political Decision-Making in Ecuador: The Influence of Business Groups*. Thèse de doctorat, Université de Floride.
- Jessop, Bob, 2007, *State Power: a Strategic-Relational Approach*. Cambridge, Polity.
- Leiva Letelier, Fernando Ignacio, 2010, « Acumulación, cohesión social y subjetividad en el capitalismo latinoamericano contemporáneo, El aporte de

- la economía política cultural crítica». Communication présentée lors du Congrès de l'Association de sociologie d'Amérique centrale (ACAS), San José (Costa Rica), 6 août.
- Naranjo, Alexis, 1994, «Las cámaras de la producción y la política : Ecuador 1980-1990». *Ecuador Debate*, n° 31 : 155-68.
- Navarro, Guillermo, 1976, *La concentración de capitales en el Ecuador*. Quito, Ediciones Solitierra.
- Ospina Peralta, Pablo, 2011, «Ecuador : la participación ciudadana en el proyecto de Estado de Rafael Correa». Dans Juan Proaño Salgado et Natalia Marcos Ruíz (dir.), *Dossier Ecuador 2011*, Buenos Aires, Instituto de Estudios de América Latina y el Caribe (IEALC) de la Facultad de Ciencias Sociales de la Universidad de Buenos Aires, p. 124-145.
- , 2016, «La aleación inestable. Origen y consolidación de un Estado transformista : Ecuador, 1920-1960 ». Thèse de doctorat, Université d'Amsterdam, Centre for Latin American Research and Documentation (CEDLA).
- Peres, Wilson, 1998, *Grandes empresas y grupos industriales latinoamericanos*, México, D.F, Siglo XXI Editores Mexico.
- Presidencia de la República del Ecuador, 2016, Reglamento para la aplicación de la Ley de régimen tributario interno, LORTI, Decreto Ejecutivo n° 374.
- Redacción económica, 2017, « Banco del Austro descarta rumores y vinculación con grupo empresarial Eljuri ». *El Universo*, 16 septembre, sect. Noticias.
- Redacción El Universo, 2002, « Exceso en gasto electoral ». *El Universo*, 23 octobre.
- Redacción política, 2017, « Fiscalía allana almacenes Eljuri y recoge versión de empresario cuencano ». *El Universo*, 15 septembre, sect. Política.
- Redacción Quito, 2017, « 215 grupos económicos tiene el país ; 25 se sumaron en este año ». *Líderes*, 31 octobre, sect. informe.
- Sayer, Andrew, 2001, « For a Critical Cultural Political Economy », *Antipode*, vol. 33, n° 4 : 687-708.
- SENPLADES, 2009, « Recuperación del Estado nacional para alcanzar el Buen Vivir. Memoria Bienal 2007-2009 ». Memoria Bienal, Quito, Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo.
- Servicio de Rentas Internas (SRI), 2017, « Grupos Económicos, Conformación y Comportamiento Tributario 2017 », septembre, en ligne

[http://www.sri.gob.ec/DocumentosAlfrescoPortlet/descargar/75aa6170-00d6-47a7-81f9-d7449945dd56/Conformaci%C3%B3n%20de%20los%20Grupos%20Econ%C3%B3micos%20y%20su%20Comportamiento%20Tributario_dic.xlsx].

Solano-Gallegos, Santiago et Luis Tobar-Pesántez, 2017, «Caracterización de los grupos económicos en Ecuador según el Servicio de Rentas Internas SRI al año 2015», *Revista Observatorio de la Economía Latinoamericana*, avril.

Sum, Ngai-Ling, et Bob Jessop, 2013, *Towards a Cultural Political Economy: Putting Culture in Its Place in Political Economy*. Cheltenham, Edward Elgar.

Torre Araúz, Patricia de la, 2004, *Stato nostro: la cara oculta de la beneficencia en el Ecuador*. Quito, Ediciones Abya-Yala.

Vigna, Anna, 2017, «Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht. Des pots-de-vin qui ont arrosé tous les partis politiques». *Le monde diplomatique*, septembre.

Webber, Jeffery R. et Barry Carr, 2013, *The New Latin American Left: Cracks in the Empire*. Toronto, Rowman & Littlefield.

Entrevues

Ecuador, entrevue EC-CSR1. Son digital, 8 décembre 2017.

Ecuador, entrevue EC-GE-A1. Son digital, 31 octobre 2017.

Ecuador, entrevue EC-GE-A3. Son digital, 21 mars 2018.

Ecuador, entrevue EC-GE-D1. Son digital, 1^{er} novembre 2017.

Ecuador, entrevue EC-GE-F2. Notes, 21 mars 2018.

Ecuador, entrevue EC-NG1. Son digital, 14 décembre 2017.

Ecuador, entrevue EC-NG2. Son digital, 20 mars 2018.

Ecuador, entrevue A1. Son digital, 9 juillet 2012.

Ecuador, entrevue B1. Son digital, 12 juillet 2012.

DES VILLES SÉGRÉGUÉES AUX VILLES PARALLÈLES

La polarisation politique et l'espace urbain au Venezuela¹

ALEJANDRO VELASCO

New York University

Il est aujourd'hui très commun d'affirmer que l'espace urbain latino-américain se caractérise par de hauts niveaux de ségrégation territoriale qui à la fois reflètent et génèrent d'autres types de ségrégations économiques, sociales et politiques. L'image des grandes villes est emblématique de la région à cause de l'opposition spectaculaire dans le territoire des secteurs populaires et de ceux des classes moyennes et des élites. On y trouve de denses réseaux de logements informels – appelés, selon la nomenclature locale, quartiers pauvres, petites villes, communes ou encore colonies – et leurs populations respectives qui habitent à côté de luxueuses constructions, de centres commerciaux modernes, de terrains de golf et d'un grand nombre d'autres monuments. Ainsi des inquiétudes historiques se sont-elles concrétisées de manière visible et indéniable dans la physionomie de la ville elle-même. En plus de cela, au lieu de s'atténuer, la ségrégation territoriale urbaine en Amérique Latine s'est plutôt accentuée au cours du temps, démontrant

1. L'auteur remercie Gilberto Valera pour sa traduction en français et Léa Vignalou-Clarion pour son travail de révision linguistique.

une grande capacité d'adaptation sous des régimes différents, ce qui est devenu, peut-être, le trait par excellence de l'expérience urbaine dans la région, depuis la colonisation jusqu'à nos jours².

Quel a été l'impact sur cette dynamique de ce que l'on a appelé le virage à gauche de la région? D'une part, nous pouvons dire que l'arrivée de gouvernements de style progressiste, depuis le début du millénaire jusqu'au milieu de notre décennie, a généré des attentes de changement en même temps qu'elle a préconisé, avec des petites différences selon les pays, la justice sociale, l'État providence, l'activisme politique et la redistribution des richesses vers des secteurs auparavant exclus. Ces secteurs avaient été sévèrement affectés au cours des années précédentes durant lesquelles des ajustements économiques sévères avaient été mis en œuvre au moyen d'une réduction de l'appareil étatique. Celle-ci eut un grand impact sur l'accès aux programmes sociaux, aux services publics, aux infrastructures et aux emplois. D'autre part, la simultanéité du virage à gauche dans une région riche en ressources naturelles et d'un *boom* global des prix des matières premières d'une échelle inédite a permis de donner un poids concret à ces attentes de changement, ainsi que de penser aux projets de développement social de grande taille qui, après des siècles de frustration, pourraient générer une égalité générale. Cela se démontrerait par des changements dans la configuration du territoire urbain et de l'inégalité préalable.

Au moment de la fin du virage, il est possible de dire – avec des exceptions et des différences – que même s'il y eut des réussites importantes dans plusieurs domaines, les changements ne se sont pas produits en ce qui concerne les espaces urbains et ce qu'ils reflètent. En fait, dans quelques cas, la même dynamique de ségrégation territoriale urbaine a servi non seulement de plateforme pour arriver au pouvoir, mais également de support, et même de nécessité, pour y rester. Celle-ci put alors se renforcer au fur et à mesure que la polarisation politique et la géographie urbaine sont restées liées l'une à l'autre. De cette manière, une dynamique qui se nourrit de la ségrégation territoriale s'est concrétisée pour renforcer la ségrégation politique entre des pôles antagoniques. C'est le cas du Venezuela.

2. Ángel Rama, 1984, *La ciudad letrada*, Hanovre, Ediciones del Norte.

Ce chapitre prend l'exemple de Caracas pour penser le lien entre l'espace et la politique dans des contextes de haute polarisation, dans ce cas pendant le virage à gauche. Concrètement, que se passe-t-il lorsque la ségrégation territoriale préexistante devient non pas seulement l'expression mais l'outil fondamental de la lutte politique ? De quelle manière la dynamique de ségrégation territoriale change-t-elle lorsque des secteurs qui jadis étaient marginalisés dans les sphères sociales et dans le politique obtiennent le pouvoir de l'État ? Comment réagit un secteur de la ville quand « l'autre » devient le gouvernement ?

Même si les travaux sur les villes en Amérique Latine ont réfléchi à la relation entre la politique et l'espace, le phénomène particulier de l'incidence de la polarisation politique sur la polarisation spatiale, et vice versa, n'a pas encore reçu trop d'attention. Dans ce sens, Caracas rassemble des caractéristiques exemplaires. D'un côté, il s'agit d'une ville qui depuis longtemps a des niveaux de ségrégation territoriale très élevés, lesquels se sont fortement accentués à l'apogée de la décennie 1990. D'un autre côté, l'élection à la présidence de Hugo Chávez en 1998, qui projetait une révolution en faveur des secteurs populaires, a rapidement abouti à une polarisation politique accentuée qui a suivi de très près des schémas de ségrégation territoriale préétablis, marqués par des différences de classe et de race.

Ce chapitre commence par une revue des travaux sur la ségrégation urbaine dans la région. Au cours des deux dernières décennies, ces travaux ont connu des avancées théoriques importantes avec des concepts tels que la ségrégation structurelle et infrastructurelle, la ségrégation fortifiée, les réseaux fortifiés et la reconnaissance de l'interaction forcée entre des secteurs opposés, même si cette interaction donne lieu à des nouvelles anxiétés – et à des exclusions et des auto-exclusions sociales. Cependant, même si Caracas révèle beaucoup de caractéristiques similaires, ces concepts sont insuffisants pour comprendre le comportement et le déroulement de la polarisation politique et spatiale dans la capitale vénézuélienne. Après avoir établi les bases de la ségrégation territoriale et administrative de Caracas, j'argumente que son développement et son aggravation à l'apogée néolibérale de la décennie 1990 ont créé les conditions de l'émergence d'un phénomène particulier sous le chavisme qui a été peu analysé dans les écrits sur le sujet : le phénomène, non pas de villes ségréguées, mais de villes parallèles.

Selon ce concept de villes parallèles, la relation entre la polarisation politique et la polarisation territoriale produit une dynamique dans laquelle des élites et des classes moyennes non seulement cherchent un sanctuaire contre un État qu'elles perçoivent comme menaçant mais, en plus, cherchent à créer des structures de gouvernement parallèles basées sur des valeurs entendues comme différentes. Simultanément, des secteurs populaires, soutenus par un État qui auparavant était absent ou répressif et qui dorénavant est perçu comme un allié, exigent non pas «le droit à la ville»³, mais le droit à *certains secteurs* de la ville, le droit à leurs espaces. De cette manière apparaît une sorte d'inversion dans la trame sociale traditionnelle : ces secteurs qui ont maintenant le pouvoir commencent à exercer la défense et la protection des espaces conquis devant des secteurs antagonistes. En même temps, pour des secteurs qui s'étaient retranchés, l'occupation des espaces publics – spécialement dans le cadre des manifestations – signifie non seulement un acte de résistance devant un État populaire qui représente la disparition des peurs qui les avaient conduits au repli et à la fortification, mais un retour à la visibilité après s'être auto-imposé une exclusion du domaine public. Le chapitre se termine sur quelques exemples préliminaires de cette dynamique.

Dans quelle mesure le trajet du parallélisme politique exposé ici est-il considéré comme exceptionnel ? Est-il possible de présenter le parallélisme politique comme un phénomène généralisable ? Même si ce chapitre se base sur l'expérience vénézuélienne, et plus particulièrement sur le cas de Caracas, pour penser les liens entre l'espace et la polarisation politique dans le cadre du virage à gauche du début du siècle, plusieurs apports dans le présent ouvrage invitent à penser en termes comparatifs au développement du phénomène du parallélisme exprimé ici, en permettant de voir des limites importantes à considérer à l'avenir.

Nancy Thede, par exemple, remarque qu'il est insuffisant de tenir le néolibéralisme pour facteur principal dans la configuration restreinte des espaces publics au cours des dernières décennies, une fois que la criminalisation de la protestation – et par là-même, la restriction de la sphère publique – a eu lieu sous des régimes de types idéologiques différents mais dont le dénominateur commun est la dépendance envers l'extraction de ressources naturelles pour subsister. Ainsi les politiques

3. Henri Lefebvre, 1968, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos.

extractives exercent-elles un impact primordial, au-delà de l'idéologie, dans la configuration de l'espace public, l'accès à celui-ci et sa restriction. Il est sans doute impossible de considérer le cas du Venezuela sans tenir compte de la dynamique d'extraction. D'un côté, l'extraction pétrolière est entendue comme un facteur principal de la configuration de l'espace public au Venezuela depuis le début de l'ère pétrolière, dans les premières années du XX^e siècle, et elle remplit une fonction déterminante tant en période de croissance que dans des temps d'austérité⁴. Néanmoins, précisément parce qu'elle est un facteur constant au Venezuela, l'extraction est plutôt la base qui oblige à considérer d'autres facteurs comme des variables clés. Dans ce sens, même si le phénomène de parallélisation décrit ici est poussé par l'essor pétrolier et l'extraction des années 2000, ses origines doivent être situées précisément dans la mise en œuvre particulière des politiques néolibérales des années 1990. Autrement dit, même si les effets restrictifs de la polarisation urbaine ne peuvent pas être attribués principalement au néolibéralisme, le cas vénézuélien suggère que la parallélisation urbaine se caractérise par l'interaction *tant* du néolibéralisme que de l'extraction.

En plus de cela, il nous semble intéressant de comparer le développement de la polarisation politique à l'époque kirchneriste, telle que décrite par Gabriel Vommaro dans le cas argentin, et le parcours de la parallélisation urbaine au Venezuela, avant et pendant le gouvernement chaviste. Dans les deux cas, des conjonctures fondatrices – la manifestation des agriculteurs de soja en Argentine en 2008 d'un côté, et le *Caracazo* de 1989 au Venezuela, de l'autre – se contractent avec le temps et explosent ensuite en positions antagonistes irrémédiables dans des scénarios différents de l'original. En plus, tant au Venezuela qu'en Argentine, les années 1990 ont vu l'application de politiques néolibérales profondes avec l'arrivée finale de gouvernements de type progressiste promouvant le rôle de l'État dans l'économie. Et pourtant, des dénouements différents permettent de saisir des contrastes importants entre les deux cas. L'un de ces dénouements fut la capture de l'État par les urnes, l'autre la

4. Voir Fernando Coronil, 1997, *The Magical State: Nature, Money and Modernity in Venezuela*, Chicago, University of Chicago Press; Valerie Fraser, 2001, *Building the New World: Modern Architecture in Latin America*, Londres, Verso; Arturo Almandoz, 2014, *Modernization, Urbanization, and Development in Latin America, 1990s-2000s*, Londres, Routledge; Lisa Blackmore, 2017, *Spectacular Modernity: Dictatorship, Space, and Visuality in Venezuela, 1948-1958*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.

tentative de capturer l'État par les armes. En Argentine, la conjoncture de 2008 alimenta une polarisation résultant en la construction du PRO comme alternative politique multisectorielle, ce qui aboutit à l'élection de Mauricio Macri en 2015. Au Venezuela, au contraire, le dénouement de la polarisation initiale manifestée dans le *Caracazo* fut un coup d'État contre Chávez en 2002 qui aurait plutôt favorisé la dynamique paralléliste. Même si une analyse comparative de fond entre les deux cas est au-delà de la portée de ce chapitre, il est possible d'avancer de manière préliminaire qu'une différence clé entre la polarisation en Argentine et au Venezuela est le processus de décentralisation de Caracas dans le cadre d'une reconfiguration néolibérale durant les années 1990, processus absent à Buenos Aires, ou en Argentine de façon générale. Ainsi, la décentralisation des communes dans le cadre d'un ajustement néolibéral peut être vue comme un facteur particulier dans le développement de la parallélisation urbaine.

Tout cela suggère que le cas du Venezuela, pour le moment, se profile comme particulier dans la région, même s'il possède des traits et des caractéristiques analytiques qui peuvent être pensés en termes généraux pour proposer des comparaisons et des mises en contraste au cours de recherches futures.

DE LA MARGINALITÉ À LA FORTIFICATION, PUIS DE L'INTERACTION À L'AUTONOMIE : APPROCHES DE LA SÉGRÉGATION URBAINE

En 1984, au moment où Ángel Rama publiait *La Ciudad Letrada*, dans laquelle il disait que « les villes américaines ont renvoyé depuis leurs origines à une double vie » où le formel et la vie de la cour « se sont toujours opposés au vacarme, au manque de formalisme, à la maladresse et à l'invention incessante » du populaire et du quotidien⁵, l'étude de la ségrégation urbaine en Amérique Latine et ses défauts aux niveaux politique, social et économique était en train de se développer depuis déjà plusieurs décennies. Entre les années 1930 et 1960, le continent avait connu une énorme transformation, très rapide, passant de l'état de région majoritairement rurale à celui de région majoritairement urbaine en même temps que des projets de développement industriel

5. Rama, *La ciudad letrada*, op. cit., p. 20-45.

et des opportunités de travail concentrées dans les villes attiraient la paysannerie de l'intérieur et les immigrants de l'extérieur vers la sphère urbaine. En addition au modèle préétabli des villes opposées – la ville plébéienne et celle de la cour, la formelle et l'informelle, la royale et la lettrée – l'explosion démographique urbaine aboutit à des villes fortement marquées par des fissures socio-territoriales. Même des villes qui avaient été préalablement fortement planifiées, comme Brasilia, ont finalement été affectées par la même dynamique⁶.

Durant les années 1960 démarre pleinement l'analyse d'une nouvelle réalité régionale où prédomine l'urbain sur le rural, sur le paysan. L'idée du « marginal » émergeait au sein de groupes qui, même s'ils constituaient territorialement une partie de la ville, se trouvaient aux marges économiques et/ou sociales de cette dernière et de la citoyenneté. Cela était causé autant par la non-appartenance au corps politique et par l'isolement face à la société urbaine elle-même, tout cela impliquant des retards dans le processus de socialisation vers la modernité promis par l'environnement urbain. Ainsi, on considérait que des caractéristiques pathologiques culturelles, hypothétiquement liées à la campagne et à la paysannerie – manque d'éducation, de sophistication et d'ambition, et plus grande docilité – facilitaient d'une part les cycles de pauvreté et d'autre part la dépendance et la manipulation politique à l'arrivée en ville⁷. Durant les années 1970, la perception de ces groupes avait déjà radicalement changé, bonifiée par des emplois qui reconnaissaient non seulement leurs capacités, mais aussi la nécessité pour eux d'une organisation autonome car, précisément parce qu'ils vivaient en dehors de la ville formelle, ils avaient besoin non pas d'un appui aveugle ou de dons gouvernementaux, mais plutôt d'une mobilisation constante face aux autorités – formelles ou non – pour s'implanter dans la ville, plus particulièrement encore dans le cas d'occupations de terrain pour la construction de *barrios*. Dans la mesure où la pauvreté, la misère et la

6. James Holston, 1989, *The Modernist City: An Anthropological Critique of Brasilia*, Chicago, University of Chicago Press.

7. Carolina María de Jesus, 1960, *Quarto de despejo: Diário de uma favelada*, Rio de Janeiro, Francisco Alves; Oscar Lewis, 1961, *The Children of Sánchez: Autobiography of a Mexican Family*, New York, Random House; Gino Germani, 1965, *Política y sociedad en una época de transición*, Buenos Aires, Paidós.

ségrégation urbaine s'enracinaient, ce fut plutôt le manque d'attention, d'intérêt ou de volonté de la part de l'État qui leur donna de la force⁸.

Et pourtant, même si la perception des capacités et des limitations de ces groupes a radicalement changé en peu de temps, il est demeuré une vision de la ville marquée par des vies et des espaces diamétralement opposés, autant sur le plan physique que social et politique. Dans ce contexte, et à l'échelle d'une région caractérisée par l'absence éminente de l'État et de l'intérêt public en même temps que les capitaux et intérêts privés y étaient privilégiés, le tournant libéral, qui a démarré réellement durant les années 1980, aboutit non seulement à accentuer la séparation des secteurs urbains à mesure que croissait la pauvreté, mais également à normaliser et à concrétiser celle-ci à travers un appareil structurel et infrastructurel. Outre cela, un paradoxe est apparu dans la sphère politique, qui eut des conséquences importantes dans la création des villes parallèles : même si une grande partie de la région connaissait une transition démocratique après avoir vécu des guerres civiles acharnées et de longues dictatures, l'essor néolibéral était censé amoindrir la capacité de ces nouvelles démocraties d'assister des populations ayant besoin de plus en plus d'aides à mesure que se mettaient en place des programmes d'austérité, affectant fortement la perception de la démocratie libérale et sa valorisation des droits individuels et privés sur les droits sociaux, collectifs et publics. C'est-à-dire que l'exclusion économique a évolué en exclusion politique au moment où l'État – et par-là, l'idée même de l'intérêt public – perdait sa capacité de réponse, et que ces exclusions se reflétaient de plus en plus sur le territoire même de la ville.

Tel était l'argument de Teresa Caldeira et de James Holston en 1999 dans le cas spécifique du Brésil, mais avec des conséquences importantes pour la région. En observant l'effet politique de schémas de ségrégation territoriale approfondis et normalisés au cours du tournant néolibéral, en même temps que le terrain de la démocratie formelle et libérale s'élargissait, ils émettaient l'avertissement suivant : « dans une société où les gens des divers groupes sociaux ont tendance à éviter les interactions,

8. Alejandro Portes et John Walton, 1976 *Urban Latin America: The Political Condition from Above and Below*, Austin, University of Texas Press; Janice Perlman, 1976, *The Myth of Marginality: Urban Poverty and Politics in Rio de Janeiro*, Berkeley, University of California Press; Manuel Castells, 1983, *The City and the Grassroots: A Cross-cultural Theory of Urban Social Movements*, Berkeley, University of California Press.

voire même à se rencontrer en public, les possibilités de propager les pratiques démocratiques sont certainement amoindries»⁹. De la même manière que la ville lettrée de Rama opposait le formalisme urbain au caractère informel de la ville réelle, dorénavant la démocratie libérale occupait un espace similaire à celui de la ville lettrée qui était de plus en plus éloignée de la ville réelle, de la ville néolibérale. En effet, depuis la fin des années 1990, en répondant à la dynamique néolibérale, tout un domaine de recherche sur la réalité urbaine dans la région soutint cette approche. À partir de ces travaux, on peut discerner trois conceptions générales de la ségrégation urbaine dans le contexte du virage à gauche.

Une première conception mit l'accent sur les différentes formes de ségrégation dans la sphère urbaine qui se sont perfectionnées et normalisées sous le régime néolibéral. En Argentine, le sociologue Javier Auyero a observé le phénomène de ce qu'il a nommé les «hyper-favelas», dans lequel des communautés appauvries subissaient une violence triple et en interaction : la violence structurelle (c'est-à-dire économique du fait du manque d'emplois et de services publics, en plus d'une violence sociale imposée par le stigmatisme associé à la vie dans ces espaces), une violence interpersonnelle (du fait de la criminalité dans les *barríos*, qui fragilisait de plus les réseaux de solidarité mutuelle), et la répression intermittente de la part de l'État (dans le sens où l'État n'était présent que pour exercer des fonctions répressives arbitraires, ou bien d'enrichissement illicite par des moyens d'extorsion). Cela aboutissait à un isolement total et forcé des secteurs qui étaient déjà relégués aux marges de la ville¹⁰. Dans d'autres cas, l'isolement prenait des dimensions très concrètes, dans la mesure où l'absence de services – particulièrement de sécurité – associée à la crise économique tendait à faire augmenter la criminalité. À travers le continent ont émergé ce que Caldera appelle les «villes de murs» : de crainte d'être victimes de crimes, des secteurs urbains nantis se fortifient derrière des grilles, des murs et des services de sécurité privée, s'emparant fréquemment d'espaces publics – rues, parcs et autres – dans

9. Teresa Caldeira and James Holston, 1999, «Democracy and Violence in Brazil», *Comparative Studies in Society and History*, vol. 41, n° 4, p. 691-729, traduction libre.

10. Javier Auyero, 2000, «The Hyper-Shantytown: Neoliberal Violence(s) in the Argentine Slum». *Ethnography* vol. 1, n° 1, p. 93-116.

le processus, produisant des enclaves de classes moyenne et supérieure, physiquement ségréguées de la sphère publique urbaine¹¹.

En outre, comme Dennis Rodgers l'observe dans le cas de l'Amérique centrale, quand ces enclaves fortifiées sont insuffisantes pour le développement et les loisirs des secteurs nantis, tout un réseau fortifié émerge, rassemblant des enclaves de types divers – résidentiel, commercial, de divertissement – qui crée non seulement des espaces, mais des voies sécurisées, avec des contrôles et des codes d'inclusion et d'exclusion tant explicites qu'implicites¹². Dans la mesure où ces réseaux commencent à être considérés non seulement comme normaux, mais comme faisant partie de toute une politique urbaine rassemblant tant le secteur privé que l'État, et non pas seulement dans l'articulation de lois complaisantes mais de projets et investissements d'infrastructures pour appuyer la construction des dits réseaux, les frontières entre les espaces privés et les espaces publics deviennent floues, mais résolument en faveur de la privatisation de l'espace public, sapant l'idée même de public. À cette « violence infrastructurelle »¹³, comme la définissent Dennis Rodgers et Bruce O'Neill, s'ajoute la volonté des architectes et des concepteurs libérés de toute restriction sociale – contrairement aux époques précédentes – pour approfondir les opportunités financières et la reconnaissance officielle et professionnelle offertes par la construction de villes ségréguées¹⁴.

Sans sous-estimer les différentes pressions et expressions de la ségrégation urbaine qui se sont accentuées pendant l'apogée néolibérale et leurs conséquences, un autre versant des travaux sur le sujet recherche les formes d'interaction entre des espaces et des secteurs antagoniques de la ville. En fait, même Rama reconnaissait dans les « deux vies » de la ville latino-américaine, non seulement des points importants de rencontre mais, plus que cela, une synergie entre les deux, l'une contribuant

-
11. Voir, de Teresa Caldeira, 2001, *City of Walls: Crime, Segregation, and Citizenship in São Paulo*, Berkeley, University of California Press (2001); et « Fortified Enclaves: The New Urban Segregation ». *Public Culture*, vol. 8, n° 2, p. 303-328 (1996).
 12. Dennis Rodgers, 2004, « “Disembedding” the City: Crime, Insecurity, and Spatial Organization in Managua, Nicaragua », *Environment and Urbanization*, vol. 16, n° 2, p. 113-124.
 13. Dennis Rodgers et Bruce O'Neill, 2012, « Infrastructural Violence: Introduction to the Special Issue », *Ethnography*, vol. 13, no 4, p. 401-412.
 14. Ricky Burdett, 2016, « Counterpoint: Designing Inequality », *Architectural Digest*, vol. 86, n° 3, p. 136-141.

à l'identité de l'autre de manière référentielle, compliquant ainsi l'idée de ségrégation nette et complète. Leticia Veloso a proposé le concept de « proximité obligatoire » pour identifier « la série de paramètres de distance et de proximité qui sont relatifs plus qu'absolus, et qui sont produits par des stratégies ambiguës de séparation et proximité » dans le cas de Rio de Janeiro, mais avec des échos importants dans d'autres grandes villes¹⁵. Caldeira, en actualisant son ouvrage au sujet des modèles de ségrégation concrète, a récemment examiné comment, dans le cadre des villes de murs, des secteurs exclus des enclaves et des réseaux fortifiés récupèrent une visibilité dans l'espace public grâce à des peintures, des graffitis et de l'art de rue sur ces mêmes murs. Ainsi la prolifération des murs dans le cadre des fortifications a une conséquence paradoxale : non seulement il y a une abondance de sites pour afficher sa visibilité, mais en plus, il devient facile de circuler partout dans la ville pour le faire¹⁶. En plus, d'autres études ont révélé comment les plans socio-territoriaux des villes ségréguées changent selon les heures, chaque fois que, au moyen de codes complexes et tendus entre secteurs antagonistes, certains espaces fermés « s'ouvrent » tard la nuit pour permettre à des secteurs précédemment exclus de « reprendre » la ville entière, ou du moins de grandes parties de celle-ci, à certains horaires¹⁷.

Il est important de remarquer que ces exemples ne suggèrent pas qu'une espèce d'harmonie serait produite par l'expérience de croisement et d'interaction entre des secteurs opposés géographiquement dans la ville. Tout au contraire, ce que ces exemples démontrent est l'intensification des frictions entre l'une et l'autre ville lorsque de plus en plus elles se heurtent. D'une part, l'interaction, la proximité et, dans le cas des dessins et graffitis, la prolifération des secteurs populaires dans des milieux urbains explicitement formulés pour leur exclusion, accroît le sentiment de danger et de menace dans les secteurs fortifiés. D'autre part, la

-
15. Leticia Veloso, 2010, « Governing Heterogeneity in the Context of “Compulsory Closeness”: The Pacification of Favelas », dans Mark Clapson et Ray Hutchinson (dir.), *Suburbanization in Global Society*, Bingley (R.-U.), Emerald Group Publishing, p. 253-272.
 16. Teresa Caldeira, 2012, « Imprinting and Moving Around: New Visibilities and Configurations of Public Space in São Paulo », *Public Culture*, vol. 24, n° 2, p. 385-419.
 17. Marit Ursin, 2012, « “The City Is Ours”: The Temporal Construction of Dominance among Poor Young Men in a Brazilian Elite Neighborhood », *Journal of Latin American Studies*, vol. 44, n° 3, p. 467-493.

formalisation de ces fortifications dans le contexte néolibéral accroît le sentiment d'injustice et la volonté de résistance dans les secteurs populaires. Cela souligne non pas la porosité de la ségrégation urbaine mais ses limites et ses extrêmes.

Finalement, à cet égard, une troisième tendance dans l'étude de la ségrégation urbaine en Amérique latine se focalise sur l'émergence des espaces autonomes, en particulier dans les secteurs populaires. Même si dans des secteurs des classes moyennes et supérieures la fortification constitue une expression d'autonomie, le fait de pouvoir compter sur l'appui de l'État, de manière implicite ou explicite, fait qu'il est difficile de comprendre la ségrégation urbaine comme une fonction d'auto-exclusion plutôt que comme une recherche d'autonomie. Dans un cas contraire, il est clair que dans des secteurs populaires comme les hyper-favelas d'Auyero, les exclusions de l'espace public et de la sphère urbaine sont plutôt obligatoires et structurelles. Mais l'autre visage de l'interaction suffocante des violences néolibérales est la prise du pouvoir « en nos propres mains » de la part des secteurs populaires, reflétant une dynamique similaire à celle des secteurs élitistes, dans la mesure où ils recherchent également un appui formel étatique pour garantir leurs espaces.

Ainsi, Daniel Goldstein évoque le phénomène des lynchages dans des villes boliviennes durant l'apogée néolibérale comme une réponse non pas seulement d'auto-défense des espaces en proie à une violence criminelle en l'absence de l'État et à une récession économique, mais aussi comme une expression d'action, d'identité et de visibilité collective avec lesquelles ils revendiquent, au lieu de la rejeter, l'image violente et menaçante de ces secteurs¹⁸. Dans une position plus complexe, Graham Willis a observé comment, dans des secteurs populaires de São Paulo, une espèce de consensus entre les habitants, les policiers et les gangs criminels au sujet des niveaux et des types acceptables de violence dans leurs espaces, finit par créer des codes qui, s'ils sont violés par l'un des trois, rend celui-ci susceptible d'être exécuté de manière « légitime » à défaut d'être légal¹⁹. Holston, en proposant le concept de « citoyenneté

18. Daniel Goldstein, 2003, « "In Our Own Hands": Lynching, Justice, and the Law in Bolivia ». *American Ethnologist*, vol. 30, n° 1, p. 23-43.

19. Graham Denyer Willis, 2015, *The Killing Consensus: Police, Organized Crime, and the Regulation of Life and Death in Urban Brazil*, Berkeley, University of California Press.

insurgente», a démontré comment les habitants de favelas à São Paulo ont utilisé de manière créative les lois et leurs relations avec les autorités pour créer des espaces propres et légitimes au sein de la brèche entre la ville réelle et la ville fictive – mais puissante – de la démocratie (néo) libérale en cherchant la permanence, la légitimité et la citoyenneté au point de s'organiser et de se construire eux-mêmes. Ces types de citoyenneté, même s'ils se trouvent hors du cadre technique légal, émergent comme légitimes chaque fois qu'ils révèlent des insuffisances du discours officiel. Ainsi, l'État apparaît comme un outil de légitimation de l'autonomie; en tout cas, il ne s'agit pas d'un allié par volonté, mais par nécessité.

De cette révision, on peut dégager plusieurs points clés pour comprendre l'espace urbain vénézuélien à l'ère chaviste :

- Premièrement, le durcissement de la dynamique de ségrégation territoriale urbaine sous les régimes néolibéraux a constitué le prélude du virage à gauche. Dans ce sens, le Venezuela – et Caracas tout particulièrement – n'a pas fait exception. Mais, en réalité, dans quelques sphères peu examinées par la recherche, l'expérience néolibérale a posé les jalons de la parcellisation formelle de la ville, en particulier de l'organisation administrative territoriale qui a divisé la ville en cinq communes reflétant la ségrégation socio-territoriale précédente.
- Deuxièmement, un dilemme en termes de démocratie libérale et d'espace urbain, en raison de l'approfondissement de la ségrégation territoriale, a créé non seulement une méfiance à l'égard du discours sur la participation démocratique dans des contextes de transitions après l'autoritarisme, mais a aussi sapé les opportunités de dialogue démocratique entre secteurs antagonistes. Au Venezuela, l'un des rares pays à avoir déjà connu une démocratie libérale au moment de l'ajustement économique, l'expérience a plutôt été l'usure du projet libéral, qui a accru la réceptivité des secteurs exclus de la ville aux alternatives gouvernementales non ancrées dans les mêmes préceptes.
- Troisièmement, le néolibéralisme a introduit de nouveaux types de violence qui ont eu pour effet d'accentuer et de normaliser la ségrégation urbaine. Mais à Caracas, cette violence a été plus spectaculaire et liée à l'État avec le *Caracazo* en 1989, lequel a impulsé

un double élan pour la formation de villes parallèles : d'une part, la répression gouvernementale s'est concentrée sur les secteurs populaires de la ville en laissant des traumatismes et des cicatrices, tant physiques que sociales, qui ont créé une brèche profonde dans la confiance entre ces secteurs et les élites favorisées par les ajustements économiques. D'autre part, le *Caracazo* a accentué chez les élites la peur des secteurs populaires, créant également une brèche de confiance difficile à surmonter, et tendant ainsi à instaurer des villes contrastées.

- Enfin, on voit également apparaître des espaces urbains « autonomes » (entre guillemets du fait des différentes formes d'interaction avec l'État des secteurs populaires et des classes moyennes et supérieures) lorsque l'État se retire. Ce qui se passe quand l'État revient sur la scène n'est pas encore analysé ; en revanche, ce qui arrive lorsqu'il travaille avec les secteurs précédemment défavorisés a été étudié. C'est le cas du Venezuela avec l'élection d'Hugo Chávez et le début de la Révolution bolivarienne. D'une part, il a fait progresser l'autonomie territoriale des secteurs populaires grâce à divers programmes. À son tour, cette nouvelle autonomie territoriale a donné lieu à des mécanismes de défense d'espaces et de territoires déjà gagnés, parfois en intensifiant les processus d'auto-défense armés existants et dorénavant légitimés. D'autre part, l'arrivée d'un gouvernement maintenant allié à des secteurs populaires organisés dans la défense d'espaces conquis se heurte à une revendication des espaces publics par des secteurs qui étaient auparavant privilégiés, créant de cette manière une dynamique de confrontation territoriale qui risque de se crisper au fil du temps.

POSER LES JALONS DES VILLES PARALLÈLES : LA CARACAS NÉOLIBÉRALE

Il est difficile de nier que la polarisation a défini la trame politique au Venezuela, d'abord sous la présidence d'Hugo Chávez, puis sous celle de son successeur, Nicolás Maduro²⁰. Il est cependant encore plus difficile d'affirmer que cette polarisation a été le produit du chavisme (ce dernier

20. Ana Mallen et María Pilar García Guadilla, 2017, *Venezuela's Polarized Politics: The Paradox of Direct Democracy under Chávez*, Boulder, First Forum Press.

l'a accentuée et systématisée peut-être), car l'élection d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela en décembre 1998 fut plutôt le reflet, et non pas l'origine, de la polarisation au Venezuela. Une polarisation, de surcroît, qui avait des caractères particulièrement apparents dans l'environnement urbain, à travers une forte et très visible ségrégation spatiale qui opposait des secteurs des classes moyennes et de l'élite (qui devinrent la base politique de l'anti-chavisme) et des secteurs populaires (qui constituaient les bases du chavisme), dans des zones de logement informelles et spontanées (*barrios*) et des zones qui suivaient le modèle de l'urbanisation.

Cette dynamique se développait déjà depuis des décennies avant l'arrivée d'Hugo Chávez au pouvoir, depuis que le Venezuela – à partir de l'essor de l'industrie pétrolière durant les années 1930 – de pays rural devint pays urbain bien plus tôt que beaucoup d'autres pays de la région et qui, à partir des années 1950, était devenu l'une des nations les plus urbanisées d'Amérique latine, Caracas étant l'épicentre de ce processus. Mais dès le début, le développement de l'urbanisme moderne à Caracas a été marqué par une forte inégalité entre les espaces formels et informels, entre la croissance de constructions spontanées et celle des structures modernes résidentielles, commerciales, de loisir ou gouvernementales. D'après une étude récente, « le processus d'urbanisation dans les *barrios* a été deux fois supérieur à celui des segments formels; entre 1966 et 2014, la zone des *barrios* a quadruplé, passant de 13,5 km² à 43,3 km², tandis que les zones urbaines formelles n'ont fait que doubler, passant de 63,7 km² à 135,7 km² »²¹. Et même si l'analyse cartographique suggère moins de séparation que de proximité et d'inclusion, voire même de porosité entre les secteurs formels et informels de la ville, on peut affirmer en termes généraux, comme le fait Arturo Almandoz, que : « hormis les espaces souterrains et quelques espaces publics qu'elle a rénovés... la Caracas des époques moderne et « saoudienne » de jadis est donc devenue, à la fin des années 1980, une métropole dégradée et

21. Elisa Silva, 2016, « Mapeo de los barrios de Caracas ». *ProDaVinci*, en ligne [<http://historico.prodavinci.com/2016/06/17/ciudad/mapeo-de-los-barrios-de-caracas-por-elisa-silva/>]; Elisa Silva, Valentina Caradonna et Odette Silva, 2015, *CABA Cartografía de los Barrios de Caracas*, Madrid, Fundación Espacio.

contrastée», caractérisée par «une ancienne antinomie entre un “ouest” pauvre et un “est” riche»²².

Avec la chute des prix pétroliers, en plus de la forte dette du début des années 1980, un programme de politiques néolibérales commence à prendre forme dans cette ville déjà marquée par de fortes corrélations entre la classe sociale et le territoire urbain, premièrement provisoirement avec l'élimination, la privatisation ou l'effondrement des services publics à cause du manque d'entretien et, à la fin de la décennie, par le choc causé par un ajustement économique soudain. La tournure néolibérale laissera de multiples et importantes séquelles sur l'environnement urbain, et sur l'émergence des villes parallèles, mais deux d'entre elles concernent particulièrement notre cas puisqu'elles ont transité par des courants apparemment différents qui vont s'unir, se nourrir et s'approfondir mutuellement : 1) la concrétisation de la ségrégation socio-territoriale à travers la réalisation de «l'autre» violent dans le contexte du *Caracazo* ; 2) la formalisation de la ségrégation politico-territoriale dans le cadre d'un fétiche décentralisateur qui va diviser la ville en plusieurs communes en suivant des modèles préétablis par des ségrégations socioéconomiques.

Le *Caracazo* représente pour le Venezuela un évènement historique ayant eu des effets sur l'ensemble du corps social et politique de la nation, et également sur le plan territorial. Même si durant la décennie de 1980 le gouvernement a expérimenté des politiques de type néolibéral pour pallier une crise économique croissante résultant de la chute soudaine des prix du pétrole, c'est au début de 1989 que le nouveau programme d'austérité de type choc, sous les auspices du FMI, est entré en vigueur. La réponse des secteurs populaires, principalement à Caracas, mais aussi dans d'autres villes, fut aussi soudaine et massive que l'annonce et l'application du programme d'ajustement. Le 27 février, alors sous le coup d'une forte augmentation des prix de l'essence, des transports publics et de la nourriture, ceux qui étaient les plus affectés par les nouvelles politiques, les habitants des *barrios* de la ville, commencèrent à protester contre ces mesures et à piller les magasins. En grève pour obtenir de meilleurs salaires, la Police métropolitaine fut rapidement dépassée,

22. Arturo Almandoz, 2017, «Segregation and Conflict in Post-modernist Caracas: From Pérez's Gran Venezuela to Chávez's Bolivarian Revolution». *Planning Perspectives*, vol. 32, n° 4, p. 623-637, traduction libre.

ce qui permit la poursuite et la propagation des manifestations et du pillage. Le soir, le gouvernement annonçait la suspension des garanties constitutionnelles et un couvre-feu. En outre, il décida de déployer l'armée avec pour ordre de restaurer le calme, en concentrant précisément ses opérations sur les *barrios* populaires, laissant finalement un bilan officiel de presque trois cents morts et un bilan officieux de plus de mille morts après la découverte de fosses communes à l'extérieur de la ville²³.

Au-delà des chiffres, le *Caracazo* constitua une rupture sociale, politique et territoriale à double tranchant. D'une part, pour les habitants des *barrios* de la ville où l'acharnement des forces de sécurité étatiques, devant leurs réclamations sociales et économiques plus que politico-partisanes, fut particulièrement brutal, le *Caracazo* signifia la mort du pacte social entre le gouvernement et les secteurs populaires qui dorénavant n'étaient plus seulement isolés économiquement et socialement, comme le suggèrent les travaux sur le sujet, mais également signalés et attaqués en tant que menaces nationales par l'appareil répressif étatique tout entier. En fait, encore aujourd'hui, on peut observer dans l'espace urbain les cicatrices physiques du déploiement de la violence de l'État pendant le *Caracazo* sur des murs où les impacts de balles n'ont toujours pas été rebouchés. Pour qui a des yeux pour voir, de tels spectacles laissent dans l'espace public une mémoire vive et concrète de ce que l'État est capable de faire lorsqu'il dirige son pouvoir répressif contre les secteurs populaires²⁴.

D'autre part, dans les quartiers des classes moyennes et de l'élite de la ville où il n'y a pas eu de répression, l'expression voulant que les collines « descendentes » est particulièrement parlante en ce qu'elle évoque l'image, d'une part, d'être cerné, d'être entouré de montagnes (image remarquablement topographique puisque Caracas est une vallée entourée de montagnes), et d'un autre côté, la surprise et l'inattendu résultant du fait que ces collines soient « descendues » avec tout ce qu'implique la

23. Fernando Coronil et Julie Skurski, 1991, « Dismembering and Remembering the Nation: The Semantics of Political Violence in Venezuela », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 33, n° 2, p. 288-337; Margarita López Maya, 2003, « The Venezuelan Caracazo of 1989: Popular Protest and Institutional Weakness », *Journal of Latin American Studies*, vol. 3, n° 1, p. 117-137.

24. Alejandro Velasco, 2015, *Barrio Rising: Urban Popular politics and the Making of Modern Venezuela*, Berkeley, University of California Press.

perception des collines proprement dites et de leurs habitants – c'est-à-dire, eux en haut dans leurs espaces, nous en bas dans les nôtres. Ce fut dans ce contexte de *Caracazo* que sont apparus des barricades et des groupes armés d'auto-défense dans des secteurs de classes moyennes et hautes de la ville, les habitants de ces zones redoutant d'être envahis par les habitants des *barrios*²⁵. Pendant les mois et les années qui ont suivi, ces barricades informelles se sont formalisées avec « l'installation, la prolifération et la normalisation des dispositifs de sécurité fournis par les associations civiles de voisins à des fins de sécurisation des quartiers des classes moyennes et supérieures et qui ont été légitimés par l'action ou l'omission des différentes instances gouvernementales et non gouvernementales²⁶ ».

Bien qu'il s'agisse là du début de ce que Caldeira appelle des « enclaves fortifiées », la différence substantielle dans ce cas est qu'elles ont été érigées sur la base d'une peur sous-jacente à l'expérience concrète d'un territoire urbain devenu menaçant. De cette manière est apparue une « urbanité privative », selon Pedro García, dans laquelle des processus d'auto-exclusion, « qui généralement s'étaient limités à l'espace domestique jusque dans les années 1980, ont été transférés à l'espace public » (les rues, les trottoirs, les places et les parcs) par « un processus de transformation de l'usage de l'espace résidentiel qui, aux dépens des conditions de vie propres à la métropole moderne et en stratifiant les limites entre le public et le privé, forge les nouvelles formes d'homogénéisation résidentielle à partir d'une ségrégation des usages citoyens et des conditions citoyennes ». Pour García, la conséquence est une Caracas paranoïaque, « segmentée socio-spatialement et dont les habitants... vivent en se considérant eux-mêmes comme une communauté métropolitaine incapable de s'appuyer sur des bases de confiance et de citoyenneté ». Mais cette paranoïa a des référents historiques. Pour les classes populaires des *barrios*, l'État, en tant que répresseur des *barrios*, n'est pas une abstraction. Pour les classes moyennes et supérieures, la menace des habitants des *barrios* qui « descendent » ne l'est pas non plus, ce qui crée ce que Ciccariello-Maher a appelé « la géographie raciale de Caracas »,

25. Fabricio Ojeda, 1989, « Saqueos y barricadas ». Dans *El día que bajaron los cerros*. Caracas, Ateneo de Caracas, p. 25-27.

26. Pedro Jose García et Marc Villa, 2001, « De la Sociabilidad Vigilante a la Urbanidad Privativa: Homogeneización residencial, usos ciudadanos y ciudadanía en Caracas », *Perfiles Latinoamericanos*, vol. 10, n° 19, p. 57-82.

la classe sociale et la race tendant à être corrélées au Venezuela : appartenir au *barrio* veut dire être de teint sombre ; appartenir à un quartier favorisé signifie être de teint pâle²⁷.

Les changements dans la configuration de l'espace urbain et la signification de l'espace public à Caracas depuis le *Caracazo* se calquent sur des modèles similaires à ceux de la ségrégation urbaine dans des contextes néolibéraux. Mais l'effet particulier de la violence avec laquelle le néolibéralisme émerge sur un territoire urbain auparavant fortement ségrégué ajoute dans le cas de Caracas une dimension explicitement politique : la réorganisation politico-administrative de la ville. En effet, en même temps que la crise économique des années 1980 qui a conduit aux mesures d'austérité ayant provoqué le *Caracazo*, il s'est produit une crise de représentation politique dans la conception de l'État vénézuélien, marquée par la concentration du pouvoir entre les mains du président. Au milieu de la décennie, la Commission pour la réforme de l'État (COPRE) avait remarqué la nécessité de décentraliser le gouvernement, puisque les positions d'autorité locale – du gouverneur au maire au préfet – étaient normées par l'exécutif, ce qui créait une énorme brèche représentative. Ainsi, les premières élections directes de maire et de gouverneur au Venezuela ont eu lieu en 1989, quelques mois après le *Caracazo*.

À première vue, l'élection directe des autorités locales aurait dû être un aspect positif du virage néolibéral dans la mesure où la décentralisation avait été proposée comme un point clé de la réduction du méga-État et de la dévolution du pouvoir aux citoyens dans leurs propres territoires afin d'inciter à une plus grande transparence et à une volonté de répondre aux revendications. Mais dans le cas de Caracas, la décentralisation est plutôt devenue un mythe. La réorganisation de la ville envisage une division de la zone métropolitaine en cinq communes, chacune ayant son propre maire et son département de police, ainsi qu'un maire métropolitain responsable de coordonner les politiques qui croiseraient les frontières des cinq, de résoudre les conflits de compétence et disposant du contrôle d'une police métropolitaine ayant force d'action sur toute la ville. En 2000, six maires exerçaient le pouvoir dans la Zone métropolitaine de Caracas, chacun ayant son propre département de police. De

27. George Ciccariello-Maher, 2007, « Toward a Racial Geography of Caracas : Neoliberal Urbanism and the Fear of Penetration ». *Qui Parle*, vol. 16, n° 2, p. 39-71.

plus, les nouvelles communes ont été divisées selon le modèle de ségrégation territoriale préétabli : d'un côté tout l'ouest de la ville, la zone la plus densément peuplée et informelle de Caracas qui deviendra la commune Libertador ; d'un autre côté, l'est de la ville sera divisé en quatre communes – Chacao, la plus petite mais aussi celle disposant de la plus grande concentration de richesse de la capitale ; El Hatillo, la moins dense et ayant également une haute concentration de richesse ; Baruta, avec une population plus diverse sur le plan des couches sociales mais tendant également vers des classes plus riches ; et Sucre, où se trouve le *barrio* le plus grand d'Amérique latine mais où se situent aussi des secteurs industriels importants, et par là, des revenus de taxes²⁸.

La nouvelle configuration politico-territoriale reflétait non seulement la ségrégation socioéconomique urbaine, mais tendait également à l'accroître dans le cadre d'un État en pleine austérité, puisque, pour pouvoir assurer les services essentiels, et au vu du peu de ressources de l'État central, les nouvelles autorités avaient besoin de bases fiscales. De cette manière, les communes les moins denses en population mais qui avaient le plus de richesse – c'est-à-dire les communes résidentielles, commerciales ou industrielles de l'est de la ville – étaient favorisées tandis que la commune de Libertador, qui comptait plus d'habitants et était plus pauvre, se trouvait défavorisée parce qu'elle dépendait des maigres ressources de la rente pétrolière qui continuaient de s'amoindrir. Ainsi que l'a signalé la sociologue María Pilar García-Guadilla, « le processus incomplet de décentralisation au niveau global a affecté négativement la gouvernabilité dans les communes qui ne peuvent pas satisfaire les besoins de la population à cause de l'antagonisme entre les demandes des différents acteurs et le manque de ressources »²⁹. En outre, la séparation politico-administrative tendait à accélérer la dynamique d'homogénéisation observée par García Guadilla dans le cadre des espaces urbains privatifs, dans la mesure où les actes de représentation laissaient entrevoir des classes de plus en plus similaires dans leurs intérêts économiques et sociaux. À cela s'ajoutait l'impact de l'austérité néolibérale dans la vie quotidienne des classes populaires des *barrios*, dans la mesure où, avec une diminution des emplois stables et, par là même, moins de revenus, les déplacements en ville à l'aide des transports

28. María Pilar García Guadilla, 1997, « Crisis, descentralización, y gobernabilidad urbana en el área metropolitana de Caracas », *América Latina Hoy*, vol. 15, p. 43-48.

29. *Ibid.*

publics devinrent de plus en plus difficiles. Pour des raisons similaires, le taux de criminalité a eu tendance à augmenter dans ces secteurs une fois que la présence policière a été diluée, en particulier à l'ouest de la ville qui comptait plus d'habitants pour moins de ressources. Ainsi, les processus d'exclusion *de facto*, d'auto-exclusion et de ségrégation territoriale prenaient des dimensions concrètes, légales et politiques³⁰.

Pour résumer, l'apogée néolibérale au Venezuela a affecté de différentes manières l'espace urbain de Caracas, et leur interaction a donné lieu à la concrétisation des villes parallèles : le manque de contact entre des secteurs opposés, à mesure que les mécanismes de ségrégation croissaient et se fortifiaient, a provoqué une méfiance entre ces secteurs qui a trouvé son expression concrète dans la violence du *Caracazo*. À cela s'ajoute la réorganisation territoriale de la ville qui formalise et, par-là, légalise la séparation par une distribution inégale des ressources, aggravant ainsi les raisons de la ségrégation et de la méfiance. Dans ces conditions de polarisation territoriale, légale, sociale et économique, une nouvelle polarisation a été introduite à l'époque de Chávez – la politique – qui devait mener à l'achèvement des villes parallèles à Caracas.

CARACAS À L'ÉPOQUE DE CHÁVEZ : DE LA VILLE SÉGRÉGUÉE À LA VILLE PARALLÈLE

L'élection d'Hugo Chávez à la présidence du Venezuela en décembre 1998 entraîna une crispation des conflits qui existaient depuis déjà longtemps dans l'environnement urbain de Caracas, mais qui reçurent un nouvel élan et une nouvelle direction dans le cadre de cette révolution bolivarienne qui proposait la création d'une démocratie davantage participative et activiste que le libéralisme bipartisan qu'elle avait supplanté. Même si, au départ, le chavisme parvint à réaliser une coalition de la classe populaire et de la classe moyenne, toutes deux frappées par la longue crise économique de la décennie précédente, il fut rapidement identifié à un mouvement dont les bases fondamentales se trouvaient dans les *barrios* urbains.

30. Virginie Baby-Collin, 2000, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole ». *Cahiers des Amériques Latines*, n° 35, p. 109-128.

Il y a trois raisons à cela : tant dans son discours que son imaginaire, le chavisme 1) s'est situé comme un écart historique en refondant la nation grâce à une nouvelle république et, de cette manière, en effaçant symboliquement le régime politique précédent considéré comme aberrant, corrompu et particulièrement traître envers la volonté populaire ; 2) il s'est érigé en mouvement rédempteur de ceux qui avaient été assassinés durant le massacre du *Caracazo* en se liant aux secteurs populaires urbains ; 3) il a recouru à une vision manichéenne de la société qui était divisée entre ceux qui étaient associés au régime précédent et favorisés par celui-ci – ce qui, dans le cas urbain concret, serait la classe supérieure – et ceux qui étaient défavorisés, attaqués et exclus par lui³¹. De cette manière, le chavisme était fortement corrélé, sur le plan électoral, à l'espace urbain puisque le vote qui lui était le plus favorable venait de l'ouest de la ville.

À cette dynamique électorale reflétant la ségrégation territoriale de la ville, le chavisme ajouta des éléments juridiques importants, élargissant la ségrégation politico-administrative qui était déjà en place à Caracas. Il y eut en particulier un mouvement de grande portée, celui des Comités de terres urbaines (CTU) grâce auxquels des groupes organisés d'habitants des *barrios* informels de Caracas, après un processus complexe de collecte des mémoires historiques entre voisins pour prouver le parcours de l'occupation de terrains, l'auto-construction de maisons, l'insertion dans le schéma de l'infrastructure urbaine, aspiraient à obtenir les titres de propriété de leurs logements³². D'après Beatriz Fernández Cabrera, les CTU auraient eu un double effet politique durable : d'une part, le processus de conformité aux exigences impliquait la création et/ou l'approfondissement d'une conscience collective entre voisins, basée sur leurs expériences de lutte et d'organisation dorénavant revendiquées, reconnues et finalement valorisées par le gouvernement. La reconnaissance de ces groupes par l'État aurait créé un lien direct et réel avec le gouvernement chaviste, puisqu'il était celui qui avait légitimé, légalisé et régularisé leur présence en tant que citoyens disposant de titres leur

31. Jon Lee Anderson, 2001, « The Revolutionary: Hugo Chávez Has a Vision, Washington Has a Headache », *The New Yorker*, 10 septembre.

32. María Pilar García-Guadilla, 2011, « Urban Land Committees: Co-optation, Autonomy, and Protagonism », dans Daniel Hellinger et David Smilde (dir.), *Venezuela's Bolivarian Democracy: Participation, Politics, and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, p. 80-103.

conférant de véritables droits dans l'environnement urbain³³. Autrement dit, l'octroi de titres de propriété aux *barrios* organisés donna un caractère permanent aux *barrios*, ainsi qu'une présence juridique à leurs habitants en les faisant devenir des acteurs politiques légaux.

Mais les CTU auraient eu d'autres effets. En particulier, le fait que les classes populaires se soient emparées d'une forme de pouvoir grâce à la propriété aurait créé une dynamique de défense non seulement des espaces qui leur appartenaient légalement dorénavant, mais aussi du gouvernement qui leur avait donné cette possibilité. Ainsi, la défense de l'espace n'était plus seulement une question de criminalité, mais une lutte existentialiste devant ceux qui, s'ils revenaient au pouvoir, attenteraient à la nouvelle citoyenneté exprimée dans la propriété et la vie juridique liée à un courant politique particulier. Devant l'escalade du mouvement d'opposition, la consigne « ils ne passeront pas » est apparue pour signaler le refus de circulation des habitants des secteurs de l'est de la ville vers l'ouest où se trouve le siège du gouvernement, mais qui était aussi dorénavant lié à leur existence d'êtres politiques et légaux.

Certes pour les secteurs populaires urbains, la passation des droits de propriété légalisait et formalisait les *barrios* et faisait du même coup de leurs habitants des êtres juridiques. Au-delà de tout discours rédempteur, elle affirmait ainsi le caractère fondamentalement populaire du gouvernement et stimulait la défense tant de ces espaces que du projet politique sous-jacent. Pour les secteurs à présent défavorisés politiquement ce même processus signifiait la culmination d'une terreur qui avait commencé lors du *Caracazo* : la peur des *barrios* qui descendent devint une réalité lorsque l'État devint celui des *barrios*, un gouvernement qui représentait fondamentalement les intérêts de ceux qui faisaient peur³⁴. Bien entendu, à travers la réorganisation politico-territoriale de la ville, en plus des mécanismes de défense propres à la fortification de leurs espaces, ils pouvaient faire appel également à leurs gouvernements locaux par le biais du contrôle des mairies. Ainsi, tout comme la

33. Beatriz Fernández Cabrera, 2012, « Territorialidad, sujetos populares, y nuevas resistencias: A propósito de los Comités de Tierras Urbanas », *Cuadernos del CENDES*, vol. 29, n° 81, p. 49-78.

34. Luis Duno-Gottberg, 2011, « The Color of Mobs: Racial Politics, Ethnopopulism, and Representation in the Chávez Era ». Dans Daniel Hellinger et David Smilde (dir.), *Venezuela's Bolivarian Democracy: Participation, Politics, and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, p. 271-297.

commune Libertador à l'ouest allait voter pour le chavisme, les communes Chacao, El Hatillo, Baruta et Sucre à l'est de la ville deviendraient des bastions d'opposition au chavisme en élisant des maires qui joueraient non pas seulement le rôle de représentants et de dirigeants locaux contre le gouvernement, mais puisqu'ils étaient localisés dans la capitale, ville la plus peuplée du pays, ils joueraient également le rôle de chefs au niveau national pour le mouvement d'opposition. De cette manière, des personnalités à la tête de l'opposition nationale sont devenues maires de communes à Caracas, comme Leopoldo López, Enrique Capriles et Antonio Ledezma.

Mais, en plus, le système politico-administratif de la Caracas néolibérale a stimulé une expression violente du conflit politique une fois que les départements de police municipale – et particulièrement de la Police métropolitaine qui fut sous le contrôle d'un maire d'opposition entre 2000 et 2005 – ont été vus comme des forces alliées ou ennemies selon la position politique des acteurs particuliers. Ce fut le cas, par exemple, lors du coup d'État manqué contre Hugo Chávez en avril 2002, au cours duquel les chefs de la Police métropolitaine ont été signalés comme ayant cherché à déployer leurs officiers en faveur du mouvement insurrectionnel³⁵. En outre, ce coup d'État manqué concrétisa la ségrégation socio-territoriale préexistante à Caracas en une politique à part entière, en faisant confluer une configuration politico-administrative et une nouvelle dynamique de polarisation politique partisane. À partir de ce moment, les camps politiques opposés dans le territoire urbain commencèrent, non seulement à défendre leurs espaces contre « l'autre », mais également à créer, au moyen des gouvernements locaux, des villes parallèles où les espaces publics furent appropriés par les acteurs du jeu politique.

Par exemple, vers le milieu de 2003, les secteurs des classes moyenne et supérieure de l'est de la ville commencèrent à mettre en œuvre ce que l'on a appelé des *guarimbas*, des barricades dans les rues autour de leurs quartiers afin d'en interdire l'accès³⁶. Il est remarquable, au sujet de cette

35. Fernando Coronil, 2011, « Venezuela's Wounded Bodies: Nation and Imagination during the 2002 Coup ». *NACLA Report on the Americas*, vol. 44, n° 1, p. 33-39; Brian Nelson, 2009, *The Silence and the Scorpion: The Coup against Chávez and the Making of Modern Venezuela*. New York, Nation Books.

36. Barry Cannon, 2014, « As Clear as MUD: Characteristics, Objectives, and Strategies of the Opposition in Bolivarian Venezuela », *Latin American Politics and Society*, vol. 56, n° 4, p. 49-70.

modalité de protestation dans le contexte des villes parallèles, qu'en surface, la tactique de la coupure des routes, des barricades, soit une pratique de longue date dans l'histoire urbaine vénézuélienne. Avant 2013, ce furent les classes populaires, dans leurs *barrios*, qui l'utilisèrent, en général comme méthode de protestation et de revendications ponctuelles devant le manque de réponse de la part des autorités. C'est-à-dire que les barricades érigées pour couper les routes étaient présentées comme une protestation devant l'État pour appeler l'État sur la scène. Les *guarimbas* représentaient le contraire, rejetant la présence de l'État³⁷.

En fait, l'utilisation même du terme *guarimba* qui, au Venezuela, signifie guérite, cave, espace sûr, suggérait l'énorme différence entre deux modes de protestation apparemment similaires mais diamétralement opposés dans leurs buts. En ce sens, les *guarimbas* reproduisaient ce qu'exprimaient les barricades érigées par ces mêmes secteurs durant le *Caracazo* pour se défendre contre les collines qui « descendaient » ; à présent, face à un État incarnant ces mêmes *barrios*, les *guarimbas* exprimaient le rejet de la légitimité même du gouvernement. Ainsi, les *guarimbas* représentaient le miroir des slogans « ils ne passeront pas » affichés par les secteurs de l'ouest de la ville, qui rejetaient de la même manière la présence de ceux de l'est.

Mais à l'expression antagonique de ce parallélisme s'ajoutent des éléments de construction d'une identité affirmative pour chaque camp dans son espace. C'est le cas, par exemple, des places Bolívar et Sadel, la deuxième étant en plein cœur de l'ouest de la capitale et la deuxième dans la commune de Baruta, bastion anti-chaviste de Caracas car étant l'une des zones les plus riches de la ville. Non seulement par sa localisation, mais également par le rôle joué par Simon Bolivar dans l'idéologie du projet chaviste, la place Bolívar – proche du Congrès National, du palais présidentiel, de la mairie et de plusieurs ministères, en plus de nombreux *barrios* populaires emblématiques à l'ouest de la capitale – est devenue dès le début de l'époque chaviste le quartier général informel des groupes de base liés au président et à son projet. À l'endroit surnommé le « coin chaud », Ana Sevigna observe qu'un groupe « partisan du gouvernement de feu le Président Hugo Chavez monte

37. Alejandro Velasco, 2014, « Where are the Barrios? Street Protest and Popular Politics in Venezuela, Then and Now », communication présentée à l'Institut Watson, Université Brown, 30 avril.

la garde, surveillant les visiteurs et leurs activités. Ce groupe «protège» la place Bolivar, empêchant la tenue de manifestations organisées par des opposants au gouvernement»³⁸. Avec le passage du temps, et dans la mesure où la polarisation politique devenait de plus en plus forte, la place Bolivar allait devenir un territoire chaviste par excellence, un reflet de la dynamique majeure de la relation entre l'espace et la politique à l'époque chaviste³⁹.

Alors que des espaces ostensiblement publics fermaient à l'ouest dans le cadre de la défense de la ville chaviste, de l'autre côté de Caracas, la place Sadel – de même que d'autres espaces publics tels que la place Francia située dans la zone riche d'Altamira – connaissait une «réassignation» similaire. Elle est en partie le produit de ce que Luis Gabaldón appelait la «pression entre le public et le privé», l'association d'un espace public, que ce soit de manière formelle ou informelle, à un camp politique (dans ce cas, le camp pro-gouvernemental) laquelle suggère «la création d'un cercle vicieux où l'efficacité symbolique de la pression s'évanouit et où la résistance de la population s'accroît»⁴⁰. Cette révolte qui se traduit par la création d'espaces parallèles et alternatifs où l'on peut exercer une visibilité et faire acte de présence, curieusement, inverse la dynamique de l'auto-exclusion et de la fortification qui avait cours à l'apogée du néolibéralisme. Iria Puyosa signale ce phénomène en examinant l'installation d'un campement d'étudiants sur la place Sadel pendant un cycle de manifestations anti-gouvernementales qui se sont déroulées de février à mai 2014. Ces étudiants, en campant sur la place, ont facilité «la convergence des stratégies et des tactiques, en même temps que [...] la communication directe entre les activistes et la construction d'un tissu de solidarité»⁴¹. Quelque chose de semblable peut être remarqué dans les *guarimbas*. Mais contrairement à celles-ci, qui sont à proximité de leurs quartiers dans un but d'auto-défense et d'exclusion, le campement se situe dans l'espace public par excellence qu'est une place très fréquentée. De plus, le fait de passer la nuit dans un endroit dangereux, à cause des

38. Ana Sevigna, 2015, «Whose Plaza Is It, Anyway? Chávez's Bolivarianism and Contested Public Spaces in Caracas», *Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, vol. 20, n° 3, p. 475-495, traduction libre.

39. *Ibid.*

40. Luis Gabaldón, 2015, «La coacción entre lo público y lo privado», *Cuaderno Venezolano de Sociología*, vol. 24, n° 4, p. 5-15.

41. Iria Puyosa, 2015, «El campamento @PlzaResistencia en el ciclo de protestas en Venezuela 2014», *Revista de Internet, Derecho, y Política*, n° 21, p. 73-93.

forts taux de violence criminelle de Caracas, peut être vu comme la capture et la récupération de l'espace public sous l'impulsion d'un rejet, à travers la création d'une réalité parallèle de ville et de vie.

Dans ce même sens, même si la récupération d'un espace public par des secteurs précédemment auto-exclus et fortifiés peut être considérée comme une étape vers l'érosion de la ségrégation territoriale, en fait, des éléments de fortifications et d'enclaves non seulement persistent, mais caractérisent également ce type d'action dans le cadre de la création non pas d'espaces de rencontre mais d'espaces parallèles, de villes parallèles. L'effet homogénéisant de la « colonie » devient particulièrement indéniable puisque, bien qu'il y ait une certaine diversité dans la conception des tactiques et stratégies, par définition, ceux qui participent à cette action s'identifiaient déjà à une identité politique. À ce type d'homogénéisation physique on peut ajouter une homogénéisation virtuelle, dans la mesure où les manifestations occupent de plus en plus les réseaux sociaux au sein desquels il est plus facile d'isoler les voix contraires sur certains aspects ponctuels, même si elles peuvent être des alliées dans d'autres, inhibant ainsi, soit sur le plan territorial, soit sur le plan numérique, la possibilité d'une rencontre entre les villes parallèles à Caracas⁴². C'est ce qu'observe Almandoz en tant que schéma de re-signification des espaces publics comme espaces parallèles.

As the most dramatic expression of secular segregation and conflict in post-modernist Caracas, belligerent factions seized traditional and unusual public spaces, especially after the 2002 confrontations between Chávez's opponents and supporters. From local and metropolitan plazas like Altamira in the east, through motorways like Francisco Fajardo, to the Bolivar Avenue and historic plazas in the center, some of those improvised agorae gained new political meanings, but altogether ended up debilitated in terms of their actual usage and accessibility⁴³.

Cela suggère une dynamique non pas de ségrégation, mais de parallélisme, basée dans le cadre historique précédent de la ségrégation territoriale mais qui maintenant, dans le cadre de la polarisation politique,

42. Alexander Hernández, Jairo Lugo-Ocando et Monica Marchesi, 2015, « Social Media and Virality in the 2014 Student Protests in Venezuela: Rethinking Engagement and Dialogue in Times of Imitation », *International Journal of Communication*, n° 9, p. 3782-3802.

43. Almandoz, « Segregation and Conflict in Post-modernist Caracas... », *op. cit.*

empêche non seulement idéologiquement mais également physiquement tout type d'interactions entre villes opposées. « N'étant pas parvenus à s'attirer des soutiens hors de leurs citadelles de prédilection » conclut George Ciccariello-Maher, « les contestataires sont restés prisonniers de la géographie qu'ils ont eux-même créée »⁴⁴. Mais il ne s'agit pas que des manifestants contre le gouvernement ; ses sympathisants aussi défendent leurs espaces contre les autres, juste à l'est de la ville.

RÉFÉRENCES

- Almandoz, Arturo, 2014, *Modernization, Urbanization and Development in Latin America, 1990s-2000s*. Londres, Routledge.
- Almandoz, Arturo, 2017, « Segregation and Conflict in Post-modernist Caracas: From Pérez's Gran Venezuela to Chávez's Bolivarian Revolution ». *Planning Perspectives*, vol. 32, n° 4, p. 623-637.
- Anderson, Jon Lee, 2001, « The Revolutionary: Hugo Chávez Has a Vision, Washington Has a Headache ». *The New Yorker*, 10 septembre.
- Auyero, Javier, 2000, « The Hyper-Shantytown: Neoliberal Violence(s) in the Argentine Slum ». *Ethnography* vol. 1, n° 1, p. 93-116.
- Baby-Collin, Virginie, 2000, « Les barrios de Caracas ou le paradoxe de la métropole ». *Cahiers des Amériques Latines*, n° 35, p. 109-128.
- Blackmore, Lisa, 2017, *Spectacular Modernity: Dictatorship, Space, and Visuality in Venezuela, 1948-1958*. Pittsburgh, University of Pittsburgh Press.
- Burdett, Ricky, 2016, « Counterpoint: Designing Inequality ». *Architectural Digest*, vol. 86, n° 3, p. 136-141.
- Caldeira, Teresa et James Holston, 1999, « Democracy and Violence in Brazil ». *Comparative Studies in Society and History*, vol. 41, n° 4, p. 691-729.
- Caldeira, Teresa, 1996, « Fortified Enclaves: The New Urban Segregation ». *Public Culture*, vol. 8, n° 2, p. 303-328.
- Caldeira, Teresa, 2001, *City of Walls: Crime, Segregation, and Citizenship in São Paulo*. Berkeley, University of California Press.

44. George Ciccariello-Maher, 2016, « The Dialectics of Urban Space in Caracas », *Contemporary Political Theory*, n° 15, p. 436-445.

- Caldeira, Teresa, 2012, «Imprinting and Moving Around: New Visibilities and Configurations of Public Space in São Paulo». *Public Culture*, vol. 24, n° 2, p. 385-419.
- Cannon, Barry, 2014, «As Clear as MUD: Characteristics, Objectives and Strategies of the Opposition in Bolivarian Venezuela». *Latin American Politics and Society*, vol. 56, n° 4, p. 49-70.
- Castells, Manuel, 1983, *The City and the Grassroots: A Cross-cultural Theory of Urban Social Movements*. Berkeley, University of California Press.
- Ciccariello-Maher, George, 2007, «Toward a Racial Geography of Caracas: Neo-Liberal Urbanism and the Fear of Penetration». *Qui Parle*, vol. 16, n° 2, p. 39-71.
- Ciccariello-Maher, George, 2016, «The Dialectics of Urban Space in Caracas». *Contemporary Political Theory*, n° 15, p. 436-445.
- Coronil, Fernando et Julie Skurski, 1991, «Dismembering and Remembering the Nation: The Semantics of Political Violence in Venezuela». *Comparative Studies in Society and History*, vol. 33, n° 2, p. 288-337.
- Coronil, Fernando, 1997, *The Magical State: Nature, Money and Modernity in Venezuela*. Chicago, University of Chicago Press.
- Coronil, Fernando, 2011, «Venezuela's Wounded Bodies: Nation and Imagination during the 2002 Coup». *NACLA Report on the Americas*, vol. 44, n° 1, p. 33-39.
- Duno-Gottberg, Luis, 2011, «The Color of Mobs: Racial Politics, Ethnopolitics, and Representation in the Chávez Era». Dans Daniel Hellinger et David Smilde (dir.), *Venezuela's Bolivarian Democracy: Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, p. 271-297.
- Fernández-Cabrera, Beatriz, 2012, «Territorialidad, sujetos populares, y nuevas resistencias: A propósito de los Comités de Tierras Urbanas». *Cuadernos del CENDES*, vol. 29, n° 81, p. 49-78.
- Fraser, Valerie, 2001, *Building the New World: Modern Architecture in Latin America*. Londres, Verso.
- Gabaldón, Luis, 2015, «La coacción entre lo público y lo privado». *Cuaderno Venezolano de Sociología*, vol. 24, n° 4, p. 5-15.
- García, Pedro Jose et Marc Villa, 2001, «De la Sociabilidad Vigilante a la Urbanidad Privativa: Homogeneización residencial, usos ciudadanos y ciudadanía en Caracas». *Perfiles Latinoamericanos*, vol. 10, n° 19, p. 57-82.

- García-Guadilla, María Pilar, 1997, «Crisis, descentralización, y gobernabilidad urbana en el área metropolitana de Caracas». *América Latina Hoy*, vol. 15, p. 43-48.
- García-Guadilla, María Pilar, 2011, «Urban Land Committees: Co-optation, Autonomy and Protagonism». Dans Daniel Hellinger et David Smilde (dir.), *Venezuela's Bolivarian Democracy: Participation, Politics and Culture under Chávez*, Durham, Duke University Press, p. 80-103.
- Germani, Gino, 1965, *Política y sociedad en una época de transición*. Buenos Aires, Paidós.
- Goldstein, Daniel M., 2003, «“In our own Hands”: Lynching, Justice and the Law in Bolivia». *American Ethnologist*, vol. 30, n° 1, p. 23-43.
- Hernández, Alexander, Jairo Lugo-Ocando et Monica Marchesi, 2015, «Social Media and Virality in the 2014 Student Protests in Venezuela: Rethinking Engagement and Dialogue in Times of Imitation». *International Journal of Communication*, n° 9, p. 3782-3802.
- Holston, James, 1989, *The Modernist City: An Anthropological Critique of Brasilia*. Chicago, University of Chicago Press.
- Lefebvre, Henri, 1968, *Le droit à la ville*. Paris, Anthropos.
- Lewis, Oscar, 1961, *The Children of Sánchez: Autobiography of a Mexican Family*. New York, Random House.
- López Maya, Margarita, 2003, «The Venezuelan Caracazo of 1989: Popular protest and institutional weakness». *Journal of Latin American Studies*, vol. 3, n° 1, p. 117-137.
- Mallen, Anna et María Pilar García-Guadilla, 2017, *Venezuela's Polarized Politics: The Paradox of Direct Democracy under Chávez*. Boulder, First Forum Press.
- María de Jesus, Carolina, 1960, *Quarto de despejo: Diário de uma favelada*. Rio de Janeiro, Francisco Alves.
- Nelson, Brian., 2009, *The Silence and the Scorpion: The Coup against Chávez and the Making of Modern Venezuela*. New York, Nation Books.
- Ojeda, Fabricio, 1989, «Saqueos y barricadas». Dans *El día que bajaron los cerros*. Caracas, Ateneo de Caracas, p. 25-27.
- Perlman, Janine E., 1976, *The Myth of Marginality: Urban Poverty and Politics in Rio de Janeiro*. Berkeley, University of California Press.

- Portes, Alejandro et John Walton, 1976 *Urban Latin America: The Political Condition from Above and Below*. Austin, University of Texas Press.
- Puyosa, Iria, 2015, « El campamento @PlzaResistencia en el ciclo de protestas en Venezuela 2014 ». *Revista de Internet, Derecho, y Política*, n° 21, p. 73-93.
- Rama, Ángel, 1984, *La ciudad letrada*. Hanovre, Ediciones del Norte.
- Rodgers, Dennis, 2004, « “Disembedding” the City: Crime, Insecurity, and Spatial Organization in Managua, Nicaragua ». *Environment and Urbanization*, vol. 16, n° 2, p. 113-124.
- Rodgers, Dennis et Bruce O’Neill, 2012, « Infrastructural Violence: Introduction to the Special Issue ». *Ethnography*, vol. 13, n° 4, p. 401-412.
- Sevigna, Ana, 2015, « Whose Plaza Is It, Anyway? Chávez’s Bolivarianism and Contested Public Spaces in Caracas ». *Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, vol. 20, n° 3, p. 475-495.
- Silva, Elisa, 2016, « Mapeo de los barrios de Caracas ». *ProDaVinci*, en ligne [<http://historico.prodavinci.com/2016/06/17/ciudad/mapeo-de-los-barrios-de-caracas-por-elisa-silva/>].
- Silva, Elisa, Valentina Caradonna et Odette Silva, 2015, *CABA Cartografía de los Barrios de Caracas*. Madrid, Fundación Espacio.
- Ursin, Marit, 2012, « “The City Is Ours”: The Temporal Construction of Dominance among Poor Young Men in a Brazilian Elite Neighborhood ». *Journal of Latin American Studies*, vol. 44, n° 3, p. 467-493.
- Velasco, Alejandro, 2014, « Where Are the Barrios? Street Protest and Popular Politics in Venezuela, Then and Now ». Communication présentée à l’Institut Watson, Université Brown, 30 avril.
- Velasco, Alejandro, 2015, *Barrio Rising: Urban Popular Politics and the Making of Modern Venezuela*. Berkeley, University of California Press.
- Veloso, Leticia, 2010, « Governing Heterogeneity in the Context of “Compulsory Closeness”: The Pacification of Favelas ». Dans Mark Clapson et Ray Hutchinson (dir.), *Suburbanization in Global Society*, Bingley (R.-U.), Emerald Group Publishing, p. 253-272.
- Willis, Graham Denyer, 2015, *The Killing Consensus: Police, Organized Crime and the Regulation of Life and Death in Urban Brazil*. Berkeley, University of California Press.

ESPACES PUBLICS ET CONGLOMÉRATS MÉDIATIQUES

Le cas de Bahia (Brésil)

JULIÁN DURAZO HERRMANN¹

Université du Québec à Montréal

Dire que les médias ont un rôle très important en politique fait consensus. Plusieurs chapitres de ce volume en font état (voir Chiasson-Lebel pour l'Équateur et Vommaro pour l'Argentine). Les médias ne constituent pas seulement l'espace public virtuel dans lequel se déroule le débat politique, mais ils sont aussi en quelque sorte les gardiens de cet espace, décidant autant des acteurs que des sujets qui y ont accès². Dans une vision normative, les médias assureraient la publicité des actes politiques par leur rôle de surveillance des acteurs politiques et seraient ainsi une espèce de « quatrième pouvoir » jouant une fonction centrale en démocratie³.

-
1. L'auteur remercie Micheline de Sève pour son travail de révision linguistique.
 2. Jürgen Habermas, 1991 [1962], *L'espace public*, Paris, Payot, p. 67 ss. ; Robert Dahl, 1971, *Polyarchy*, New Haven, Yale University Press, p. 3 ss. ; Leonardo Avritzer et Sérgio Costa, 2004, « Teoria crítica, democracia e esfera pública: Concepções e usos na América Latina », *Dados*, vol. 47, n° 4, p. 705 ss.
 3. Julianne Schultz, 1998, *Reviving the Fourth Estate*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 23 ss. ; Dominique Wolton, 2008, « La communication politique : construction d'un modèle », dans Arnaud Mercier (dir.), *La communication politique*, Paris, Hermès-CNRS, p. 31 ss.

Mais comment l'influence des médias se transforme-t-elle en résultats politiques concrets? Ce chapitre cherche à explorer comment, en décidant des acteurs et des sujets présents dans l'espace public, deux mécanismes médiatiques – l'inclusion dans l'ordre du jour médiatique, ou mise en agenda (*agenda-setting*), et le traitement de l'information, ou cadrage (*framing*) – influencent les résultats électoraux dans l'État brésilien de Bahia à un moment où la gauche – une coalition dirigée par le Parti des travailleurs (PT) – est installée au pouvoir subnational depuis 2007.

Une mise à l'agenda et un cadrage très partisans devraient favoriser concrètement les acteurs politiques avantagés par ces dynamiques. Ce serait le cas à Bahia, un État du Nord-Est du Brésil où le processus de démocratisation tardif se caractérise par le fait que l'ancienne élite autoritaire reste la propriétaire du conglomerat médiatique subnational dominant, même après la transition et le virage à gauche, et qu'elle s'en sert pour promouvoir ses préférences et ses leaders politiques⁴.

Pour tester cette hypothèse, j'analyserai les deux plus récentes élections subnationales à Bahia, soit les élections du gouverneur et de l'Assemblée législative de 2014 et les élections municipales de 2016. Je m'intéresse aux élections car elles sont l'un des seuls moments où l'ensemble des citoyens se prononce sur l'espace public. Par ailleurs, de nos jours, l'essentiel des campagnes électorales se déroule dans les médias⁵. Cette approche me permettra de mettre en relief les acteurs et les sujets présents dans l'espace public bahianais et leurs liens avec les dynamiques médiatiques locales.

L'analyse d'un cas subnational comme Bahia, où le recours à la législation est exclu pour tous les acteurs – la communication étant de juridiction fédérale au Brésil –, me permet de faire ressortir les dynamiques

4. Pour une analyse des événements menant à la destitution de la présidente Dilma Rousseff, voir Barreto, dans ce volume; voir aussi Julián Durazo Herrmann, 2016, «Media, State and Society in Bahia, Brazil», *Brazilian Journalism Research*, vol. 12, n° 2, p. 98 ss.

5. Richard Nadeau et Frédérick Bastien, 2010, «La communication électorale», dans Anne-Marie Gingras (dir.), *La communication politique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 169 ss; Grégory Derville, 2017, *Le pouvoir des médias*, Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble, p. 107 ss. Malgré leur importance dans les élections présidentielles et subnationales de 2018, je ne me penche pas sur les réseaux sociaux dans ce chapitre, car leur rôle dans les élections subnationales de 2014 et 2016 n'a pas atteint cette magnitude.

entre conglomérats médiatiques et coalitions de gauche à l'intérieur d'un cadre institutionnel fixe. Ceci est d'autant plus le cas que, malgré leurs promesses électorales, les gouvernements de gauche des présidents Lula et Dilma (2003-2016) n'ont pas introduit de réformes importantes dans ce cadre juridique⁶. L'emprise des médias sur l'espace public ne devrait donc devenir que plus apparente.

Dans la section suivante, je présente les notions de « mise à l'agenda » et de « cadrage ». À l'aide de ce cadre théorique, j'analyse le rôle politique de *Rede Bahia*, le conglomérat médiatique subnational dominant, sous les gouvernements de gauche. Ensuite, j'étudie les élections de 2014 et 2016 à Bahia. À partir de cette analyse, j'essaie d'identifier les facteurs impliqués dans la traduction de l'influence médiatique en résultats politiques pour ainsi contribuer à l'étude de la manière dont les médias régionaux façonnent l'espace public (subnational, dans ce cas-ci) lorsqu'ils font face à des mouvements de gauche capables de prendre et d'exercer durablement le pouvoir.

MISE À L'AGENDA, CADRAGE ET COUVERTURE D'OPPOSITION

L'hypothèse que les médias exercent un rôle politique prépondérant se fonde sur l'idée que la complexité technique et l'économie politique des médias créent une relation de dépendance entre le public et les médias où les émetteurs – peu nombreux et aux intérêts bien définis – développent une situation de monopole vis-à-vis d'une audience large et hétéroclite. Ce problème d'action collective accorderait aux médias un rapport hiérarchique leur permettant de décider des sujets et des acteurs politiques et d'exercer ainsi un véritable pouvoir⁷.

6. Murilo Ramos, 2017, « Brasil. Gobiernos del PT, políticas de comunicación y pacto conservador », dans Francisco Sierra Caballero et Rosa Vallejo Castro (dir.), *Derecho a la comunicación. Procesos regulatorios y democracia en América latina*, Quito, Centro Internacional de Estudios Superiores de Comunicación para América Latina, p. 111 ss.

7. João Pissarra Esteves, 2004, « Espaço público », dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 153 ss. ; Sergio García Sánchez, 2011, « Desarrollo del marketing electoral en México. Consecuencias democráticas », dans Norma Pareja Sánchez et Silvia Molina Vedia (dir.), *Comunicación política en México*, Zamora, Comunicación Social, p. 267 ss.

Toutefois, les effets politiques des médias ne sont pas homogènes. Pour les acteurs engagés directement en politique, les médias ne sont pas la seule, ni même la plus importante source d'informations. Leurs opinions sont formées et relativement fixes par rapport à la conjoncture⁸. Toutefois, le grand public prend ses informations politiques dans les médias et est plus réceptif aux arguments de ceux-ci, surtout lorsque le message est spectaculaire. Par ailleurs, l'attention publique face à un enjeu spécifique est de très courte durée, se limitant à quelques semaines ou quelques mois, au maximum. L'influence médiatique a donc une fenêtre spécifique d'opportunité politique en termes d'audience et de cadre temporel, ce qui fait des élections un moment clé pour son épanouissement⁹.

La mise à l'agenda est la façon dont les médias réduisent la réalité sociale, non appréhensible en tant qu'ensemble, à un récit concis et cohérent, mettant l'accent sur ce qui est considéré comme étant d'intérêt public. En choisissant ce qui est publié et ce qui ne l'est pas, les médias déterminent ce que la population peut connaître des affaires courantes qui se déroulent au-delà des strictes limites de ses activités quotidiennes. En conséquence, la mise à l'agenda médiatique peut déterminer l'accès de certains acteurs ou enjeux à l'espace public, ou leur exclusion¹⁰.

Les théoriciens de la démocratie insistent sur l'importance de l'accès à des sources variées et indépendantes d'informations, justement pour prévenir l'exclusion de certains acteurs et enjeux du débat public de façon permanente¹¹. Cependant, dans des régions telles que Bahia où la propriété des médias est fortement concentrée, on ne peut pas écarter

-
8. Marcus Coimbra, 2007, « A mídia teve algum papel durante o processo eleitoral de 2006? » dans Venício de Lima (dir.), *A mídia nas eleições de 2006*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, p. 194 ss.
 9. Stefaan Walgrave, 2016, « Political Agenda-Setting », dans Gianpietro Mazzoleni (dir.), *The International Encyclopedia of Political Communication*, Chichester, Wiley Blackwell, p. 984 ss.
 10. Habermas, *L'espace public*, op. cit., p. 219 ss. ; Alessandra Aldé et al., 2007, « Imprensa e eleições presidenciais: natureza e consequência da cobertura das eleições de 2002 e 2006 », dans Venício de Lima (dir.), *A mídia nas eleições de 2006*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, p. 69 ss.
 11. Dahl, *Polyarchy*, op. cit., p. 75 ss. ; Raúl Trejo Delabre, 2010, « Muchos medios en pocas manos: concentración televisiva y democracia en América latina », *Intercom. Revista Brasileira de Ciências da Comunicação*, vol. 33, n° 1, p. 21 ss.

la possibilité qu'un seul acteur médiatique puisse contrôler l'accès à l'espace public en fonction de ses propres intérêts¹².

Les sujets présentés, l'espace qui leur est consacré, les hiérarchies qui sont établies et la cohérence de la couverture médiatique sont tous des éléments de la mise à l'agenda¹³. On peut également identifier les consignes – explicites ou implicites – données par les médias aux électeurs¹⁴. La mise à l'agenda permet ainsi d'étudier le degré d'intervention d'un média dans le processus électoral.

De son côté, le cadrage est le système de référence qui donne un sens aux informations¹⁵. Il s'agit d'une dimension plus subjective, mais également centrale du rôle politique des médias, car c'est le mécanisme par lequel les médias introduisent leurs préférences normatives dans les informations qu'elles transmettent, accentuant certaines informations, en cachant d'autres et les interprétant toutes selon un point de vue spécifique¹⁶. En présentant les options politiques, le cadrage évalue et propose des diagnostics concernant les alternatives présentes sur le terrain. Ce mécanisme permet aux médias de construire le sens des faits rapportés et de contribuer de façon décisive à la formation de l'opinion publique¹⁷.

L'existence de sources variées et indépendantes d'information permettrait d'avoir une diversité de perspectives et donc un débat profond et éclairé sur tous les aspects des enjeux du débat public¹⁸. Par contre, dans

-
12. Antônio Canelas Rubim, 2004, « Espetacularização », dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 206 ss. ; Anne-Marie Gingras, 2009, *Médias et démocratie*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 40 ss.
 13. Fernando Antônio Azevedo, 2004, « Agendamento da política », dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 41 ss. ; Liziane Guazina, 2011, *Jornalismo em busca de credibilidade. A cobertura adversária do Jornal Nacional*, thèse de doctorat, Université de Brasília, p. 35 ss.
 14. Javier Esteinou Madrid, 2011, « Avances y limitaciones político-comunicativas de la reforma electoral en las elecciones intermedias mexicanas del 2009 », dans Norma Pareja Sánchez et Silvia Molina Vedia (dir.), *Comunicación política en México*, Zamora, Comunicación Social, p. 125 ss.
 15. Maurice Mouillaud, 2012, « Da forma ao sentido », dans Maurice Mouillaud et Sérgio Porto (dir.), *O Jornal. Da forma ao sentido*, Brasília, Editora UnB, p. 48 ss.
 16. Mauro Porto, 2004, « Enquadramento da mídia e política », dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 75 ss.
 17. Venício de Lima, 2004, « Os cenários de representação (CR) e a política », dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 10 ss. ; Derville, *Le pouvoir des médias*, op. cit., p. 49 ss.
 18. Dahl, op. cit., p. 75 ss.

un scénario de concentration comme celui de Bahia, le conglomérat médiatique ne rencontre pas de véritable contrepoids et devrait donc pouvoir imposer unilatéralement le jour sous lequel les faits et les acteurs politiques sont présentés à la population, influençant ainsi – déterminant même – ses choix politiques¹⁹.

Les types de cadrage sont très variés et plusieurs d'entre eux peuvent coexister au sein d'un même média. Ils sont souvent *ad hoc*, mélangeant des choix de traitement dramatique, stratégique, moral, etc. On peut cependant dégager deux grands critères de classification : le traitement des faits eux-mêmes et leur association dans des regroupements thématiques distincts²⁰.

En termes de couverture politique, le cadrage tend à être spectaculaire et personnalisé, centré sur quelques grands traits dramatiques et des événements ponctuels – comme les élections ou les scandales politiques –, traités presque hors-contexte faute de suivi systématique²¹. Les sondages peuvent aussi être utilisés pour donner une apparence scientifique à des préférences politiques²². La spectacularisation médiatique des affaires politiques recourt à un ton émotif pour parler d'un leader politique comme représentant tout un courant ou une option politique²³.

Lorsque les rapports entre une certaine élite politique et les propriétaires du média dominant sont étroits – comme c'est le cas à Bahia –, la capacité de ce média de déterminer l'agenda public et d'imposer ses solutions est en principe amplifiée par la possibilité d'utiliser l'espace public pour reproduire les structures de pouvoir²⁴.

-
19. Heloísa Dias Bezerra, 2008, « Meios de comunicação, política e democracia », *Fragmentos de cultura*, vol. 18, n^{os} 3-4, p. 340 ss.
 20. Porto, *op. cit.*, p. 90 ss. ; Derville, *op. cit.*, p. 50)
 21. Gingras, *op. cit.*, p. 71 ss. ; Estelle Lebel, 2010, « L'image politique », dans *Ibid.*, p. 108 ss.
 22. Gingras, *op. cit.*, p. 179 ss. ; Derville, *op. cit.*, p. 103 ss.
 23. Avritzer et Costa, *op. cit.*, p. 718 ss. ; Canelas Rubim, *op. cit.*, p. 200 ss.
 24. Michael Schudson, 2002, « The News Media as Political Institutions », *Annual Review of Political Science*, n^o 5, p. 252 ss.

MÉDIAS ET POLITIQUE À BAHIA

Bahia est un état important du Nord-Est du Brésil avec 14 millions d'habitants, une superficie de 565 000 km² et 417 municipalités. Sa capitale, Salvador, est la troisième plus grande région métropolitaine du Brésil avec plus de 3 millions d'habitants, mais l'État, dans son ensemble, détient toujours un des ratios les plus élevés de population rurale au pays (38 %). Malgré son importante production agricole et industrielle, Bahia a aussi une des distributions les plus inéquitables de la richesse au Brésil²⁵.

De 1970 à 2006, Antônio Carlos Magalhães (ACM) et son groupe politique – les *carlistas* – ont dominé la vie politique bahianaise à travers la formation et la consolidation d'une enclave autoritaire subnationale, malgré la transition démocratique fédérale. Parmi les stratégies à l'œuvre, on trouve celle du *coronelismo eletrônico*, où ACM profita de ses positions politiques pour créer *Rede Bahia* et en faire le conglomérat médiatique subnational dominant à Bahia²⁶. Aujourd'hui, *Rede Bahia* possède le plus grand journal de l'État (le *Correio*), quatre stations de radio, dont *Globo FM*, leader d'audience à Bahia, et un portail Internet consacré aux informations, *iBahia.com*²⁷. *Rede Bahia* possède également six chaînes de télévision, dont il ne sera pas question dans ce chapitre car il s'agit de stations répétitrices du réseau national *Rede Globo* qui ne disposent pas de véritable autonomie éditoriale.

La circulation du *Correio* – tout comme celle des autres grands journaux bahianais – est restreinte à la région métropolitaine de Salvador. Dans l'intérieur de l'État, les informations politiques locales sont diffusées par quelques journaux locaux, la radio, dont le travail reste largement politique et, dans une moindre mesure, par les blogs²⁸. Jusqu'à sa mort

25. Censo, 2010, *Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*, en ligne [www.ibge.gov.br].

26. Suzy dos Santos, 2007, «Relações incestuosas: mercado global, empresariado nacional de radiodifusão e líderes políticos locais/regionais», dans Micael Herschmann et Joao Freire Filho (dir.), *Novos rumos da cultura midiática*, Rio de Janeiro, Mauad, p. 127 ss.

27. *Rede Bahia*, 2017, en ligne [www.redebahia.com.br].

28. Rosane Santana, Vítor Hugo Soares et Cláudio Leal (journalistes), 2015, entrevue collective avec l'auteur, Salvador, 14 novembre; Durazo Herrmann, 2016, *op. cit.*, p. 101 ss.

en 2008, ACM se servit libéralement du *Correio* et des radios de *Rede Bahia* pour attaquer ses ennemis politiques²⁹.

Après l'élection du premier gouvernement du PT à Bahia à la fin de 2006 et pour s'adapter aux nouvelles conditions politiques, *Rede Bahia* transforma profondément son journal-phare, le *Correio*, qui se transforma en un tabloïd bon marché cherchant à augmenter sa diffusion et ses revenus publicitaires. La nouvelle mouture du *Correio* adopta un cadrage spectaculaire et une couverture sensationnaliste, mais peu profonde et avec peu de suivi des enjeux publics. Pour se justifier, *Rede Bahia* parla de dépolitisation et de modernisation de ses valeurs journalistiques. Le contrôle éditorial resta fermement dans les mains de la famille Magalhães, même après la mort d'ACM³⁰.

Rede Bahia essaya également de maintenir le cadrage de *baianidade* développé par ACM et lié une conception de l'identité subnationale basée sur une récupération partielle de l'histoire régionale, la valorisation de certains stéréotypes sexuels et raciaux et une affirmation de la gastronomie régionale. La couverture resta cependant limitée au Carnaval et à certains moments forts des religions afro-brésiliennes³¹.

En même temps, un accord tacite et plutôt précaire fut conclu avec Jaques Wagner, premier gouverneur de gauche de Bahia (2007-2014). D'après cet accord, *Rede Bahia* continuerait à recevoir une portion, quoique réduite, du budget publicitaire du gouvernement subnational en échange d'une couverture plus favorable ou du moins neutre³². Plutôt que de dénigrer ouvertement ses adversaires, comme par le passé, *Rede Bahia* a établi une liste noire qui évite systématiquement de couvrir

29. Adriano Jonas et Gilberto Almeida, 2004, « Oligarquia, mídia e dominação política na Bahia », *Organizações e sociedade*, vol. 11, p. 106 ss.; Demóstenes Teixeira (ancien rédacteur en chef du *Correio da Bahia*), 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 13 novembre.

30. Antônio Carlos Magalhães Jr, 2011, « Inovação está no nosso DNA: Presidente da Rede Bahia aposta em debate para avanço do estado », *Correio*, 2 août, p. 1; Jairo Costa Jr, 2012, « Plano de contenção », *Correio*, 6 février; Teixeira, 2015, entrevue, *op. cit.*

31. Walter Sousa Jr, 2007, *O Ilê Aiyê e a relação com o Estado: interfaces e ambigüidades entre poder e cultura na Bahia*, Salvador, FAPESB, p. 21 ss.

32. Durazo Herrmann, 2016, *op. cit.*, p. 98 ss.

certaines acteurs dont les opinions sont jugées contraires aux intérêts économiques et politiques du conglomérat³³.

Néanmoins, il est arrivé à *Rede Bahia* de publier des couvertures ouvertement d'opposition, notamment lors des grèves de la police et de celle des instituteurs en 2012. Au-delà des commentaires éditoriaux très critiques³⁴, la mise récurrente à l'agenda – 18 articles en une semaine dans le *Correio* au sujet de la grève des policiers³⁵ – permit à *Rede Bahia* de faire le point sur la gravité de la situation³⁶.

La couverture d'opposition recourt à de nombreux outils de dramatisation, incluant la répétition d'images et d'arguments clés, les commentaires des chroniqueurs, etc. La crédibilité de l'information est présentée comme acquise, ce que, dans les cas de conglomérats médiatiques hégémoniques, les acteurs politiques peuvent difficilement remettre en question³⁷.

En réponse à ces défis, le gouvernement Wagner mit en place de nombreuses politiques de communication politique, incluant une conférence étatique sur la communication et la formation d'un conseil de communication sociale. Cependant, l'absence d'objectifs concrets et les limitations imposées par la législation fédérale brésilienne – car la communication reste de juridiction fédérale – firent en sorte de restreindre leur importance³⁸.

Le gouvernement subnational – autant sous Wagner que sous Rui Costa, son successeur, issu aussi du PT – profita de son contrôle du budget publicitaire subnational pour exercer une pression sur les médias

33. Jairo Costa Jr (rédacteur de la section politique du *Correio*), 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 14 novembre.

34. Costa Júnior, 2012, *op. cit.*; Clécio Max, 2012, « Legal ou ilegal? » *Correio*, 11 juillet.

35. Voir les archives en ligne du *Correio* [www.correio24horas.com.br].

36. Voir *Correio*, 2012, « Greve de PMs é destaque na imprensa internacional », 3 février; Jorge Gauthier, 2012, « Mais de 3 milhões estudam na rede pública da Bahia », *Correio*, 7 septembre.

37. Guazina, 2011, *op. cit.*, p. 30 ss.

38. Lara, Glauciene, 2015, « As transformações nas políticas de comunicação do governo Jaques Wagner a partir da I Conferência de Comunicação da Bahia », dans Julián Durazo Herrmann *et al.*, *Novos questionamentos em mídia e política*, Florianópolis, Insular, p. 131 ss.

régionaux, qu'ils aient appartenu à *Rede Bahia* ou non³⁹. Tirant parti de la rivalité entre le *Correio* et *A Tarde*, un journal traditionnel fondé à Salvador en 1912, ainsi que des difficultés économiques aiguës de ce dernier, le gouvernement subnational fit fortement pression sur *A Tarde* pour s'assurer d'une couverture systématiquement favorable afin de contrebalancer celle de *Rede Bahia*⁴⁰.

Wagner déploya également des politiques clientélistes vis-à-vis des petits médias, finançant des journaux et des blogues issus de certains secteurs sociaux (groupes noirs et LGBT entre autres) qui lui garantissaient une couverture favorable. Ce faisant, les gouvernements Wagner et Costa accentuèrent la polarisation du système médiatique bahianais⁴¹.

REDE BAHIA ET LES ÉLECTIONS SUBNATIONALES

En 2014, le mandat de Wagner comme gouverneur de Bahia touchait à sa fin et l'élection de son successeur acquit une dimension symbolique importante. L'alternative était de donner une continuité à la coalition de gauche au pouvoir subnational depuis 2007 ou de revenir aux *carlistas*.

Rede Bahia décida de s'opposer fortement à la réélection du PT et d'utiliser son réseau pour promouvoir son option politique, soit le parti *Democratas* (DEM), allié historique de l'ancienne élite autoritaire, et son candidat Paulo Souto. Déjà en 2012, lorsque le petit-fils d'ACM, Antônio Carlos Magalhães Neto (ACM Neto) s'est présenté pour la première fois à la mairie de Salvador, *Rede Bahia* avait récupéré un jingle très connu (« ACM meu amor ») pour en faire la promotion, et ce, malgré le fait que l'auteur du jingle eût intenté – et gagné – un procès contre le conglomérat pour violation de ses droits d'auteur⁴². En 2016, ACM Neto lança

39. Jairo Costa Jr, rédacteur de la section politique du *Correio*, 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 14 novembre; Fernando Duarte, éditeur de *Bahia Notícias*, 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 11 novembre; Patrícia França, rédactrice de la section politique, *A Tarde*, 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 11 novembre 2015.

40. *Ibid.*; Biaggio Talento, journaliste d'*A Tarde*, 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 12 novembre.

41. Durazo Herrmann, 2016, *op. cit.*, p. 102 ss.

42. Levy Vasconcelos, 2013, « Emissora de TV baiana terá de indenizar compositores », *A Tarde*, Salvador, 5 novembre, en ligne.

un jingle original (« É Neto outra vez », en version hip hop), largement promu et diffusé par *Rede Bahia*⁴³.

Lors des élections de 2014, *Rede Bahia* présenta des enquêtes d'opinion systématiquement défavorables à Costa, le candidat du PT et de sa coalition de gauche. Elles furent reprises par les médias nationaux et reçurent une très grande diffusion. Même des médias proches du PT, comme la revue *Carta Capital*, les prirent pour acquises, se préparant à un retour du *carlismo* à Bahia⁴⁴.

Un moment clé de la couverture de l'opposition – comme celle de *Rede Bahia* – fut sa participation aux processus électoraux, notamment dans les campagnes des candidats. Étant donné leur poids dans l'espace public, les grands médias – et surtout les conglomérats hégémoniques comme à Bahia – sont capables d'imposer des thèmes et une tonalité à ces processus⁴⁵. L'élection de Costa dès le premier tour représenta donc une surprise médiatique et une remise en question de la crédibilité de *Rede Bahia*.

La mise à l'agenda et le cadrage médiatique hautement défavorables ne réussirent pas à éviter une victoire écrasante du Parti des travailleurs (PT) et de ses alliés aux élections du gouverneur en 2014. Cependant, la victoire personnelle de Costa n'eut pas d'effet d'entraînement sur ses coéquipiers. Si Costa fut élu gouverneur à la majorité absolue, son parti (le PT) ne rassembla que 17 % des voix et ne remporta que 11 sièges sur 63 à l'Assemblée législative de Bahia. Au total, la coalition de gauche au complet ne gagna que 33 sièges (voir aussi les tableaux détaillés dans l'annexe de ce chapitre)⁴⁶.

Sous Costa, la dispute entre le gouvernement bahianais et le conglomérat médiatique subnational – devenu en quelque sorte le porte-parole d'ACM Neto, maire de Salvador et leader des *carlistas* – devint plus âpre. Costa chercha à réduire davantage les dépenses publicitaires étatiques sur *Rede Bahia* alors que celle-ci réduisait au minimum sa couverture

43. *Correio*, 2016b, « “Neto outra vez” : prefeito homenageia criadora do jingle de campanha ». *Correio*, 3 octobre, en ligne.

44. Miguel Martins, 2014, « O carlismo em alta », *Carta Capital*, São Paulo, 6 août, p. 42-43.

45. Gingras, 2009, *op. cit.*, p. 70 ss. ; Guazina, 2011, *op. cit.*, p. 174 ss.

46. Tribunal Superior Eleitoral (TSE), 2017, en ligne.

du gouvernement subnational, tout en accentuant l'importance des problèmes d'infrastructures et de sécurité publique de l'État⁴⁷.

Lors des élections municipales de 2016, le DEM passa de 9 à 34 municipalités – dont Salvador, la capitale subnationale, où ACM Neto fut réélu au premier tour avec une majorité écrasante (74 % des voix). Cependant, le DEM ne profita pas non plus d'un effet d'entraînement. Avec sa victoire à Salvador, ACM Neto obtint à lui seul 55 % des voix qui s'étaient portées sur son parti aux municipales bahianaises de 2016 et sa coalition ne triompha que dans 138 des 412 municipalités – contre 198 municipalités remportées par la coalition de gauche⁴⁸.

On remarque aussi que le vote favorable à la coalition de gauche aux élections municipales de 2016 est davantage concentré sur le Parti social démocratique (PSD⁴⁹) que sur le PT, autant en pourcentage des voix qu'en termes de mairies conquises (12,5 % contre 10 % et 81 municipalités contre 39, respectivement ; voir le tableau 3). Le réseau construit par Otto Alencar, leader du PSD bahianais, ancien vice-gouverneur de l'État (autant sous des *carlistas* que sous le PT) et actuellement sénateur fédéral, semble n'avoir pas besoin d'exposition médiatique – au moins de celle des grands médias subnationaux – pour s'imposer électoralement.

Ces résultats soulèvent un paradoxe. D'un côté, on constate un effet de personnalisation majeur autour des candidats principaux (aux élections du gouverneur de l'État et du maire de Salvador). De l'autre, cette personnalisation n'a pas eu d'effet d'entraînement pour les coalitions qui portaient ces candidats. Les effets médiatiques, quoique forts et facilement repérables, doivent donc être nuancés.

MISE À L'AGENDA, CADRAGE ET ÉLECTIONS À BAHIA

Les médias représentent un élément central de la lutte politique à Bahia. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement Wagner chercha par tous les moyens à s'émanciper de l'hégémonie médiatique de *Rede Bahia* et à

47. Costa Júnior, 2015, entrevue, *op. cit.*

48. Tribunal Superior Eleitoral, *op. cit.* ; voir annexe.

49. Le PSD est un parti de cadres, créé en 2011 et dirigé au niveau fédéral par Gilberto Kassab, ancien maire de São Paulo. Ce parti se définit idéologiquement comme étant au centre et est déjà entré en coalition autant avec la gauche, comme à Bahia, qu'avec la droite ; voir Partido Social Democrático, 2018, en ligne.

s'assurer que ses dirigeants, ses initiatives et ses résultats fussent systématiquement présents dans le débat politique subnational. De son côté, *Rede Bahia* subit une transformation profonde qui visait, entre autres, à l'affranchir de sa dépendance économique envers le gouvernement subnational de façon à pouvoir garder un contrôle absolu sur ses choix éditoriaux.

Jusqu'en 2014, un équilibre précaire semblait acquis. En termes de mise à l'agenda, *Rede Bahia* réduisit l'espace consacré aux activités du gouvernement et couvrit surtout le gouverneur, ignorant largement autant son programme législatif relativement progressiste que les activités politiques et administratives du reste du gouvernement. Les mouvements sociaux et les syndicats⁵⁰, deux des grandes sources de soutien politique au gouvernement Wagner, furent systématiquement écartés de la couverture du conglomérat – qui les accusait d'être soit subversifs ou criminels, soit de menacer les intérêts économiques de *Rede Bahia* et de ses annonceurs⁵¹. Le caractère systématique de ce type de couverture créa une hiérarchie claire centrée sur la personne du gouverneur plutôt que sur des enjeux idéologiques, politiques ou même administratifs.

En ce qui concerne le cadrage, *Rede Bahia* assuma ouvertement son opposition au gouvernement du PT. En contradiction avec son discours sur la modernisation et la neutralité politique de son journalisme et malgré une couverture politique assez limitée, quoique spectaculaire, le conglomérat plaça les grandes grèves et les questions des infrastructures et de la sécurité publique, toujours très présentes dans la couverture du conglomérat, sous la rubrique « affaires sociales ». *Rede Bahia* put ainsi étoffer et légitimer ses critiques constantes du gouvernement subnational⁵². Le traitement « apolitique » de l'information facilita son encadrement spectaculaire, soulignant en même temps l'ampleur et l'urgence des problèmes (violence sociale, criminalité, bris extraordinaires dans les infrastructures) et les failles dans la réponse du gouvernement.

Ce type de cadrage contraste fortement avec la couverture accordée à la mairie de Salvador, placée sous la rubrique « Ville » et présentant ACM

50. Pour une discussion approfondie du rôle politique des syndicats à l'échelle du Brésil, voir Collombat, dans ce volume.

51. Suzana Varjão, 2008, *Micropoderes, macroviolências*, Salvador, EdUFBA, p. 41 ss. ; Costa Jr, 2015, entrevue, *op. cit.*

52. Costa Jr, 2015, entrevue, *op. cit.*

Neto et son administration sous un jour positif – dialoguant avec des voisins de quartiers défavorisés, inaugurant des ponts et des égouts, ouvrant des foires et des conférences économiques, etc. Ces événements sont souvent placés en page de couverture et accompagnés de photos du maire – alors que si des articles plus critiques sont publiés, ils sont toujours placés à l’intérieur du journal. Confrontée à des critiques sur ses choix de cadrage, *Rede Bahia* répondit que cela ne reflétait que la réalité sociale et le sérieux de son journalisme⁵³.

En 2014 et 2016, les élections occupèrent naturellement beaucoup d’espace médiatique, monopolisant la couverture, redevenue ouvertement politique, de *Rede Bahia* aux dépens du gouvernement. Comme avant, la mise à l’agenda favorisa les candidats et leurs activités de campagne, ainsi que les sondages d’opinion, commentés comme des épreuves sportives, au détriment des partis et de leurs programmes⁵⁴.

En termes de cadrage, lors des deux élections, le diagnostic politique de *Rede Bahia* fut, sans équivoque, partisan du DEM et des partis de sa coalition, mais surtout en faveur des candidats les plus visibles : Paulo Souto, candidat malheureux au poste de gouverneur en 2014, et ACM Neto, candidat triomphant à la mairie de Salvador en 2016. En 2014, *Rede Bahia* diffusa – au prix de sa crédibilité – des sondages d’opinion biaisés pour soutenir Souto et tenter de miner la campagne de Costa, le candidat de la gauche.

En 2016, le conglomérat choisit de souligner systématiquement, au moyen d’entrevues exclusives et de grands reportages remplis d’éléments visuels, la jeunesse, le charisme et l’expérience politique d’ACM Neto, ainsi que ses liens étroits avec son grand-père, ACM. *Rede Bahia* mit également beaucoup d’emphase sur les liens étroits entre l’élite gouvernante à Bahia et la présidente Dilma Rousseff, récemment destituée sous des accusations de corruption et de méfaits administratifs.

Lors des élections – et surtout lors des élections de 2014 et 2016 – la pression du gouvernement sur les médias augmenta aussi de façon

53. *Ibid.*

54. Voir *Correio*, 2016a, « Agenda : ACM Neto visita os bairros de Itapuã, Tancredo Neves e Nova Constituinte », 26 août, en ligne ; Jairo Costa Jr, 2016, « Administração de ACM Neto é aprovada por 82 % », *Correio*, 6 septembre, en ligne ; *Correio*, 2016b, *op. cit.*

considérable⁵⁵. En réponse à la rupture par *Rede Bahia* de leur accord tacite, le gouvernement subnational recourut de façon encore plus politisée au budget publicitaire du gouvernement, privant *Rede Bahia* – et surtout le *Correio* – de tout accès aux fonds publics⁵⁶. La polarisation médiatique devint ainsi l'un des aspects caractéristiques des élections récentes à Bahia.

LA DISPUTE POUR L'ESPACE PUBLIC

L'intervention médiatique de *Rede Bahia* à partir de 2007 et particulièrement lors des élections au poste de gouverneur de 2014 et lors des municipales de 2016 fut partisane, clairement et systématiquement en faveur d'une option politique, celle du DEM et de ses candidats Paulo Souto et ACM Neto. Ses effets, cependant, furent partagés : si ACM Neto obtint une victoire électorale écrasante en 2016, Souto fut défait au premier tour de l'élection de 2014. Par ailleurs, aucun effet d'entraînement n'est perceptible lors des élections – le DEM n'est parvenu à faire élire que 6 députés sur 63 à l'Assemblée législative, et 37 maires sur les 417 municipalités de Bahia. Les effets du conglomérat médiatique sur l'espace public ne sont donc ni linéaires ni automatiques.

Néanmoins, l'espace public bahianais est profondément marqué par l'action de *Rede Bahia*. Du point de vue de la mise à l'agenda, les choix éditoriaux du conglomérat ont fait de la publicité⁵⁷, quoique de façon spectaculaire et avec peu de profondeur, à certaines actions du gouvernement : aux actions quotidiennes du gouverneur ainsi qu'aux problèmes de sécurité et d'infrastructures de l'État. L'action législative et administrative et les activités politiques de certains groupes – à savoir celles des mouvements sociaux et des syndicats – n'ont presque jamais été abordées.

Les élections renforcèrent la polarisation et, surtout, la dimension « personnaliste » de la mise à l'agenda chez *Rede Bahia*. Il fut souvent question du choc des personnalités en lice et encore plus des avantages personnels des candidats du DEM, mais rarement des programmes de

55. França, 2015, entrevue avec l'auteur, *op. cit.*

56. Costa Jr, 2015, entrevue, *op. cit.*

57. Habermas 1991, *op. cit.*, p. 99 *ss.*

gouvernement du DEM et encore moins de ceux du PT et des autres partis de la coalition de gauche. L'association directe avec le cacique et son héritage concentraient l'attention du conglomérat sur ACM Neto et, dans une moindre mesure, Souto, laissant de côté les autres membres et enjeux du DEM.

Dans son cadrage, *Rede Bahia* eut recours à la figure historique d'ACM et à sa notion de *baianidade* pour promouvoir ses candidats. Toutefois, et malgré son poids dans le système médiatique subnational, *Rede Bahia* ne put se réclamer d'une position hégémonique, comme le démontrèrent les résultats électoraux.

Le conglomérat était prêt à assumer les coûts associés à ses choix électoraux – notamment la perte de crédibilité découlant des sondages biaisés, mais également le procès perdu pour violation de droits d'auteur. Ce faisant, *Rede Bahia* confirma que, malgré son discours apolitique et de modernisation journalistique, il demeure, sinon un acteur politique à part entière, du moins un instrument d'action politique dans les mains de la famille Magalhães et de ses alliés.

La présence d'une coalition de gauche au pouvoir subnational ne contrebalança que partiellement les effets du conglomérat médiatique sur l'espace public bahianais. Le gouvernement Wagner fit de la communication politique une de ses priorités et réforma la politique publicitaire du gouvernement, en attribuant des subventions à de petits médias alternatifs.

Toutefois, l'instrumentalisation des dépenses publicitaires, soumises à une logique politique de promotion du gouverneur, et la manipulation clientéliste des petits médias ne produisirent qu'une inclusion contrôlée de certains secteurs favorisés et non un accès libre à l'espace médiatique. Par ailleurs, Wagner et, plus encore, Costa jouèrent le jeu de la polarisation avancé par *Rede Bahia*. Ce faisant, ils contribuèrent à la personnalisation des enjeux électoraux à Bahia, tout en réduisant l'accès des groupes nouvellement intégrés au système politique à l'espace médiatique disponible.

En termes de mobilisation politique, l'étude des effets médiatiques sur l'espace public à Bahia lors des élections subnationales révèle une zone d'ombre importante. Malgré le tapage médiatique, la coalition de gauche réussit à conserver des espaces politiques importants : une

faible minorité à l'Assemblée législative, mais surtout un nombre très important de municipalités. Cependant, si le PT est un parti important, c'est surtout le PSD qui est en cause : avec 12,5 % du vote et 81 maires, il devint le premier parti des élections municipales de 2016. Il remporta également 9 % des votes et huit députés aux élections législatives, faisant de lui le deuxième parti à l'Assemblée.

Or le PSD, quoique membre de la coalition de gauche à Bahia, est un parti sans véritable orientation idéologique, basé sur un leadership personnaliste. Il est représenté à Bahia par Otto Alencar, qui fut vice-gouverneur de Bahia à deux reprises, autant sous Wagner que sous les *carlistas* avant lui, mais surtout le grand articulateur politique de la région ouest de Bahia⁵⁸. En garantissant l'accès aux grandes décisions politiques, mais surtout aux ressources clientélistes et au patronage de l'état, Alencar et son parti contrôlent la vallée du São Francisco, une région assez prospère – entre autres grâce à l'agriculture intensive –, mais dont l'intégration économique et politique à l'État de Bahia est relativement récente⁵⁹.

Il semble donc qu'Alencar et le PSD soient capables de se faire connaître et de mobiliser des soutiens politiques – d'être présents dans l'espace public – sans passer ni par le conglomérat médiatique ni par les politiques personnalistes de communication du gouverneur de l'État, du moins dans certaines régions de Bahia. Autrement dit, si les voies médiatiques d'accès à l'espace public sont contrôlées et largement bloquées, il en existe d'autres, plus traditionnelles – voire patrimonialistes –, à la disposition d'entrepreneurs politiques.

En conclusion, autant l'analyse de l'évolution de l'espace public que l'évaluation détaillée de l'évolution du rôle des médias ne peuvent plus faire l'économie de cette réflexion. Malheureusement, elle se trouve en dehors de la portée de la recherche menée jusque'ici.

58. Otto Alencar, vice-gouverneur de Bahia, 2011, entrevue avec l'auteur, Salvador, 16 août; Julián Durazo Herrmann, 2014, « Reflections on Regime Change and Democracy in Bahia, Brazil », *Latin American Research Review*, vol. 49, n° 3, p. 32 ss.

59. Martine Droulers et Céline Broggio, 2017, *Le Brésil*, Paris, Presses universitaires de France, coll. *Que sais-je ?* p. 65 ss.; Clóvis Dos Santos, 2011, « Oeste Baiano: ocupação econômica, formação social e modernização agrícola », dans Erivaldo Fagundes Neves (dir.), *Sertões da Bahia*, Salvador, Arcádia, p. 297 ss.

ANNEXE

TABEAU 1 Résultats des élections au poste de gouverneur de Bahia (2014)

CANDIDAT	PARTI	COALITION	VOTES (%)
Rui Costa	PT	PT / PP / PSD / PDT / PR / PC do B / PTB / PMN	54,53
Paulo Souto	DEM	DEM / PSDB / PMDB / SD / PTN / PROS / PRB / PSC / PTC / PV / PPS / PRP / PT do B / PSDC	37,39
Lídice da Mata	PSB	PSB / PSL / PPL	6,62

Source : Tribunal Superior Eleitoral (2017)

TABEAU 2 Résultats des élections législatives de Bahia (2014)

PARTI	VOTES (%)	DÉPUTÉS ÉLUS	PARTI	VOTES (%)	DÉPUTÉS ÉLUS
PT	17,0	11	<i>PTC</i>	1,2	
PSD	9,2	8	<i>PSOL</i>	1,1	
<i>DEM</i>	8,8	6	PR	0,9	1
<i>PMDB</i>	7,3	6	<i>PSTU</i>	0,8	
PDT	5,5	5	<i>PTdoB</i>	0,8	
PP	5,1	5	<i>PROS</i>	0,7	1
<i>PSDB</i>	4,9	3	<i>PEN</i>	0,6	
PCdoB	4,8	3	<i>PPS</i>	0,4	
<i>PSC</i>	4,0	2	<i>SD</i>	0,3	
<i>PTN</i>	3,8	3	PMN	0,2	
<i>PRB</i>	3,0	2	<i>PSDC</i>	0,2	
<i>PV</i>	2,6	2	<i>PRTB</i>	0,1	
<i>PSB</i>	2,1	2	Coalition PT	42,7	33
<i>PSL</i>	1,7	1	<i>Coalition DEM</i>	39,4	28
<i>PRP</i>	1,4	2	Total		63

En gras : partis membres de la coalition de gauche, dirigée par le PT.*En italique* : partis membres de la coalition de droite, dirigée par le DEM

Source : Tribunal Superior Eleitoral (2017)

TABEAU 3 Résultats des élections municipales à Bahia (2016)

PARTI	VOTES	VOTES (%)	MAIRES ÉLUS
DEM	1 798 235	23,25	37
PSD	967 715	12,51	81
PT	762 365	9,86	39
PMDB	718 804	9,29	46
PP	652 411	8,44	55
PC do B	421 752	5,45	12
PDT	402 961	5,21	19
PSDB	395 404	5,11	18
PSB	367 619	4,75	20
PSL	196 332	2,54	15
PR	175 416	2,27	19
PTB	115 124	1,49	10
PRB	113 053	1,46	9
PTN	99 560	1,29	7
PPS	98 093	1,27	7
PSC	76 782	0,99	6
SD	74 287	0,96	1
PSOL	65 293	0,84	0
PV	60 335	0,78	2
REDE	46 490	0,6	3
PRP	39 770	0,51	2
PTC	16 795	0,2	2
PHS	15 384	0,16	1
PT do B	12 539	0,07	1
Coalition PT	3 497 744	45,2	196
Coalition DEM	3 503 657	45,3	138
Total	7 734 433		417

Source : Tribunal Superior Eleitoral (2017)

TABEAU 4 Résultat des élections municipales à Salvador (2016)

PARTI	VOTES	VOTES (%)
DEM	982 246	73,99
PC do B	193 102	14,55
PDT	114 291	8,61
PP	19 333	1,46
PPL	3 079	0,23
PRTB	1 731	0,13
PSOL	13 747	1,04
Total	1 327 529	

Source : Tribunal Superior Eleitoral (2017)

RÉFÉRENCES

- Aldé, Alessandra *et al.*, 2007, « Imprensa e eleições presidenciais: natureza e consequência da cobertura das eleições de 2002 e 2006 ». Dans Venício de Lima (dir.), *A mídia nas eleições de 2006*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, p. 65-87.
- Azevedo, Fernando Antônio, 2004, « Agendamento da política ». Dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 41-71.
- Avritzer, Leonardo et Sérgio Costa, 2004, « Teoria crítica, democracia e esfera pública: Concepções e usos na América Latina ». *Dados*, vol. 47, n° 4, p. 703-728.
- Canelas Rubim, Antônio, 2004, « Espetacularização ». Dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 181-221.
- Censo, 2010, *Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística*, en ligne [www.ibge.gov.br].
- Coimbra, Marcus, 2007, « A mídia teve algum papel durante o processo eleitoral de 2006? ». Dans Venício de Lima (dir.), *A mídia nas eleições de 2006*, São Paulo, Fundação Perseu Abramo, p. 187-210.

Constituição da República Federativa do Brasil (1988), telle qu'amendée.

Correio (Salvador), 2012, « Greve de PMs é destaque na imprensa internacional ». *Correio*, 3 février, en ligne [<http://www.correio24horas.com.br/noticia/nid/greve-de-pms-e-destaque-na-imprensa-internacional/>].

Correio (Salvador), 2016a, « Agenda: ACM Neto visita os bairros de Itapuã, Tancredo Neves e Nova Constituinte ». *Correio*, 26 août, en ligne, [www.correio24horas.com.br/noticia/nid/agenda-acm-neto-visita-os-bairros-de-itapua-tancredo-neves-e-nova-constituente/].

Correio (Salvador), 2016b, « “Neto outra vez” : prefeito homenageia criadora do jingle de campanha ». *Correio*, 3 octobre, en ligne [www.correio24horas.com.br/noticia/nid/neto-outra-vez-prefeito-homenageia-criadora-do-jingle-de-campanha-assista/].

Costa Jr, Jairo, 2012, « Plano de contenção ». *Correio* (Salvador), 6 février, en ligne [www.correio24horas.com.br/noticia/nid/jairo-costa-junior-plano-de-contencao/].

———, 2016, « Administração de ACM Neto é aprovada por 82 % ». *Correio* (Salvador), 6 septembre, en ligne [www.correio24horas.com.br/noticia/nid/administracao-de-acm-neto-e-aprovada-por-82/].

Dahl, Robert, 1971, *Polyarchy*, New Haven, Yale University Press.

De Lima, Venício, 2004, « Os cenários de representação (CR) e a política ». Dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 9-40.

Derville, Grégory, 2017, *Le pouvoir des médias*, Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble.

Dias Bezerra, Heloísa, 2008, « Meios de comunicação, política e democracia ». *Fragmentos de cultura*, vol. 18, n^{os} 3-4, p. 329-345.

Dos Santos, Suzy, 2007, « Relações incestuosas: mercado global, empresariado nacional de radiodifusão e líderes políticos locais/regionais ». Dans Micael Herschmann et Joao Freire Filho (dir.), *Novos rumos da cultura midiática*, Rio de Janeiro, Mauad, p. 121-142.

Dos Santos, Clóvis, 2011, « Oeste Baiano: ocupação econômica, formação social e modernização agrícola ». Dans Erivaldo Fagundes Neves (dir.), *Sertões da Bahia*, Salvador, Arcádia, p. 283-313.

Durazo Herrmann, Julián, 2014, « Reflections on Regime Change and Democracy in Bahia, Brazil ». *Latin American Research Review*, vol. 49, n^o 3, p. 23-44.

- _____, 2016, « Media, State and Society in Bahia, Brazil ». *Brazilian Journalism Research*, vol. 12, n° 2, p. 92-111.
- Droulers, Martine et Céline Broggio, 2017, *Le Brésil*. Paris, Presses universitaires de France, coll. *Que sais-je?*
- Esteinou Madrid, Javier, 2011, « Avances y limitaciones político-comunicativas de la reforma electoral en las elecciones intermedias mexicanas del 2009 ». Dans Norma Pareja Sánchez et Silvia Molina Vedia (dir.), *Comunicación política en México*, Zamora, Comunicación Social, p. 119-142.
- García Sánchez, Sergio, 2011, « Desarrollo del *marketing* electoral en México. Consecuencias democráticas ». Dans Norma Pareja Sánchez et Silvia Molina Vedia (dir.), *Comunicación política en México*, Zamora, Comunicación Social, p. 261-278.
- Gauthier, Jorge, 2012, « Mais de 3 milhões estudam na rede pública da Bahia ». *Correio* (Salvador), 7 septembre, en ligne [www.correio24horas.com.br/noticia/nid/mais-de-3-milhoes-estudam-na-rede-publica-da-bahia/].
- Gingras, Anne-Marie, 2009, *Médias et démocratie*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Guazina, Liziane, 2011, *Jornalismo em busca de credibilidade. A cobertura adversária do Jornal Nacional*. Thèse de doctorat, Université de Brasília.
- Habermas, Jürgen, 1991 [1962], *L'espace public*. Paris, Payot.
- Jonas, Adriano et Gilberto Almeida, 2004, « Oligarquia, mídia e dominação política na Bahia ». *Organizações e sociedade*, vol. 11, p. 103-115.
- Lara, Glauciene, 2015, « As transformações nas políticas de comunicação do governo Jaques Wagner a partir da I Conferência de Comunicação da Bahia ». Dans Julián Durazo Herrmann *et al.*, *Novos questionamentos em mídia e política*, Florianópolis, Insular, p. 127-154.
- Lebel, Estelle, 2010, « L'image politique ». Dans Anne-Marie Gingras (dir.), *La communication politique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 95-135.
- Magalhães Jr, Antônio Carlos, 2011, « Inovação está no nosso DNA : Presidente da Rede Bahia aposta em debate para avanço do estado ». *Correio* (Salvador), 2 août, p. 1.
- Martins, Miguel, 2014, « O carlismo em alta ». *Carta Capital*, São Paulo, 6 août, p. 42-43.
- Max, Clécio, 2012, « Legal ou ilegal? ». *Correio* (Salvador), 11 juillet, en ligne [www.correio24horas.com.br/noticia/nid/clecio-max-legal-ou-ilegal/].

- Mouillaud, Maurice, 2012, «Da forma ao sentido». Dans Maurice Mouillaud et Sérgio Porto (dir.), *O Jornal. Da forma ao sentido*, Brasília, Editora UnB, p. 47-53.
- Nadeau, Richard et Frédérick Bastien, 2010, «La communication électorale». Dans Anne-Marie Gingras (dir.), *La communication politique*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 159-188.
- Partido Social Democrático, 2018, en ligne [www.psd.org.br].
- Pissarra Esteves, João, 2004, «Espaço público». Dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 127-180.
- Porto, Mauro, 2004, «Enquadramento da mídia e política». Dans Antônio Canelas Rubim (dir.), *Comunicação e política*, Salvador, Compós, EdUFBA – UNESP, p. 73-104.
- Ramos, Murilo, 2017, «Brasil. Gobiernos del PT, políticas de comunicación y pacto conservador». Dans Francisco Sierra Caballero et Rosa Vallejo Castro (dir.), *Derecho a la comunicación. Procesos regulatorios y democracia en América latina*, Quito, Centro Internacional de Estudios Superiores de Comunicación para América Latina, p. 97-130.
- Rede Bahia*, 2017, en ligne [www.redebahia.com.br].
- Schudson, Michael, 2002, «The News Media as Political Institutions». *Annual Review of Political Science*, n° 5, p. 249-269.
- Schultz, Julianne, 1998, *Reviving the Fourth Estate*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Sousa Jr, Walter, 2007, *O Ilê Aiyê e a relação com o Estado: interfaces e ambigüidades entre poder e cultura na Bahia*. Salvador, FAPESB.
- Teixeira, Ana Claudia Chaves, Clóvis Henrique Leite de Souza et Paula Pompeu Fiuza Lima, 2012, *Arquitetura da participação no Brasil: uma leitura das representações políticas em espaços participativos nacionais*. Rio de Janeiro, IPEA.
- Trejo Delabre, Raúl, 2010, «Muchos medios en pocas manos: concentración televisiva y democracia en América latina». *Intercom. Revista Brasileira de Ciências da Comunicação*, vol. 33, n° 1, p. 17-51.
- Tribunal Superior Eleitoral (TSE), 2017, en ligne [www.tse.jus.br].
- Varjão, Suzana, 2008, *Micropoderes, macroviolências*. Salvador, EdUFBA.

- Vasconcelos, Levy, 2013, « Emissora de TV baiana terá de indenizar compositores ». *A Tarde*, Salvador, 5 novembre, en ligne [atarde.uol.com.br/cultura/musica/materias/1546313-emissora-de-tv-baiana-tera-de-indenizar-compositores].
- Walgrave, Stefaan, 2016, « Political Agenda-Setting ». Dans Gianpietro Mazzoleni (dir.), *The International Encyclopedia of Political Communication*, Chichester, Wiley Blackwell, p. 984-988.
- Wolton, Dominique, 2008, « La communication politique : construction d'un modèle ». Dans Arnaud Mercier (dir.), *La communication politique*, Paris, Hermès-CNRS, p. 29-52.

Entrevues

- Alencar, Otto (vice-gouverneur de Bahia), 2011, entrevue avec l'auteur, Salvador, 16 août.
- Costa Jr, Jairo (rédacteur de la section politique du *Correio*), 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 14 novembre.
- Duarte, Fernando (éditeur de *Bahia Notícias*), 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 11 novembre.
- França, Patrícia (rédactrice de la section politique, *A Tarde*), 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 11 novembre 2015.
- Santana, Rosane, Vítor Hugo Soares et Cláudio Leal (journalistes), 2015, entrevue collective avec l'auteur, Salvador, 14 novembre.
- Talento, Biaggio (journaliste *A Tarde*), 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 12 novembre.
- Teixeira, Demóstenes (ancien rédacteur en chef du *Correio da Bahia*), 2015, entrevue avec l'auteur, Salvador, 13 novembre.

2

RESTREINDRE ET CONTRAINDRE LES ESPACES PUBLICS

L'IMPACT DE L'EXTRACTIVISME SUR LA DÉMOCRATIE AU PÉROU ET EN BOLIVIE

NANCY THEDE

Université du Québec à Montréal

La « criminalisation de la contestation sociale » en Amérique latine et ailleurs est souvent dénoncée comme un effet des politiques néolibérales dans un monde globalisé. Dans ce chapitre, je présente un survol des transformations subies par les espaces publics durant les quinze dernières années, en les examinant notamment sous l'angle des droits civils fondateurs des espaces publics (liberté d'expression, d'association et d'assemblée). Cette analyse porte sur un pays à régime néolibéral, le Pérou, et un régime « post » néolibéral, la Bolivie, et ceci dans un double but. En premier lieu, il s'agit d'identifier des tendances communes et d'évaluer si elles peuvent, ou non, être attribuées au néolibéralisme. À défaut de cette éventuelle convergence, faut-il, au contraire, examiner d'autres explications (dont, par exemple, les politiques néo-développementistes) ? En deuxième lieu, je proposerai quelques pistes de réflexion sur l'ampleur de ce phénomène et son impact sur les structures et les processus de la démocratie, dont en particulier les transformations des espaces publics qu'il engendre.

PROBLÉMATIQUE

Depuis quelques années, la « criminalisation de la protestation sociale » est identifiée dans les travaux universitaires et dans le discours militant comme un phénomène en train de s'accroître et qui serait lié en particulier à l'opposition aux activités des industries extractives en Amérique latine et ailleurs. Ce chapitre remet partiellement en question cette analyse, en suggérant qu'il s'agit d'un processus plus large (qui implique d'autres processus que la seule criminalisation), qui existe depuis au moins une quinzaine d'années, et qui ne répond pas uniquement à la volonté des gouvernements en place de protéger les intérêts des entreprises extractivistes, mais qui relève aussi d'intérêts politiques propres aux régimes en place et ce, peu importe leur couleur idéologique. Plus fondamentalement, ces processus révèlent une tendance à la redéfinition (sournoise) de la démocratie, la restreignant par la modification des normes et des règles des espaces publics, armature essentielle à une société démocratique en termes processuels autant que structurels. Si l'on considère la faiblesse des démocraties « inachevées »¹ de l'Amérique latine, ce phénomène s'avère particulièrement inquiétant.

Je m'en tiens ici à l'examen de deux cas, mais il est clair que ce phénomène les dépasse de loin et se manifeste partout dans la région. En effet,

[d]ans tous les pays de l'Amérique du Sud on enregistre une augmentation de la répression [... qui] prend des formes distinctes dans chaque pays, mais la règle est l'accentuation de la répression policière et de la part des corps spécialisés à l'endroit des mouvements sociaux, de la protestation collective et des expressions de dissidence².

LES THÉORIES

Les travaux de plus en plus abondants sur cette question proposent au moins quatre grandes explications théoriques du phénomène de la criminalisation ; on peut les classer en trois explications de nature

-
1. Voir par exemple Guillermo O'Donnell, 2001, « Democracy, Law and Comparative Politics », *Studies in Comparative International Development*, vol. 36, n° 1, p. 7-36.
 2. Decio Machado et Raul Zibechi, 2016, *Cambiar el Mundo Desde Arriba: Los Limites del Progresismo*. Valence, Baladre, p. 162, traduction de l'auteur.

économique et une explication davantage politique. Les explications basées sur des facteurs économiques sont les suivantes :

- les forces sécuritaires, en exerçant une répression violente contre les mouvements et les communautés qui s'opposent à l'extractivisme, répondent aux exigences des compagnies minières avec la complicité des gouvernements en place³ ;
- le néolibéralisme produit de l'exclusion et de la pauvreté et doit par conséquent réprimer ce qu'il ne peut pas intégrer⁴ ;
- la pénalisation de l'opposition et les politiques de bien-être social sont deux versants/miroir des politiques néolibérales et leur combinaison spécifique dans un pays concret dépend de la nature du régime politique (autoritaire, semi-autoritaire, populiste) en place au moment de la transition vers le néolibéralisme⁵.

Un ensemble d'explications politiques font intervenir, pour leur part, des phénomènes tels que la concentration du pouvoir à la tête de l'État et de son exercice autoritaire⁶ ou l'idée que la nature dysfonctionnelle du système juridique serait une stratégie politique du « libéralisme autoritaire » en place de longue date dans la région, et qui sert actuellement les intérêts du libre marché et des États autoritaires⁷.

-
3. Jen Moore *et al.*, 2015, *In the National Interest? Criminalization of Land and Environment Defenders in the Americas*, Ottawa, Mining Watch Canada.
 4. Voir, entre autres, Loïc Wacquant, 2014, « The Global Firestorm of Law and Order: On Punishment and Neoliberalism », *Thesis Eleven*, vol. 122, n° 1, p. 72-88 ; Ely Aharonson et Peter Ramsay, 2010, « Citizenship and Criminalization in Contemporary Perspective: Introduction », *New Criminal Law Review: An International and Interdisciplinary Journal*, vol. 13, n° 2, p. 181-189 ; Mariana Mora Bayo, 2013, « La criminalización de la pobreza y los efectos estatales de seguridad neoliberal: reflexiones desde la Montaña, Guerrero », *Revista de Estudios e Pesquisas sobre as Américas*, vol. 7, n° 2, p. 174-208.
 5. Paul C. Hathazy, 2013, « (Re)Shaping the Neoliberal Leviathans: the Politics of Penalty and Welfare in Argentina, Chile and Peru », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe / European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 95, p. 5-25.
 6. Jorge León, 2015, « L'appétit du pouvoir. Le socialisme du XXI^e siècle à la sauce équatorienne », communication présentée à la conférence à l'IEIM, Montréal, 11 novembre.
 7. Manuel Iturralde, 2010, « Democracies Without Citizenship: Crime And Punishment In Latin America », *New Criminal Law Review: An International and Interdisciplinary Journal*, vol. 13, n° 2, p. 309-332.

Aucune de ces explications théoriques ne permet de rendre compte des faits constatés à la fois au Pérou et en Bolivie que nous énumérons dans la suite de ce chapitre. Pour essayer d'élucider ce problème théorique, mon analyse ici part de la prémisse que les luttes autour des industries extractives sont un révélateur du processus de rétrécissement des espaces publics, mais que ce processus dépasse largement le cas des luttes anti-extractivistes. En effet, les mesures de restriction des droits fondateurs des espaces publics, comme on le verra par la suite, peuvent avoir leur origine dans divers enjeux de contestation du pouvoir.

DÉFINITIONS ET APPROCHES CONCEPTUELLES

Deux concepts analytiques guident les interprétations qui seront avancées ici, celui d'espace public et celui de criminalisation.

Le concept d'espace public

Le concept « espaces publics » mérite d'être précisé ici vu que son utilisation en Amérique latine en général tient plutôt à une approche issue de la géographie sociale, où ils sont conçus dans la recherche en termes d'organisation, d'interaction sociale et de rapports de pouvoir au sein d'espaces physiques (par ailleurs, principalement urbains). Pour notre part, nous revenons à l'approche des « espaces publics » issue de la philosophie politique, selon Nancy Fraser⁸ qui, elle-même, s'inspire de manière critique des travaux de Jürgen Habermas⁹. Ici, les espaces publics sont une multiplicité de lieux (non nécessairement physiques) de rencontre et d'échanges – parfois de délibération – entre citoyens sur des questions d'intérêt public. Dans cette approche, par conséquent, les espaces publics sont un fondement essentiel de la démocratie, autant dans sa version libérale que participative. Les espaces publics sont ici à la fois le creuset et le pilier de la démocratie ; ils sont le lieu d'exercice de la parole citoyenne et, par conséquent, les droits civiques qui fondent

8. Voir Nancy Fraser, 2003, « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante », dans Emmanuel Renault et Yves Sintomer, *Où en est la théorie critique ?* Paris, La Découverte, p. 103-134.

9. Voir Jürgen Habermas, 1989, « La souveraineté populaire comme procédure. Un concept normatif d'espace public », *Lignes*, vol. 3, n° 7, p. 29-58 ; et 1997, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*, Paris, Gallimard.

cette parole (liberté d'expression, d'association, d'assemblée et droit à la manifestation pacifique) peuvent être considérés comme le fondement même d'une société démocratique.

En ce sens, et pour revenir à la recherche latino-américaine, les espaces publics délibératifs¹⁰ sont une sous-catégorie du concept *espaces publics* dans la tradition habermasienne. Il peut y avoir cependant, et ceci nonobstant les distinctions qui précèdent, une jonction des approches favorisées dans la recherche latino-américaine et du concept habermasien lorsqu'on analyse la question de la répression et de la transformation des espaces publics dans la mesure où les deux approches s'intéressent à la problématisation du contrôle de l'expression de la dissension sur la place publique.

Le concept de criminalisation

Il importe aussi de décortiquer le concept de « criminalisation » dans ses différents usages. En effet, depuis environ 2005, la notion de « criminalisation » de la contestation, de la mobilisation, de la protestation ou de la dissension sociale ou politique apparaît couramment dans les discours des mouvements sociaux et des analystes de ces mouvements, particulièrement en Amérique latine, mais de plus en plus aussi en Amérique du Nord¹¹. La popularisation de ce concept se produit dans un contexte d'indéniable augmentation du recours par les gouvernements de la région à l'emprisonnement, qui a augmenté de 68 % entre les années 2000 et 2010¹².

Un exemple de définition de ce terme qui reflète bien son utilisation courante dans le cadre de mouvements sociaux est avancée par l'organisation Mining Watch Canada.

10. Leonardo Avritzer, 2006, « New Public Spheres in Brazil: Local Democracy and Deliberative Politics », *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, n° 3, p. 623-637.

11. Contrairement à ce que cette récente popularité peut suggérer, le terme en soi n'est pas récent; en études juridiques, il occupe une place centrale depuis au moins le XVIII^e siècle, servant de concept parapluie plutôt problématique étant donné son manque de précision; voir Nicola Lacey, 2009, « Historicising Criminalisation: Conceptual and Empirical Issues », *The Modern Law Review*, vol. 72, n° 6, p. 943.

12. Iturralde, « Democracies Without Citizenship », *op. cit.*, p. 329.

La criminalisation de la dissidence implique la manipulation systématique des notions de droit et de l'ordre, qu'elle soit administrative, civile ou pénale, ainsi que le recours aux pouvoirs répressifs de l'État et des instances judiciaires, qu'il soit initié par des intervenants étatiques ou non étatiques ou une combinaison des deux, pour interdire, dissuader et/ou poursuivre en justice la dissidence qui est interprétée par des intervenants étatiques ou non étatiques comme étant contraire aux valeurs fondamentales de la société¹³.

Dans le cadre de l'analyse que je propose ici, la vision de la criminalisation avancée par les mouvements sociaux me semble ne refléter que partiellement la réalité et ceci, pour au moins trois raisons. Premièrement, ce terme ne permet pas de capter l'ampleur et la profondeur du processus en cours qui, nous le verrons, dépasse la manipulation ponctuelle ou aléatoire des normes de la justice. Deuxièmement, il ne permet pas de saisir l'aspect structurel de la modification en cours des paramètres des espaces publics et, par conséquent, de la démocratie. Finalement, il ne reflète pas l'étendue des transformations actuelles ni la diversité d'activités de la société qui en pâtissent.

PARAMÈTRES DE LA RECHERCHE EMPIRIQUE

Deux pays sont retenus pour l'analyse empirique, soit le Pérou et la Bolivie. Les critères ayant prévalu à ce choix sont, d'une part, le fait que les deux ont connu dans les dernières années d'importants mouvements de contestation sociale dans un contexte d'augmentation des activités extractives; d'autre part, le fait que l'un (le Pérou) suive un régime explicitement néolibéral et ceci, de façon continue depuis le début des années 1990, alors que l'autre (la Bolivie) fait partie du virage à gauche et du socialisme du XXI^e siècle. Ainsi, les deux cas représentent les extrêmes de la gamme des régimes politiques actuels et devraient donc permettre de saisir, au moins en partie, la diversité des politiques étatiques concernant la contestation sociale. Il se trouve également que ce sont les deux pays qui, avec l'Argentine, ont connu le plus grand nombre de conflits sociaux lors de la sortie de la grande crise financière et du marché des matières premières entre 2009 et 2010¹⁴. Par ailleurs, alors que plusieurs

13. Moore *et al.*, *In the National Interest? op. cit.*, p. 10.

14. G. Calderón, 2012, « Diez tesis sobre el conflicto social en América Latina », *Revista de la CEPAL*, p. 10.

études abordent ce sujet dans le contexte péruvien, les travaux sur le sujet demeurent fort silencieux en ce qui concerne la Bolivie. On a intérêt, par conséquent, à systématiser davantage la réflexion sur la criminalisation dans le cadre de régimes dits progressistes.

Les questions qui ont guidé la recherche sont les suivantes : quelles politiques ont été suivies par les gouvernements en place face à la contestation sociale ? De quelle manière ces politiques affectent-elles les paramètres des espaces publics ? Quelles sont les tendances qui se dégagent dans le temps (2000-2017) et selon la catégorie de droit ? Y a-t-il des distinctions dans le comportement observé entre les deux pays ?

Mon critère d'analyse principal pour les raisons théoriques expliquées plus haut est le statut des quatre droits civils fondateurs de l'espace public (association, assemblée, expression, manifestation pacifique). Comme le soulignent Taylor et Bonner,

[l]e droit à protester est fondamental pour la démocratie. D'après le Rapporteur spécial sur la liberté d'expression de la Commission inter-américaine des droits humains, ceci est particulièrement le cas en Amérique latine car dans cette région la protestation est un outil central de la participation politique, employé par les secteurs les plus marginalisés de la société¹⁵.

J'examinerai d'une part les changements dans la définition légale de ces droits, et d'autre part des changements dans les pratiques policières de gestion de la dissension. Les vecteurs de la recherche empirique sont :

- les lois réformées ou nouvelles lois concernant les quatre droits susmentionnés ;
- les politiques concernant les activités des associations civiles ;
- la fréquence et le type d'interventions de contrôle des mobilisations de contestation par les forces de sécurité ;
- le discours public de la part des autorités gouvernementales concernant la justification de ces contrôles.

15. Ariel Taylor et Michelle D. Bonner, 2017, « Policing Economic Growth: Mining, Protest, and State Discourse in Peru and Argentina », *Latin American Research Review*, vol. 52, n° 1, p. 4.

LES CAS D'ÉTUDE¹⁶

Le Pérou : caractéristiques majeures (2000 -2017)

Quatre présidents élus se sont succédé dans la période sous étude et dans la foulée du régime autoritaire de Fujimori (1990 à 2000). Il s'agit des présidents Toledo (2001 à 2006), Garcia (2006 à 2011), Humala (2011 à 2016) et Kuczynski (2016 à mars 2018).

On note un processus cumulatif de normes restreignant des libertés civiles par des décrets présidentiels et par la voie législative depuis le régime autoritaire de Fujimori. Deux constats sautent aux yeux. Premièrement, et contrairement à ce qui s'est fait dans la plupart des pays au sortir d'une période autoritaire, la démocratisation sous la gouverne de Valentin Paniagua (2000-2001) n'a pas révisé la Constitution de 1993 imposée par Fujimori et considérée par la plupart des analystes de la démocratie comme étant une Constitution autoritaire. En effet cette Constitution engage l'État à la promotion du libre marché (Art. 59), les investissements nationaux et étrangers reçoivent un traitement identique (Art. 63), et la propriété privée est inviolable (Art. 70)¹⁷. Une des promesses électorales du président Humala était de convoquer une assemblée constituante pour réformer la Constitution, mais en fin de compte il n'en a rien fait¹⁸.

Depuis 2001, plusieurs modifications du Code criminel ont eu lieu qui augmentent les peines, élargissent les définitions des délits et accordent une plus grande impunité aux forces de l'ordre dans le contexte de contrôle de diverses formes de contestation sociale (grèves, manifestations, blocages de routes, occupations de terrains ou d'immeubles, voire même des activités de journalistes). Par ailleurs, la loi permet aux entreprises privées (minières par exemple) de sous-contracter les services des

16. Les sources de données sont douze entrevues menées avec des responsables d'associations de défense des droits humains (cinq au Pérou, sept en Bolivie) et les bureaux des Ombudsmen dans les deux pays pendant un séjour sur le terrain en février et mars 2016; la cueillette de documentation effectuée par des organisations et des chercheurs sur le terrain; une veille des principaux journaux et publications périodiques spécialisées dans les deux pays entre janvier 2015 et mars 2018.

17. William Avilés et Yolima Rey, 2017, «Low-Intensity Democracy and Peru's Neoliberal State: The Case of the Humala Administration». *Latin American Perspectives*, vol. 45, n° 5, p. 166.

18. *Ibid.*, p. 163.

forces de sécurité publique, entre autres pour contrôler la mobilisation sociale, ce qui pose plusieurs problèmes, notamment en cas de tirs des forces de l'ordre causant blessures ou décès, car la responsabilité ultime de l'action demeure nébuleuse (entreprise ou État?). Sont particulièrement visées les mobilisations collectives (anti-extractivistes mais aussi étudiantes) et les journalistes qui travaillent sur les cas de corruption politique¹⁹. Le tableau chronologique fournit de plus amples détails sur les mesures prises.

Plusieurs spécialistes prétendent que ces modifications de la loi et des pratiques policières représentent l'adoption d'une nouvelle philosophie du droit « préventif »²⁰. Ce nouveau modèle pénal accompagne, selon eux, l'approfondissement du néolibéralisme économique au Pérou et une approche autoritaire des conflits sociaux.

Les principaux droits affectés dans ce contexte sont les droits à la vie, à la manifestation pacifique, à la liberté d'expression. Sont aussi affectés le droit de grève et le droit de former des syndicats²¹, le processus de consentement préalable et la qualité de l'État de droit. Le bureau de l'ombudsman (*Defensor del Pueblo*) a recensé pour l'année 2017 un total de 256 conflits sociaux, dont il calcule que 66,4 % portaient sur des enjeux environnementaux. Plus de 63 % de ces derniers ont un lien avec les exploitations minières. Cet organisme public a également dénombré 1009 actions collectives de protestation qui ont fait 104 blessés et six morts²².

-
19. Selon l'association APRODEH, « les journalistes ont aussi été attaqués pour des motifs semblables à ceux des défenseurs de droits humains, à savoir ceux d'informer sur les effets des mégaprojets lucratifs ou au sujet du trafic de drogues, de dénoncer la corruption et la mauvaise gestion publique ainsi que de donner une couverture médiatique aux protestations et au conflits sociaux [...] les provisions pénales concernant la diffamation sont employées systématiquement à l'endroit des journalistes péruviens, et en particulier contre ceux qui couvrent des questions politiques et sociales sensibles » ; Colectivo EPU Peru, 2018, *La Situación de los Derechos Humanos en el Peru. Balance y Perspectivas desde el Mecanismo del Examen Periodico Universal 2017*, Lima, p. 12 et 13.
20. Voir Francisco Durand, 2015, *Poder Político y Gobierno Minero*, Lima, Cooperación.
21. Colectivo EPU Peru, *op. cit.*, p. 13.
22. Voir *Defensoria del pueblo*, en ligne [<https://www.defensoria.gob.pe/temas.php?des=3>].

LA STRATÉGIE DE L'ÉTAT PÉRUVIEN

Cette stratégie consiste principalement en répression pénale de la critique, de la mobilisation et de la protestation qui visent les politiques économiques de l'État (dans les cas de contestations visant les industries extractives ou les relations de travail) ou l'intégrité des dirigeants politiques (dans les cas de corruption). D'après notre tableau sommaire des mesures prises par les administrations successives depuis le retour à la démocratie, outre les quatre droits civils qui nous intéressent, le droit à la vie et l'État de droit sont très souvent aussi mis en cause. Le droit au consentement libre, informé et préalable des peuples autochtones – principe consacré dans la Convention 169 de l'OIT et dans la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, tous deux entérinés par le Pérou – est aussi malmené par ces gouvernements successifs. Or, beaucoup de cas de mobilisation face aux projets extractifs sont le fait de communautés autochtones²³.

À part la modification formelle des lois, on constate un recours fréquent sous tous les Présidents à l'emploi du décret d'état d'urgence pour contrôler des situations de protestation et de mobilisation sociales. Cette formule permet la suspension des libertés civiles et l'intervention des forces militaires dans le maintien de l'ordre interne (contrairement aux principes d'État de droit démocratique) pendant une période de 30 jours (renouvelables). De la même façon qu'en Colombie ou au Chili, les politiques répressives se basent sur des lois d'exception ou d'urgence instaurées sous un régime autoritaire pour combattre au départ la subversion, le terrorisme et les guérillas²⁴. Il est significatif qu'en ceci, la politique du Pérou rejoigne celle de deux pays où la logique de la guerre interne a laissé des séquelles importantes dans le système légal.

23. Taylor et Bonner signalent que beaucoup de débats sur des projets miniers sont liés à la question des droits autochtones ; « Policing Economic Growth », *op. cit.*, p. 6.

24. CAOI, 2008, *Preso por defender a la Madre Tierra? Criminalizacion del ejercicio de Derechos de los Pueblos Indigenas. Analisis Politico y Juridico, Colombia-Chile-Peru*, Lima, CAOI, p. 157.

Pérou – Chronologie des mesures affectant les espaces publics

FUJIMORI - 1990 À 2000

ANNÉE	MESURE	DROIT AFFECTÉ
1991	Code criminel (CC) art 283 (<i>Entorpecimiento al funcionamiento de servicios públicos</i>): pénalisation de l'entrave aux communications et aux transports publics; réunion « tumultueuse » - peine minimale 4 ans	Manifestation Assemblée
1992	DL 25475 (Loi antiterroriste)	État de droit
1993	Nouvelle Constitution (orientation néolibérale)	

TOLEDO - 2001-2006

ANNÉE	MESURE	DROIT AFFECTÉ
2002	Modification du CC art. 283: la peine minimale en cas aggravé d'entrave augmente de 4 à 6 ans	Manifestation
2003	L'état d'urgence général de 30 jours rend illégales les grèves et les manifestations	Grève Manifestation
2006	Plusieurs modifications au CC qui ont pour effet de relativiser le principe de proportionnalité et permettre le cumul de peines; durcit les conditions relatives aux peines pour séquestration	État de droit Manifestation

GARCÍA - 2006 À 2011

Sous sa gouverne, on note un approfondissement des mesures introduites par Fujimori et ceci avec la complicité du Congrès, qui lui permet de légiférer par décret.

ANNÉE	MESURE	DROIT AFFECTÉ
2006	Propose l'introduction de la peine de mort	Vie
	Modification au CC, art. 283: augmentation des peines minimales de 4 à 6 ans et de 6 à 8 ans en cas aggravé	Manifestation
	Projet de loi de Surveillance du financement des ONG (comprenant une sanction pour appui à la protestation sociale)	Association Manifestation
2007	11 Décrets-Loi modifient art. 50 du CC (<i>Concurso real de delitos</i>)	État de droit
	DL 982 précise la non-imputabilité des membres des FFAA pour dommages contre des protestataires; la protestation sociale est assimilée à l'extorsion	Manifestation Vie
	DL 989 transfère les tâches du Procureur à la Police (p. ex. l'évaluation de preuves)	État de droit
	DL 994 crée le nouveau délit d'invasion	Manifestation
	DL 1015 assouplit les conditions permettant la vente de terres communales	Consentement préalable
	Projet de loi imposant la peine de mort pour « terrorisme »	Vie
	DS 060-2007 autorise l'intervention des FFAA dans le maintien de l'ordre public interne	État de droit
2008	Décret de l'état d'urgence dans huit départements	Manifestation
		Assemblée Grève
2009	<i>Ley de Servicios Extraordinarios Complementarios a la Funcion Policial</i> permet la prestation de services par la police à des entreprises privées	État de droit

HUMALA - 2011 À 2016

ANNÉE	MESURE	DROIT AFFECTÉ
2011	Adoption de la Loi 29785 de consultation préalable aux peuples autochtones ne respectant pas les critères de la Convention 169 de l'OIT, ratifiée par le Pérou en 1994, en ce qui concerne la reconnaissance des peuples autochtones*. La loi ne s'applique pas aux concessions minières et ne consacre pas l'autodétermination du statut de peuple autochtone, celui-ci étant déterminé en général par des consultants externes. Il exclut de la consultation les communautés de langue quechua sous prétexte que ce sont des paysans et non pas des autochtones**.	Consentement préalable
	Décret de l'état d'urgence dans le département de Cajamarca (site de fortes mobilisations anti-extractivistes)	Manifestation Assemblée
2014	Adoption de la Loi 30151 qui modifie le CC pour permettre la non-imputabilité des forces de l'ordre dans l'utilisation des armes à feu, en exonérant de responsabilité les policiers et militaires qui causent des blessures ou la mort	État de droit Vie
2015	Contrôles plus stricts par l'Agence péruvienne de coopération internationale sur le financement externe des ONG	Association
	Bureaucratisation du processus de formation de syndicats	Association Grève
	Augmentation du harcèlement judiciaire des activistes, utilisation fréquente de la prison préventive à leur endroit	Manifestation Expression
	La Loi 30327 permet l'expropriation de terres et réduit les critères d'évaluation environnementale pour des projets de développement	Consentement préalable
	Defensoria del Pueblo établit le nombre de morts civils dus à l'emploi excessif de la force par la police dans le cadre de manifestations à 58 entre 2012 et 2015 ; elle calcule que 88,9 % des cas sont restés impunis	État de droit Vie
2016	Projet de règlement de la Loi 30151	Vie

* Durand, *Poder Politico*, op. cit., p.7.

** Aviles et Rey, « Low-intensity Democracy », op. cit., p. 172.

KUCZYNSKI : 2016 À MARS 2018

ANNÉE	MESURE	DROIT AFFECTÉ
2016	De hauts fonctionnaires du secteur minier sont nommés au ministère de l'Intérieur et au bureau de la présidence du Conseil des ministres	
	Certaines institutions gouvernementales refusent d'appliquer le processus de consultation préalable	Consentement préalable
2017	DL n° 1333 facilitant l'aliénation de propriétés communales et sans titre pour des projets d'infrastructure, surnommée «Loi de la dépossession»	Consentement préalable
	Modification de la Constitution qui porte la détention sans accusation à 15 jours (au lieu de 48 heures)	État de droit
	17 défenseurs de droits humains sont condamnés à des peines de prison (situation inédite)	Association Expression
	Pendant la 1 ^{re} année du gouvernement, 9 défenseurs de droits humains sont assassinés : 3 par l'emploi excessif de la force par des agents de l'État, 6 par des inconnus	Vie État de droit
	Accusations portées par le Congrès contre 4 juges du Tribunal constitutionnel qui soutiennent que les crimes de Fujimori sont imprescriptibles	État de droit
	Emploi fréquent du décret d'état d'urgence pour contrôler des grèves et des mobilisations	Manifestation Grève État de droit
	24 décembre : grâce et libération (après avoir servi 10 ans d'une peine de 25 ans) de l'ancien président Alberto Fujimori et abandon des poursuites qui pèsent contre lui ; ceci en contradiction avec une promesse électorale de PPK et en échange de l'abstention de 10 membres du parti fujimoriste dans le vote au Congrès sur la destitution du président pour corruption (cas Odebrecht*)	État de droit
2018	3 mars : la Commission interaméricaine des droits humains qualifie la grâce de Fujimori de « gifle aux victimes »	
	22 mars : démission du président pour corruption (cas Odebrecht)	

* L'affaire Odebrecht, du nom d'une entreprise de construction brésilienne qui a amplement arrosé des politiciens et entrepreneurs un peu partout en Amérique du Sud pour obtenir de juteux contrats, a éclaboussé des personnalités publiques dans plusieurs pays, mais il s'agit ici de la seule démission d'un président en exercice due à ce scandale.

LA BOLIVIE : CARACTÉRISTIQUES MAJEURES (2005-2017)

Contrairement à ce qui se passe au Pérou, la Bolivie n'a connu qu'un seul gouvernement pendant toute la période depuis 2005, celui du MAS (*Movimiento al socialismo*) sous le président Evo Morales, qui se distingue de celui du Pérou, entre autres, par le fait qu'il fait partie de la vague de gauche qui a déferlé sur l'Amérique latine en rejetant l'idéologie économique néolibérale.

Pendant le premier mandat du président Morales, même si certaines tendances à réprimer l'opposition politique et sociale et à centraliser le pouvoir se sont présentées, la majorité des analystes et les mouvements sociaux n'en ont pas fait beaucoup de cas car la cible en était principalement l'opposition de droite et qu'en même temps, le gouvernement ouvrait la voie à une nouvelle Constitution qui consacrait les droits des peuples autochtones. On peut en tirer la conclusion que l'engouement assez généralisé pour ce gouvernement né de la protestation sociale a conduit les chercheurs et analystes en général à fermer les yeux sur des faits dérangeants. Il n'en demeure pas moins que la politique économique est depuis le départ résolument extractiviste, tout en s'assurant avec la « nationalisation » des hydrocarbures en 2006 des recettes beaucoup plus importantes pour l'État.

Le tournant majeur dans ce tableau s'est produit en 2011 lorsque les principaux dirigeants gouvernementaux ont lancé une offensive officielle contre les ONG et organisations environnementalistes et autochtones critiques des politiques extractivistes et de la concentration du pouvoir par le gouvernement dans le contexte de la marche massive de protestation contre la construction de voies de transport dans la réserve autochtone du TIPNIS (*Territorio Indígena y Parque Nacional Isiboro Securo*); cette offensive s'est traduite par des actes d'intimidation, de harcèlement juridique et des attaques violentes contre les manifestants. Le résultat en a été l'éclosion d'un immense mouvement citoyen de solidarité avec les peuples du TIPNIS qui a mis en évidence une fracture grandissante dans l'alliance qui avait porté Morales au pouvoir en 2005.

Depuis 2011, le gouvernement continue sur cette voie d'hostilité envers ses critiques, tout en codifiant des changements importants au cadre juridique. Les moments marquants sont les suivants :

- En 2011, on entérine une modification du Code pénal pour introduire le délit de financement du terrorisme de manière à l'appliquer aux organisations critiques du gouvernement, dont en particulier les ONG.
- En 2012, 2013 et 2014 des attaques violentes sont menées par la police et par des militant.e.s du MAS (le parti d'Evo Morales) aux sièges de plusieurs organisations autochtones, de droits humains et syndicaux, dont notamment CIDOB, CONAMAQ, et APDDHH²⁵, devenues critiques des politiques du gouvernement et dont les dirigeants sont remplacés de force par des proches du pouvoir. En mars 2018, la même tactique est employée pour destituer le comité de direction, critique de Morales et de l'ADEPCOCA, un syndicat régional de producteurs de coca.
- En 2015, des menaces publiques sont proférées par le président et le vice-président contre des ONG qui s'opposent à l'extractivisme
- En 2016, le gouvernement impose la nomination d'un *Defensor del Pueblo* qui lui est proche et qui ne poursuit pas les enquêtes ouvertes par son prédécesseur. En juillet de cette même année, la Cour constitutionnelle entérine la loi de contrôle des ONG contestée par l'ancien *Defensor* (indépendant) et par le Rapporteur spécial de l'ONU sur la liberté d'association.
- En août 2017, le Congrès adopte la loi qui permet la privatisation des terres du TIPNIS. Cette région occupe une position clé pour le futur développement de l'Initiative d'intégration de l'Infrastructure de la Région Sud-américaine (IIRSA), dont des voies de transport qui réuniront les océans Atlantique et Pacifique et qui sont censées passer par le TIPNIS.

Les principaux droits affectés pendant ce processus sont la liberté d'association et la liberté d'expression ainsi que la liberté d'assemblée. Sont aussi affectés les droits syndicaux, le processus de consentement préalable et la qualité de l'État de droit.

25. CIDOB: *Central indígena de Bolivia*, organisation représentative des peuples autochtones de l'Amazonie bolivienne; CONAMAQ: *Concejo nacional de ayllus y markas del altiplano de Q'ollasuyu*, organisation regroupant des communautés aymara traditionnelles des hautes terres; APDDHH: *Asamblea permanente de derechos humanos*, organisation historique née pendant la dictature en défense des droits de la personne.

LA STRATÉGIE DE L'ÉTAT BOLIVIEN

Les actions du gouvernement visent principalement les organisations et les mouvements critiques de ses politiques extractivistes, puisque dans un retournement cocasse de situation, le gouvernement est maintenant allié aux principales forces économiques et politiques de l'ancienne opposition de droite. Les moyens employés sont principalement les suivants :

- l'intimidation dans les discours publics par de hauts responsables du gouvernement qui menacent ceux qui les critiquent de représailles arbitraires (expulsion du pays, perte de statut juridique, impossibilité de recevoir du financement...);
- l'adoption de nouvelles lois pour restreindre l'espace d'autonomie des organisations et les asphyxier, soit par la voie bureaucratique, soit par la voie pénale;
- l'intervention directe dans les structures internes d'organisations populaires et syndicales, souvent en utilisant des « troupes de choc » du MAS.

Ces actions et lois sont appliquées de manière arbitraire par le pouvoir en place. Selon le CEDIB, ces modifications sont à mettre en lien avec la dépendance croissante envers les ressources pétrolières et gazières : « [...] de 2014 à aujourd'hui, le gouvernement, avec sa politique d'hydrocarbures, est entré dans une reconfiguration des règles du jeu par le biais d'un paquet de normes pour faciliter une plus grande intervention des activités extractives dans des zones protégées²⁶ ». Le CEDIB souligne aussi le manque d'indépendance du système judiciaire en Bolivie, un problème central pour l'État de droit. Une autre illustration de cette tendance est le refus actuel du président Morales de respecter les résultats du référendum national, organisé par le gouvernement en février 2016 et portant sur une modification de la Constitution qui permettrait au mandataire de se représenter indéfiniment aux élections comme candidat présidentiel. Malgré une claire défaite de l'amendement, Morales déclare qu'il se présentera en 2019. Finalement, il est étonnant de constater le manque de respect du processus de consentement préalable des communautés autochtones face aux projets de développement extractiviste et

26. *Centro de documentacion e informacion Bolivia*, en ligne [cedib.org].

ceci, de la part d'un gouvernement qui se prétend défenseur des peuples autochtones.

Bolivie – Chronologie des principales modifications juridiques touchant aux espaces publics

EVO MORALES - 2005 À PRÉSENT

ANNÉE	MODIFICATIONS	DROITS AFFECTÉS
2011	Loi 170 de modification du CC par l'inclusion de crimes tels que le financement du terrorisme et du séparatisme, la modification des définitions du terrorisme et de la légitimation de gains illicites; augmente les peines de 15 à 20 ans, avec l'application possible à de simples actes de solidarité	État de droit Expression
	Répression de la marche de protestation autochtone du TIPNIS	Manifestation
2012	Création par l'Assemblée législative d'une commission d'enquête sur les ONG, qui déclare que « 80 % sont illégales »	Association
	Adoption de la Loi 222 de consultation des peuples autochtones du TIPNIS. La consultation est réalisée communauté par communauté, sans participation des organisations représentatives	Consentement préalable
	Attaque violente du siège du CIDOB par un groupe de militants du MAS	Association
2013	Adoption de la Loi 351 d'octroi de personnalité juridique (mesure de contrôle des associations et organisations); l'Ombudsman présente aussitôt un recours d'inconstitutionnalité, resté sans réponse pendant trois ans	Association
	Attaque violente du siège du CONAMAQ par un groupe de militants du MAS	Association
	Expulsion de l'ONG danoise IBIS	Association
2014	Attaque renouvelée contre le siège de CONAMAQ avec appui policier	Association
	Attaque contre le siège de l'Asamblea permanente de DDHH avec appui policier	Association

ANNÉE	MODIFICATIONS	DROITS AFFECTÉS
2015	DS 2349 modifie les conditions d'octroi de la personnalité juridique aux syndicats	Association
	Morales menace publiquement d'expulsion les ONG qui s'opposent à l'extractivisme	Expression
	Le vice-président García Linera dénonce publiquement 4 centres de recherche boliviens (CEDLA, CEDIB, Fundacion Tierra, Fundacion Milenio) et les menace d'expulsion	Expression
2016	Le Tribunal constitutionnel plurinational déclare constitutionnelle la Loi 351	Association
	À la fin de l'année 2016, sur un total de 1287 ONG, seules 237 avaient rempli les conditions nécessaires à l'obtention de la personnalité juridique	Association
2017	Interruption forcée par des membres du MAS d'une conférence de presse des 4 ONG attaquées pour annoncer une requête de la part de la Commission interaméricaine des DH au gouvernement	Assemblée
	Adoption de la Loi 969 permettant l'accès au TIPNIS à des fins de « développement »	Consentement préalable
	Le gouvernement augmente la superficie soumise à des concessions pétrolières à 24 % du total du pays, y compris des zones sensibles sur le plan écologique ou culturel (p. ex. les rives du lac Titicaca). Le délai pour la consultation préalable est réduit de 195 à 90 jours	Consentement préalable
	Le gouvernement gèle les comptes bancaires du CEDIB ; l'UMSS le déloge des locaux qui lui étaient cédés par l'université	Association Expression
	Evo qualifie le CEDIB d'« ONG de droite »	Expression
	Le Président signe (en décembre) un accord avec les entrepreneurs agricoles de la Media Luna leur garantissant des propriétés inconstitutionnelles (de plus de 5000 ha) et permettant la libre exportation de sorgho, viande, sucre, alcool et soja	État de droit
	Adoption du nouveau Code du système pénal	État de droit

ANNÉE	MODIFICATIONS	DROITS AFFECTÉS
2018	Mobilisations par divers secteurs de la société civile contre 15 articles du nouveau Code pénal affectant, entre autres, le droit à la mobilisation (art. 293-4), l'augmentation de la peine pour avortement (art. 157), la liberté d'expression (art. 309-11) notamment sous prétexte de « diffamation ». Morales réagit en suspendant le Code en alléguant les « mensonges » diffusés sur les réseaux sociaux	Manifestation Expression État de droit
	Attaque par des militants du MAS de la direction du syndicat ADEPCOCA, critique du gouvernement, pour la séparer de ses bases	Association

COMPARAISON PÉROU-BOLIVIE

La différence majeure entre les stratégies des deux pays qui ressort de cet examen réside dans le degré et le niveau de généralisation de la violence physique employée par les forces de l'ordre. Il n'y a pas, du moins pour l'instant, de commune mesure entre les violences physiques employées (celle présente au Pérou dépasse de loin celle exercée en Bolivie).

Cela dit, les convergences entre les deux cas sont nombreuses. Dans un premier temps, les stratégies adoptées par le pouvoir politique dans les deux pays affaiblissent des droits fondateurs de l'espace public (notamment la liberté d'association, d'expression, d'assemblée et le droit de manifester). De la même manière, dans les deux pays on constate une faible mise en œuvre des processus de consentement préalable, voire même leur manipulation par le gouvernement, ainsi que le non-respect des principes d'État de droit (en particulier l'existence d'un cadre juridique prévisible et équitable, l'indépendance du système judiciaire, l'application proportionnelle des peines, etc.) et son affaiblissement général. Également dans les deux pays, ce sont les mêmes secteurs qui sont visés par ces stratégies de constriction des droits, à savoir les dirigeant.e.s d'organisations critiques, d'organisations environnementalistes, des journalistes, des organisations et des communautés autochtones, ainsi que les communautés locales qui se mobilisent contre les effets des projets extractifs.

On peut constater aussi dans les deux cas l'apparition d'un phénomène de sécurisation de la contestation qui prend la forme d'un glissement

progressif de l'assimilation de la critique au terrorisme, avec tout ce que cela entraîne comme délégitimation du débat public sur des alternatives aux politiques gouvernementales, ainsi que la mise en danger physique des personnes qui portent cette critique.

CONCLUSIONS

Au-delà de distinctions importantes (notamment dans le degré de violence employée par les agents de sécurité de l'État), dans les deux pays on peut constater des restrictions importantes des droits fondateurs de la démocratie ainsi que du consentement préalable des peuples autochtones et des principes d'État de droit démocratique.

Au Pérou, ces restrictions sont accompagnées d'autres actions très graves, à savoir des attaques du droit à la vie ainsi que la suspension répétée des droits civils par le recours à l'imposition de l'état d'urgence pour mater les protestations sociales.

En ce qui concerne la Bolivie, les restrictions touchent avant tout la liberté d'association. Les attaques sont souvent le fait de hauts responsables gouvernementaux et visent le maintien de la légitimité du MAS face à ceux qui critiquent ses choix économiques ou son contrôle politique. Ce qui surprend peut-être le plus de la part de ce gouvernement en principe pro-autochtone, ce sont ses attaques au principe de consentement préalable.

D'après ce survol, on peut écarter les explications théoriques du phénomène de la criminalisation qui s'appuient sur l'idée que de telles actions de la part des gouvernements relèvent de leur engagement dans une idéologie ou une économie néolibérale. D'une part, dans les deux pays, la répression violente des mouvements contestataires par les forces de sécurité se produisait couramment bien avant l'avènement du néolibéralisme²⁷. Par ailleurs, il est essentiel de prendre acte du fait que la centralité du développement basé sur les mégaprojets d'extraction de matières premières agricoles et minières n'est pas l'apanage exclusif des régimes néolibéraux.

27. Javier Auyero, 2010, « Visible Fists, Clandestine Kicks, and Invisible Elbows: Three Forms of Regulating Neoliberal Poverty », *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe/ European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 89, p. 5-26.

L'extractivisme comme base de l'économie joue clairement, en effet, un rôle central dans les deux cas. Cette option néo-développementaliste serait en train de s'aiguiser depuis la grande crise financière de 2008-2009, ouvrant un nouveau cycle d'offensive extractiviste²⁸. Tant le régime ouvertement néolibéral du Pérou que celui anti-néolibéral de la Bolivie depuis 2005 placent l'exploitation à grande échelle des matières premières pour exportation au centre de leur stratégie économique. Les deux régimes ne sont pas pour autant identiques sur ce plan. Alors que le régime d'investissement du Pérou a été jugé par le département d'État américain²⁹ le plus ouvert du monde, la Bolivie impose des droits importants à l'extraction de ses ressources depuis 2006.

Mais il s'agit peut-être d'une question de degré? Les intérêts semblent convergents, surtout avec l'arrivée de Martin Vizcarra à la présidence du Pérou. Selon le journal *Pagina Siete*³⁰, « Martin Vizcarra [...] est un ami très proche du président Evo Morales qui a appuyé de manière décisive le projet du Corridor bi-océanique central, dont la construction est promue par la Bolivie et qui unira le côte péruvienne du Pacifique à la côte atlantique du Brésil ». Cette impression a été renforcée par l'affirmation du ministre bolivien des Hydrocarbures en août 2017, lorsqu'il a déclaré que « nous lancerons un appel d'offres dans les prochains mois pour promouvoir, encourager et stimuler les investissements étrangers qui nous ont fourni de très bons résultats ces dernières années [...] Aucun autre pays de la région n'a des délais aussi courts [d'approbation des projets extractivistes], c'est un des facteurs de découragement pour les compagnies pétrolières car il y a un ralentissement à cause du problème socio-environnemental³¹ ».

Cette option économique commune ne constitue pas non plus en soi une explication des stratégies de restriction des droits démocratiques des deux États. Certes, la contestation des initiatives extractivistes génère de nombreuses mobilisations et des réactions répressives très visibles de la part des États, mais les processus de transformation des droits en cours

28. José Seoane, 2012, « Neoliberalismo y ofensiva extractivista », *Theomai*, n° 26, p. 1 ; Emiliano Teran Mantovani, 2018, « América Latina en el cambio de época: ¿normalizar el estado de excepción? », *Rebellion*, 23 mars, p. 2.

29. Aviles et Rey, « Low-intensity Democracy », *op. cit.*, p. 166.

30. *Pagina Siete*, 2018, « Martín Vizcarra, un “amigo” muy cercano a Bolivia », 23 mars.

31. *Pagina Siete*, 2017, « Gobierno subastará 100 áreas de exploración hidrocarburífera », 24 août.

dépassent largement à la fois le secteur extractif et le phénomène de la criminalisation car ils touchent entre autres des questions de corruption et mènent bien au-delà de la seule criminalisation en transformant les règles du jeu du Code pénal en ce qui concerne les droits civils, pour en arriver à un changement de la philosophie même du droit.

Cette tendance dépasse les deux pays, et dépasse aussi le continent latino-américain. Qu'il s'agisse de la diffusion internationale d'une nouvelle philosophie pénale néolibérale³², d'une tendance généralisée à la « sur-criminalisation³³ » ou du transfert de la définition des méthodes de gestion policière de la protestation vers la sphère internationale³⁴ ou privée³⁵, l'influence des forces globalisées sur les pratiques répressives nationales est perceptible, mais n'explique pas tout.

On note dans ces deux pays deux tendances à la sécurisation de la dissension sociale, les deux portant atteinte aux droits civiques. Premièrement, il s'agit d'un glissement vers une assimilation, de la part des autorités politiques, des activités de protestation avec les activités terroristes. Et deuxièmement, on constate le recours systématique à l'état d'exception. En effet, « ces dynamiques d'exception et d'agression traversent autant les [régimes] conservateurs que progressistes³⁶ ».

Dans les deux pays, la faiblesse historique de l'État de droit, la constriction croissante des espaces publics sous l'action des pouvoirs publics et la concentration du pouvoir entre les mains de l'élite politique en place semblent tous des facteurs en cause au sein de ce processus. Cette comparaison entre un régime néolibéral et un régime post-néolibéral permet d'identifier des tendances convergentes de leurs stratégies respectives de contrôle de la critique sociale. Quoiqu'elles ne soient pas identiques, on constate une tendance commune à la restriction des espaces publics par l'entremise de la constriction des libertés civiles et l'affaiblissement de l'État de droit. Ce résultat a été signalé dans plusieurs études

32. Jane Schneider et Peter Schneider, 2008, « The Anthropology of Crime and Criminalization », *Annual Review of Anthropology*, vol. 37, p. 354.

33. Lacey, « Historicising Criminalisation », *op. cit.*, p. 943.

34. James Sheptycki, 2005, « Policing Political Protest When Politics Go Global: Comparing Public Order Policing in Canada and Bolivia », *Policing and Society: An International Journal of Research and Policy*, vol. 15, n° 3, p. 345.

35. Amory Starr *et al.*, 2008, « The Impacts of State Surveillance on Political Assembly and Association: A Socio-Legal Analysis », *Qualitative Sociology*, n° 31, p. 251-270.

36. Teran, « América Latina en el cambio de época », *op. cit.*, p. 2.

scientifiques pour le Pérou et pour les régimes néolibéraux en général, mais à jamais encore pour le cas de la Bolivie.

En ce qui concerne les espoirs créés par l'arrivée au pouvoir d'un président autochtone et l'instauration d'un régime porté par les mouvements sociaux, force est de constater que – malgré son programme social redistributif et ses résultats positifs sur ce plan – son bilan en ce qui concerne les droits civils et une vision alternative du développement est fort décevant. L'Amérique latine serait-elle condamnée à produire des régimes de gauche qui privilégient toujours le bien-être matériel et la redistribution aux dépens des libertés démocratiques ?

RÉFÉRENCES

- Aharonson, Ely et Peter Ramsay, 2010, « Citizenship and Criminalization in Contemporary Perspective: Introduction ». *New Criminal Law Review: An International and Interdisciplinary Journal*, vol. 13, n° 2, p. 181-189.
- Auyero, Javier, 2010, « Visible Fists, Clandestine Kicks, and Invisible Elbows: Three Forms of Regulating Neoliberal Poverty ». *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe/ European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 89, p. 5-26.
- Avilés, William, et Yolima Rey, 2017, « Low-Intensity Democracy and Peru's Neoliberal State: The Case of the Humala Administration ». *Latin American Perspectives*, vol. 45, n° 5.
- Avritzer, Leonardo, 2006, « New Public Spheres in Brazil: Local Democracy and Deliberative Politics ». *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 30, n° 3, p. 623-637.
- Bayo, Mariana Mora, 2013, « La criminalización de la pobreza y los efectos estatales de seguridad neoliberal: reflexiones desde la Montaña, Guerrero ». *Revista de Estudios e Pesquisas sobre as Américas*, vol. 7, n° 2, p. 174-208.
- Calderón, G., 2012, « Diez tesis sobre el conflicto social en América Latina ». *Revista de la CEPAL*.
- CAOI, 2008, *Preso por defender a la Madre Tierra? Criminalización del ejercicio de Derechos de los Pueblos Indígenas. Análisis Político y Jurídico, Colombia-Chile-Peru*. Lima, CAOI.

- Colectivo EPU Peru, 2018, *La Situacion de los Derechos Humanos en el Peru. Balance y Perspectivas desde el Mecanismo del Examen Periodico Universal 2017*. Lima.
- Durand, Francisco, 2015, *Poder Político y Gobierno Minero*. Lima, Cooperación.
- Fraser, Nancy, 2003, « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante ». Dans Emmanuel Renault et Yves Sintomer, *Où en est la théorie critique?* Paris, La Découverte, p. 103-134.
- Habermas, Jürgen, 1989, « La souveraineté populaire comme procédure. Un concept normatif d'espace public ». *Lignes*, vol. 3, n° 7, p. 29-58.
- Habermas, Jürgen, 1997, *Droit et démocratie. Entre faits et normes*. Paris, Gallimard.
- Hathazy, Paul, 2013, « (Re)Shaping the Neoliberal Leviathans: the Politics of Penality and Welfare in Argentina, Chile and Peru ». *Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe/European Review of Latin American and Caribbean Studies*, n° 95, p. 5-25.
- Iturralde, Manuel, 2010, « Democracies Without Citizenship : Crime And Punishment In Latin America ». *New Criminal Law Review: An International and Interdisciplinary Journal*, vol. 13, n° 2, p. 309-332.
- Lacey, Nicola, 2009, « Historicising Criminalisation: Conceptual and Empirical Issues ». *The Modern Law Review*, vol. 72, n° 6, p. 936-960.
- León, Jorge, 2015, « L'appétit du pouvoir. Le socialisme du XXI^e siècle à la sauce équatorienne ». Communication présentée à la conférence à l'IEIM, Montréal, 11 novembre.
- Machado, Decio et Raul Zibechi, 2016, *Cambiar el Mundo Desde Arriba: Los Limites del Progresismo*. Valence, Baladre.
- Moore, Jen et al., 2015, *In the National Interest? Criminalization of Land and Environment Defenders in the Americas*. Ottawa, Mining Watch Canada.
- O'Donnell, Guillermo, 2001, « Democracy, Law and Comparative Politics ». *Studies in Comparative International Development*, vol. 36, n° 1, p. 7-36.
- Pagina Siete*, 2017, « Gobierno subastará 100 áreas de exploración hidrocarbúrica », 24 août.
- Pagina Siete*, 2018, « Martín Vizcarra, un "amigo" muy cercano a Bolivia », 23 mars, en ligne [<http://www.paginasiete.bo/planeta/2018/3/23/martin-vizcarra-un-amigo-muy-cercano-bolivia-174018.html>].

- Schneider, Jane et Peter Schneider, 2008, « The Anthropology of Crime and Criminalization ». *Annual Review of Anthropology*, vol. 37, p. 351-373.
- Seoane, José, 2012, « Neoliberalismo y ofensiva extractivista ». *Theomai*, n° 26.
- Sheptycki, James, 2005, « Policing Political Protest When Politics Go Global: Comparing Public Order Policing in Canada and Bolivia ». *Policing and Society: An International Journal of Research and Policy*, vol. 15, n° 3, p. 327-352.
- Starr, Amory, Luis A. Fernandez, Randall Amster, Lesley J. Wood et Manuel J. Caro, 2008, « The Impacts of State Surveillance on Political Assembly and Association: A Socio-Legal Analysis ». *Qualitative Sociology*, n° 31, p. 251-270.
- Taylor, Ariel et Michelle D. Bonner, 2017, « Policing Economic Growth: Mining, Protest, and State Discourse in Peru and Argentina ». *Latin American Research Review*, vol. 52, n° 1, p. 3-17.
- Teran Mantovani, Emiliano, 2018, « América Latina en el cambio de época: ¿normalizar el estado de excepción? ». *Rebellion*, 23 mars.
- Wacquant, Loïc, 2014, « The Global Firestorm of Law and Order: On Punishment and Neoliberalism ». *Thesis Eleven*, vol. 122, n° 1, p. 72-88.

LE BRÉSIL APRÈS LA DESTITUTION DE DILMA ROUSSEFF

Ruptures et continuités dans une économie à dominance financière¹

EDISON RODRIGUES BARRETO JUNIOR

Universidade Federal Fluminense

Le 31 août 2016 a été une date mémorable au Brésil. Le Sénat a approuvé (avec 61 voix pour et 20 contre) la destitution de la présidente brésilienne Dilma Rousseff du parti des Travailleurs (PT) et a mis fin à plus d'une décennie de ce que l'on a appelé le « Lulopetisme ». La destitution de la première femme à la tête du pays, une ex-militante d'extrême gauche des « années de plomb », n'a pas fait consensus. Plusieurs juristes et spécialistes des finances publiques n'ont pas trouvé les fondements nécessaires pour la destitution, vu que d'autres présidents avaient déjà eu recours aux mêmes procédures administratives que Rousseff – qui ont été « ajustées » par la suite par la Chambre des députés.

Le « coup parlementaire », comme l'a appelé Mme Rousseff, s'est attiré des soutiens qualifiés. Si le procès politique a été d'ailleurs la thèse largement répandue dans les cercles intellectuels, ce n'était la thèse soutenue ni par le vice-président Michel Temer (dont le parti avait tourné

1. L'auteur remercie Léa Vignalou-Clarion pour la révision linguistique de ce chapitre.

le dos à la présidente), nettement désireux de s'accaparer le pouvoir, ni par les grands médias (soutenus par l'élite financière du pays), ni par une partie de l'opinion publique qui n'avait pas voté pour Rousseff (une partie majoritaire de la couche moyenne aisée ou traditionnelle). Pour ces segments sociaux, la présidente avait commis un crime de responsabilité et devait être destituée.

Si le fondement réel pour la destitution n'a pas été la gestion budgétaire irresponsable, d'autres motivations – non prévues par la Constitution brésilienne bien entendu – sont à rechercher. Au-delà de la thèse – la plus acceptée – du « procès politique », notre hypothèse est que la destitution a eu une forte motivation économique. Les indicateurs économiques nettement détériorés et l'instabilité macroéconomique accrue dans un modèle économique à dominance financière auraient été décisifs dans l'échec de la présidente.

L'objectif de ce chapitre est de dresser un bilan de la façon dont les conditions macroéconomiques ont influé sur l'espace public brésilien lors de la destitution de Dilma Rousseff, dans le but de comparer l'évolution des principaux indicateurs économiques ainsi que les politiques macroéconomiques adoptées pour connaître les ruptures et les continuités du modèle d'accumulation en vigueur au Brésil et son rapport avec la destitution elle-même. On analyse, particulièrement, l'importance de l'environnement économique dans le processus de destitution, mais aussi dans quelle mesure le lulo-petisme, qui avait flirté avec le modèle néolibéral, est devenu, à la fin, son bouc émissaire.

LES FONDEMENTS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES DE LA DESTITUTION

Au-delà du fondement constitutionnel sous lequel la procédure de destitution controversée de Rousseff s'est basée (crime de responsabilité administrative, article 85 de la Constitution), deux autres motivations ont été effectivement à la base de la destitution de la présidente brésilienne, l'une politique et l'autre économique. Les deux se sont confondues dans le débat public qui a mené à la destitution.

Le fondement politique est la difficulté de la présidente de gérer le présidentielisme de coalition², un modèle politique dont la figure présidentielle (à la fois chef de l'État et du gouvernement) a des marges de manœuvre étroites et doit faire affaire de façon permanente avec le Parlement pour gouverner. Il faut noter que, parallèlement aux présidentielles, la Chambre des députés a été renouvelée (le Sénat ne l'a été que partiellement) et que la plupart de ses membres (plutôt conservateurs) se sont opposés à la présidente dès le début de la nouvelle législature en 2015.

Lors du jugement, diffusé en direct sur les chaînes de télévision, les députés ont démontré clairement qu'il ne s'agissait pas pour eux de juger les procédures administratives et comptables, mais plutôt de destituer la présidente pour des raisons politiques. Il faut noter que d'autres présidents avaient eu recours aux mêmes procédures administratives sans que le parlement les condamne pour crime de responsabilité, selon le langage constitutionnel brésilien.

L'autre élément politique décisif a été la difficulté du gouvernement Rousseff de répondre au mécontentement des couches moyennes traditionnelles (fortement influencées par les grandes corporations médiatiques) qui n'avaient pas voté pour la présidente (celle-ci n'avait été réélue au deuxième tour qu'avec 54,4 % des voix). Ceci dit, les manifestations sociales d'opposition à la présidente n'ont fait qu'aggraver la crise entre le gouvernement et le Congrès et gonfler l'animosité envers la présidente.

Enfin, il y eut également le retrait des mouvements sociaux, dont l'appui au gouvernement s'est détérioré sous Rousseff (contrairement à ce qui s'était passé sous la présidence de Lula da Silva)³. Ces trois éléments, bien que très divers, représentent ce qu'on a appelé le « fondement poli-

2. Ce régime, selon Abranches, serait le résultat de la représentation proportionnelle, du multipartisme et du présidentielisme ; les élections présidentielles se réalisent en même temps que les élections législatives, mais sans lien direct avec ces dernières, ce qui, selon l'auteur, est sans équivalent dans les démocraties libérales plus stables ; Sérgio Henrique Hudson Abranches, 1988, « *Presidencialismo de coalizão: o dilema institucional brasileiro* », *Revista de Ciências Sociais*, vol. 31, n° 1, p. 19.

3. Lula est arrivé au pouvoir grâce aux mouvements sociaux. Cependant, perplexes devant la poursuite de politiques néolibérales, ces mouvements lui ont retiré leur appui tandis que les mouvements les plus traditionnels étaient cooptés par le gouvernement Lula et amenés à l'intérieur de l'appareil d'État. Sous Dilma, la méfiance des mouvements sociaux s'est accrue devant les politiques économiques adoptées, notamment au début de son deuxième mandat.

tique» de la destitution. À cela, il faut ajouter les raisons économiques qu'aborde ce chapitre.

Les fondements économiques de la destitution sont à rechercher dans la forte détérioration de la situation macroéconomique, avant le jugement – ainsi que dans le risque pays, qui s'est accru rapidement – et dans l'échec du modèle distributif néolibéral. Le changement de cap de la politique économique, consécutivement aux élections présidentielles de 2014, vers l'orthodoxie (une exigence du « marché » pour accepter le deuxième mandat de Rousseff) n'a fait qu'aggraver la crise. L'orthodoxie macroéconomique, censée garantir le soutien de l'élite financière au gouvernement, n'a fait qu'approfondir la stagnation économique dans laquelle le Brésil était déjà plongé. Dans ce contexte, l'hostilité grandissante des grands médias envers le gouvernement⁴ a renforcé les incertitudes et contribué au pessimisme des agents économiques et de l'opinion publique en général. Par conséquent, ce qui aurait dû n'être qu'un ajustement cyclique de l'économie brésilienne est devenu l'une des plus graves crises économiques de l'histoire du pays.

Il faut également noter que le modèle d'accumulation au Brésil, depuis les réformes entreprises dans les années 1990, est à dominante financière⁵. Les gouvernements qui se sont succédé, y compris ceux dits de « gauche », n'ont pas diminué son importance; bien au contraire, ils ont approfondi le processus de financiarisation par de l'ouverture des comptes de capitaux et la profonde connexion entre les marchés financiers national et mondiaux. Les taux de rendement étant beaucoup

4. Dans son chapitre, Julián Durazo Herrmann explique le rapport étroit qu'entretient l'élite politique avec les propriétaires des médias dans l'État de Bahia, au Brésil. Ce phénomène, loin d'être une particularité régionale, se manifeste également un peu partout au pays. Bien que les membres de la famille Marinho, qui contrôlent la principale chaîne de télévision du pays (Globo), ne participent pas directement à la politique en tant qu'élus, les concessions régionales de ce groupe médiatique, de loin le plus puissant, sont fortement liées à des groupes politiques et économiques. TV Record, une autre importante chaîne de télévision, appartient de son côté aux dirigeants de l'Église néopentecôtiste la plus importante du pays, fortement impliquée dans la politique nationale (y compris auprès du maire de la ville de Rio).

5. Les taux d'intérêts réels au Brésil sont parmi les plus élevés au monde. Cet état de choses pénalise les investissements productifs et engendre une fuite incessante de la richesse créée, qui est drainée vers la sphère financière. Ce phénomène s'accélère du fait du modèle d'accumulation à dominante financière (*finance dominated accumulation regime*) en place au Brésil depuis le plan Real (1993), caractérisé par la dominance du capital fictif dans la performance économique (qui devient à la fois assez basse et profondément instable, étant donné le niveau d'ouverture du compte de capital).

plus favorables à l'accumulation financière plutôt qu'à l'accumulation réelle, cela a accéléré le mouvement – déjà connu – d'appropriation de la richesse nationale par la sphère financière.

En effet, dans un modèle économique à dominante financière, le taux de rentabilité interne exigé pour les activités productives (dans la sphère réelle) est plus élevé que dans d'autres économies moins assujetties à la domination financière. Ainsi que l'ont démontré Bruno et Caffé⁶, la rentabilité de référence dans ce modèle n'est pas celle du capital industriel (national) mais celle des marchés financiers globaux. Par conséquent, on déplace une partie assez importante de la richesse nationale (y compris des entreprises industrielles) qui pourrait être dirigée vers la sphère productive (qui exige une plus grande immobilisation du capital), vers la sphère financière. Ceci est particulièrement critique, sachant que le Brésil pratique un taux d'intérêts réels parmi les plus élevés au monde. Cela explique pourquoi le taux d'investissement au Brésil, bien que plus élevé durant les gouvernements du PT, est resté aussi modeste comparativement à d'autres pays émergents⁷.

Un contexte national de forte instabilité sociopolitique, normative et économique n'est pas fonctionnel dans un modèle à dominante financière. L'instabilité politique détériore l'économie réelle et, par la suite, l'accumulation financière. Selon Bruno et Caffé, l'État brésilien (et l'ensemble de ses structures) est fortement contaminé par le pouvoir de la finance et par les attentes des groupes économiques qui profitent de l'accumulation rentière – et qui bénéficient du soutien des grands médias et de lobbies entiers au Parlement⁸. Le pouvoir des finances (et

-
6. Miguel Bruno et Ricardo Caffé, 2015, « Indicadores macroeconômicos de financeirização: metodologia de construção e aplicação ao caso do Brasil », dans Miguel Bruno (dir.), *População, espaço e sustentabilidade: contribuições para o desenvolvimento do Brasil*, Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), p. 35-64.
 7. Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), s.d., « Contas Nacionais Trimestrais », en ligne ; World Bank 2016, « Brazil - Systematic country diagnostic », en ligne.
 8. Miguel Bruno et Ricardo Caffé, 2017, « Estado e financeirização no Brasil: interdependências macroeconômicas e limites estruturais ao desenvolvimento. Economia e Sociedade », *Campinas*, vol. 26, p. 1025-1062. De son côté, Thomas Chiasson-LeBel, dans son chapitre, analyse l'importance des « groupes économiques » et financiers et l'influence qu'ils exercent sur l'État et sur l'espace public. Il analyse également les stratégies du gouvernement Correa pour diminuer l'influence de ces groupes économiques ainsi que de la presse (fortement liée aux groupes économiques) sur l'espace public et les réactions de ces groupes vis-à-vis de cette politique.

des financiers/rentiers) se traduit dans l'influence qu'ils exercent dans la politique elle-même, y compris dans le choix des ministres d'État et des hauts dirigeants qui définissent, par la suite, les politiques macroéconomiques (notamment la politique budgétaire et monétaire, les taux d'intérêts et les taux de change). Dans ce contexte, un président n'ayant qu'un faible support social devient une proie facile.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE SOUS ROUSSEFF ET L'ÉVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES : LES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES DE LA DESTITUTION

Dans cette section, nous décrivons brièvement la politique macroéconomique du gouvernement Rousseff (2011-2016) jusqu'à la veille de la destitution, et nous analysons également les principaux indicateurs économiques sur une période plus longue pour connaître les tendances et vérifier, ensuite, quels ont été les changements et quelles tendances se sont maintenues dans le gouvernement Temer au pouvoir depuis mai 2016.

Dans son ensemble, la politique macroéconomique, notamment dans les premières années du premier gouvernement Rousseff (2011-2014), a été plus hétérodoxe⁹ que celle de Lula da Silva. Rousseff a remplacé Henrique Meirelles¹⁰ à la tête de la Banque centrale par un employé de la banque, Alexandre Tombini. Cependant le « trépied macroéconomique¹¹ » n'a pas été vraiment revu. Effectivement, les fondements de la

-
9. Le gouvernement Rousseff avait annoncé une série de mesures visant à accélérer le développement, mais les fondements orthodoxes étaient toujours là, limitant la portée de ces mesures, plutôt centrées sur l'expansion des dépenses publiques.
 10. Henrique Meirelles était le président de la Banque centrale brésilienne durant le mandat de Lula da Silva (2003-2011) ; il était issu du marché financier et ancien président de la Banque de Boston.
 11. Le modèle macroéconomique en vigueur au Brésil depuis 1999 était celui du « trépied macroéconomique », qui comptait avec un taux de change flottant (le cours du change devait être établi selon l'offre et la demande de devises sur le marché des changes), le ciblage de l'inflation (la politique monétaire, par le biais des manipulations des taux d'intérêts, devait veiller à ce que les objectifs préétablis en matière d'inflation soient atteints) et l'excédent budgétaire (notamment ce que l'on appelle l'excédent primaire, c'est-à-dire un excédent du budget excluant le montant des intérêts payés sur la dette publique). Sous le gouvernement Dilma, ce modèle n'a pas été toujours préservé étant donné que l'accent mis sur la croissance, plutôt que sur

politique macroéconomique – le ciblage de l’inflation, le taux de change flottant et l’excédent budgétaire – n’ont pas été réellement modifiés, mais ont été plutôt « flexibilisés¹² ». L’élévation graduelle des taux d’intérêts face aux pressions de l’inflation dans les premières années de son gouvernement en constitue un exemple. Par ailleurs, tout au début du premier gouvernement Rousseff, la reprise de la croissance a été définie comme prioritaire, bien que peu à peu la stabilité des prix (et l’augmentation par la suite des taux d’intérêt) finisse par dominer les actions gouvernementales, notamment à partir d’avril 2013, quand la Banque centrale se remit à augmenter les taux d’intérêt. Le modèle à dominante financière régnait donc sans contrainte et le soutien des élites financières et de ses opérateurs au gouvernement Rousseff se renouvela peu à peu, quoique de façon fragile. Les secteurs progressistes, en revanche, voyaient en cela une sorte de capitulation.

LES ESSAIS HÉTÉRODOXES

L’une des mesures le plus emblématiques du premier gouvernement Rousseff fut l’essai (hétérodoxe) de réduire de façon rapide et significative les taux d’intérêts réels et les *spreads* des banques (les banques publiques devant commander la nouvelle tendance). D’autres mesures hétérodoxes ont été également adoptées, à l’exemple du Plan Brasil Maior (août 2011), le maintien des investissements du Plan d’accélération de la croissance (PAC) et la stratégie de contenu local¹³. Toutes ces

l’inflation, a plus ou moins dominé l’action publique pour l’essentiel de son premier gouvernement.

12. Rafael Fagundes Cagnin *et al.*, 2013, « A gestão macroeconômica do governo Dilma (2011 e 2012). Novos estud ». *CEBRAP*, n° 97, p. 169-185.
13. Ces trois stratégies étaient censées stimuler la croissance et le développement. Lancé en août 2011, le Plano Brasil Maior prévoyait un ensemble d’initiatives portant sur l’industrie, le commerce extérieur et l’innovation technologique, notamment des bénéfices fiscaux pour l’industrie et pour les secteurs intensifs en main-d’œuvre. Plus ancien, le PAC a été lancé tout au début de 2007 et, à l’origine, portait notamment sur les logements, l’assainissement, le transport et l’énergie. Peu à peu, il se mit à cibler également d’autres domaines, notamment les politiques sociales, la santé, la culture, l’environnement, le développement urbain. Depuis 2003, les gouvernements du PT cherchaient également à dynamiser l’industrie nationale par le biais de la politique de contenu local. Celle-ci a été appliquée notamment dans le secteur pétrolier. Il s’agissait des exigences d’un contenu local minimum dans les commandes de matériaux, de services et d’équipements liés au pétrole. Le même principe était appliqué à d’autres activités, comme le secteur automobile et la construction navale.

actions avaient pour but de stimuler les investissements productifs et donc la croissance.

Cependant, la réduction des taux d'intérêts a été très mal reçue par le marché et la grande presse – toujours supportée par les financiers et les rentiers. Par ailleurs, en 2011, les effets de la crise internationale ont finalement touché le Brésil. La croissance chinoise s'est réduite et les États-Unis et l'Europe ont eu du mal à récupérer, ce qui a ralenti les échanges commerciaux. Sur le marché intérieur, la consommation des ménages a reculé et la sécheresse, ainsi que la crise du secteur de l'énergie, ont fait pression sur les prix, et l'inflation est entrée dans une trajectoire ascendante en raison de l'indexation des biens publics.

De plus, le déficit extérieur s'est aggravé et l'excédent budgétaire est tombé fortement, conséquence directe du maintien des mesures anti-cycliques adoptées depuis Lula (qui élevait les dépenses publiques) et de la chute des recettes due à la récession. En fait, le gouvernement avait augmenté les ressources de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) pour le secteur productif et diminué les prélèvements sociaux des entreprises pour éviter le chômage¹⁴ (Carleial, 2015), toutes mesures qui n'ont eu que des effets très limités sur la croissance.

Les transferts publics vers le secteur privé, ainsi que la flexibilisation de la politique budgétaire (devenue plus expansionniste), n'ont pas engendré la récupération des investissements productifs et la reprise économique comme le prévoyait le gouvernement. Bien au contraire, en raison du modèle de dominance financière, ces ressources se sont réfugiées vers la sphère financière, notamment après l'augmentation des taux d'intérêts à des niveaux semblables à ceux de 2008 (pour combattre l'inflation, la Banque centrale avait décidé d'augmenter fortement les taux). La valorisation de la monnaie a joué également contre les décisions des entreprises et a renforcé la tendance, déjà chronique, de désindustrialisation du pays et de reprimarisation¹⁵ des exportations.

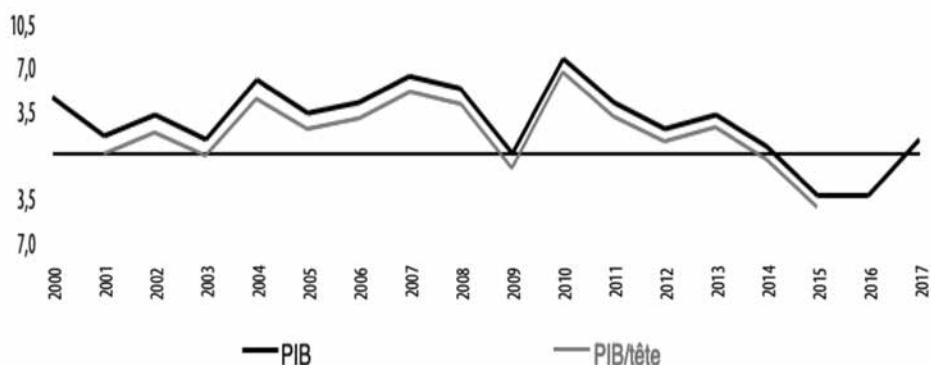
14. Liana Maria da Frota Carleial, 2015, « Política econômica, mercado de trabalho e democracia: o segundo governo Dilma Rousseff ». *Estudos avançados*, vol. 29, n° 85, p. 201-214.

15. La reprimarisation des exportations fait référence à la chute des produits industriels dans les exportations brésiliennes, à nouveau dominées par les matières premières (pétrole, soja, viande, etc.)

À la veille des présidentielles de 2014, le ministre des Finances sortant, Guido Mantega, avait prévu un ajustement macro-économique graduel, indispensable pour un nouveau cycle de croissance socioéconomique. Entre 2004 et 2013, le taux de croissance moyenne du PIB réel avait été de 4,1 % (Banque centrale du Brésil), mais en 2014, l'économie stagna.

L'inflation persistante et le maintien des taux d'intérêt élevés ont contribué à détériorer la situation économique du pays en 2014. Malgré la Coupe du monde, le contexte d'instabilité politique nationale (les élections présidentielles) et international, le « déséquilibre » des comptes publics dû à une faible croissance économique, les mauvaises notes dans les agences de notation et le lancement de l'opération « lava-jato » ont fortement détérioré les attentes des agents économiques.

FIGURE 1 Taux de croissance réelle du PIB et PIB par habitant



Source : Banque centrale du Brésil

LE DEUXIÈME GOUVERNEMENT ROUSSEFF ET LA MACRO-ÉCONOMIE À LA VEILLE DE LA DESTITUTION : LE RETOUR À L'ORTHODOXIE ET LA PERTE DE SOUTIEN POLITIQUE ET SOCIAL

Passé les élections de 2014, le changement de cap de la politique économique au début du deuxième mandat de Rousseff (2015-2016) – la radicalisation de l'orthodoxie – a été une grande surprise. Au-delà bien entendu des effets négatifs sur la base électorale de Dilma Rousseff, cette

rupture a eu pour effet l'aggravation de la récession qui avait déjà commencé au pays. Mais, outre le nouveau Congrès très conservateur, Rousseff dut faire face à des indicateurs économiques qui se détérioraient rapidement. La reprise économique était difficile, l'inflation persistait à la hausse, le déficit budgétaire devint encore une fois une réalité (après 17 ans de surplus) et le déficit en compte courant explosait. Ces conditions très peu favorables ont poussé la présidente vers une approche plus orthodoxe-néolibérale, et c'est justement ce changement radical qui fut à la base de sa destitution. Le manque d'appui social, notamment des secteurs sociaux progressistes qui l'avaient quand même soutenue lors des présidentielles¹⁶, et la méfiance des élites financières et politiques pour ce qui était de la reprise économique et de la résolution des déséquilibres macroéconomiques, ont isolé la présidente qui a vite perdu son prestige et sa capacité d'articulation politique.

Lors du 6^e Congrès National du PT, en juin 2017, les participants ont comparé l'orthodoxie et l'austérité adoptées par Rousseff au début de son deuxième mandat à un « stellionat électoral ». La récession économique et la politique de redressement budgétaire (au lieu de la politique distributive promise lors de la campagne) auraient produit une « confusion » et un « découragement » dans la base sociale du PT, notamment chez les travailleurs, les jeunes et les intellectuels progressistes (résolution du 6^e Congrès National)¹⁷.

Par ailleurs, cette politique contrastait avec la stratégie en cours depuis l'arrivée de Lula au pouvoir. Selon Carleial, depuis 2003, le gouvernement cherchait à mettre en place un modèle de production et de consommation de masse, vu l'immense potentiel du marché intérieur brésilien, par le biais entre autres de la réduction de l'emploi informel, d'une meilleure cohésion sociale, de l'augmentation du salaire minimum (qui s'est accru de 72 % entre 2003 et 2013), d'un accès plus facile des ménages au marché du crédit, de l'élargissement des programmes de transfert de revenus (tel que *Bolsa família*) et de la formalisation du statut de micro-entrepreneur individuel (les travailleurs indépendants et autonomes)¹⁸. L'idée de base était que les recettes publiques, ainsi que les contributions

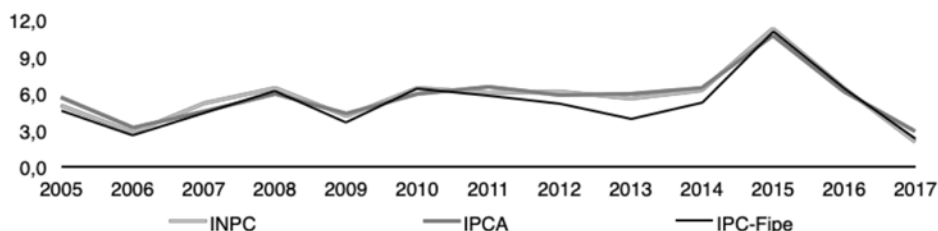
16. L'isolement de la présidente s'est aussi vérifié du côté des syndicats. Dans son chapitre, Thomas Collombat montre la division au sein du syndicalisme brésilien et l'approche plutôt légaliste vis-à-vis la destitution que certaines centrales ont adoptée.

17. Résolution du 6^e Congrès national, PT (2017), en ligne.

18. Carleial, « Política econômica, mercado de trabalho e democracia », *op. cit.*

à la Sécurité sociale, devaient s'élargir pour financer les dépenses publiques sociales – une approche assez distincte de celle adoptée par le ministre des Finances de Rousseff, Joaquim Levy, en 2015.

FIGURE 2 Brésil - L'évolution de l'inflation (2005-2017)



Source : Banque centrale du Brésil

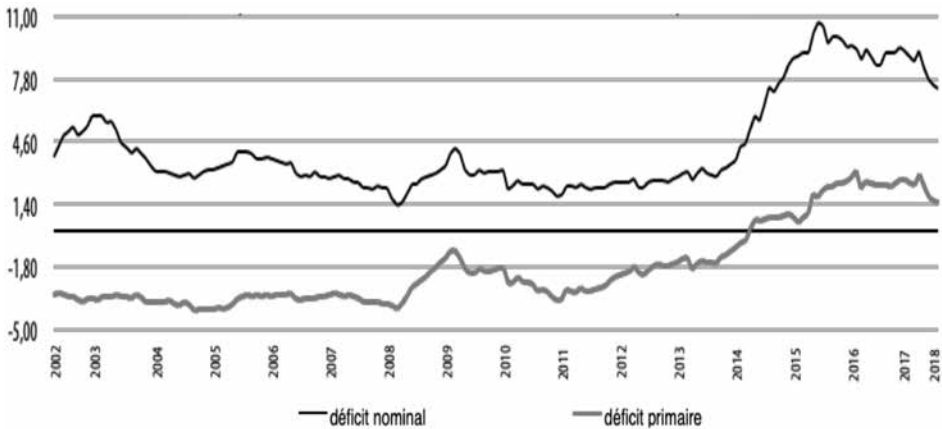
La stratégie de Levy était l'ajustement sévère et rapide des finances publiques. L'ajustement budgétaire consistait en la réduction des dépenses publiques pour atteindre un excédent d'ici 2018. Ceci était indispensable, selon lui, pour stabiliser la part de la dette publique dans le PIB. Ainsi que l'a souligné Oreiro (2017), le problème de cette stratégie est l'effet qu'elle produit sur le niveau de l'activité économique étant donné que les dépenses flexibles sont justement celles de l'investissement du gouvernement central. Elles ne représentent que 10 % du budget, mais portent des effets multiplicateurs assez importants sur le niveau de l'activité. La réduction de ces dépenses réelles d'environ 35 % (tandis que celles obligatoires se sont accrues de 5 % en termes réels) aurait approfondi la crise économique qui se dessinait. L'effet était prévisible : la récession a fortement diminué les recettes gouvernementales tandis que les dépenses ont augmenté.

Le résultat budgétaire de la fin de l'année 2014 et de 2015 a été annoncé par les grands médias comme étant le produit d'une mauvaise gestion des finances publiques et d'un manque de contrôle des dépenses gouvernementales. Les trucages fiscaux (*pedaladas*) et la « comptabilité créative »¹⁹ sont ainsi devenus synonymes d'irresponsabilité gouverne-

19. Le « coup de pédale » ou le « rétropédalage » est une manœuvre comptable exécutée par le gouvernement auprès des banques publiques (de prêts pour réaliser ses paiements ultérieurement) pour retarder le paiement des dépenses, améliorer

mentale et, par la suite, le principal argument pour la destitution de la présidente.

FIGURE 3 Capacité/besoin de financement du secteur public



Source : Banque centrale du Brésil, s.d., *Histórica das Necessidades de Financiamento do Setor Público*, en ligne.

Plusieurs analystes et de nombreux juristes ont considéré que la destitution (basée sur les *pedaladas*) était peu légitime, allant jusqu'à la considérer comme un « coup d'État » parlementaire), étant donné que cette procédure avait été introduite auparavant par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso et, par la suite, perpétuée lors des gouvernements Lula da Silva et Rousseff. Bien que ces manœuvres ne fussent pas constitutionnelles, elles ont été pratiquées sans que le parlement les considère comme un crime de responsabilité.

Ce n'est que lors du deuxième mandat de Rousseff que les *pedaladas* sont devenues une condition suffisante pour la destitution. Il faut noter que le Congrès voyait là le seul moyen pour renverser le pouvoir et mettre en place quelqu'un de plus enclin à réaliser les réformes constitutionnelles demandées par les principaux opérateurs financiers et propagées par les grandes chaînes de communication. Les députés, pour la plupart

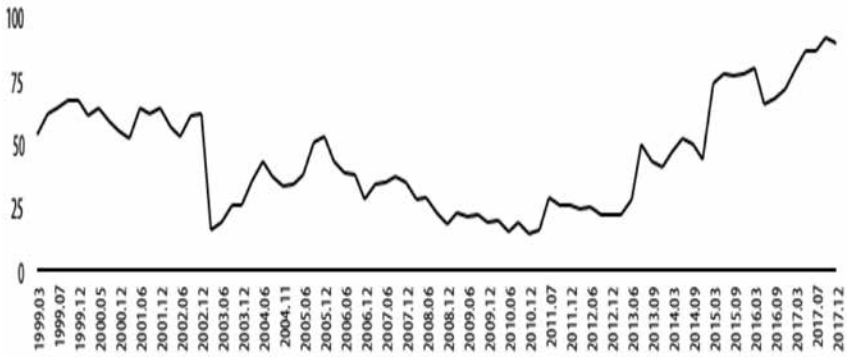
artificiellement les comptes fédéraux et accomplir les objectifs budgétaires (excédent budgétaire).

impliqués dans des schémas de corruption, avaient peur de l'avancée de « l'operação Lava-jato » à laquelle Rousseff ne s'opposait pas.

Dans les coulisses du pouvoir, le vice-président Michel Temer, à qui Rousseff avait donné pour mandat d'articuler la coalition présidentielle lors de son deuxième gouvernement, conspirait pour la destitution de la présidente. En octobre 2015, Temer et son parti proposent un Plan appelé « le pont pour l'avenir » dont le contenu était assez différent de la plateforme qui avait reconduit Dilma Rousseff à la présidence de la République, avec en projet plusieurs réformes constitutionnelles (la réforme radicale de la Sécurité sociale, la réforme du marché du travail, le gel des dépenses sociales, entre autres). Temer se montrait donc beaucoup plus favorable aux exigences des financiers et des rentiers. Il faisait également affaire avec les fervents opposants du Parti des Travailleurs (PT), dont les partisans du deuxième de la course présidentielle (le sénateur Aécio Neves, impliqué dans plusieurs schémas de corruption et qui n'avait pas accepté les résultats de l'élection) et les couches moyennes aisées.

LA MACROÉCONOMIE BRÉSILIENNE APRÈS LA DESTITUTION

L'accession de Michel Temer au pouvoir a sans aucun doute apaisé les tensions entre l'exécutif et le Congrès largement conservateur. Plusieurs politiciens – dont lui-même – impliqués dans des affaires de corruption ont trouvé un « forum privilégié » dans le gouvernement. Les réformes annoncées par son cabinet ont été reçues favorablement par les députés, y compris les amendements constitutionnels proposés. Bien que très lents, les changements macroéconomiques (notamment le recul de l'inflation) ont été perçus comme un acquis par les politiciens et par certains secteurs de la société et les grandes entreprises de communication. Ceci a diminué les tensions politiques, malgré le rejet massif du président Temer, l'un des plus grands rejets pour un président brésilien selon le sondage réalisé par la Confédération nationale de l'industrie (CNI).

FIGURE 4 L'indice de rejet du président (%)

Source : Confederação Nacional da Indústria (CNI), en ligne.

La nouvelle équipe économique, avec Meirelles à sa tête, a adopté une stratégie d'ajustement budgétaire plus progressive que celle réalisée en 2015 sous Rousseff. Selon Oreiro²⁰, au lieu du choc entrepris par Levy, le gouvernement Temer a opté pour une réduction progressive des dépenses du gouvernement central. La réforme constitutionnelle PEC 241/55²¹ était censée permettre d'atteindre cet objectif, étant donné que les dépenses ne peuvent s'accroître qu'au rythme de l'inflation de l'année précédente.

Pour Oreiro, la stratégie d'ajustement budgétaire adoptée par Meirelles suppose que la crise budgétaire remontant à 2014 soit structurelle. Selon cette approche, la part des dépenses dans le PIB augmente depuis quinze ans et cette trajectoire est insoutenable vu que le fardeau fiscal ne peut pas continuer à s'élever pour stabiliser la part de la dette publique dans le PIB. Quoique l'économie puisse récupérer, cela ne résoud pas le problème structurel de l'économie brésilienne. Il faut, selon ce diagnostic, que les dépenses progressent plus lentement que le PIB (on prévoit un ajustement budgétaire au terme de 5 ou 6 ans). Cette stratégie supposait également que les dépenses obligatoires (restrictions constitutionnelles)

20. José Luis Oreiro, 2017, « Governo Temer: Acertos e Equívocos da Política Econômica », *The Huffington Post*, 20 février.

21. La proposition d'amendement constitutionnel 241 (Chambre des députés) et 55 (Sénat fédéral) a été approuvée en 2016 (n° 95), modifiant la Constitution brésilienne de 1988. Celle-ci a établi un plafond des dépenses publiques pour les vingt prochaines années.

subissent un ajustement budgétaire graduel. L'idée fondamentale étant que l'expansion des recettes ne se produira que de façon graduelle au fur et à mesure que la croissance économique reprendra.

La politique monétaire s'est durcie, mais elle est restée fortement conditionnée par l'inflation. En fait, la Banque centrale a adopté une politique assez restrictive, cherchant à ramener le taux d'inflation à 4,5 %, ce qui a aggravé la récession. Comme l'a souligné Oreiro²², les événements qui ont causé l'inflation en 2015 allaient se dissiper (coût de l'énergie, prix des carburants et dévaluation de la monnaie). De plus, la réduction du salaire réel, les crises de financement des États fédérés (qui ont vu leurs recettes s'effondrer de façon dramatique sous le coup de la récession prolongée) et la réduction des investissements publics allaient nécessairement diminuer la demande. Ceci dit, durcir la politique monétaire n'a pas été la meilleure stratégie de la Banque centrale en situation de profonde récession. Côté taux de change, la dévaluation vérifiée en 2015 a été annulée. Le produit industriel a continué de baisser.

L'optimisme des cercles entrepreneuriaux après la destitution s'est rapidement dissipé, mais le gouvernement a atteint son objectif principal à court terme : contrôler l'inflation. Par contre, la politique restrictive a bien évidemment renforcé la tendance récessive. En 2017, après deux ans consécutifs de forte réduction du PIB (moins 3,5 en 2015 et 2016 selon l'IBGE), la production industrielle continua de stagner et l'économie n'a progressé que de 1 % grâce à un rendement record de l'agriculture cette année-là (notamment du maïs et du soja)²³.

Bien que l'inflation escomptée n'ait pas eu lieu et que la forte récession ait contribué à la décision de la Banque Centrale de baisser progressivement les taux d'intérêt, les résultats sur l'activité économique sont demeurés sans effet. En 2017, l'emploi formel continue de stagner après un recul d'environ 7 % en 2015 et 2016²⁴. Pour 2018, les analystes parlent de la réaction naturelle d'une économie ayant subi des pertes assez profondes. En tout cas, la reprise, si elle a lieu, sera axée sur la

22. Oreiro, « Governo Temer: Acertos e Equívocos da Política Econômica », *op. cit.*

23. Bien que l'agriculture et les activités primaires en général ne participent que de façon limitée au PIB brésilien (autour de 5 % selon l'IBGE), elles ont un impact assez important sur les exportations et, donc, sur l'accumulation de devises.

24. Ministério do Trabalho, CAGED, en ligne

consommation (qui a fortement reculé durant les années précédentes) plutôt que sur les investissements.

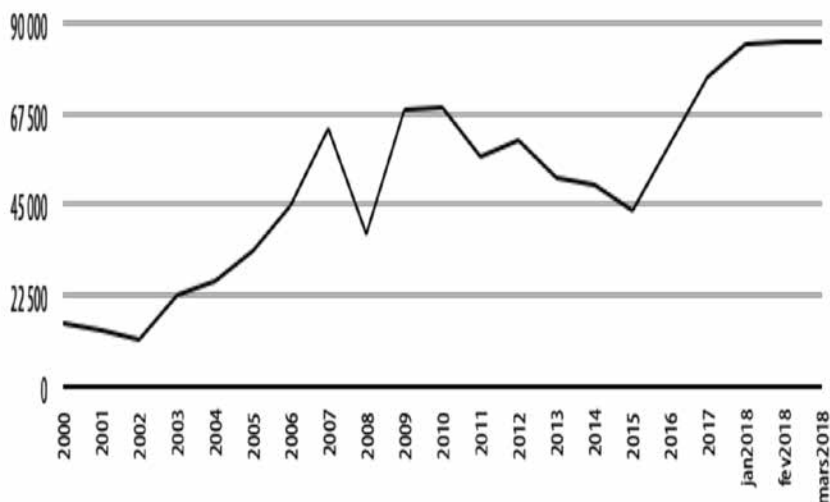
Dans les sections suivantes, nous analysons les réformes entérinées par le gouvernement Temer et leurs retombées sur la politique macroéconomique. On verra que les changements constitutionnels ont été fondamentaux pour renouveler le discours pour la destitution et garantir la permanence de Michel Temer à la présidence de la République malgré son faible pourcentage d'opinions favorables.

LE RETOUR À LA STABILITÉ DES FONDEMENTS ÉCONOMIQUES APRÈS LA DESTITUTION ET LES ENJEUX POLITIQUES

Malgré les accusations de corruption à l'encontre du président Temer et une approbation populaire presque nulle, la stabilité des indicateurs économiques a été l'une des garanties de sa permanence au pouvoir. Contrairement à la présidente destituée (sur qui ne portait aucune accusation de corruption), les députés ont rejeté à deux reprises (en août et en octobre 2017) la mise en examen du président accusé de corruption. Pour éviter sa mise en examen, Temer a accepté des amendements qui intéressaient les députés et des changements dans la législation qui les ont favorisés (eux ou les groupes qui les soutiennent). De plus, son gouvernement inaugure un renouveau des relations de l'État avec l'élite financière du pays, ses porte-parole et ses représentants directs. Ceci explique, au moins en partie, l'intérêt moindre des grands médias au sujet de la corruption de Temer.

Bien que le gouvernement Temer n'ait pas redressé le déficit budgétaire, l'approbation du plafond des dépenses publiques (PEC 241/55) et la réforme profonde du marché du travail (en vigueur depuis le 11 novembre 2017) ont servi de garantie et ont conforté les attentes (la réforme de la Sécurité sociale a subi plus de résistances, mais elle a été aussi mise à l'ordre du jour par le gouvernement). Cela implique un taux de change et des prix plus stables et une réduction des risques.

FIGURE 5 IBOVESPA (Indice boursier)



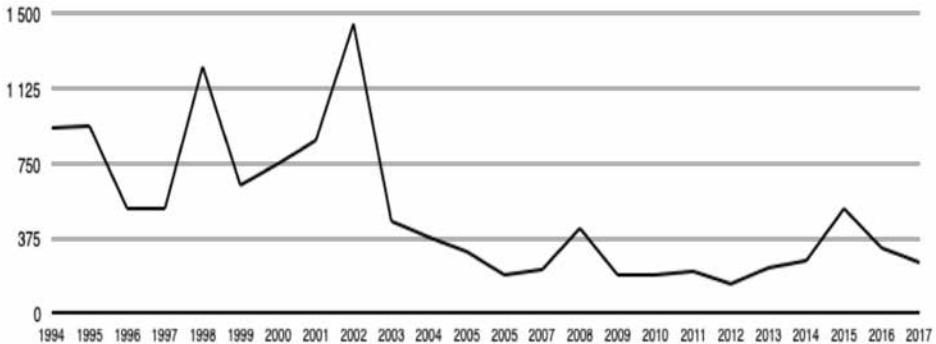
Source : IPEA Data, en ligne

D'autres politiques – ayant eu moins de répercussions dans la presse, mais qui étaient chères aux gouvernements progressistes précédents – sont peu à peu révisées. La flexibilisation de la réglementation du pré-sel²⁵, la révocation de la politique de contenu local (substitution par le « contenu international ») et, plus récemment, la privatisation d'Elektrobras, entre autres, renforcent les nouvelles directives de la politique économique ainsi que le pacte entre le gouvernement et le marché financier (toujours fortement soutenu par les grandes entreprises de communication). Malgré une récupération économique très lente, les indices Bovespa et le risque pays révèlent, au contraire, une situation de quasi euphorie qui fait l'affaire des grands investisseurs et rentiers. L'évolution

25. Le pétrole de pré-sel se trouve dans un réservoir situé sous une couche de sel dans les fonds marins. Il a été découvert par la géante étatique Petrobras en 2006, plaçant le Brésil parmi les plus grands détenteurs de gisements de pétrole connus. En 2010, le gouvernement Lula da Silva en a réglementé l'exploitation et a obligé les entreprises à partager leurs profits avec le gouvernement fédéral (régime de partage). En 2016, le gouvernement Temer a modifié la législation pour satisfaire aux demandes des multinationales, des grands fournisseurs d'équipements et de la Confédération nationale de l'industrie (CNI). L'un des changements les plus importants fut que Petrobras ne serait plus présente dans toutes les exploitations. Par conséquent, les géantes mondiales du secteur (Chevron, Statoil, Shell, Exxon Mobil) ont acheté, pour des milliards, des réserves du pré-sel depuis 2017.

des indicateurs financiers est révélatrice de la dominance des marchés financiers sur l'espace public, et plus largement, sur les dynamiques politiques brésiliennes.

FIGURE 6 Brésil - Le risque pays



Source : IPEA Data, en ligne

Depuis 2012, le risque pays du Brésil ne cessait d'augmenter en raison de la détérioration du scénario politique et macroéconomique (à un niveau de forte méfiance des marchés semblable à celui du début du gouvernement Lula). Après la destitution, les conditions se sont nettement améliorées sous l'influence du nouvel environnement politique. Le risque pays s'est nettement infléchi et il s'est réduit depuis. Il en va de même pour la bourse de valeurs. L'indice BOVESPA n'avait cessé de se détériorer depuis 2010. La destitution a radicalement modifié la tendance et les indices boursiers battent des records depuis.

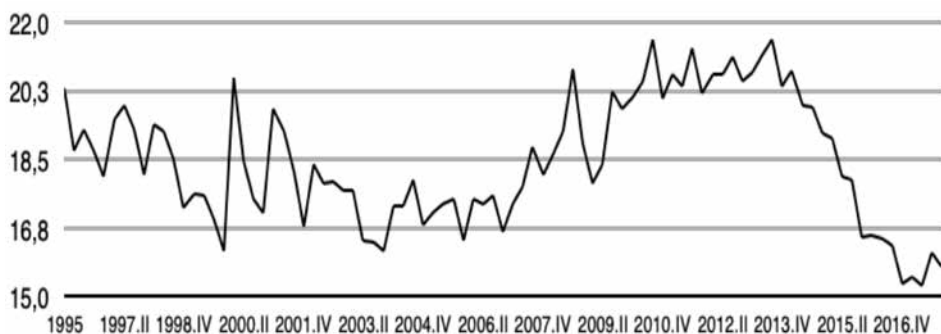
UN MODÈLE DE CROISSANCE À DOMINANTE FINANCIÈRE QUI LIMITE LES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS

Au cours des gouvernements du PT, l'économie brésilienne a connu des taux de croissance plus élevés que ceux enregistrés lors des deux gouvernements précédents (Collor de Mélo et Cardoso). Le contexte international favorable (le *boom* des *commodities* et l'expansion de l'économie mondiale) et un marché intérieur assez dynamique (on parle d'environ 40 millions de personnes qui auraient accédé aux couches

moyennes à la suite des politiques distributives adoptées) ont assuré une expansion moyenne du PIB de 3,5 % entre 2003 et 2014 (IBGE). Parallèlement on a assisté à une réduction sensible de la pauvreté et à une croissance moyenne du PIB par tête de 2,4 % durant la même période (IBGE)²⁶. Cependant, bien que la consommation des familles joue un rôle décisif dans la composition de la demande au Brésil, elle est incapable, bien entendu, de garantir une croissance soutenue. Le taux d'investissement n'a pas progressé de façon à garantir un dynamisme économique robuste.

Le taux d'investissement a quand même progressé sous les gouvernements du PT, pour atteindre 21,5 % au deuxième trimestre de 2010 et en 2013²⁷. Il commence à reculer à partir de 2015 pour atteindre son plus bas niveau historique en 2017 (15,60), nettement insuffisant pour assurer une croissance soutenue du pays. En 2016, la moyenne mondiale a été de 23,5 %²⁸. Comparativement à des pays comme la Corée (30 %), l'Inde (27 %), la Chine (43 %) et d'autres pays émergents (l'Indonésie, la Russie, le Mexique, entre autres), la formation brute de capital fixe (FBCF)²⁹ brésilienne est de loin la moins favorable³⁰.

FIGURE 7 Formation Brute de Capital Fixe



26. Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), en ligne.

27. *Ibid.*

28. Banque Mondiale, s.d., *Formation brute de capital fixe (% du PIB)*, en ligne.

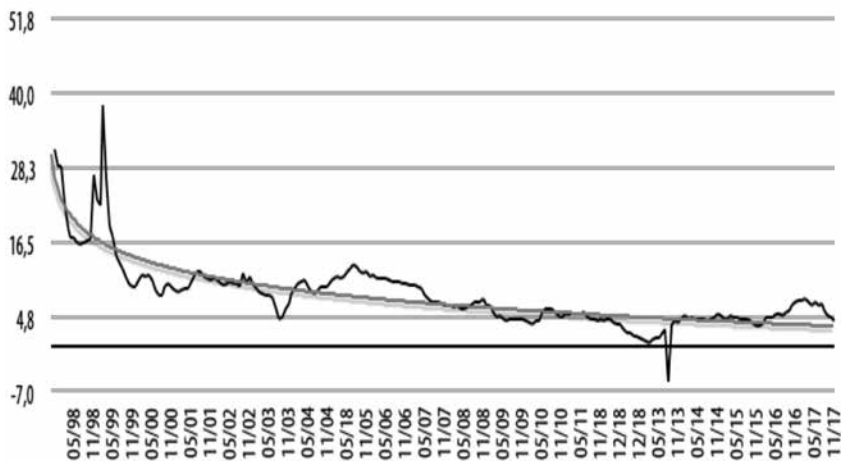
29. Taux d'investissement (la part des investissements dans le secteur productif sur le PIB).

30. Banque Mondiale, s.d., *Formation brute de capital fixe (% du PIB)*, *op. cit.*

Source : Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), s.d., «Contas Nacionais Trimestrais», en ligne.

L'explication la plus courante (orthodoxe) est que la propension à consommer au Brésil est élevée (ou que la propension à épargner est basse) et que le fardeau fiscal est lourd. Ceci n'explique pas vraiment le problème étant donné que le gouvernement a offert des ressources, à des taux d'intérêt plutôt généreux, aux grandes entreprises. En fait, le taux d'investissement dépend plutôt du désir des entreprises d'investir et, par conséquent, de leur capacité compétitive (une basse compétitivité implique un bas taux d'investissement). Il dépend aussi du coût d'opportunité. Autrement dit, une rentabilité élevée dans la sphère financière (des taux d'intérêts élevés) vis-à-vis du taux de rendement dans le secteur productif diminue l'intérêt des entreprises à investir et la richesse disponible finit par être drainée par le marché financier.

FIGURE 8 Taux d'intérêt réel (1997-2018)



Source : Banque centrale du Brésil (taux selic) et Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), en ligne.

Après la destitution, le taux d'intérêt réel est reparti à la hausse pour revenir à son niveau déjà très élevé (autour de 4 % et 4,5 %) d'avant la destitution. Considérant l'inflation espérée pour les prochains mois (*ex ante*), le taux d'intérêt réel, selon Infinity Asset Management et

Moneyou³¹ se situe actuellement à 2,54, ce qui est toujours très élevé si l'on considère le taux global d'au moins 0,06 % à l'année. On estime que le taux brésilien a été le sixième plus élevé au monde en mars 2018, après ceux de la Turquie, de l'Argentine, du Mexique, de la Russie et de l'Inde.

Il faut noter qu'un taux d'intérêt aussi élevé implique des conséquences assez désastreuses pour le contrôle de l'endettement public qui grandit au fur et à mesure que les recettes publiques se montrent impuissantes à financer l'ensemble des dépenses. Mais ce modèle est fonctionnel dans un régime d'accumulation à dominance financière étant donné que les taux d'intérêts fixés par la Banque centrale constituent la référence pour l'ensemble des applications sur le marché du crédit et le marché financier. Plus les taux d'intérêts directs sont élevés, plus l'ensemble des applications financières est profitable. Il faut noter que le gel des dépenses publiques approuvé sous Temer a atteint son objectif majeur, à savoir la garantie que le financement public de la dette ne sera pas interrompu et qu'il sera toujours prioritaire devant n'importe quelle autre dépense publique (notamment sociale). De ce point de vue, la destitution de Dilma Rousseff a été, sans doute, un succès.

UN AVENIR INCERTAIN

Le Brésil est entré dans une trajectoire incertaine, qu'il s'agisse du point de vue politique et institutionnel, ou du point de vue économique. La société brésilienne est en crise. Le pays se trouve à présent polarisé par des disputes idéologiques et politiques entretenues par les grands médias. La corruption a été élevée au premier rang des préoccupations nationales, ainsi que l'insécurité. Tous les autres problèmes structurels chroniques, y compris la dynamique distributive perverse, la désindustrialisation précoce et le modèle économique à dominance financière perdent de l'importance dans le débat national. Tous les problèmes au Brésil se résument, selon la vision sociale dominante fortement propagée par les grands médias, à une question morale, ce qui laisse le chemin ouvert à des opportunistes, voire à des solutions fascistes.

Du côté de la dynamique sociale, la destitution de la présidente Rousseff a représenté la fin du cycle des politiques sociales progressistes qui

31. Infinity Asset Management, et Moneyou, 2018, en ligne.

ont eu cours au pays depuis le début des années 2000. L'IDH brésilien, qui ne cessait de s'élargir, stagne depuis (0,754), plaçant le Brésil au dixième rang des pays les plus inégalitaires au monde³². La proportion des couches moyennes dans la structure sociale, qui s'était élargie jusqu'à atteindre 15,6 % entre 2002 et 2014³³, risque de se rétrécir. Il en va de même pour les pauvres. Selon la Banque Mondiale, 28,6 millions de personnes étaient sorties de la pauvreté au Brésil entre 2004 et 2014; la Banque démontre que, en 2017, entre 2,5 et 3,6 millions de Brésiliens sont repassés sous le seuil de pauvreté³⁴.

Côté politique, un gouvernement faible, qui ne fait que garantir sa survie, cède à toutes sortes de chantages des lobbies. Les réformes constitutionnelles et les nouvelles réglementations déjà annoncées tendent à continuer. Les élections présidentielles qui auront lieu cette année risquent de ne pas s'avérer légitimes.

Côté économique, avec la grave récession qui a eu lieu entre 2015 et 2016 (avec une chute du PIB de 3,5 % pour chaque année), l'économie brésilienne a eu du mal à se redresser. En 2017, selon l'IBGE, la croissance n'a été que de 1 %, poussée par des records observés dans la production agricole et dans l'exportation de produits de base, à l'exemple du soja. Le PIB par tête s'est à peine élevé (croissance de 0,2 %). Le PIB industriel, par contre, demeure stagnant, à la seule exception de l'industrie extractive. Le taux d'investissement est tombé à un minimum historique de 15,6 % du PIB et la consommation devra continuer à représenter la base de la croissance du PIB, voire 66 % du total³⁵. Par ailleurs, les taux d'intérêts réels continuent de s'élever fortement, accélérant la fuite des ressources vers la sphère financière et le modèle à dominante financière. Ceci dit, les conditions structurelles pour une croissance économique soutenue sont loin d'être satisfaisantes. Par conséquent, l'avenir de l'économie brésilienne reste sombre.

32. PNUD, Rapport sur le développement humain 2016, en ligne.

33. Adalberto Cardoso et Edmond Preteceille, 2017, « Classes Médias no Brasil: Do que se Trata? Qual seu Tamanho? Como Vem Mudando? » *Dados*, vol. 60, n° 4, p. 977-1023.

34. World Bank Group, 2017, « Salvaguardas Contra a Reversão dos Ganhos Sociais Durante a Crise Econômica no Brasil ». *Poverty and Inequality Motinoring: Latin America and the Caribbean*, en ligne.

35. Rafael Marko, 2018, « Emprego na indústria da construção pode crescer », *SindusCon*, 6 mars, en ligne.

CONCLUSION

La politique macroéconomique « lulo-petiste » n'a pas modifié les conditions structurelles qui sont à la base du sous-développement brésilien ; elle s'est alliée à la logique du marché financier, capable de dominer l'espace public et de restreindre les options du débat politique. Les taux d'intérêts fortement élevés, la valorisation de la monnaie, le surplus budgétaire, la politique monétaire quasiment endogène (le diagnostic erroné des causes de l'inflation), l'ouverture du compte capital, répondent, à vrai dire, aux exigences de valorisation du capital financier.

Depuis quelques années, l'économie brésilienne connaît un temps d'arrêt. La macroéconomie est un élément essentiel pour la sortir de cette inertie. Elle doit stimuler l'investissement productif (et pas la spéculation), le développement industriel, l'expansion de la compétitivité systémique et la consolidation d'un système national d'innovation robuste. Cela signifie taux de change compétitif, taux d'intérêts civilisés, investissements publics dans des secteurs stratégiques, infrastructures modernes, main-d'œuvre qualifiée et structure distributive moins perverse.

Pour atteindre ces objectifs, un changement de cap de la politique macroéconomique et un dépassement du modèle de croissance à dominante financière sont des conditions sine qua non. Bien sûr, d'autres changements sont indispensables pour que le Brésil retrouve son dynamisme, à la fois social et économique, à l'exemple de la réforme politique et des institutions (y compris du judiciaire), la démocratisation des médias, la réforme fiscale (impôts progressifs et sur les grandes fortunes, entre autres) et une réforme urbaine et des terres dont la discussion ne faisait pas partie de cet article.

Ceci veut dire qu'un autre agenda serait possible pour le Brésil. L'échec du modèle distributif néolibéral adopté par le lulo-petisme était prévisible. Lorsque la croissance économique s'accélère, les conflits distributifs sont moins évidents puisque l'on a l'impression d'élargir l'ensemble du bien-être. Et ceci a bien été le cas avant la crise mondiale de 2008. Dans les années 2000, les riches sont devenus plus riches, mais la prospérité a également touché les pauvres, par le biais de la politique sociale (dont le Bolsa Família est un paradigme) et de l'augmentation réelle du salaire minimum. Des taux d'intérêt assez généreux pour les rentiers et une monnaie valorisée ont alimenté la dynamique financière et ont fait

l'affaire des grosses entreprises (qui se sont financiarisées davantage) et des familles aisées dont le patrimoine s'est accru rapidement. Cependant, il a suffi d'un renversement des attentes et d'un ralentissement de la croissance pour mettre à terre le pacte distributif.

En raison de la dégradation de la « marque » Brésil (l'abaissement de la note de crédit par les agences de notation qui l'ont ramené en catégorie spéculative), l'élite financière (par le biais des grands médias qu'elle finance et des lobbies politiques qu'elle contrôle – a exigé d'en revenir à une austérité censée juguler les attentes et, par la suite, assurer le maintien du taux d'accumulation financière. Cependant, l'ensemble des réformes qu'elle a exigées – y compris les changements constitutionnels – n'avaient pas été acceptées lors des présidentielles. Bien que Rousseff ait emporté les élections, c'est le lulo-petisme qui avait gagné le scrutin. La destitution de la présidente Rousseff en 2016 signifiait, à vrai dire, le coup ultime porté à la prétention distributive des forces plus progressistes qui avaient gouverné le Brésil durant les treize années précédentes.

L'histoire récente du Brésil démontre que, gauche ou droite, le modèle économique à dominance financière a survécu aux cycles politiques et qu'il s'est même renforcé, faisant l'affaire des grandes banques et des rentiers à la fois nationaux et étrangers. Tant que ce modèle ne sera pas révisé (par un encadrement plus strict du capital financier, par exemple), voire révoqué, ils seront toujours les grands gagnants, et les cycles politiques au Brésil resteront conditionnés par la logique d'accumulation dans la sphère financière.

RÉFÉRENCES

Abranches, Sérgio Henrique Hudson, 1988, « Presidencialismo de coalizão : o dilema institucional brasileiro ». *Revista de Ciências Sociais*, vol. 31, n° 1, p. 5-14.

Revista da ESPM, 2017, numéro thématique « A dança das classes sociais. Depois da nova classe média e dos novos pobres, o Brasil nunca mais será o mesmo », en ligne [https://www.gfk.com/fileadmin/user_upload/dyna_content/BR/RESPM_ABR_MAI_JUN_2017_FF.pdf].

Banque centrale du Brésil, s.d., *Histórica das Necessidades de Financiamento do Setor Público*, en ligne [<https://www.bcb.gov.br/htms/infecon/seriehist-divliq-p.asp>].

- Banque Mondiale, s.d., *Formation brute de capital fixe (% du PIB)*, en ligne [<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ne.gdi.ftot.zs>].
- Bruno, Miguel et Ricardo Caffé, 2017, « Estado e financeirização no Brasil: interdependências macroeconômicas e limites estruturais ao desenvolvimento. Economia e Sociedade ». *Campinas*, vol. 26, p. 1025-1062.
- Bruno, Miguel et Ricardo Caffé, 2015, « Indicadores macroeconômicos de financeirização: metodologia de construção e aplicação ao caso do Brasil ». Dans Miguel Bruno (dir.), *População, espaço e sustentabilidade: contribuições para o desenvolvimento do Brasil*, Rio de Janeiro, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), p. 35-64.
- Cagnin, Rafael Fagundes, Daniela Magalhães Prates, Maria Cristina P. de Freitas et Luís Fernando Novais, 2013, « A gestão macroeconômica do governo Dilma (2011 e 2012). Novos estud ». *CEBRAP*, n° 97, p. 169-185, en ligne [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0101-3300201300030011&lng=en&nrm=iso].
- Cardoso, Adalberto et Edmond Preteceille, 2017, « Classes Médias no Brasil: Do que se Trata? Qual seu Tamanho? Como Vem Mudando? » *Dados*, vol. 60, n° 4, p. 977-1023, en ligne [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0011-52582017000400977&lng=en&nrm=iso].
- Carleial, Liana Maria da Frota, 2015, « Política econômica, mercado de trabalho e democracia: o segundo governo Dilma Rousseff ». *Estudos avançados*, vol. 29, n° 85, p. 201-214, en ligne [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0103-40142015000300014&lng=en&nrm=iso].
- Confederação Nacional da Indústria (CNI), en ligne [<http://www.portaldaindustria.com.br/cni/>].
- Infinity Asset Management e Moneyou, Ranking Mundial de Juros Reais, en ligne [<http://moneyou.com.br/wp-content/uploads/2018/03/rankingdejuros-reais210318.pdf>].
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), en ligne [<https://ww2.ibge.gov.br/home/default.php>].
- IPEA Data, en ligne [<http://www.ipeadata.gov.br/Default.aspx>].
- Marko, Rafael, 2018, « Emprego na indústria da construção pode crescer ». *SindusCon*, 6 mars, en ligne [<https://www.sindusconsp.com.br/emprego-na-industria-da-construcao-pode-crescer/>].
- Ministério do Trabalho, CAGED, en ligne [<https://caged.maisemprego.mte.gov.br/portalcaged/paginas/home/home.xhtml>].

- Oreiro, José Luis, 2017, « Governo Temer: Acertos e Equívocos da Política Econômica ». *The Huffington Post*, 20 février.
- PNUD, Rapport sur le développement humain 2016. Le développement humain pour tous, en ligne [http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2016_report_french_web.pdf].
- Parti des travailleurs, 2017. Resolução do VI Congresso Nacional, en ligne [<http://www.pt.org.br/6o-congresso-nacional-do-pt/>].
- World Bank Group, 2017, « Salvaguardas Contra a Reversão dos Ganhos Sociais Durante a Crise Econômica no Brasil ». *Poverty and Inequality Motoring: Latin America and the Caribbean*, en ligne [https://nacoesunidas.org/wp-content/uploads/2017/02/NovosPobresBrasil_Portuguese.pdf].
- World Bank. 2016. *Brazil - Systematic Country Diagnostic: Retaking the Path to Inclusion, Growth and Sustainability*. Washington, D.C.: World Bank Group, en ligne [<http://documents.worldbank.org/curated/en/239741467991959045/Brazil-Systematic-country-diagnostic-retaking-the-path-to-inclusion-growth-and-sustainability>].

3

GOUVERNEMENTS, PARTIS ET MOUVEMENTS SOCIAUX DANS LES ESPACES PUBLICS

ESPACE PUBLIC, RECOMPOSITION DES GAUCHES ET SYNDICALISME

Éléments de comparaison Argentine - Brésil

THOMAS COLLOMBAT

Université du Québec en Outaouais

Si l'on considère l'espace public comme un lieu d'émancipation et d'autonomie vis-à-vis des pouvoirs constitués, qu'il s'agisse de l'État ou du capital, alors celui-ci devrait être logiquement un espace d'appropriation par le syndicalisme. Le mouvement ouvrier s'est en effet défini, tout au long de son histoire, comme un outil d'organisation collective et de résistance aux limites de la démocratie libérale et aux différentes logiques de domination induites par le système capitaliste. Au sens géographique du terme, la « prise » de l'espace public appartient d'ailleurs au répertoire d'action privilégié du mouvement syndical : manifestations, marches et occupations sont autant de stratégies ayant lieu, la plupart du temps, sur les places et dans les rues constituant l'espace public physique des sociétés contemporaines.

Toutefois, ce rapport à l'espace public est également fonction des contradictions caractéristiques du mouvement syndical. Outil d'émancipation, celui-ci peut aussi se révéler vecteur de statu quo, par la négociation avec le capital et l'État de conditions permettant le maintien du système économique et politique. En Amérique latine, cette tension se fait d'autant plus vive que les syndicats ont été associés à la démocratisation de la

région mais aussi aux mécanismes corporatistes ayant permis la consolidation de régimes populistes et parfois autoritaires¹. Analyser le mouvement syndical en Amérique latine ne peut ainsi se faire sans prendre en compte le contexte historique dans lequel il s'est développé. Par ailleurs, l'émergence de nouveaux types de pratiques et d'organisations syndicales a été soulignée et considérée comme un regain du « syndicalisme de mouvement social » en rupture avec le modèle corporatiste².

C'est dans ce contexte que l'on se doit de s'interroger sur le positionnement du syndicalisme face à la recomposition des gauches dans la région. La victoire de Mauricio Macri à l'élection présidentielle de 2015 a ainsi marqué la sortie de l'Argentine de la « vague rose » dans laquelle elle était entrée en 2003³. À la tête de la coalition de droite « Cambiemos », Macri veut tourner la page de la « longue décennie » marquée par les politiques progressistes des époux Kirchner. Au Brésil, cette sortie s'est faite de façon autrement plus brutale par la destitution de la présidente Dilma Rousseff. Rapidement, les interprétations contradictoires ont fusé, certains parlant d'*impeachment* tandis que d'autres n'y voyaient rien de moins qu'un coup d'État institutionnel orchestré par la droite.

Dans les deux pays, ces événements marquent la fin d'une période politique au cours de laquelle les revendications syndicales ont eu l'oreille des gouvernements tant argentin que brésilien. Fidèle à la tradition péroniste, Néstor Kirchner et Cristina Fernández s'étaient assurés du soutien du mouvement syndical dans la mise en place de leurs politiques. Même si l'alliance entre syndicats et gouvernements kirchneristes avait pris des configurations variées et n'était pas exempte de tensions⁴, il est indéniable que la victoire de Macri ne fut pas accueillie avec enthousiasme dans les rangs syndicaux. Il en va de même au Brésil où l'alliance entre le Parti des Travailleurs (PT) et la Central Única dos Trabalhadores (CUT)

-
1. Les logiques corporatistes impliquent également les organisations patronales ; voir notamment le chapitre de Chiasson-Lebel, dans ce volume.
 2. Héctor Palomino, 2005, « Los sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colapso neoliberal en Argentina », dans Enrique de La Garza Toledo (dir.), *Sindicatos y nuevos movimientos sociales en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, p. 19-52 ; Ayse Serdar, 2015, « Reconsidering Social Movement Unionism in Postcrisis Argentina », *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 2, p. 74-89.
 3. Maria Esperanza Casullo, 2016, « Argentina Turns Right, Again », *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 4, p. 361-366.
 4. Paula Abal Medina, 2016, « Los trabajadores y sus organizaciones durante los gobiernos kirchneristas », *Nueva Sociedad*, n° 264, p. 72-86

constituait la pierre d'assise de la gouvernance de Lula da Silva comme de Dilma Rousseff. Si des tensions ont pu naître, en particulier au sein de la CUT, l'arrivée au pouvoir de Michel Temer fut assez largement considérée comme un recul pour le mouvement ouvrier. La confrontation à un exécutif adepte du néolibéralisme pose ainsi nécessairement la question des pratiques syndicales et de leur rapport à l'espace public.

Dans ce chapitre, nous proposons d'observer les mobilisations et réactions des mouvements syndicaux argentin et brésilien sous les gouvernements Macri et Temer et d'identifier quels enseignements, tant empiriques qu'analytiques, peuvent en être tirés sur les dynamiques animant le syndicalisme, son rapport à l'espace public et sa position face à la recomposition des gauches. Plus précisément, nous nous pencherons sur les organisations syndicales nationales dans la période allant de l'arrivée de Macri (décembre 2015) et de Temer (mai 2016) à la présidence jusqu'aux premières grèves générales déclenchées à leur rencontre (avril 2017).

Avant d'aborder la période en question, nous ferons quelques rappels importants sur les modèles syndicaux argentin et brésilien et sur la période du kirchnérisme et des gouvernements pétistes, indispensables à la compréhension de la situation actuelle.

LE MODÈLE SYNDICAL ARGENTIN

Ce que l'on peut qualifier de modèle syndical argentin, c'est-à-dire non seulement les principales règles juridiques encadrant la représentation et la négociation collectives mais aussi les conséquences institutionnelles en ayant découlé, a ses racines dans le régime de Juan Perón (1946-1955). À l'image d'autres leaders populistes de la région, Perón a instauré un régime corporatiste permettant à la fois le renforcement du mouvement ouvrier et une certaine dose de contrôle étatique sur le fonctionnement des organisations syndicales. Cette relation d'échange devait permettre à la fois le développement économique du pays, en garantissant notamment une « paix sociale », et la défense des intérêts de la classe ouvrière par la mise en place de régimes de protection sociale.

Le système de reconnaissance officielle des organisations syndicales est emblématique de cette approche. Si les lois du travail argentines permettent assez facilement la constitution de syndicats, seuls ceux

bénéficiant de la *personalidad gremial*, accordée par l'État, peuvent négocier des contrats collectifs couvrant la plupart du temps l'ensemble des travailleurs d'une même industrie. Autre caractéristique forte du corporatisme argentin : l'implication syndicale dans les systèmes de protection sociale au travers des *obras sociales* (OS). Gérées par les syndicats, les OS offrent à leurs membres des assurances médicales et des services de santé, pouvant aller jusqu'à des réseaux de cliniques et d'hôpitaux⁵. Une grande partie de leur budget repose toutefois sur des transferts de l'État, qui les utilise à l'occasion pour faire pression sur les syndicats. Durant la vague de réformes néolibérales des années 1990, les OS ont été largement mises en compétition avec des assurances privées et en ont souvent adopté les pratiques⁶. Consécutivement à ces changements, plusieurs syndicats opposés aux réformes ont choisi de ne pas participer au système d'OS.

La présence syndicale en milieu de travail est quant à elle assurée par des instances de délégués, les *comisiones internas* et les *cuerpos de delegados*. Souvent investies par les militants syndicaux, ces entités permettent de conserver un lien entre les structures nationales et la base syndicale. Elles peuvent toutefois également se montrer très autonomes des instances syndicales formelles et ainsi pousser le mouvement dans une direction plus revendicatrice ou mener des mobilisations sans l'aval des instances de direction⁷.

Incarnation de la dynamique corporatiste mise en place par Perón, la Confederación General del Trabajo (CGT) a longtemps dominé seule le paysage syndical interprofessionnel de l'Argentine⁸. Si la centrale s'est distinguée comme l'un des principaux appuis au régime, ce sont aussi

-
5. Silvia Tamez González et Pedro Moreno Salazar, 2000, « Seguridad social en América Latina », dans Enrique de La Garza Toledo (dir.), *Tratado latinoamericano de sociología del trabajo*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, p. 471-510.
 6. Sara Niedzwiecki, 2014, « The Effect of Unions and Organized Civil Society on Social Policy: Pension and Health Reforms in Argentina and Brazil, 1988-2008 », *Latin American Politics and Society*, vol. 56, n° 4, p. 22-48 ; Patricia A. Collado, 2015, « Social Conflict in Argentina. Land, Water, Work », *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 2, p. 125-141.
 7. Cora Cecilia Arias, Nicolás Diana Menendez et Paula Dinorah Salgado, 2015, « The Double Confrontation of Grassroots Unionism in Argentina. Union Democratization and Defense of Working Conditions », *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 2, p. 12-29.
 8. Daniel Giorgetti, 2016, « Un golpe contra el movimiento obrero », *Revista Ciencias Sociales*, n° 90, p. 28-33.

les dissensions croissantes entre la CGT et Perón qui contribuèrent à la chute de ce dernier.

La CGT est historiquement caractérisée par de fortes divisions internes, si bien qu'à plusieurs périodes de son histoire, on va parler de plusieurs CGT. Ce fut notamment le cas au lendemain de la dernière dictature militaire à l'issue de laquelle les syndicats à tendance « collaborationniste » et ceux ayant résisté de façon plus frontale à la dictature s'organisent dans deux CGT distinctes⁹. Il est donc important de ne pas considérer la CGT comme un bloc homogène mais plutôt comme une organisation traversée par des courants contradictoires et sujette aux velléités autonomistes de certains de ses plus puissants affiliés.

L'histoire de la CGT reflète les évolutions pour le moins contradictoires du péronisme. Quand Carlos Menem (président de 1989 à 1999), un péroniste néolibéral, mène à bien la privatisation et la dérégulation d'une grande partie de l'économie, plusieurs syndicats, issus en particulier du secteur public, refusent la ligne modérée de la CGT et la quittent pour fonder la Central de Trabajadores de la Argentina (CTA)¹⁰. Outre son opposition aux politiques néolibérales, la CTA va vite se caractériser par une approche plus ample du syndicalisme, en cherchant à rejoindre les travailleurs non organisés, en situation de précarité ou au chômage. Sur le plan organisationnel, elle va chercher à renouveler ses structures en privilégiant une organisation géographique plutôt que professionnelle et en autorisant des groupes non syndicaux (associations de quartier, de travailleurs informels, de chômeurs) à s'affilier.

La dichotomie CGT-CTA va ainsi symboliser les dynamiques contradictoires et pourtant complémentaires du syndicalisme argentin : d'une part, une centrale rompue aux logiques corporatistes mais encore incontournable de par son poids et ses connexions politiques fortes ; d'autre part, une organisation prônant un syndicalisme plus ouvert, autonome et progressiste, mais essentiellement cantonnée au secteur public. Cette schématisation atteint toutefois rapidement ses limites, comme nous le verrons plus tard, notamment en raison des divisions internes propres à chacune des centrales. Mais l'idée que le syndicalisme argentin oscille historiquement entre ces deux pôles, conçus alors comme idéaux-types,

9. Daniel Giorgetti, 2016, « Un golpe contra el movimiento obrero », *Revista Ciencias Sociales*, n° 90, p. 28-33.

10. Serdar, « Reconsidering Social Movement... », *op. cit.*

comporte une dimension analytique pertinente pour l'étude des évolutions plus récentes de ce mouvement. Elle révèle notamment que l'insertion du syndicalisme argentin dans l'espace public se joue à deux niveaux : industriel et politique. Dans ces deux espaces, on trouve à la fois des modalités d'insertion relevant du corporatisme (en articulation forte avec l'État) et d'autres plutôt associées à des dynamiques de mouvement social (la plupart du temps en opposition au pouvoir étatique).

LE MODÈLE SYNDICAL BRÉSILIEN

Le Brésil doit l'encadrement de ses relations du travail, consigné dans la *Consolidação das Leis Trabalhistas* (CLT) à Getúlio Vargas, président de 1930 à 1945 puis brièvement de 1951 à 1954. Partie intégrante de son projet d'*Estado Novo*, la CLT, adoptée en 1943, est explicitement inspirée des lois du travail de l'Italie mussolinienne¹¹. Elle met ainsi en place un corporatisme « pur » dans le sens où elle fait reposer la représentation collective sur les corporations professionnelles, c'est-à-dire par métier ou par secteur. Le contrôle étatique des activités syndicales est également très étroit, dans l'espoir d'étouffer toute forme de politisation. Malgré les nombreux changements de régimes, démocratiques comme autoritaires, que connaîtra le Brésil après l'adoption de la CLT, celle-ci restera quasiment intacte jusqu'à la récente réforme adoptée par le gouvernement Temer, en faisant l'une des institutions les plus stables du Brésil contemporain.

Ainsi, chaque catégorie professionnelle ne peut être représentée que par un seul syndicat par municipalité. Une fois accrédité, ce syndicat, ainsi que la fédération d'État et la confédération nationale auxquelles il est affilié, perçoivent une partie de « l'impôt syndical », une contribution obligatoire versée par tous les travailleurs représentés par ce syndicat, qu'ils en soient membres ou non. Une autre partie de l'impôt syndical va à l'État pour financer la Justice du travail. Ce système permet certes une grande stabilité financière des syndicats, mais il contribue également à encourager la création de « syndicats de papier » (les *pelegos*), dont le seul

11. John French, 2004, *Drowning in Laws. Labor Laws and Brazilian Political Culture*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press.

objectif est la collecte de l'impôt¹². En outre, il donne une très mauvaise image des syndicats, et la CUT demande d'ailleurs son remplacement par un système plus transparent et démocratique.

Le syndicalisme brésilien est connu pour être un syndicalisme *da porta da fábrica*, c'est-à-dire dont les activités ont lieu à l'extérieur des milieux de travail¹³. Longtemps, les syndicats n'ont pas eu le droit d'être présents dans les entreprises. Cette limitation a été l'une des premières dispositions combattues par le *Novo Sindicalismo* durant la dictature militaire¹⁴. Même si l'interdiction légale a depuis été levée, la vie syndicale dans les milieux de travail reste un défi important pour le syndicalisme brésilien, tant à cause de l'habitude prise par plusieurs organisations qu'en raison de l'opposition patronale.

Il est également important de noter que, jusqu'en 2007, les centrales syndicales n'étaient pas reconnues par l'État. Elles n'étaient plus formellement illégales depuis le retour à la démocratie, mais elles avaient un statut d'ONG et ne percevaient pas directement leur part de l'impôt syndical. Ceci visait à contrer toute forme de solidarité interprofessionnelle au sein du mouvement ouvrier afin d'éviter sa politisation et le développement d'une conscience de classe.

La centrale la plus importante aujourd'hui est aussi la plus ancienne. Née du *Novo Sindicalismo*, la CUT s'est progressivement imposée comme une organisation incontournable¹⁵. Elle a aussi été impliquée dès les premières heures dans la fondation du PT, ne laissant aucun doute sur ses orientations politiques. Dans les premières années du retour à la démocratie, elle n'a donc jamais soutenu les partis au pouvoir, soit le Partido do Movimento Democrático Brasileiro (PMDB) et le Partido da Social-Democracia Brasileira (PSDB) de Fernando Henrique Cardoso. Cette orientation ne convenant pas à tout le monde, plusieurs autres centrales vont se former au cours du temps, notamment Força Sindical (FS), considérée comme étant la plus représentative d'une tendance beaucoup

12. Karen Lang et Mona-Josée Gagnon, 2009, « Brazilian Trade Unions: In (In)Voluntary Confinement of the Corporatist Past », *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 64, n° 2, p. 250-269.

13. Adalberto Moreira Cardoso, 1997, « O sindicalismo corporativo não é mais o mesmo », *Novos Estudos*, n° 48, p. 97-119.

14. Ricardo Antunes, 1995, *O novo sindicalismo no Brasil*, Campinas, Pontes.

15. Leôncio Martins Rodrigues, 1990, *CUT: os militantes e a ideologia*, São Paulo, Paz e Terra.

plus (néo)libérale au sein du syndicalisme brésilien¹⁶. La CUT va aussi développer des liens importants avec de nombreux autres mouvements sociaux, notamment le Mouvement des sans-terre (MST) et les groupes de lutte pour l'accès au logement ou les droits des femmes. On retrouve donc dans la dynamique d'insertion du syndicalisme brésilien dans l'espace public la dichotomie corporatisme/mouvement social. Toutefois, contrairement au cas argentin, celle-ci se joue beaucoup plus dans le champ politique que dans le champ industriel. Par ailleurs, elle se manifeste, au moins dans le cas de la CUT, par une stratégie de soutien exclusif à un parti politique plutôt qu'à une famille idéologique dont les configurations peuvent varier avec le temps (le péronisme, dans le cas argentin).

L'ARGENTINE DES KIRCHNER ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

L'entrée de l'Argentine dans la « Vague rose » qui vit la plupart des pays d'Amérique du Sud élire des gouvernements progressistes au cours des années 2000, se fit dans des conditions pour le moins tumultueuses. La crise de 2001 avait non seulement mis à terre l'économie argentine mais également entraîné une profonde instabilité politique. Alors que quatre présidents se succédaient en l'espace de quelques semaines, le mécontentement se faisait ressentir non seulement au sein des couches les plus pauvres de la société (symbolisées par le mouvement des *piqueteros*, partiellement lié au mouvement syndical) mais également dans la classe moyenne, qui voyait elle aussi son avenir se boucher (et qui participait massivement aux fameux *cacerolazos*).

L'élection de Néstor Kirchner ne relève pas, comme ailleurs en Amérique latine, d'un travail de longue haleine de la gauche soutenue par les syndicats. Kirchner est au contraire un pur produit de la politique argentine. Gouverneur péroniste de la province de Santa Cruz, dans le Sud du pays, il a même été ministre de Menem. Habile tacticien, il a su toutefois jouer sur les mécanismes internes du Partido Justicialista (PJ), notamment en s'assurant du soutien de plusieurs gouverneurs, tout en proposant une alternative au vide politique de l'époque.

16. Leôncio Martins Rodrigues et Adalberto Moreira Cardoso, 1993, *Força Sindical. Uma análise sócio-política*, São Paulo, Paz e Terra.

Au pouvoir, Kirchner renoue avec la tradition du péronisme de gauche, notamment en adoptant une attitude beaucoup plus ferme vis-à-vis des prêteurs internationaux, en s'attaquant aux intérêts des grands producteurs agricoles argentins et en promouvant une approche néo-développementaliste axée vers une réindustrialisation du pays¹⁷. En outre, le gouvernement renationalise de nombreuses entreprises privatisées sous Menem et passées sous contrôle étranger, dont certaines très symboliques comme la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas ou la pétrolière YPF.

Sur le plan des relations du travail, le gouvernement Kirchner a non seulement promu des négociations de branches (appelées *paritarias*) régulières afin de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, mais il a également poussé pour une relance des négociations locales pour permettre aux syndicats qui le pouvaient d'aller chercher des conditions encore plus favorables qu'au niveau de la branche. Ces mesures ont permis une diminution sensible du taux de chômage, une amélioration des conditions salariales et la réincorporation de nombreux travailleurs dans le secteur formel. Des critiques soulignent toutefois que ces gains se sont souvent faits au prix d'une précarisation de l'emploi qui avait commencé dès l'époque des réformes néolibérales des années 1990¹⁸. Mais ce sont ces mêmes travailleurs précarisés qui ont su s'emparer à nouveau des *comisiones internas* et *cuerpos de delegados* pour insuffler une énergie nouvelle aux mobilisations syndicales sous les Kirchner, quitte à défier les structures officielles nationales. Les impacts du kirchnerisme sur le syndicalisme sont donc multiples et parfois contradictoires : relance des négociations collectives et amélioration du pouvoir d'achat viennent de concert avec une précarité constante et une reprise des conflits dans les milieux de travail.

Ce programme séduit bien entendu les centrales syndicales, qui offrent dans un premier temps un soutien enthousiaste au nouveau locataire

17. Ricardo Sidicaro, 2011, « Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011) », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 82, p. 55-75.

18. Paula Varela, 2016a, « Balancing the New and the Old: Precarious Workers' Resistance in Rank and File Unionism in Argentina ». *WorkingUSA*, n° 19, p. 105-123 ; et 2016b, « ¿Revitalización sindical sin debate de estrategias ? » dans Paula Varela (dir.), *El gigante fragmentado. Sindicatos, trabajadores y política durante el kirchnerismo*, Buenos Aires, Final Abierto, p. 13-50.

de la Casa Rosada¹⁹. Toutefois, quand les politiques kirchnéristes commencent à trouver leurs limites, en particulier sous les mandats de Cristina Fernández de Kirchner, les tensions réapparaissent entre le camp péroniste et les centrales²⁰. S'ajoute à cela le fait que plusieurs personnes, au sein de la CTA, reprochent aux Kirchner d'être revenus sur leur parole d'accorder une reconnaissance officielle à cette centrale, préférant consolider leur alliance avec la CGT.

Ces tensions finiront par avoir des conséquences très concrètes puisqu'en 2010, la CTA se divise entre ceux qui soutiennent le kirchnérisme, tout en le critiquant, et ceux qui décident de s'opposer plus frontalement au gouvernement. Les premiers forment la CTA de los Trabajadores (CTA-T), tandis que les seconds lancent la CTA Autónoma (CTA-A). Un mouvement similaire se produit au sein de la CGT, qui se divise en trois courants : ses composantes les plus critiques se retrouvent dans la « CGT Azopardo » ; celles qui continuent d'apporter leur soutien à Fernández de Kirchner, dans la « CGT Balcarce » ; et enfin les composantes les plus conservatrices se rallient à la « CGT Azul y Blanca »²¹.

C'est donc sur un paysage syndical très éclaté que se conclut la « décennie gagnée » des Kirchner, mais aussi sur une scène où les mobilisations à la base sont importantes même si les gains des premières années suivant la crise de 2001 ont été contrecarrés par de nouveaux reculs, en raison de la crise de 2008 notamment. La diversité des rapports à l'espace public s'illustre donc bien par des interventions tant dans le champ politique qu'industriel et par un rapport en tension vis-à-vis de l'État kirchnériste, tantôt allié, tantôt adversaire.

LE BRÉSIL DU PT ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

Au Brésil, l'élection de Lula lors de sa quatrième tentative fut surtout la consécration du travail de terrain effectué par le PT, qui avait patiemment réussi non seulement à construire et renforcer l'image de son

19. Martín Armelino, 2011, « Syndicats et politique sous les gouvernements kirchnéristes », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 82, p. 33-53.

20. Sur les dynamiques de polarisation politique sous le kirchnérisme, voir le chapitre de Vommaro dans ce volume.

21. Abal Medina, « Los trabajadores y sus organizaciones durante los gobiernos kirchneristas », *op. cit.*

leader, mais aussi à faire élire des députés et des maires dans plusieurs régions importantes du pays. Auréolé par son image de « parti anti-système », le PT bénéficiait d'une réputation de pureté tranchant avec la corruption endémique du système politique brésilien. Pour la CUT, il s'agissait de l'aboutissement de décennies d'action politique et de l'ouverture d'une période durant laquelle ses revendications allaient enfin pouvoir être considérées à Brasilia, tant en ce qui concerne l'encadrement légal du syndicalisme que dans le domaine plus vaste des politiques sociales et économiques. De fait, plusieurs dirigeants CUTistes passèrent au gouvernement, non seulement au ministère du Travail mais aussi dans d'autres secteurs²².

Les résultats ne furent toutefois pas à la hauteur des attentes syndicales, car c'est une chose que de conquérir la présidence, c'en est une autre de conquérir le Congrès fédéral, au sein duquel le PT n'a jamais été près d'avoir une majorité à lui seul. Cette *realpolitik* brésilienne a forcé le PT à constituer des coalitions de gouvernement (appelées *base aliada*) toujours plus hétéroclites²³. En conséquence, le PT n'a pu appliquer l'ensemble de son programme et a dû abandonner, en particulier, toute refonte majeure de la CLT. Une exception importante fut la reconnaissance légale des centrales syndicales, finalement acquise en 2007, et qui conduira à une recomposition du paysage syndical national puisqu'elle fixe un seuil minimum de membres pour être reconnue. C'est ainsi que naîtront successivement l'União Geral dos Trabalhadores (UGT), issue de la fusion de plusieurs petites centrales et syndicats indépendants, ainsi que la Nova Central Sindical dos Trabalhadores (NCST), rassemblement assez disparate de syndicats ayant une conception plutôt corporatiste du syndicalisme²⁴.

Sur le plan des politiques économiques et sociales, il est généralement reconnu aux gouvernements du PT, en particulier sous les deux mandats de Lula, d'avoir réduit la très grande pauvreté, grâce notamment au programme *Bolsa Família*. Toutefois, aucune rupture durable avec le

22. Andréia Galvão, 2016, « Political Action and the Brazilian Labour Movement: Issues and Contradictions Facing PT Governments », *Studies in Political Economy*, n° 97, p. 270-284.

23. Sean Purdy, 2017, « Brazil's June Days of 2013: Mass Protest, Class, and the Left », *Latin American Perspectives*, en ligne.

24. Andreia Galvão, Paula Marcelino et Patrícia Vieira Trópia, 2015, *As Bases Sociais das Novas Centrais Sindicais Brasileiras*, Curitiba, Appris.

modèle de développement précédent n'a été constatée²⁵. Tant la primarisation de l'économie brésilienne que sa financiarisation sont restées des caractéristiques majeures²⁶, et les conséquences s'en sont fait ressentir sur le marché du travail. Alors qu'un léger recul du « travail informel » s'est vérifié, la précarité de l'emploi est restée criante, tant en termes de qualité des emplois que des conditions de travail²⁷. Purdy rappelle que les deux premières catégories d'emplois sur le marché formel restent les travailleuses domestiques et les agents de centres d'appel²⁸. Boito et Saad Filho avancent ainsi que, sous les gouvernements du PT, c'est l'affrontement entre les bourgeoisies « interne » et « internationalisée » qui a caractérisé les luttes au sommet de l'appareil d'État, plutôt qu'entre travail et capital²⁹.

Sur le plan des mobilisations, celles-ci apparurent surtout sous les mandats de Dilma, en raison des effets de la crise économique qui a nui aux capacités redistributrices de l'État brésilien. Si le nombre de grèves, surtout locales, a fortement augmenté, les tentatives de mobilisation nationales sont, quant à elles, restées très modestes. Le symbole le plus éclatant de cette incapacité des centrales à canaliser la contestation fut sans doute les « Journées de juin », en 2013, au cours desquelles un vaste mouvement d'opposition à la hausse des tarifs du transport en commun a su non seulement faire descendre dans la rue des foules considérables, mais aussi faire fléchir plusieurs administrations locales³⁰. Les centrales sont restées, au mieux, des acteurs périphériques de ce mouvement³¹. C'est bien que là que le modèle d'insertion dans l'espace public des centrales brésiennes montre ses limites. Si le choix stratégique du PT s'est révélé gagnant dans un premier temps, il n'a su s'appuyer sur des mobilisations continues, notamment dans les milieux de travail. Finalement,

25. Sue Branford et Jan Rocha, 2015, *Brazil Under the Workers Party. From Euphoria to Despair*, Rugby, Practical Action Publishing.

26. Voir le chapitre de Rodrigues Barreto, dans ce volume.

27. Ruy Braga, 2014, « Precariado e Sindicalismo n° Sul Global », *Revista Outubro*, n° 22, p. 36-61.

28. Purdy, « Brazil's June Days of 2013... », *op. cit.*

29. Armando Boito et Alfredo Saad Filho, 2016, « State, State Institutions, and Political Power in Brazil », *Latin American Perspectives*, vol. 43, n° 2, p. 190-206.

30. Alfredo Saad Filho, 2014, « Brazil: Development Strategies and Social Change from Import-Substitution to the "Events of June" », *Studies in Political Economy*, n° 94, p. 3-30.

31. Purdy, « Brazil's June Days of 2013... », *op. cit.*

les syndicats en arrivent même à être dépassés par d'autres mouvements sociaux comme moteurs de la contestation.

La proximité de la CUT avec le PT créa par ailleurs de nombreuses dissensions dans son aile gauche, conduisant à la création de plusieurs petites organisations sécessionnistes, notamment l'Intersindical et Conlutas. En 2007, les syndicats de la CUT proches du Partido Comunista do Brasil (PCdoB), allié traditionnel mais versatile du PT, quittèrent également la centrale pour former la Central dos Trabalhadores do Brasil (CTB). Au final, les années de pouvoir du PT donnent surtout lieu à une division assez forte du mouvement syndical (voir figure 1).

FIGURE 1 La recomposition du syndicalisme brésilien

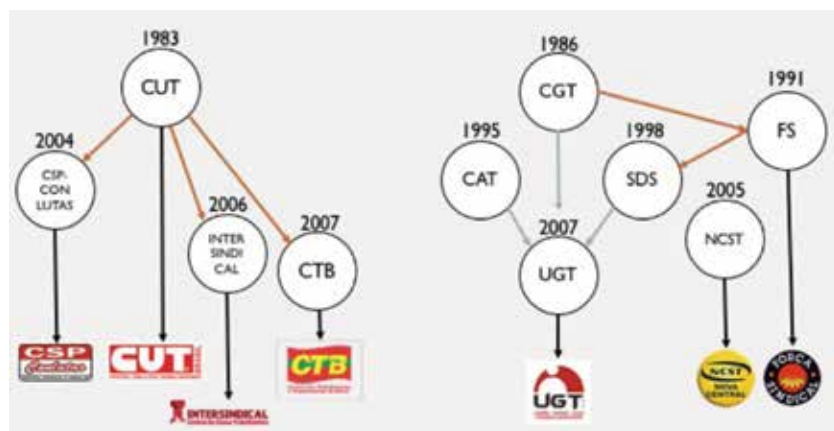


Schéma de l'auteur.

MACRI OU LE RETOUR (PARTIEL) AU NÉOLIBÉRALISME

L'élection présidentielle argentine de 2015 consacra l'éclatement de la large coalition péroniste que Fernández de Kirchner et son défunt époux avaient bâti depuis le début des années 2000. Non seulement son « successeur officiel » et candidat du Frente para la Victoria (FPV), Daniel Scioli, était assimilé à l'aile plutôt modérée du kirchnérisme, mais en plus la « famille » péroniste se trouvait à nouveau divisée par la candidature de Sergio Massa, représentant des courants plus conservateurs.

À droite, l'Unión Cívica Radical (UCR), adversaire historique du péronisme, avait plutôt décidé de soutenir la candidature de Macri, maire sortant de Buenos Aires et fondateur d'un nouveau parti d'orientation libérale, Propuesta Republicana (PRO). Ce dernier l'emporta de justesse au deuxième tour face à Scioli, scellant ainsi la période kirchnériste.

Les premières décisions prises par l'administration Macri donnèrent clairement le ton : dévaluation du peso face au dollar, assouplissement des contrôles à l'importation, et discours en faveur d'accords de libre-échange allant même jusqu'à suggérer que l'Argentine puisse rejoindre le Partenariat transpacifique. Plusieurs membres influents du cabinet Macri sont directement issus du milieu des affaires, et aucun effort n'est fait pour relancer les *paritarias* dans le secteur public, ce qui entraîne un appauvrissement de la fonction publique face à une inflation galopante³².

Macri a su toutefois utiliser les leviers traditionnels de la politique argentine pour convaincre les trois CGTs de s'asseoir avec lui : il a presque explicitement échangé un déblocage des fonds des *obras sociales* pour obtenir de la centrale qu'elle accepte de se faire l'interlocuteur du gouvernement et de négocier ainsi les conditions de l'austérité³³. Dans ce nouveau contexte politique qui ébranle leurs alliances politiques traditionnelles, les trois CGT ont décidé de se réunifier en août 2016, sans pour autant se doter d'une direction unique. À la place, c'est un « triumvirat » composé des dirigeants de chaque tendance qui conduira les destinées de la centrale³⁴. Au-delà de la nécessité stratégique ayant conduit à la réunification, les dissensions internes restent donc fortes.

Sur le fond, la CGT a commencé par se battre sur ses priorités traditionnelles, c'est-à-dire celles touchant aux travailleurs formels « protégés » qui forment le cœur de son membership³⁵. Face à la baisse du pouvoir d'achat, plusieurs de ses syndicats ont donc réussi à négocier des bonis

32. Mariana Fernández Massi et Paula Belloni, 2016, « Los derechos y la derecha: el empleo público en tiempos de Macri », *Épocas*, n° 3.

33. Jaime Rosenberg, 2016b, « Macri les reintegró el dinero de las obras sociales a los gremios », *La Nación*, 3 août, en ligne.

34. Julián Bruchstein, 2016, « Un triunvirato para unificar a la CGT », *Página/12*, 22 août, en ligne.

35. 2017a, « El Gobierno busca respaldo sindical para avanzar con su agenda de reformas laborales », *La Nación*, 20 janvier, p. 14 ; Jaime Rosenberg, 2016a, « Macri buscará conciliar los reclamos de la CGT y de los empresarios », *La Nación*, 21 novembre, p. 9.

salariaux de fin d'année mais qui restent réservés à une portion somme toute minimale de la classe ouvrière³⁶. Au plan national, c'est la bataille contre l'*impuesto a las ganancias* qui a animé de nombreuses mobilisations. Cet impôt sur le revenu est considéré par la CGT comme pesant trop lourdement sur la classe moyenne. Or Macri avait annoncé vouloir se reposer encore plus sur cette source de revenus pour combler les déficits publics. La CGT en avait fait un de ses chevaux de bataille et, au terme de plusieurs mois de négociations, a réussi à faire battre le projet de Macri au congrès national, où le Président est minoritaire, en utilisant les liens historiques qu'elle possède avec les blocs parlementaires péronistes³⁷. Force a été de constater que même sans gouvernement péroniste, la CGT conserve une influence non négligeable dans la sphère parlementaire.

Les CTA, quant à elles, se retrouvent dans une opposition forte au gouvernement et refusent de s'asseoir à la table tant que certaines revendications ne seront pas satisfaites, notamment la relance des *paritarias*. Elles ont organisé conjointement une grande *Marcha Federal* le 31 août 2016 à Buenos Aires, le jour même où, symboliquement, les représentants de la CGT rencontraient le gouvernement au ministère du Travail, sous les fenêtres duquel passait la manifestation³⁸. Outre les militants des deux CTA, les cortèges comptaient de nombreuses organisations politiques de gauche et de la constellation péroniste (La Campora notamment, mais aussi la « Corriente Federal » de la CGT ne se reconnaissant dans aucun des trois courants à la direction de la CGT). On notait aussi la présence de mouvements traditionnellement alliés du kirchnérisme, comme les Mères de la Place de Mai, ainsi que de nombreuses banderoles et affiches demandant la libération de Milagro Sala, leader du mouvement indigène Túpac Amaru (affilié à la CTA), emprisonnée depuis janvier 2016³⁹.

36. Nicolás Balinotti, 2016, « Fuerte disparidad en los bonos de fin de año », *La Nación*, 27 novembre, p. 27.

37. Werner Pertot, « El Gobierno tuvo que abrir la billetera », *Página/12*, 20 décembre, p. 2-3 ; Jaime Rosenberg, 2016c, « Un acuerdo entre la CGT y el Gobierno destraba el debate por el proyecto de Ganancias ». *La Nación*, 20 décembre, p. 8.

38. Nicolás Balinotti, 2016, « El Gobierno y las dos caras de la protesta », *La Nación*, 3 septembre, en ligne.

39. Ces données ont été recueillies lors de l'observation de cette manifestation, réalisée par l'auteur.

L'ambiance était similaire le 4 novembre 2016, lors de la Journée continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme, lancée à l'initiative de la Confédération syndicale des Amériques (CSA), qui rassemble la plupart des centrales syndicales du continent américain⁴⁰. Cette mobilisation visait non seulement à protester contre les nouveaux gouvernements conservateurs ayant pris le pouvoir en Amérique latine mais aussi à commémorer le 11^e anniversaire de l'échec de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). Comme cette victoire syndicale et populaire avait eu lieu au Sommet des Amériques de Mar del Plata en 2005, la CTA-A avait décidé de faire de cette ville son principal lieu de ralliement pour le 4 novembre⁴¹. Une marche y fut organisée, et l'on y retrouvait des représentants des deux CTA, des organisations de quartier affiliées à la centrale (*Movimiento Barrial de la CTA*) et diverses organisations de travailleurs du secteur informel. Si quelques-uns des discours prononcés à la fin de la manifestation mentionnaient la dimension continentale de cette mobilisation, les principales revendications portaient toutefois sur des enjeux nationaux, notamment la relance des *paritarias* et l'opposition au gouvernement Macri. Plusieurs intervenants issus des CTA critiquaient notamment la CGT pour ne pas avoir suivi les CTA dans leur volonté d'aller vers la grève générale, tout en saluant la participation des cégétistes du « Corriente Federal » aux manifestations.

Outre les centrales syndicales, la mobilisation du travail est aussi le fait de groupes représentant les travailleurs précarisés, pauvres ou de l'économie informelle. Ils sont principalement issus du mouvement *piquetero* de la crise de 2001 et rassemblent notamment les travailleurs organisés en coopératives dont plusieurs ont obtenu le soutien du gouvernement dès les premières années de l'ère Kirchner⁴². Parmi eux, la Confederación de Trabajadores de la Economía Popular (CTEP), l'organisation Barrios de Pie, et la Corriente Clasista y Combativa (CCC), furent les principales instigatrices d'une grande marche le 7 août 2016, jour de la San Cayetano (saint patron du travail) qui est une journée traditionnelle

40. Marcelo Silva de Sousa, 2016, « Con críticas a la cúpula de la CGT, las CTA llamaron a "construir un paro" », *La Nación*, 5 novembre, p. 30; *Página/12*, 2016, « Los manifestantes piden unidad », 5 novembre, p. 2.

41. *La Capital*, 2016, « La CTA marchó contra el ajuste y en defensa del salario y el trabajo », 5 novembre, p. 11.

42. Maxime Quijoux, 2011, « Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale », *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, p. 91-105.

de revendications syndicales en Argentine, réclamant une meilleure reconnaissance au gouvernement Macri⁴³.

Parmi les centrales, ce sont les CTA qui sont traditionnellement les plus proches de ces mouvements et il n'est pas rare de voir certains de leurs militants dans les manifestations des groupes de travailleurs informels, et vice versa. Après les premières négociations engagées par la CGT avec le gouvernement Macri, la CTEP, Barrios de Pie et la CCC se sont inscrites en faux contre ces discussions et ont soutenu l'initiative des CTA d'aller vers la grève générale⁴⁴. Par contre, il est intéressant de constater que c'est la CGT qui, de concert avec la CTEP, a organisé une manifestation le 18 novembre 2016 pour soutenir l'adoption par le Congrès d'une loi d'urgence sociale en faveur des travailleurs les plus démunis⁴⁵. Ici, les travaux de Rossi sur la « seconde vague d'incorporation » caractérisant le mouvement *piquetero* argentin⁴⁶ peuvent être utiles pour comprendre les contradictions de ces groupes, pris entre une volonté d'autonomie et de renouvellement du lien entre la société civile et l'État, et la nécessité de bâtir des alliances politiques pour arriver à leurs fins, quitte à le faire auprès d'organisations corporatistes traditionnelles. Les rapports parfois ambivalents de la CTEP à la CGT comme aux CTA sont révélateurs de ces tensions.

L'unité d'action observée entre les deux CTA a atteint un nouveau sommet à la fin janvier 2017, quand les deux organisations ont annoncé qu'elles entamaient les démarches en vue de leur réunification⁴⁷. Le processus devrait toutefois prendre au moins un an et obtenir l'aval de toutes les instances. Contrairement à la CGT dont l'histoire est jalonnée de divisions et de rassemblements, la rupture de la CTA avait été un événement difficile de sa jeune histoire. Avant la fusion formelle, les travaux en commun, notamment la mobilisation contre Macri, se poursuivront de concert.

43. *La Nación*, 2016, « Organizaciones sociales y gremios marcharon contra el Gobierno a Plaza de Mayo y exigieron un "comité de crisis" », 7 août, en ligne.

44. Marcelo Silva de Sousa, 2016, « Disconformes con la CGT, las agrupaciones sociales juntan fuerzas con la CTA », *La Nación*, 17 octobre, p. 9.

45. *Página/12*, 2016, « Macri y Peña sa lavan las manos », 21 novembre, p. 7.

46. Federico M. Rossi, 2015, « The Second Wave of Incorporation in Latin America: A Conceptualization of the Quest for Inclusion Applied to Argentina », *Latin American Politics and Society*, vol. 57, n° 1, p. 1-28.

47. Julián Bruchstein, 2017, « La unidad contra el ajuste », *Página/12*, 30 janvier, en ligne.

Finalement, après des mois de sollicitations et de pressions, la CGT a accepté de déclencher sa première grève générale contre le gouvernement Macri le 6 avril 2017⁴⁸. Soutenue par les CTA, cette grève n'a toutefois pas été organisée conjointement par les centrales et a été largement couverte dans les médias comme « la grève générale de la CGT ». Pour les CTA, c'est tout de même une victoire tactique importante puisqu'elles savent qu'à elles deux, en raison de la taille de leur membership et de leur forte concentration dans le secteur public, elles ne peuvent déclencher de grève générale significative. L'appel de la CGT, qui a notamment bloqué les transports en commun de la capitale argentine, a eu un impact beaucoup plus important, et lance au gouvernement Macri le message que le temps du dialogue touche peut-être à sa fin.

La sortie de la vague rose ne semble donc pas avoir considérablement remis en cause les modalités d'insertion du syndicalisme argentin dans l'espace public. Comme cette participation reposait notamment sur la présence en milieu de travail, celle-ci a pu se poursuivre même sous un gouvernement hostile. Par ailleurs, les alliances politiques flexibles de la CGT en particulier et sa capacité à influencer le bloc parlementaire péroniste lui ont permis de conserver une place importante dans cette arène.

IMPEACHMENT, COUP D'ÉTAT ET RETOUR BRUTAL AU POUVOIR DE LA DROITE BRÉSILIENNE

La fin du quatrième mandat pétiste au Palais du Planalto fut autrement plus dramatique que l'élection présidentielle argentine de 2015. Après des mois d'efforts, l'opposition à la présidente Dilma Rousseff, réélue en 2014, réussit à la déloger en mai 2016 en utilisant la procédure de destitution (*impeachment*) prévue par la Constitution brésilienne. Déclenché sous prétexte d'irrégularités budgétaires pourtant largement utilisées par d'autres gouvernements brésiliens (le « rétro-pédalage »), l'*impeachment* a été amplement dénoncé par le PT et d'autres composantes de la gauche comme permettant en fait à la droite de revenir au pouvoir en ayant pourtant perdu l'élection de 2014⁴⁹. C'est ainsi que la manœuvre

48. Nicolás Balinotti, 2017b, « La CGT desafía al Gobierno con su primer paro general contra el plan económico », *La Nación*, 6 avril, en ligne.

49. Sean Purdy, 2016, « Brazil at the Precipice », *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 2, p. 107-110.

fut vite qualifiée de coup d'État⁵⁰. Bien qu'elle n'en ait pas été à l'origine, la droite brésilienne sut profiter de la vague de mécontentement déclenchée par les Journées de juin pour la faire tourner en sa faveur. Alors que les manifestations de 2013 portaient à l'origine un discours de classe visant une meilleure justice sociale, elles ont été réarticulées autour d'une thématique anti-corruption visant presque exclusivement le PT⁵¹.

Force est de constater qu'une fois consacré président, l'ancien vice-président de Rousseff, Temer, a engagé une réorientation drastique des politiques publiques et appelé l'opposition de droite à siéger au gouvernement, consacrant ainsi la rupture de son parti, le PMDB, avec le PT⁵². Le report de l'âge de la retraite et le gel des dépenses publiques ont symbolisé ce virage⁵³.

Le tout se déroule toutefois dans une ambiance délétère. L'opération *Lava Jato*, qui a coûté son poste à Dilma, éclabousse l'ensemble de la classe politique brésilienne, incluant les partis maintenant au gouvernement. Les pages politiques des grands journaux brésiliens sont presque entièrement consacrées aux affaires judiciaires, et les arrestations se multiplient. La contestation sociale se fait donc encore sentir, y compris à droite, et on assiste même à des appels au retour au pouvoir des militaires. Même marginaux, ces mouvements se font parfois entendre de façon spectaculaire, comme lors de l'invasion par une cinquantaine de manifestants, dont certains armés, de la Chambre des députés fédérale à Brasilia le 16 novembre 2016⁵⁴.

Le monde syndical est encore passablement ébranlé par la tournure des événements. Du fait de son association historique avec le PT, la CUT est fortement assimilée, dans l'opinion publique, au gouvernement Dilma. Elle a d'ailleurs explicitement condamné et combattu la

50. Ivana Jinkings, Kim Doria et Murilo Cleto (dir.), 2016, *Por Que Gritamos Golpe? Para Entender o Impeachment e a Crise Política no Brasil*, São Paulo, Boitempo; voir aussi le chapitre d'Edison Barreto (ce volume).

51. Alexandre Fortes, 2016, « Brazil's Neoconservative Offensive », *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 3, p. 217-220.

52. Benjamin A. Cowan, 2016, « Holy Ghosts of Brazil's Past », *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 4, p. 346-352.

53. Afonso Benites, 2017, « Entenda a nova proposta de reforma da Previdência de Temer ». *Folha de São Paulo*, en ligne.

54. Daniel Carvalho, Ranier Bragon et Paulo Gama, 2016, « Manifestantes de direita promovem quebraquebra e invadem a Câmara », *Folha de São Paulo*, en ligne.

démarche d'*impeachment*, aux côtés de la CTB. Encore aujourd'hui, ces deux centrales persistent à considérer le gouvernement Temer comme illégitime et refusent d'engager des discussions avec lui⁵⁵. Leur capacité de mobilisation semble toutefois limitée. Une tentative de grève générale le 11 novembre 2016 n'a donné lieu qu'à de faibles manifestations, notamment du fait que les autres centrales s'en sont retirées⁵⁶. La CUT a également réussi à mettre de son côté les principales organisations syndicales internationales de la région, la CSA et la Coopération des centrales syndicales du Cône Sud (CCSCS), qui ont toutes deux condamné le coup d'État⁵⁷.

Il n'y a toutefois pas unanimité au sein des centrales brésiliennes. À l'autre extrémité du spectre, on trouve Força Sindical (FS). Son leader, Paulinho, qui a fondé un nouveau parti politique (*Solidariedade*)⁵⁸, a pris fait et cause pour la démarche d'*impeachment* et est en dialogue ouvert avec l'administration Temer. FS a également annoncé son retrait de la CSA, considérant cette dernière comme étant sous l'influence de la CUT⁵⁹. L'UGT prône une approche légaliste du coup d'État, indiquant que celui-ci est malgré tout resté dans les règles constitutionnelles. Le dialogue avec le gouvernement, même s'il est moins explicite que dans le cas de FS, vise notamment à retarder l'adoption des mesures néolibérales afin de prendre le temps de monter la mobilisation. Dans tous les cas, les centrales sont traversées par des courants contradictoires. Dans toutes les organisations, on trouve à la fois des partisans du nouveau gouvernement et des opposants à celui-ci.

Malgré les divisions et les difficultés de mobilisation rencontrées par le mouvement syndical, la contestation du gouvernement Temer s'organise. Dernièrement, c'est notamment dans le secteur de l'éducation que la résistance s'est fait la plus forte, avec l'occupation de milliers d'écoles, en

55. CUT, 2016, *Plataforma da CUT. Eleições 2016*, São Paulo, Central Única dos Trabalhadores; Adilson Araújo, 2016, «Um golpe para impor o retrocesso neoliberal», en ligne.

56. *Brasil de Fato*, 2016, «Centrais sindicais convocam greve geral para 11 de novembro», en ligne.

57. CSA, 2016, «CSA condena el golpe parlamentario en Brasil», en ligne; CCSCS, 2017, «Más Democracia para Brasil», en ligne.

58. Vitor Nuzzi, 2013, «Paulinho comanda êxodo para o Solidariedade e deixa presidência da Força Sindical», *Rede Brasil Atual*, en ligne.

59. Força Sindical, 2016, «Apoio a Dilma provoca racha em central sindical latinoamericana», en ligne.

particulier dans l'état du Paraná (Sud), pour protester contre les coupes faites dans ce secteur par le nouveau président⁶⁰. Les tensions sont vives toutefois, la droite la plus dure ayant été galvanisée par le succès du coup d'État et cherchant parfois à intervenir de force dans les écoles.

Finalement, le 28 avril 2017, une première véritable grève générale unitaire est organisée, à l'appel de la quasi-totalité des centrales syndicales⁶¹. Mobilisant près de 40 millions de travailleurs d'après les syndicats, elle est la première démonstration de force de grande ampleur contre le gouvernement Temer. Elle n'a toutefois pas été suffisante pour bloquer son projet de flexibilisation du marché du travail. En effet, celui-ci est adopté dès le printemps 2017 et consacre des principes vus dans bien d'autres réformes d'inspiration néolibérale⁶². Elle autorise notamment les conventions collectives à déroger aux lois du travail, même si cela est en défaveur des travailleurs, et elle fait reposer une grande responsabilité sur les négociations en milieux de travail, alors que, comme nous l'avons vu, la présence syndicale y est historiquement très faible. Elle supprime également l'impôt syndical sans le remplacer par un mode de financement viable pour les organisations syndicales. Divisé et affaibli par la chute de son principal allié politique, le mouvement syndical brésilien est donc plus que jamais sur la défensive. Cela témoigne de l'affaiblissement de sa position dans l'espace public dont la fragilité s'était déjà fait ressentir sous les mandats pétistes. Misant essentiellement sur son alliance avec le PT, la CUT, longtemps fer de lance du mouvement ouvrier brésilien, se retrouve avec des capacités de mobilisation très réduites qui l'empêchent d'exercer une influence réelle dans l'espace public.

DES MODALITÉS CONTRASTÉES D'INSERTION DU SYNDICALISME DANS L'ESPACE PUBLIC

Après plus d'une année au pouvoir des gouvernements Macri et Temer, quels enseignements peuvent être tirés des réactions et mobilisations

60. Fernando Pureza, 2016, « Brazil's Student Upsurge ». *Jacobin*, en ligne.

61. Daniela Lima, 2017, « Sindicalistas vão usar 1º de Maio para convocar atos em Brasília contra reforma da Previdência ». *Folha de São Paulo*, en ligne.

62. Ranier Bragon et Mariana Carneiro, 2017, « Câmara aprova reforma trabalhista, que segue agora para o Senado », *Folha de São Paulo*, en ligne ; *Folha de São Paulo*, 2017, « Veja as principais mudanças propostas no projeto de reforma trabalhista », en ligne.

syndicales à son égard, notamment en termes de rapport à l'espace public ? Dans le cas de l'Argentine, la tentation est forte de reprendre un schéma d'analyse traditionnel opposant deux types de syndicalisme : celui, corporatiste, représenté par la CGT, et celui de « mouvement social », incarné par les CTA. Force est de constater que cette dichotomie est encore pertinente, au moins partiellement. La CGT, tant dans son rapport à l'exécutif que dans ses liens à la politique parlementaire, est allée puiser dans les répertoires d'action du corporatisme traditionnel. Elle a connu certains succès et est toujours considérée comme indispensable à l'efficacité d'une grève générale par les autres forces syndicales. De leur côté, les CTA continuent de tenir un discours plus contestataire et d'inclure de façon plus explicite les groupes typiquement exclus des mécanismes de représentation corporatistes. Elles gardent une bonne capacité de mobilisation et l'utilisent pour faire pression sur la CGT et pour conserver un espace de dialogue et de travail collectif avec les autres groupes de travailleurs.

Le cas du Brésil se distingue assez nettement et rend ainsi la comparaison d'autant plus pertinente. Jusqu'à récemment, la CUT exerçait une forme d'hégémonie sur le syndicalisme brésilien mais aussi au niveau régional, par le biais de la CSA. Son histoire glorieuse, née sous la dictature militaire, le fait qu'elle ait remis en cause plusieurs mécanismes corporatistes, son ouverture aux mouvements sociaux et surtout l'efficacité de sa stratégie d'implication politique étaient salués de toute part. Même si, au plan national, elle n'a jamais représenté l'immense majorité des travailleurs syndiqués, elle avait gagné une aura faisant d'elle un modèle à suivre durant la période post-autoritaire. La CUT argentine s'en est d'ailleurs directement inspirée. La chute brutale du PT indique toutefois la limite importante de ce modèle. Privée de son allié politique privilégié et même associée (à tort ou à raison) aux scandales l'ayant touché, la CUT se retrouve dans une position de grande faiblesse. Autour d'elle, d'autres organisations se sont consolidées alors même que le PT était au pouvoir, et elle ne peut plus prétendre aujourd'hui à l'influence dont elle bénéficiait auparavant.

L'héritage historique du modèle syndical argentin ne saurait toutefois se réduire aux mécanismes corporatistes et aux attitudes des centrales. La redynamisation des *comisiones internas* et *cuerpos de delegados* sous l'ère Kirchner est emblématique d'une vitalité de la mobilisation dans les milieux de travail. L'élection de Macri ne semble pas avoir, à court terme

du moins, ralenti cet élan. De fait, la conflictualité dans les entreprises était, fin 2016, mentionnée par les employeurs argentins pour être une grande préoccupation⁶³. D'autres mouvements plus spontanés ont connu des victoires mais sans que les syndicats nationaux ne s'impliquent massivement⁶⁴.

Là aussi, le cas du Brésil contraste assez cruellement avec celui de l'Argentine. Malgré les efforts déployés par la CUT pour revitaliser la vie syndicale dans les milieux de travail (notamment dans les usines de la ceinture industrielle de São Paulo), la mobilisation à la base reste difficile. Les structures imposées par la CLT (qu'il s'agisse de l'organisation par métier ou par branche ou de l'impôt syndical récemment supprimé) continuent de nuire à l'image et à l'efficacité des organisations syndicales. Si ces obstacles ont pu être dépassés sous un gouvernement pédiste, qui « compensait » par une plus grande ouverture aux revendications syndicales, ils redeviennent des contraintes majeures au moment du retour de la droite au pouvoir.

Les contradictions de la revitalisation syndicale sous les Kirchner semblent donc toujours d'actualité. Nous partageons notamment le constat de Varela que les mobilisations locales peuvent parfois être en tension avec des directions syndicales nationales déconnectées, tout en reposant sur une main-d'œuvre encore largement précarisée. De la même façon, les espoirs de syndicalisme alternatif, enraciné dans le mouvement social, représentés par le projet de la CTA, semblent trouver leurs limites. Plutôt que de s'organiser au sein d'une centrale, les héritiers des *piqueteros* semblent se diriger vers une autonomie organisationnelle et une volonté de reconnaissance par l'État.

L'observation de la première année du gouvernement Macri invite toutefois à un bilan nuancé. Le modèle syndical argentin semble, au final, plutôt bien résister, surtout si on le compare à d'autres cas dans la région. Les mobilisations sont fortes, même si elles ne sont pas toujours coordonnées. La volonté de travail unitaire, malgré la prolifération des organisations, semble importante et se reflète même dans les réunifications

63. Francisco Jueguen, 2016, « Preocupa a las empresas la conflictividad gremial », *La Nación*, 17 octobre, p. 11 ; *Página/12*, 2016, « Cada vez hay más conflictos laborales », 21 novembre, p. 5.

64. Nora Bär, 2016, « Rebelión en el mundo científico por los recortes de fondos », *La Nación*, 22 décembre, en ligne.

annoncées ou opérées à la CTA et à la CGT. Toutefois, la solidité à long terme des alliances politiques, notamment avec le bloc parlementaire péroniste, pourrait être affaiblie par la volatilité de ce dernier. Et si des arrangements tactiques ont permis des fronts communs ponctuels entre travailleurs des secteurs formel et informel, la véritable intégration de ces mouvements semble remise en cause par le relatif échec de la CTA de se poser comme modèle alternatif durable. Au final, les modalités d'insertion dans l'espace public du syndicalisme argentin semblent toutefois résister à la nouvelle conjoncture politique. Sa double implantation, dans les milieux de travail et dans la politique institutionnelle, sa maîtrise des mécanismes corporatistes comme ses alliances dans les mouvements sociaux, lui permettent de garder un accès et une influence réelle dans l'espace public. Sa relative unité, due notamment à la flexibilité organisationnelle de ses centrales, joue dans le même sens.

Au Brésil, c'est bien à la crise du modèle CUTiste de rapport à l'espace public que l'on assiste. Là aussi, si des progrès indéniables ont été faits du côté de la formalisation du travail, les organisations syndicales restent fondamentalement ancrées dans les milieux de travailleurs enregistrés, avec une portée somme toute faible du côté de la masse de travailleurs du secteur informel, ce qui limite leur capacité de mobilisation lorsqu'elles perdent leurs relais institutionnels. Sans accès au gouvernement ou même de force politique capable de relayer leurs revendications, les centrales progressistes se voient de plus en plus isolées et remplacées, comme interlocutrices de l'État (et donc comme actrices de l'espace public), par des organisations rompues aux logiques corporatistes ou au programme néolibéral du pouvoir en place. La récente unité obtenue autour de la grève générale laisse peut-être présager une dynamique nouvelle, mais l'éclatement de la scène syndicale, beaucoup plus fort qu'en Argentine, et la faiblesse de l'implantation dans les milieux de travail permettent d'exprimer des doutes sérieux quant à la capacité du syndicalisme de constituer une opposition forte à Temer à court terme, et ainsi de regagner l'influence qu'il a déjà pu exercer dans l'espace public.

Rapport au politique et rapports aux autres mouvements sociaux restent donc au cœur des contradictions des syndicalismes argentin comme brésilien, et donc de leur capacité à (ré)investir l'espace public. Dans ce contexte, le poids des héritages historiques joue encore un rôle majeur. Par ailleurs, si les différentes expérimentations de « syndicalisme de mouvement social » semblent trouver leurs limites, elles permettent au

moins de penser des alternatives et d'ouvrir un répertoire d'action plus large que dans d'autres contextes. Bastions traditionnels du syndicalisme latino-américain, l'Argentine et le Brésil seront observés de très près par tous ceux qui s'interrogent sur l'avenir du mouvement ouvrier dans la région, et au-delà, du devenir des gauches en recomposition.

RÉFÉRENCES

- Abal Medina, Paula, 2016, « Los trabajadores y sus organizaciones durante los gobiernos kirchneristas ». *Nueva Sociedad*, n° 264, p. 72-86.
- Antunes, Ricardo, 1995, *O novo sindicalismo no Brasil*. Campinas, Pontes.
- Araújo, Adilson, 2016, « Um golpe para impor o retrocesso neoliberal », en ligne [<http://portalctb.org.br/site/noticias/voz-da-ctb/adilson-araujo-quem-luta-nao-tem-o-que-temer>].
- Arias, Cora Cecilia, Nicolás Diana Menendez et Paula Dinorah Salgado, 2015, « The Double Confrontation of Grassroots Unionism in Argentina. Union Democratization and Defense of Working Conditions ». *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 2, p. 12-29.
- Armellino, Martín, 2011, « Sindicatos et politique sous les gouvernements kirchneristes ». *Problèmes d'Amérique latine*, n° 82, p. 33-53.
- Balinotti, Nicolás, 2016, « El Gobierno y las dos caras de la protesta ». *La Nación*, 3 septembre, en ligne [<http://www.lanacion.com.ar/1934346-el-gobierno-y-las-dos-caras-de-la-protesta>].
- Balinotti, Nicolás, 2016, « Fuerte disparidad en los bonos de fin de año ». *La Nación*, 27 novembre, p. 27.
- Balinotti, Nicolás, 2017a, « El Gobierno busca respaldo sindical para avanzar con su agenda de reformas laborales ». *La Nación*, 20 janvier, p. 14.
- Balinotti, Nicolás, 2017b, « La CGT desafía al Gobierno con su primer paro general contra el plan económico ». *La Nación*, 6 avril, en ligne [<http://www.lanacion.com.ar/2005182-la-cgt-desafia-al-gobierno-con-su-primer-paro-general-contra-el-plan-economico>].
- Bär, Nora, 2016, « Rebelión en el mundo científico por los recortes de fondos ». *La Nación*, 22 décembre, en ligne [<http://www.lanacion.com.ar/1969407-rebelion-en-el-mundo-cientifico-por-los-recortes-de-fondos>].

- Benites, Afonso, 2017, « Entenda a nova proposta de reforma da Previdência de Temer ». *Folha de São Paulo*, en ligne [https://brasil.elpais.com/brasil/2017/11/23/politica/1511462959_394417.html].
- Boito, Armando et Alfredo Saad Filho, 2016, « State, State Institutions, and Political Power in Brazil ». *Latin American Perspectives*, vol. 43, n° 2, p. 190-206.
- Braga, Ruy, 2014, « Precariado e Sindicalismo no Sul Global ». *Revista Outubro*, n° 22, p. 36-61.
- Bragon, Ranier et Mariana Carneiro, 2017, « Câmara aprova reforma trabalhista, que segue agora para o Senado ». *Folha de São Paulo*, en ligne [<http://www1.folha.uol.com.br/mercado/2017/04/1878976-plenario-da-camara-aprova-texto-base-da-reforma-trabalhista.shtml>].
- Branford, Sue et Jan Rocha, 2015, *Brazil Under the Workers Party. From Euphoria to Despair*. Rugby, Practical Action Publishing.
- Brasil de Fato, 2016, « Centrais sindicais convocam greve geral para 11 de novembro », en ligne [<https://www.brasildefato.com.br/2016/10/20/centrais-sindicais-convocam-greva-geral-para-11-de-novembro/>].
- Bruschtein, Julián, 2016, « Un triunvirato para unificar a la CGT ». *Página/12*, 22 août, en ligne [<https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-307485-2016-08-22.html>].
- Bruschtein, Julián, 2017, « La unidad contra el ajuste ». *Página/12*, 30 janvier, en ligne [<https://www.pagina12.com.ar/17056-la-unidad-contra-el-ajuste>].
- Cardoso, Adalberto Moreira, 1997, « O sindicalismo corporativo não é mais o mesmo ». *Novos Estudos*, n° 48, p. 97-119.
- Carvalho, Daniel, Ranier Bragon et Paulo Gama, 2016, « Manifestantes de direita promovem quebraquebra e invadem a Câmara ». *Folha de São Paulo*, en ligne [<http://www1.folha.uol.com.br/poder/2016/11/1832671-manifestantes-a-favor-da-intervencao-militar-invadem-plenario-da-camara.shtml>].
- Casullo, Maria Esperanza, 2016, « Argentina Turns Right, Again ». *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 4, p. 361-366.
- CCSCS, 2017, « Más Democracia para Brasil », en ligne [https://www.coordinadoraconosur.org/pluginfile.php/489/mod_resource/content/0/M%C3%81S%20DEMOCRACIA%20PARA%20BRASIL.pdf].
- Collado, Patricia, 2015, « Social Conflict in Argentina. Land, Water, Work ». *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 2, p. 125-141.

- Cowan, Benjamin, 2016, « Holy Ghosts of Brazil's Past ». *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 4, p. 346-352.
- CSA, 2016, « CSA condena el golpe parlamentario en Brasil », en ligne [<http://csa-csi.org/MultiItem.asp?pageid=11354>].
- CUT, 2016, *Plataforma da CUT. Eleições 2016*. São Paulo, Central Única dos Trabalhadores.
- Fernández Massi, Mariana et Paula Belloni, 2016, « Los derechos y la derecha: el empleo público en tiempos de Macri ». *Épocas*, n° 3.
- Folha de São Paulo*, 2017, « Veja as principais mudanças propostas no projeto de reforma trabalhista », en ligne [<http://www1.folha.uol.com.br/mercado/2017/04/1875367-veja-as-principais-mudancas-propostas-na-reforma-trabalhista.shtml>].
- Força Sindical, 2016, « Apoio a Dilma provoca racha em central sindical latinoamericana », en ligne [<http://fsindical.org.br/imprensa/apoio-a-dilma-provo-ca-racha-em-central-sindical-latino-americana>].
- Fortes, Alexandre, 2016, « Brazil's Neoconservative Offensive ». *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 3, p. 217-220.
- French, John, 2004, *Drowning in Laws. Labor Laws and Brazilian Political Culture*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press.
- Galvão, Andréia, 2016, « Political Action and the Brazilian Labour Movement: Issues and Contradictions Facing PT Governments ». *Studies in Political Economy*, n° 97, p. 270-284.
- Galvão, Andréia, Paula Marcelino et Patrícia Vieira Trópia, 2015, *As Bases Sociais das Novas Centrais Sindicais Brasileiras*. Curitiba, Appris.
- Giorgetti, Daniel, 2016, « Un golpe contra el movimiento obrero ». *Revista Ciencias Sociales*, n° 90, p. 28-33.
- González, Silvia Tamez et Pedro Moreno Salazar, 2000, « Seguridad social en América Latina ». Dans Enrique de La Garza Toledo (dir.), *Tratado latinoamericano de sociología del trabajo*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, p. 471-510.
- Haidar, Julieta, 2015, « Interpreting Argentine Business Unionism ». *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 2, p. 60-73.
- Jinkings, Ivana, Kim Doria et Murilo Cleto (dir.), 2016, *Por Que Gritamos Golpe? Para Entender o Impeachment e a Crise Política no Brasil*. São Paulo, Boitempo.

- Jueguen, Francisco, 2016, « Preocupa a las empresas la conflictividad gremial ». *La Nación*, 17 octobre, p. 11.
- La Capital*, 2016, « La CTA marchó contra el ajuste y en defensa del salario y el trabajo », 5 novembre, p. 11.
- La Nación*, 2016, « Organizaciones sociales y gremios marcharon contra el Gobierno a Plaza de Mayo y exigieron un “comité de crisis” », 7 août, en ligne [<http://www.lanacion.com.ar/1925706-san-cayetano-al-pedido-de-los-fieles-se-suman-marchas-de-organizaciones-sociales>].
- Lang, Karen et Mona-Josée Gagnon, 2009, « Brazilian Trade Unions: In (In)Voluntary Confinement of the Corporatist Past ». *Relations industrielles/Industrial Relations*, vol. 64, n° 2, p. 250-269.
- Lima, Daniela, 2017, « Sindicalistas vão usar 1º de Maio para convocar atos em Brasília contra reforma da Previdência ». *Folha de São Paulo*, en ligne [<http://painel.blogfolha.uol.com.br/2017/04/29/sindicalistas-vao-usar-lo-de-maio-para-convocar-atos-em-brasilia-contr-reforma-da-previdencia/>].
- Niedzwiecki, Sara, 2014, « The Effect of Unions and Organized Civil Society on Social Policy: Pension and Health Reforms in Argentina and Brazil, 1988-2008 ». *Latin American Politics and Society*, vol. 56, n° 4, p. 22-48.
- Nuzzi, Vitor, 2013, « Paulinho comanda êxodo para o Solidariedade e deixa presidência da Força Sindical ». *Rede Brasil Atual*, en ligne [<http://www.redebrasilatual.com.br/trabalho/2013/10/paulinho-comanda-exodo-para-o-solidariedade-e-deixa-presidencia-da-forca-sindical-4655.html>].
- Página/12*, 2016, « Los manifestantes piden unidad », 5 novembre, p. 2.
- Página/12*, 2016, « Cada vez hay más conflictos laborales », 21 novembre, p. 5.
- Página/12*, 2016, « Macri y Peña sa lavan las manos », 21 novembre, p. 7.
- Palomino, Héctor, 2005, « Les sindicatos y los movimientos sociales emergentes del colapso neoliberal en Argentina ». Dans Enrique de La Garza Toledo (dir.), *Sindicatos y nuevos movimientos sociales en América Latina*, Buenos Aires, CLACSO, p. 19-52.
- Pertot, Werner, 2016, « El Gobierno tuvo que abrir la billetera ». *Página/12*, 20 décembre, p. 2-3.
- Purdy, Sean, 2016, « Brazil at the Precipice ». *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, n° 2, p. 107-110.

- Purdy, Sean, 2017, «Brazil's June Days of 2013: Mass Protest, Class, and the Left». *Latin American Perspectives*, en ligne [https://doi.org/10.1177/0094582X17699905].
- Pureza, Fernando, 2016, «Brazil's Student Upsurge». *Jacobin*, magazine en ligne [https://www.jacobinmag.com/2016/11/brazil-student-occupations-temer-pt-psol-education/].
- Quijoux, Maxime, 2011, «Usines récupérées d'Argentine: des mobilisations ouvrières à dimension locale». *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, p. 91-105.
- Rodrigues, Leôncio Martins, 1990, *CUT: os militantes e a ideologia*. São Paulo, Paz e Terra.
- Rodrigues, Leôncio Martins et Adalberto Moreira Cardoso, 1993, *Força Sindical. Uma análise sócio-política*. São Paulo, Paz e Terra.
- Rosemberg, Jaime, 2016a, «Macri buscará conciliar los reclamos de la CGT y de los empresarios». *La Nación*, 21 novembre, p. 9.
- Rosemberg, Jaime, 2016b, «Macri les reintegró el dinero de las obras sociales a los gremios». *La Nación*, 3 août, en ligne [http://www.lanacion.com.ar/1924229-macri-les-reintegro-el-dinero-de-las-obras-sociales-a-los-gremios].
- Rosemberg, Jaime, 2016c, «Un acuerdo entre la CGT y el Gobierno destraba el debate por el proyecto de Ganancias». *La Nación*, 20 décembre, p. 8.
- Rossi, Federico M., 2015, «The Second Wave of Incorporation in Latin America: A Conceptualization of the Quest for Inclusion Applied to Argentina». *Latin American Politics and Society*, vol. 57, n° 1, p. 1-28.
- Saad Filho, Alfredo, 2014, «Brazil: Development Strategies and Social Change from Import-Substitution to the "Events of June"». *Studies in Political Economy*, n° 94, p. 3-30.
- Serdar, Ayse, 2015, «Reconsidering Social Movement Unionism in Postcrisis Argentina». *Latin American Perspectives*, vol. 42, n° 2, p. 74-89.
- Sidicaro, Ricardo, 2011, «Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011)». *Problèmes d'Amérique latine*, n° 82, p. 55-75.
- Silva de Sousa, Marcelo, 2016, «Con críticas a la cúpula de la CGT, las CTA llamaron a "construir un paro"». *La Nación*, 5 novembre, p. 30.
- Silva de Sousa, Marcelo, 2016, «Disconformes con la CGT, las agrupaciones sociales juntan fuerzas con la CTA». *La Nación*, 17 octobre, p. 9.

- Varela, Paula. 2016a, « Balancing the New and the Old: Precarious Workers' Resistance in Rank and File Unionism in Argentina ». *WorkingUSA*, n° 19, p. 105-123.
- Varela, Paula, 2016b, « ¿Revitalización sindical sin debate de estrategias? » Dans Paula Varela (dir.), *El gigante fragmentado. Sindicatos, trabajadores y política durante el kirchnerismo*, Buenos Aires, Final Abierto, p. 13-50.

LES CADRES DE LA POLARISATION POLITIQUE EN ARGENTINE PENDANT LE CYCLE DE LA GAUCHE NATIONALE-POPULAIRE AU POUVOIR

GABRIEL VOMMARO

Universidad Nacional de San Martín-CONICET

L'arrivée du péronisme kirchnerista au pouvoir en 2003 avec le label du Front pour la victoire (FPV) représentait le début d'un nouveau cycle national-populaire en Argentine, dans le cadre du tournant à gauche qui avait eu lieu dans la région¹. Issu de la crise de 2001 et 2002, ce courant – devenu mouvement politique – a réussi à réconcilier le péronisme avec la culture et les valeurs progressistes (défense des droits de l'homme, promotion de l'agenda de genre, mise en place d'une politique de régulation des médias), mais aussi avec certains aspects clés du programme péroniste classique (promotion de l'industrie, du marché interne, de la distribution de revenus). Ceci après la « révolution copernicienne » – le tournant néolibéral – qu'avait imprimé Carlos Menem (1989-1999) au péronisme.

Le kirchnerismo constituait l'une des lectures de la crise de 2001-2002 et, par conséquent, de la chute du programme néolibéral basé sur la

1. Gabriel Vommaro, 2008, « Les manifestations populaires du pouvoir. Le gouvernement Kirchner et les transformations des classes populaires », dans Gabriel Vommaro (dir.), *La carte rouge de l'Amérique latine*, Paris, Éditions du Croquant, p. 105-129; Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts (dir.), 2011, *The Resurgence of the Latin American Left*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

convertibilité de la monnaie nationale au dollar, l'ouverture de l'économie et le retrait de l'État de certaines activités économiques stratégiques telles que la production d'énergie, le transport et la métallurgie. L'autre interprétation soutenait qu'il était nécessaire de revenir sur la voie des réformes néolibérales, mais cette fois en évitant les dérives « populistes » de l'administration Menem (la corruption, l'irresponsabilité fiscale, etc.)². Cette dernière position serait représentée depuis 2005 par le parti Proposition républicaine (PRO).

Les premières années du gouvernement de Néstor Kirchner (2003-2007), marquées par la croissance économique générée par le boom du prix des matières premières et le soutien massif de l'opinion publique à un programme de purification institutionnelle du pays, ont entravé la manifestation ouverte des lectures « à droite » de l'histoire récente du pays ainsi que des diagnostics sur ce qui devait être fait dans le nouveau cycle. Toutefois, en 2008, à la suite d'une mesure administrative modifiant les tarifs des droits d'exportation que l'État imposait depuis 2002 aux producteurs de céréales, un conflit politique a éclaté, provoquant une polarisation importante du débat public et favorisant la construction d'identités antagonistes en Argentine, après deux étapes successives de consensus (du consensus néolibéral au post-néolibéral). Le différend avec les producteurs de céréales autour du régime des droits d'exportation a rapidement réveillé le conflit distributif historique de l'Argentine entre les groupes proches du secteur exportateur et ceux associés au marché interne. Cette dispute avait été décrite il y a quarante ans par Guillermo O'Donnell³. L'enjeu était en partie la définition de la portée du rôle de l'État comme organisateur de la vie économique et comme agent de redistribution des ressources. Ce conflit a amené le gouvernement à définir des adversaires dans le présent ; en même temps, pour la

-
2. Lors des élections présidentielles de 2003, Carlos Menem avait récolté le plus de voix mais avait renoncé à se présenter au second tour, permettant ainsi à Néstor Kirchner d'assumer la présidence. Le péronisme se trouvait fragmenté et ses autorités avaient décidé de permettre la présentation de plusieurs candidats, utilisant des identités électorales différentes (aucun d'entre eux n'avait le droit d'utiliser les sigles du Parti justicialiste, nom officiel du péronisme). Au cours de sa campagne, Menem avait revendiqué les politiques économiques menées au cours de ses années de gouvernement. Le candidat arrivé en troisième position, Ricardo López Murphy, avait également revendiqué un programme néolibéral, mais en critiquant certains aspects du « populisme » péroniste.
 3. Guillermo O'Donnell, 1977, « Estado y alianzas en la Argentina, 1956-1976 ». *Desarrollo Económico*, vol. 16, n° 64, p. 523-554.

première fois depuis les dernières années du deuxième gouvernement de Carlos Menem, une opposition unifiée s'est constituée derrière des demandes « morales ».

La nouvelle polarisation a produit, d'une part, une importante mobilisation politique des secteurs sociaux appelés à défendre les positions disputées. L'espace public a été occupé par de nouveaux acteurs (des jeunes pro-gouvernementaux mobilisés, des secteurs issus des classes moyennes mécontentes du gouvernement) partageant le paysage urbain et les débats dans les médias avec des acteurs plus classiques de la mobilisation sociale en Argentine (les syndicats et les mouvements sociaux territoriaux)⁴. Ainsi, l'ampleur de la participation citoyenne dans l'espace public et l'intensité des discours qui s'y déroulent se sont renouvelées.

D'autre part, le type de débat polarisé, et les schémas d'interprétation (*frames*) qui les organisaient, ont favorisé des lectures biaisées et simplistes de positions contradictoires. L'apparition de médias et d'émissions visiblement pro-gouvernementaux et le tournant vers des positions ouvertement opposées des grands médias furent un facteur clé de ce processus. Désormais, l'information était délivrée de manière partielle et circulait par des canaux fortement clivés, ayant peu de points de contact avec les informations produites par les adversaires, en favorisant la segmentation de l'information⁵. La politisation qui a eu lieu après le conflit de 2008, suivant une logique polarisée, a donc constitué à la fois un élan pour le débat public et une contrainte pour la qualité de ce débat.

Afin de contribuer à la compréhension de cette ambiguïté de l'influence du cycle national-populaire sur l'espace public, cet article vise à montrer comment le conflit de 2008 a contribué de manière décisive – bien que sur la base d'éléments déjà présents – à la construction des camps kirchnerista et anti-kirchnerista, ainsi qu'à celle des cadres organisant le conflit politique et le débat public au cours des années suivantes, dans un contexte de politisation et de polarisation politique de forte intensité. En ce sens, nous soutenons que, bien que cet événement n'ait pas donné naissance *ex nihilo* au kirchnerismo et à l'anti-kirchnerismo, il

4. Le chapitre de Thomas Collombat dans ce volume développe un panorama du rapport des syndicats aux gouvernements de Néstor et Cristina Kirchner.

5. Ernesto Calvo, 2015, *Anatomía política de Twitter en Argentina*, Buenos Aires, Capital Intelectual.

a contribué à produire au moins trois phénomènes fondamentaux pour comprendre les contours de ces identités : d'abord, le conflit de 2008 a fini par délimiter les cadres organisant les deux identités en opposition, en fournissant des récits solides dont elles ne disposaient pas jusque-là ; ensuite, étant donné que ces récits se sont construits en termes exclusivement politico-moraux, ils ont défini une scène qui tendait à diviser en deux l'espace politique, tout en renforçant l'intransigeance des deux identités ainsi que la séparation des espaces de rencontre et de débat public ; enfin, autour de la mobilisation en faveur des deux camps, des énergies militantes dispersées ont été canalisées, dans le cas du kirchnerismo, par le FPV au pouvoir, et dans le cas de l'anti-kirchnerismo, par des espaces informels de la société civile qui ensuite tendirent à converger dans le parti PRO dans un premier temps, et dans la coalition Cambiemos dans un deuxième temps.

Dans les pages qui suivent, nous nous intéressons premièrement au développement des termes dans lesquels le conflit a été soulevé et à ses implications politiques et sociales ; deuxièmement, nous définirons certaines des principales caractéristiques des schémas d'interprétation qui ont organisé les identités kirchnerista et antikirchnerista dans les années suivantes. Finalement, nous présenterons les manières dont la politisation s'est construite, nourrissant les forces politiques et le militantisme informel.

UN CONFLIT FONDATEUR

Le conflit autour des droits d'exportation des céréales qui a eu lieu en Argentine en 2008 a mis fin à l'illusion d'un temps historique où, après la crise de 2001-2002, il semblait possible de construire une démocratie de consensus et un régime économique où tout le monde pouvait trouver son compte, c'est-à-dire sans conflit distributif⁶. Consécutivement à la forte dévaluation de 2002 et à la chute du pouvoir d'achat des salariés formels et informels, la reprise économique dans un contexte de hausse des prix des matières premières d'exportation a permis de reconstituer le revenu des classes populaires sans affecter, *a priori*, le taux de profit des

6. Une description détaillée de ce conflit peut être trouvée dans Norma Giarracca et Miguel Teubal (dir.), 2011, *Del paro agrario a las elecciones de 2009. Tramas, reflexiones y debates*, Buenos Aires, Antropofagia.

entreprises. La réactivation de la consommation a produit des synergies vertueuses avec le renouveau industriel.

Le gouvernement de Néstor Kirchner a également récupéré une grande partie du programme que nous pourrions qualifier de *républicain* – lié à la transparence des actes de gouvernement et à la défense de l'indépendance du pouvoir judiciaire vis-à-vis de l'Exécutif – mobilisé par le centre gauche et par le centre droit dans les années 1990. Ce gouvernement a également pris en charge les demandes de « vérité et justice » des organisations de défense des droits de l'homme. De cette façon, il assumait des mots d'ordre progressistes des années 1980 et 1990, faisant un clin d'œil au centre gauche mais aussi à l'aile gauche du parti radical, tout en assumant un programme de réformes institutionnelles partagé par d'amples secteurs. En matière sociale, il proposait de nouvelles politiques de transfert de ressources aux classes populaires ainsi que des programmes sociaux visant à promouvoir le travail des organisations sociales des classes populaires au niveau local ; une grande partie de ces organisations se sont intégrées au gouvernement⁷.

Cependant Néstor Kirchner n'avancé pas de discours très élaboré et ne semblait pas prêt à aller dans cette direction. En revanche, il affichait sa détermination à poursuivre son action dans de larges canaux lui permettant de progresser dans la construction d'une force consensuelle, réussissant à occuper le centre politique et à s'attirer des soutiens au sein du péronisme, du radicalisme et des forces de centre gauche. Sa stratégie était, par conséquent, conforme à la tradition politique argentine⁸ qui consiste à définir les adversaires comme des acteurs du passé, en même temps que de se poser en continuateur d'un long cycle de revendications démocratiques insatisfaites.

La situation a rapidement changé après l'arrivée de Cristina Fernández de Kirchner à la présidence, notamment à la suite du conflit avec les producteurs agraires qui avait éclaté en mars 2008. Cristina Fernández de Kirchner était arrivée au gouvernement avec le sceau du FPV, ayant remporté les élections de 2007 par une ample marge, obtenant 45 % des voix, devant Elisa Carrió de la Coalition civique (23 %), Roberto Lavagna,

7. Germán Pérez et Ana Natalucci (dir.), 2012, *Vamos las bandas: organizaciones y militancia kirchnerista*, Buenos Aires, Nueva Trilce.

8. Gerardo Aboy Carlés, 2001, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La redefinición de las identidades políticas de Alfonsín a Menem*, Rosario, Homo Sapiens.

soutenu par l'Union civique radicale (16,9 %), et Alberto Rodríguez Saá, le candidat péroniste dissident (7,7 %). La coalition électorale gagnante reflétait l'ampleur des soutiens des Kirchner : elle rassemblait une bonne partie du radicalisme – le gouverneur de Mendoza, Julio Cobos, était son candidat à la vice-présidence –, certains groupes socialistes et tous les restes fondamentaux du Frepaso, le principal parti de centre gauche des années 1990. L'opposition s'était présentée divisée en trois groupes : le progressisme non péroniste de Carrió, le radicalisme en désaccord avec les Kirchner et le péronisme laissé de côté par le FPV, un « reste » rappelant que l'hégémonie kirchnerista au sein du péronisme ne pourrait jamais être totale.

Dans son discours inaugural, Cristina Fernández de Kirchner affichait son projet d'*institutionnaliser la normalisation* entamée sous la présidence de Néstor Kirchner, alors résumée comme la construction d'un « nouveau modèle économique diversifié, d'accumulation avec inclusion sociale ». Pour ce faire, la nouvelle présidente proposait de maintenir la « synergie » entre la campagne et l'industrie et de parvenir à un accord national large, allant au-delà de la question « des prix et des salaires » et visant à définir les « grands objectifs » pour le pays, tout en évitant de défendre seulement « la rentabilité des entreprises » ou les intérêts issus des « luttes internes syndicales ou politiques »⁹. Le nouveau cabinet incluait un ministre de l'Économie proche du *mainstream* et le nouveau ministère de la Science et de la Technologie, dirigé par un scientifique prestigieux. Le reste était en grande partie en continuité avec le cabinet de Néstor Kirchner¹⁰. Plutôt que de vouloir faire du kirchnerismo une *anomalie*¹¹, il s'agissait de stabiliser ce « pays normal » dont avait parlé

-
9. Voir Casa Rosada, site de la Présidence, en ligne [<http://www.casarosada.gob.ar/informacion/archivo/16462-blank-35472369>]. Dans ce même discours, la nouvelle présidente soulignait la différence évidente entre la légitimité d'origine de son gouvernement et celle du gouvernement de son époux : « la différence de 22,25 points de pourcentage que notre force a obtenue au premier tour est presque la même que les 22,24 points que vous, Président, avez obtenus pour tous les concepts lors des élections d'avril 2003 ».
 10. Sur le cabinet de Cristina Fernández de Kirchner et les alliances politiques construites pour son arrivée au pouvoir, voir Mariana Gené, 2017, « Alianzas y decisiones en el primer gobierno de Cristina Fernández de Kirchner. Sobre apuestas políticas y reconfiguraciones », dans Alfredo Pucciarelli et Ana Castellani (dir.), *Los años de los Kirchner*, Buenos Aires, Siglo XXI, p. 379-403.
 11. Sous l'idée d'anomalie, des intellectuels kirchneristas voulaient souligner le caractère de rupture qu'ils attribuent à ce mouvement. Voir, par exemple, Ricardo Forster, 2013, *La anomalía kirchnerista: La política, el conflicto y la invención democrática*,

Néstor Kirchner le 25 mai 2003¹². Pour cela, l'État se positionnait comme acteur central de la définition des objectifs collectifs. C'est précisément, le rôle de l'État en tant qu'organisateur de la vie économique et sociale mais aussi des termes de l'espace et de la discussion publique qui fut au centre du conflit dans les mois qui ont suivi.

Considérons donc les circonstances et les étapes du conflit entre le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner et les entrepreneurs agraires¹³. Le 10 mars 2008, le ministère de l'Économie avait publié la Résolution n° 125, imposant une formule « mobile » pour le calcul du pourcentage des droits d'exportation sur les céréales, ayant comme variable principale le prix payé au marché portuaire pour chaque type de céréale (soja, maïs, blé et tournesol). La relation avec les patrons agricoles – notamment les grands entrepreneurs de *l'agrobusiness* – et avec les entités représentatives du secteur était déjà tendue depuis quelques années. C'était surtout le cas avec les associations de producteurs les plus traditionnelles, plus fortement influencées par des idées libérales d'opposition à l'intervention de l'État, comme la Société rurale argentine (SRA) et les Confédérations rurales argentines (CRA)¹⁴, qui demandaient l'élimination des droits d'exportation après ce qu'elles considéraient comme un « effort » fait par les agriculteurs dans les années de crise¹⁵.

Les problèmes avec le gouvernement national étaient aussi liés à d'autres mesures réglementaires concernant la production de la viande et du lait et visant à réguler les prix locaux de ces matières premières. Les patrons

Buenos Aires, Planeta. Nous argumentons ici que cette rupture a été un produit tardif, et en quelque sorte involontaire, constituée depuis le conflit de 2008.

12. Le président affirmait alors dans son allocution de l'anniversaire de l'indépendance : « Il s'agit d'établir les bases de l'accumulation afin qu'après les élections démocratiques prévues par la Constitution, les Argentins ne changent pas leur modèle économique tous les quatre ans, dans une politique pendulaire finissant par tout gâcher » ; voir Casa Rosada, site de la présidente, en ligne [http://www.casarosada.gov.ar/informacion/archivo/16462-blank-35472369].
13. Pour une description détaillée de ce conflit, voir Giarracca et Teubal, 2011, *op. cit.*
14. Roy Hora, 2002, *Los terratenientes de la pampa argentina. Una historia social y política, 1860-1945*, Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editora Iberoamericana.
15. Les droits d'exportation avaient été fixés en 2002, dans le contexte du Dialogue argentin, un espace de débat des élites politiques et économiques argentines dans le contexte de la crise sociale et politique vécue par ce pays. L'argument était qu'ils serviraient à financer le programme des chefs de famille au chômage, qui a ensuite été mis en place en tant que programme massif d'attention à « l'urgence sociale ».

agricoles voyaient ces mesures comme des agressions contre leur rentabilité. En fait, en 2005, le gouvernement avait décidé de faire passer les droits d'exportation de la viande de 5 à 15 % et en 2006 de suspendre temporairement les exportations de viande. Suite à ces mesures, les éleveurs avaient organisé une grève, la première des années Kirchner. Ce ne fut pas le seul secteur de la production primaire en conflit avec le gouvernement de Néstor Kirchner : lorsque son épouse annonça le nouveau régime fiscal en 2008, il y avait déjà eu une série de protestations de la part des agriculteurs – incluant des blocages des ports – devant l'interdiction d'exporter du blé¹⁶.

Comme Guillermo O'Donnell le signalait déjà en 1977, le conflit était de type structurel : les principaux produits exportables argentins étaient aussi des produits de base de la consommation populaire. Pour le gouvernement, les objectifs étaient, d'une part, de réguler le prix de ces biens sur le marché intérieur – pour cela, il était nécessaire de réguler le prix d'exportation et la quantité exportable¹⁷ – et, d'autre part, de capter des ressources permettant de consolider des politiques distributives, à la fois entre les groupes sociaux et entre les secteurs de l'économie. Il fut toutefois confronté à un ensemble d'acteurs patronaux – de taille variable – qui avaient vécu une transformation radicale au cours des dernières décennies et qui se considéraient comme les artisans de cette augmentation extraordinaire de la rentabilité agraire, fondée sur l'intégration de la technologie et sur l'innovation¹⁸. En un mot, la modernisation de la production avait permis à la bourgeoisie pampéenne de reprendre la place

16. Au sujet des politiques du gouvernement de Néstor Kirchner pour le secteur agricole, voir Ricardo Aronskind, 2010, « Cambio estructural y conflicto distributivo : el caso del agro argentino », dans Ricardo Aronskind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla : las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 327-353.

17. À cet égard, un journaliste de *Clarín* affirmait : « Les choses ne changeront pas beaucoup, du moins au cours des premiers mois de 2008, pour les exportateurs de blé et de viande. Le ministère de l'Agriculture étendra le système de quotas pour l'exportation de viande de bœuf, qui limite les expéditions à environ 40 000 tonnes par mois. En même temps, l'agence a décidé de prolonger l'interdiction de nouvelles ventes de blé à l'étranger. Dans un cas comme dans l'autre, les limites indiquent qu'il ne faut pas épuiser le marché intérieur et qu'il s'agit d'éviter de déclencher une augmentation des prix des aliments sensibles, en commençant par le pain et les steaks » ; *Clarín*, 27 décembre 2007.

18. Carla Gras et Valeria Hernández, 2016, *Radiografía del nuevo campo argentino. Del terrateniente al empresario transnacional*, Buenos Aires, Siglo XXI.

de « l'avant-garde dynamique et hautement productive » de l'économie argentine¹⁹, perdue avec l'industrialisation du milieu du XX^e siècle.

Le gouvernement avait beau croire que la nouvelle mesure pourrait s'ajouter aux règlements déjà établis, les patrons agraires ont réagi pour la première fois de façon unifiée, proposant une contestation organisée. La conception de la nouvelle mesure en tant que décision « administrative » était peut-être à la base de l'absence de consultation avec le secteur. Étant donné qu'elle couvrait les exportations de toutes sortes de céréales, il n'y avait pas de « refuge » pour la rentabilité économique. Comme nous l'avons signalé, les plus fortes critiques de cette réglementation ont été émises par la CRA et la SRA, des associations à forte tradition libérale – en termes économiques –, opposées historiquement à la régulation étatique. Cette fois, elles ont été suivies par les autres associations regroupant les petits et moyens producteurs et entrepreneurs agraires²⁰. Un consensus d'opposition s'est constitué²¹.

Le 12 mars, le Bureau de liaison agraire (*Mesa de Enlace*) réunissant les quatre principales associations de patrons s'est constitué : la SRA, la CRA, la Fédération agraire argentine (FAA) et la Confédération inter-coopérative agraire (Coninagro) ont décidé de lancer une grève agraire pendant 48 heures, ce qui signifiait la suspension de la commercialisation de la viande et des céréales dans tout le pays. La grève a été renforcée par des barrages routiers dans différentes régions, notamment dans la province de Buenos Aires. Le conflit s'est poursuivi pendant 127 jours, incluant de nouvelles grèves de commercialisation des céréales et des barrages routiers, mais aussi des actions et des mobilisations massives,

19. O'Donnell, 1977, *op. cit.*, p. 536.

20. Les positions des associations des producteurs agricoles ont été analysées par Aronskind (2010, *op. cit.*). Récemment, Mangonnet et Murillo ont montré le rôle fondamental joué par les sociétés rurales locales affiliées à la CRA dans l'organisation des manifestations de 2008 ; Jorge Mangonnet et M. Victoria Murillo, 2017, « El boom sojero y la protesta fiscal de los productores rurales », *Desarrollo Económico*, vol. 57, n° 221, p. 165-179.

21. À la différence du cas brésilien analysé par Edison Rodrigues Barreto Junior dans ce volume, la polarisation politique qui s'est produite en Argentine depuis 2008 n'est pas directement corrélée à une détérioration des conditions macroéconomiques, voire à une crise économique, mais au conflit distributif qui a éclaté lorsque les taux de croissance étaient encore élevés. Certes, cette polarisation s'est accentuée depuis 2011, lorsque la performance économique de l'Argentine est devenue médiocre. Toutefois, cet article montre que l'on doit chercher ses sources avant la fin du « cycle ascendant ».

des *cacerolazos* ainsi que des tentatives inabouties d'ouvrir des négociations. Les manifestations massives dans les grandes villes et les barrages de routes menés par les secteurs désormais nommés *Autoconvocados*²², affichant un enthousiasme intense dans l'expression de l'opposition à l'action du gouvernement, ont défini un scénario de polarisation et donné lieu à la construction de récits clivés sur l'identité des adversaires.

Des secteurs des classes moyennes urbaines ont vu dans le gouvernement une menace « autoritaire » ; les porte-parole des producteurs agricoles ont affirmé que les taux d'exportation étaient en hausse en raison d'une volonté de concentration du pouvoir économique de la part du gouvernement, et que les ressources seraient utilisées pour financer des programmes sociaux garantissant le soutien du gouvernement politique par le biais de mécanismes clientélistes²³. Les producteurs agraires ont acquis une légitimité parmi les secteurs d'opposition qu'ils n'avaient pas auparavant. Le caractère « innovant » des producteurs, d'une part, et le fait que les plus visibles dans les manifestations étaient des petits et moyens producteurs, leur a donné une image de « victimes » de l'arbitraire du kirchnerismo.

Les partisans du gouvernement, quant à eux, trouvèrent un adversaire devant lequel construire une nouvelle épopée officielle ; les porte-parole du FPV ont défini ces adversaires comme « l'oligarchie » argentine revenue pour défendre ses privilèges. La disqualification des adversaires a provoqué des escalades successives dans leur virulence. Les mobilisations de masse des deux groupes rendaient compte des effets de ces représentations clivées sur la politisation des citoyens : les rues devenaient des espaces d'expression des identités politiques, et non seulement des demandes sociales comme cela avait été le cas durant les années de crise sociale et économique.

Le 25 avril 2008, après 45 jours de conflit, le ministre de l'Économie a démissionné pour être remplacé par un économiste ayant visiblement moins de liens avec le monde des économistes *mainstream*. Un mois plus tard, le 25 mai, deux événements majeurs ont eu lieu, lors desquels

22. Gras, Carla, 2010, « Actores agrarios y formas de acción política en la Argentina contemporánea. Un análisis a partir de los grupos de «autoconvocados» en la región pampeana », dans Ricardo Aronskind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla: las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 279-312.

23. Vommaro, 2008, *op. cit.*

les soutiens du gouvernement et ceux des producteurs agricoles se sont affrontés, mesurant leur pouvoir de mobilisation. À Rosario, les activistes agraires se sont interrogés sur « l'avidité » d'un gouvernement qui, soutenaient-ils, voulait piller les producteurs pour accroître les ressources avec lesquelles mobiliser ses appuis ; à Salta, Cristina Fernández de Kirchner a demandé que « les intérêts de la patrie soient mis en avant ». Après un conflit prolongé, le 17 juin, la présidente a annoncé l'envoi de la Résolution 125 au Congrès, pour qu'elle soit traitée comme projet de loi. Elle a été approuvée par la Chambre des députés, et finalement rejetée au Sénat grâce à un vote « non positif » du vice-président Julio Cobos. Ce fut la fin du projet de transversalité qui avait réussi à inclure une bonne partie du radicalisme, ce qui aurait construit de plus en plus un profil d'opposition.

Comme nous le verrons, la défaite politique du gouvernement et la fin de l'ère des consensus signifia, paradoxalement, la naissance de son récit militant et de son épopée politique. Mais cela consolida également les référents identitaires d'un pôle d'opposition, réanimant ainsi un discours public qui échappe aux cadres établis par le gouvernement.

LA CONSTRUCTION D'UNE IDENTITÉ NATIONALE-POPULAIRE

Une mesure administrative, pourtant décidée suivant la logique non conflictuelle de la première présidence du cycle kirchnerista, a conduit au plus grand conflit politique de ces dernières années. Dans ce processus, le kirchnerismo s'est construit comme identité politique – notamment en ce qui concerne les contours principaux des cadres de référence organisant l'action des porte-parole et des activistes – proposant un antagonisme entre la défense de la démocratie – littéralement, le gouvernement du peuple – et les intérêts des corporations. Enraciné dans la tradition nationale-populaire, mais aussi dans la défense du rôle de l'État selon le radicalisme de centre gauche de Raúl Alfonsín²⁴, le peuple est représenté dans ce récit par le gouvernement, chargé de défendre ses intérêts devant ceux qui sont définis comme une menace : les acteurs sectoriels,

24. Ce qu'Eduardo Rinesi a appelé le « caractère jacobin » de Raúl Alfonsín, qu'il identifie aussi dans le kirchnerismo ; voir Eduardo Rinesi, 2011, « Notas para una caracterización del kirchnerismo », *Debates y Combates*, n° 1, p. 141- 172.

notamment économiques, qui cherchent à défendre des « privilèges »²⁵. Devant eux, la voix du gouvernement devient la voix des majorités. Ce récit allait générer, au fil du temps, un puissant tissu de significations qui servirait de ciment moral et sentimental au militantisme kirchnerista, qui trouverait dans ce conflit sa base mythique.

En même temps, ce récit s'accompagnait d'une perception de soi de la part des élites kirchneristas en tant que groupe minoritaire face aux pouvoirs factuels. Ceci était dû à la perte de différents alliés politiques pendant le conflit : les péronistes provinciaux de la région centrale du pays (Córdoba et Santa Fe), les radicaux et les socialistes qui avaient progressivement abandonné la coalition de gouvernement²⁶. Cette défaite fermait définitivement le projet de « transversalité » kirchnerista visant à incorporer des groupes partisans aux origines différentes.

Depuis lors, la stratégie d'expansion des bases de soutien du gouvernement serait fondée sur l'idée de mobiliser en sa faveur des mouvements sociaux et des bases militantes à partir de la mise en place de mesures visant à augmenter l'intervention étatique dans la vie économique : la renationalisation de la compagnie aérienne nationale, Aerolíneas Argentinas, la prise en charge par l'État du système privé de gestion des fonds de retraites et de pensions. Ces mesures ont par ailleurs permis au gouvernement de contrôler des ressources servant à poursuivre des politiques distributives visant les secteurs informels : c'est avec ces nouveaux fonds que l'allocation universelle pour les enfants (AUH) a été financée. Il s'agissait du plus important transfert de ressources aux fractions précieuses des classes populaires dans le cycle démocratique actuel, avec un impact significatif sur la réduction de la pauvreté²⁷.

Les mesures nationales-populaires allaient se poursuivre en 2009 et 2010, ajoutant à l'action distributive des politiques « sociétales », notamment la promotion des droits de genre et une nouvelle régulation du

-
25. Ainsi, à la différence du cas équatorien étudié par Thomas Chiasson-Lebel dans ce volume, le tournant à gauche n'a pas éveillé dès le début un discours officiel critique à l'égard des pouvoirs économiques. En revanche, ceci a été un produit tardif de la polarisation politique initiée depuis le conflit de 2008.
 26. Gabriel Nardacchione et Diego Taraborrelli, 2010, « La importancia de los aliados: un estudio sobre el conflicto rural (marzo-julio 2008) », dans Ricardo Aronkind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla: las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 137-140.
 27. Gabriel Kessler, 2014, *Controversias sobre la desigualdad. Argentina 2003-2013*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.

système médiatique, des demandes d'associations civiles progressistes de différents types reprises par Cristina Fernández de Kirchner et transformées en loi. Le processus de débat et de mobilisation sociale autour de ces actions a permis au gouvernement de nouer des rapports étroits avec cette société civile progressiste et socialement enracinée dans les classes moyennes urbaines. L'espace public s'est ensuite nourri d'importantes mobilisations et de débats sur différents thèmes centraux de la vie politique argentine. L'importance des questions qui ont été débattues au cours de ces années, ainsi que l'ampleur du public qui a participé à ces débats, révèlent une grande vitalité de l'espace public. Par ailleurs, ces discussions ont porté sur la question – facilement universalisable – des « droits », car le kirchnerismo a réussi à encadrer l'action législative dans un cadre de promotion de droits – « d'expansion des droits », dira-t-on plus tard – qui a organisé une grande partie de sa rhétorique de « représentant du peuple ».

Si les lois liées à la parité de genre ont constitué un large consensus social, celle visant à réguler les services de communication audiovisuelle a fini par se réduire à un conflit avec les « monopoles », dont le principal multimédia argentin, le Groupe Clarín, auquel le gouvernement s'était confronté depuis les événements de 2008. Cumulant un large consensus au début, cette loi sera appliquée suivant la logique de la polarisation politique et considérée par beaucoup des premiers alliés comme une lutte entre « factions » attirant peu de soutien en dehors des partisans du gouvernement²⁸. Le parcours suivi par cette loi illustre bien l'ambiguïté de la politisation qui s'est produite après le conflit de 2008 : la vitalité du débat public a coexisté avec une mobilisation polarisée des arguments et des ressources politiques. Le gouvernement a proposé de nouvelles questions à débattre dans l'espace public. Cela lui avait permis après 2008 d'accroître sa base de soutien. Or, progressivement, avec la cristallisation des positions antagonistes, ces questions ont cessé d'être l'objet de délibérations et sont devenues les piliers d'un conflit politique permanent. Cela a empêché qu'une bonne partie des thèmes proposés par des différents acteurs (le gouvernement, des mouvements sociaux, des experts, des ONG) dans l'espace public se traduisent en réformes durables. Ainsi, les débats sur le fonctionnement de la justice, la réforme

28. Martín Becerra, 2014, « Cinco años de la ley audiovisual: balance sin fanatismos », *La Tecl@ Eñe*, 1^{er} novembre.

du code civil et du code pénal, le système fiscal, entre autres, se sont déroulés en vertu de cette dynamique de factions qui les a transformés en armes de guerre entre pôles opposés.

UNE OPPOSITION RÉPUBLICAINE ?

Le conflit de 2008 a également stabilisé les cadres de référence mobilisant et donnant de l'intelligibilité à un ensemble hétérogène de groupes qui ont vu les Kirchner comme une menace et qui ont établi de façon définitive depuis lors, et au moins jusqu'à la fin de 2015, un rapport d'indignation et de méfiance envers le pouvoir politique et le fonctionnement de la démocratie argentine. En l'absence d'un porte-parole privilégié articulant le rapport au gouvernement et à la politique, comme dans le cas des soutiens kirchneristas, la définition du répertoire discursif et moral des opposants a été le résultat d'une construction collective, produit du travail d'acteurs politiques, intellectuels et médiatiques, prenant depuis 2008 un net caractère d'opposition. Si le kirchnerismo s'est nourri d'éléments dispersés dans le monde social en les intégrant à son champ sémantique afin de les mettre au service de son projet politique²⁹, l'anti-kirchnerismo, dispersé dans le monde social, s'est nourri des éléments produits par des membres des élites politico-intellectuelles et s'est reproduit au début comme expérience privée ou de petits cercles : il n'arrivait pas encore à prendre une forme politique unifiée et permanente. Toutefois, les cadres de sa politisation étaient plus ou moins consolidés.

La distanciation outrée de cette nouvelle opposition reposait sur deux piliers, présents parfois simultanément. La première critique était celle que nous avons qualifiée plus haut de « républicaine » : elle visait la relation du pouvoir exécutif avec les autres pouvoirs de l'État. Cette critique voyait dans le *modus operandi* jacobin du kirchnerismo une concentration du pouvoir menaçant la démocratie libérale, dans les termes de ce

29. En effet, le kirchnerismo a absorbé – « rendu étatiques » – des demandes et des pré-occupations de différents secteurs, qui sont devenus partie intégrante du vocabulaire officiel. Par exemple, le traitement des groupes d'opposition en tant que « destituants » a été réalisé par le groupe intellectuel Carta Abierta avant d'être mobilisé par le gouvernement ; Leonardo Eiff, 2014, « Destituyente », dans Andreina Adelstein et Gabriel Vommaro (dir.), *Diccionario del léxico corriente de la política argentina*, Buenos Aires, UNGS, p. 137-140.

que la science politique a appelé les « freins et contrepoids » des institutions. Ce récit faisait du kirchnerismo une machine de pouvoir qu'il fallait arrêter. Le manque de transparence des actions du gouvernement et de ses fonctionnaires est devenu ainsi une clé explicative de ce qui a été considéré comme des actions déviantes dans une interprétation libérale du républicanisme.

Cette critique républicaine faisait à son tour référence à deux types de problèmes : la corruption et le clientélisme. En tant que problèmes publics, les deux ont été longtemps la cible d'un activisme social professionnalisé qui s'est constitué en Argentine depuis les années 1980, associé au contrôle de la politique et de ses institutions. Leurs diagnostics des déficits de la démocratie en Argentine nourrissent le débat public, et surtout celui des élites, en définissant les points de repère des querelles concernant la représentation. Dans les années 2000, consécutivement à la crise sociale et à la mise en place de politiques sociales massives, la question de la transparence s'est déplacée vers le contrôle de la provision de biens publics destinés aux classes populaires, et les regards experts – c'est-à-dire des juristes et des professionnels des ONG spécialisés dans le contrôle de l'État – de la politique et des gouvernements se sont concentrés sur la question du clientélisme³⁰. La gestion de l'aide sociale par des acteurs politiques a été considérée comme un instrument de manipulation électorale et de mépris des droits des pauvres. Ce soupçon a affecté, à la fin du deuxième gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner, la transparence du fait électoral dans son ensemble, et l'activisme expert s'est attaché à rendre visibles les irrégularités lors des élections, en alliance avec des acteurs politiques et des médias – notamment, la manipulation des électeurs et des règles électorales³¹.

L'alliance entre des experts, des journalistes et des acteurs politiques de l'opposition n'était pas nouvelle. Elle avait déjà produit des effets politiques dans les dernières années du gouvernement de Carlos Menem³². Mais ici, le rôle des experts et des journalistes politiques était plus important qu'alors, en vertu de la présence d'une option politique capable

30. Vommaro, « Les manifestations populaires du pouvoir », *op. cit.*

31. Hélène Combes et Gabriel Vommaro, 2017, « Gouverner le vote des "pauvres". Champs experts et circulations de normes en Amérique latine (regards croisés Argentine/Mexique) », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 1-2, n^{os} 216-217, p. 4-23.

32. Sebastián Pereyra, 2013, *Política y transparencia*, Buenos Aires, Siglo XXI.

d'articuler ces discours critiques et de les transformer en programme électoral. Par exemple, l'émission de télévision de la vedette journalistique Jorge Lanata, « Journalisme pour tous », diffusée par Canal 13, appartenant au groupe Clarín, fut, premièrement, un puissant traducteur des discours politiques des opposants au langage ordinaire; deuxièmement, un scénario de dramatisation qui a permis de rendre vives et touchantes les incidences de corruption dénoncées; et troisièmement, un espace cérémoniel de réaffirmation de l'identité anti-kirchnerista qui ne trouvait pas encore d'expression organique ailleurs. Il a fait appel à un savoir-faire – qui est aussi un savoir-interpréter – du public par rapport aux cas de corruption qui s'étaient accumulés au cours des années précédentes, et a interpellé de nouveaux publics en leur proposant de s'associer à son indignation avec la politique et le gouvernement. Le symbole du programme était, précisément, le geste universel de *fuck you*, et tout le temps, l'animateur était soucieux de rappeler aux membres du public que le gouvernement les « prenait pour des cons »³³.

La critique du manque de transparence des actions officielles – y compris les chiffres publics produits par le bureau de statistique du gouvernement depuis 2007, subordonnant ouvertement l'exactitude des données aux besoins politiques du gouvernement³⁴ – a été décodée par le kirchnerismo comme arme de guerre des opposants. La faible argumentation officielle sur la transparence des actions des fonctionnaires a créé un terrain propice à l'augmentation du sentiment d'indignation des opposants. Ce regard critique sur le parti au pouvoir allait démolir un par un ses piliers de légitimité. Les actions du gouvernement, en particulier celles encadrées dans l'épopée kirchnerista en « défense du peuple et de ses droits », furent interprétées comme une pure mascarade, dissimulant d'autres intérêts. Ce faisant, on contestait également la légitimité des soutiens officiels. Dans le conflit de 2008, la remise en question de la mobilisation du soutien au gouvernement avait précisément pour argument la « critique du clientélisme » de celui-ci³⁵, ce qui a

33. Pour un aperçu de cette émission, voir <https://www.youtube.com/watch?v=RpMD-Vx0dYxI> (consulté le 15 août 2018).

34. Mario Damill et Roberto Frenkel, 2015, « La economía argentina bajo los Kirchner: una historia de dos lustros », dans Carlos Gervasoni et Enrique Peruzzotti (dir.), *¿Década Ganada? Evaluando el legado del Kirchnerismo*, Buenos Aires, Debate, p. 115-164.

35. Vommaro, Gabriel, 2010, « « Acá el choripán se paga »: movilización política y grupos sociales en el reciente conflicto en torno a las retenciones a las exportaciones de

fini par remettre en question la qualité de ses soutiens et non seulement leur nombre. C'était, en somme, une mobilisation « achetée » avec les ressources du pouvoir. Face à cette méfiance installée, dans les versions les plus radicales de l'espace hétérogène d'opposition, il n'y avait aucune preuve empirique suffisante que le camp anti-kirchnerista aurait pu accepter pour reconnaître la légitimité démocratique du parti au pouvoir.

Le deuxième type de critique du kirchnerismo est lié à l'opposition aux mesures visant à intensifier la régulation étatique de la vie économique. Le conflit de 2008 avait comme toile de fond le débat sur la légitimité de l'État pour limiter la rentabilité des secteurs d'activité les plus dynamiques en vertu d'objectifs de politique publique, tels que la réglementation des prix de certains aliments sur le marché intérieur. Ce conflit a donné lieu à la première expression mobilisée de l'opposition à la volonté politique officielle d'intervenir sur les marchés privés. Ceci ouvrait la voie à l'expression sociale d'opposition à cette intervention étatique dans d'autres secteurs. Dès lors, de nouvelles mesures d'intervention visant à orienter le comportement des acteurs économiques provoqueraient d'autres oppositions, plus ou moins fortes. La méfiance structurelle vis-à-vis de l'État était à la base du sentiment de se retrouver face à des excès ou des menaces, surtout parmi certains groupes sociaux dont la socialisation politique et la sociabilité économique s'étaient construites, en grande partie, en opposition et à l'abri de cette intervention³⁶. Le mouvement d'opposition sociale le plus important s'est produit à partir de la fin 2011, devant les mesures de régulation de l'accès au dollar, qui a touché au cœur l'une des pratiques de « résistance » des classes moyennes et supérieures contre un État qu'elles craignent et dont elles se méfient³⁷.

L'absence d'argument public au sujet des mesures gouvernementales portant sur la régulation étatique des différentes activités économiques s'ajoutait au fait que tout argument soulevé dans une scène polarisée était pris dans la logique des positions tranchées. Ceci permet d'appréhender la portée de cette méfiance vis-à-vis de l'action de l'État qui forge

granos », dans Ricardo Aronkind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla: las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 181-226.

36. Vommaro, « Political Representation and Malaise in Representation », *op. cit.*

37. Ariel Wilkis et Mariana Luzzi, 2015, « La moneda contra el Estado », *Anfibio*, en ligne.

l'un des axes du répertoire interprétatif de l'anti-kirchnerismo. De cette manière, la politisation anti-kirchnerista et la participation active de ces secteurs d'opposition dans l'espace public renferment leur propre paradoxe : elles se sont faites au nom d'un rejet de la politique et d'une méfiance à l'égard de toute forme d'action de l'État.

DE LA MOBILISATION À L'ORGANISATION

L'anti-kirchnerismo revêtait entre 2008 et 2013 une expression inorganique et sauvage, ou au moins limitée aux expériences locales hétérogènes, en ligne avec les petites manifestations sociales institutionnalisées en Argentine. Leurs liens avec des options politiques de l'opposition étaient instables, et les activistes semblaient plutôt les « orphelins de la politique de partis », membres de l'univers non péroniste qui, après la crise du radicalisme des années 1990 puis la chute de l'Alliance – entre le parti radical et le Frepaso – en 2001 n'avaient pas trouvé de représentation stable³⁸. Les résultats fluctuants lors des élections des forces de l'opposition, et en particulier des différentes offres électorales créées par Elisa Carrió, démontrent cette instabilité. Seule la consolidation du parti PRO a donné à une partie de ces groupes une certaine expression partisane³⁹, mais cela ne s'est produit qu'à la fin du cycle national-populaire et ne s'est consolidé que lors de la formation de la coalition Cambiemos, au début de 2015. La distance de beaucoup de ces secteurs avec l'activité partisane et le regard critique envers l'État a accentué leur nature indignée et leur sentiment de crainte devant un pouvoir qu'ils considéraient excessif. Dans ce contexte, il est possible de considérer que le conflit de 2008 est le premier grand événement d'unification d'une opposition sociale puissante.

Dès lors, les deux camps identitaires se sont nourris de contingents de plus en plus actifs de personnes et d'organisations désireuses de participer à la vie publique. La politisation polarisée avait ses schémas d'interprétation pour organiser les énergies morales et affectives mobilisées (la lutte ou la cause pour laquelle se battre) et les critères pour juger la

38. Juan Carlos Torre, 2003, « Los huérfanos de la política de partidos Sobre los alcances y la naturaleza de la crisis de representación partidaria », *Desarrollo Económico*, vol. 42, n° 168, p. 647-665.

39. Gabriel Vommaro, Sergio Morresi et Alejandro Bellotti, 2015, *Mundo PRO*, Buenos Aires, Planeta.

réalité politique du pays depuis lors (« le peuple contre les corporations » ; « les gens contre un gouvernement autoritaire et corrompu »), ainsi que des répertoires de mobilisation. En effet, les deux camps avaient 1) leurs propres cérémonies de production et de reproduction des fidélités (des meetings à la Place de Mai dans le cas du kirchnerismo, des *cacerolazos* dans le cas de l'anti-kirchnerismo) ; 2) leurs mécanismes institutionnels de stabilisation dans le temps (la consolidation des entrepreneurs de politisation basés sur des mouvements d'ancrage territorial comme représentants de l'État face aux populations, dans le cas du kirchnerismo, des fondations et d'ONG organisant la participation politique des opposants).

Quant à la vitalité de l'espace public, celui-ci a été traversé entre 2008 et 2015 par de vifs débats et des manifestations de rue intenses. Les mêmes cadres organisant l'expérience politique de vastes secteurs sociaux en termes d'élans à la participation ont progressivement entravé toutes les formes de rencontres entre adversaires et ont élevé des barrières cognitives, évitant aux uns et aux autres d'être exposés à des arguments politiques contraires. Le débat public en période de polarisation nationale-populaire a ainsi atteint des moments de grande intensité alors que ses termes semblaient provenir de logiques clivées sous-jacentes.

* * *

Pour conclure, bien qu'elle soit nouvelle en raison des moyens pacifiques et institutionnels de traitement des différences, la définition des deux camps identitaires a réactivé les anciens thèmes du conflit politique et du conflit distributif en Argentine. C'est pourquoi, bien que les identités politiques définies en 2008 puissent s'affaiblir avec le temps, le conflit sociopolitique exprimé depuis 2008 subsiste jusqu'à présent et ne semble pas devoir présenter, dans un avenir proche, de signes d'agonie.

Le cas argentin pourrait, en ce sens, servir de témoin pour analyser les différents types d'espace public construits dans d'autres processus latino-américains où s'est produit le tournant à gauche de la première décennie du XXI^e siècle. En effet, on pourrait comparer des cas où la polarisation politique était plus ou moins élevée, ainsi que la relation entre cette polarisation et le conflit distributif. Suivant ces indices, on pourrait observer différentes configurations d'espaces publics – avec

une mobilisation plus ou moins intense, avec différents types d'argumentation publique, etc. – par rapport à ce cycle politique.

En ce sens, compte tenu de l'intensité du conflit distributif en Argentine, ainsi que de l'impossibilité de réconcilier des positions en concurrence pour établir des hégémonies durables – ou pour construire des consensus transversaux sur lesquels résoudre des litiges – le bilan critique à propos des ambiguïtés de la vitalité de l'espace public dans les années de la politisation nationale-populaire peut être nuancé. Le FPV a été battu lors des élections présidentielles de 2015 par l'alliance Cambiemos, qui a pu exprimer et canaliser la mobilisation croissante de l'opposition sociale au kirchnerismo. Le mouvement national-populaire a rapidement accepté le résultat, et pendant toute la période du gouvernement de Cambiemos – jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes –, la légitimité du jeu électoral – et donc de la démocratie électorale – comme moyen de résolution des conflits n'a pas été remise en question. Le problème est de cerner le genre d'espace public démocratique consolidé lorsque la polarisation reste inchangée et que cette polarisation exprime, même lorsqu'elle est formulée en termes d'expressions manichéennes à forte composante morale, des visions opposées sur la façon dont l'Argentine devrait organiser la relation entre l'État, les droits sociaux et la vie économique.

RÉFÉRENCES

- Aboy Carlés, Gerardo, 2001, *Las dos fronteras de la democracia argentina. La redefinición de las identidades políticas de Alfonsín a Menem*. Rosario, Homo Sapiens.
- Aronskind, Ricardo, 2010, « Cambio estructural y conflicto distributivo: el caso del agro argentino ». Dans Ricardo Aronskind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla: las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 327-353.
- Becerra, Martín, 2014, « Cinco años de la ley audiovisual: balance sin fanatismos ». *La Tecl@ Eñe*, 1^{er} novembre.
- Calvo, Ernesto, 2015, *Anatomía política de Twitter en Argentina*. Buenos Aires, Capital Intelectual.
- Clarín*, « Disposiciones de la Secretaría de Agricultura. Prórroga en las restricciones para exportar trigo y carne », 27 décembre 2007.

- Combes, Hélène et Gabriel Vommaro, 2017, « Gouverner le vote des “pauvres”. Champs experts et circulations de normes en Amérique latine (regards croisés Argentine/Mexique) ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol. 1-2, n^{os} 216-217, p. 4-23.
- Damill, Mario et Roberto Frenkel, 2015, « La economía argentina bajo los Kirchner: una historia de dos lustros ». Dans Carlos Gervasoni et Enrique Peruzzotti (dir.), *¿Década Ganada? Evaluando el legado del Kirchnerismo*, Buenos Aires, Debate, p. 115-164.
- Eiff, Leonardo, 2014, « Destituyente ». Dans Andreina Adelstein et Gabriel Vommaro (dir.), *Diccionario del léxico corriente de la política argentina*, Buenos Aires, UNGS, p. 137-140.
- Forster, Ricardo, 2013, *La anomalía kirchnerista: La política, el conflicto y la invención democrática*. Buenos Aires, Planeta.
- Gené, Mariana, 2017, « Alianzas y decisiones en el primer gobierno de Cristina Fernández de Kirchner. Sobre apuestas políticas y reconfiguraciones ». Dans Alfredo Pucciarelli et Ana Castellani (dir.), *Los años de los Kirchner*, Buenos Aires, Siglo XXI, p. 379-403.
- Giarracca, Norma et Miguel Teubal (dir.), 2011, *Del paro agrario a las elecciones de 2009. Tramas, reflexiones y debates*. Buenos Aires, Antropofagia.
- Gras, Carla, 2010, « Actores agrarios y formas de acción política en la Argentina contemporánea. Un análisis a partir de los grupos de «autoconvocados» en la región pampeana ». Dans Ricardo Aronskind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla: las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 279-312.
- Gras, Carla et Valeria Hernández, 2016, *Radiografía del nuevo campo argentino. Del terrateniente al empresario transnacional*. Buenos Aires, Siglo XXI.
- Hora, Roy, 2002, *Los terratenientes de la pampa argentina. Una historia social y política, 1860-1945*. Buenos Aires, Siglo Veintiuno Editora Iberoamericana.
- Kessler, Gabriel, 2014, *Controversias sobre la desigualdad. Argentina 2003-2013*. Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica.
- Levistky, Steven et Kenneth M. Roberts (dir.), 2011, *The Resurgence of the Latin American Left*. Baltimore, The Johns Hopkins University Press.
- Mangonnet, Jorge et M. Victoria Murillo, 2017, « El boom sojero y la protesta fiscal de los productores rurales ». *Desarrollo Económico*, vol. 57, n^o 221, p. 165-179.

- Nardacchione, Gabriel et Diego Taraborrelli, 2010, «La importancia de los aliados: un estudio sobre el conflicto rural (marzo-julio 2008)». Dans Ricardo Aronskind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla: las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 119-151.
- O'Donnell, Guillermo, 1977, «Estado y alianzas en la Argentina, 1956-1976». *Desarrollo Económico*, vol. 16, n° 64, p. 523-554.
- Pérez, Germán et Ana Natalucci (dir.), 2012, *Vamos las bandas: organizaciones y militancia kirchnerista*. Buenos Aires, Nueva Trilce.
- Pereyra, Sebastián, 2013, *Política y transparencia*. Buenos Aires, Siglo XXI.
- Rinesi, Eduardo, 2011, «Notas para una caracterización del kirchnerismo». *Debates y Combates*, n° 1, p. 141- 172.
- Torre, Juan Carlos, 2003, «Los huérfanos de la política de partidos Sobre los alcances y la naturaleza de la crisis de representación partidaria». *Desarrollo Económico*, vol. 42, n° 168, p. 647-665.
- Vommaro, Gabriel, 2008, «Les manifestations populaires du pouvoir. Le gouvernement Kirchner et les transformations des classes populaires». Dans Gabriel Vommaro (dir.), *La carte rouge de l'Amérique latine*, Paris, Éditions du Croquant, p. 105-129.
- Vommaro, Gabriel, 2010, ««Acá el choripán se paga»: movilización política y grupos sociales en el reciente conflicto en torno a las retenciones a las exportaciones de granos». Dans Ricardo Aronskind et Gabriel Vommaro (dir.), *Campo de batalla: las rutas, los medios y las plazas en el nuevo conflicto agrario*, Buenos Aires, Prometeo-UNGS, p. 181-226.
- Vommaro, Gabriel, 2017, «Political Representation and Malaise in Representation in Present-Day Argentina». Dans Alfredo Joignant, Mauricio Fuentes et Claudio Morales (dir.), *Malaise in Representation in Latin American Countries. Chile, Argentina and Uruguay*, New York, Pallgrave, p. 303-322.
- Vommaro, Gabriel, Sergio Morresi et Alejandro Bellotti, 2015, *Mundo PRO*. Buenos Aires, Planeta.
- Wilks, Ariel et Mariana Luzzi, 2015, «La moneda contra el Estado». *Anfibia*, en ligne [<http://revistaanfibia.com/ensayo/la-moneda-contra-el-estado-2/>].

MOUVEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUE DE GAUCHE DANS L'ÉTAT DE VERACRUZ, MEXIQUE, 2010-2016

MARTÍN AGUILAR SÁNCHEZ

Universidad Veracruzana

L'objectif de cet article est d'analyser comment se sont développés, dans l'État de Veracruz, d'une part des luttes sociales qui ont remis en cause le système autoritaire subnational durant la période dite de transition démocratique et, d'autre part, les mouvements de contestation du modèle néolibéral mis en œuvre par le système politique. Autant de mouvements et de manifestations qui ont créé un espace de débat et de confrontation, fragilisant ainsi le système de domination.

Cette vision subnationale doit toutefois être replacée dans une perspective nationale. C'est pourquoi il importe de prendre en compte les répercussions de la transition politique. Durant ce processus (1977-2000), les mouvements sociaux ont joué un rôle important dans le changement politique et ont alimenté en dirigeants et en activistes les partis politiques, principalement de gauche, comme le Parti de la révolution démocratique (PRD) et le Parti du travail (PT).

Cependant, à mesure que ces partis politiques conquéraient de nouveaux espaces dans la géographie électorale – municipalités, députation, gouvernorat, etc. – les mouvements se sont atomisés, faisant place à une

nouvelle étape dans laquelle d'autres mouvements et réseaux ont commencé à construire de nouveaux espaces.

La gauche partisane mexicaine a généralement connu un processus de droitisation, qui s'est clairement révélé en 2012 au moment de l'accession du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) à la présidence de la République, lorsque les partis politiques ont signé le Pacte pour le Mexique qui mettait en œuvre différentes réformes structurelles – énergétique, éducative, fiscale, des télécommunications et du travail. L'adhésion du PRD à ce pacte a entraîné la démission de dirigeants et d'activistes de premier plan, tels que Cuauhtémoc Cárdenas et Porfirio Muñoz Ledo pour ne citer qu'eux.

Les réformes structurelles se sont attachées à instaurer une flexibilisation du marché du travail et à détricoter un ensemble de droits acquis. La crise de la gauche partisane est devenue patente lors de la disparition forcée des étudiants d'Ayotzinapa, dans l'État de Guerrero, alors dirigé par le PRD, laissant affleurer les inerties politiques conservatrices de la classe politique et des élites de l'État. Les graves problèmes du pays, tels que l'insécurité causée par le crime organisé en cheville avec certains secteurs de l'État, l'augmentation de la pauvreté et la crise de représentativité politique¹ ont poussé les citoyens à prendre leurs distances avec les partis politiques en général et avec ceux de gauche en particulier ; à cela s'ajoutait le défi permanent de construire un espace public dans lequel les organisations sociales et les citoyens puissent exposer leurs problèmes et leurs solutions et en débattre.

1. En ce qui concerne l'espace public, une vaste bibliographie fait ressortir des positions très diverses; voir Habermas, Jürgen (1992), *L'espace public*. Payot, Paris; Cohen, Jean et Arato Andrew (2000), « Sociedad civil y teoría política ». Fondo de la Cultura Económica, México; Thompson, John, (1995), « *The Media and Modernity: A Social Theory of the Media* ». California, Stanford University Press Stanford; Melucci, Alberto. (1999) « Acción colectiva, vida cotidiana y democracia ». El Colegio de México, México.; Leonardo Avritzer, 1999, « Diálogo y reflexividad: acerca de la relación entre esfera pública y medios de comunicación », *Metapolítica. Revista Semestral de teoría y ciencia política*, vol. 3, n° 9, p. 79-94. Dans le cadre de ce travail, je reprendrai la position de Melucci qui souligne l'importance des lignes d'action que les mouvements sociaux peuvent imposer dans le débat entre agents sociaux et politiques et surtout, celle de construire des espaces autonomes, indépendants des partis politiques et des agences gouvernementales. En d'autres termes, les mouvements sociaux et la société civile créent un espace où le dialogue entre citoyens (avec leurs demandes sociales) et politiciens configure un espace public.

Ce phénomène de crise de représentativité est en cours de résolution avec l'apparition sur la scène politique du Mouvement de régénération nationale (Morena) dirigé par Andrés Manuel López Obrador et de certains candidats indépendants. Si l'on se place à présent dans le contexte de l'État de Veracruz, bien qu'on puisse observer le même processus, il apparaît également qu'un certain nombre de contestations et de mouvements sociaux y soient sans lien avec les partis politiques de gauche, excepté dans certaines conjonctures politiques.

CONDITIONS SOCIOPOLITIQUES DE L'ÉTAT DE VERACRUZ

Dans cette perspective, il est nécessaire de connaître plus précisément le rôle que les contestations et les mouvements sociaux ont joué dans l'État de Veracruz. Nous nous situons donc à cette échelle et présenterons certains exemples qui permettront de comprendre les caractéristiques de l'action collective et sa relation avec la sphère politique.

Il faut pour ce faire abandonner la vision isolée de l'État que la classe politique au pouvoir à Veracruz a mise de l'avant, à savoir un État auto-suffisant, à qui la production de pétrole et l'élevage permettent de rester peu dépendant de la Fédération. Il faut au contraire analyser comment l'État s'est inscrit historiquement dans l'économie nationale et internationale, que ce soit au moyen du pétrole, de l'élevage ou de l'émigration, principalement vers les États-Unis. Plus encore, il faut examiner comment Veracruz s'est inséré dans un modèle international d'extraction, à partir de l'exploitation minière et pétrolière et de l'implantation d'usines hydroélectriques. Il faut enfin considérer la façon dont les activités de trafic de stupéfiants s'immiscent dans l'économie et dans la politique.

Au cours des vingt dernières années, l'économie de Veracruz s'est enlisée, en particulier en ce qui concerne les activités traditionnelles comme l'agriculture, l'élevage, l'exploitation pétrolière, avec pour conséquence une augmentation du processus migratoire et du chômage. Ces circonstances ont amené le gouvernement subnational à adopter des stratégies économiques immédiates, telles qu'une adaptation aux nouvelles demandes des organismes internationaux.

L'Amérique latine a vu s'instaurer le paradigme néolibéral du modèle d'extraction-exportation, avec pour corollaire la criminalisation des actes de contestation. Ce modèle se caractérise par les éléments suivants :

1) une reformulation de l'intervention de l'État dans la société, en vertu de laquelle on assiste à une privatisation des biens élémentaires et à une détérioration des services publics ; 2) une reprimarisation de l'économie par le biais de l'expansion d'enclaves d'exportation déconnectées des communautés locales ; 3) une politique de dérégulation du travail entraînant une flexibilisation du marché du travail et une précarisation ; 4) une mise en œuvre de stratégies d'endiguement de la pauvreté par l'État pour contrer l'expansion de l'exclusion ; 5) un renforcement du système répressif institutionnel par l'État². Ces tendances observables dans l'ensemble de l'Amérique latine le sont sans aucun doute également au Mexique, en particulier depuis l'institutionnalisation de ce modèle, résultant de l'approbation des réformes structurelles par l'ensemble des partis politiques dans le cadre du Pacte pour le Mexique précédemment évoqué.

Par ailleurs, la « transition politique » a débuté vers la fin des années 1970 sous la forme d'un long processus national qui se décline différemment selon les États. Dans celui de Veracruz, il prend fin avec l'apparition de l'alternance au niveau de l'État, lors des élections du 5 juin 2016 qui voient triompher l'alliance PAN³-PRD.

La nouveauté aura consisté en l'avènement de Morena comme troisième force politique, laquelle pourrait même, en cas d'accord avec la coalition victorieuse, obtenir une majorité à l'assemblée législative subnationale, encore que cette perspective reste incertaine en raison des différences idéologiques qui opposent ces groupements politiques. Qu'est-ce qui a rendu possible ce résultat électoral ? La simple présence des partis politiques ? La crise au sein du PRI ? Les graves conditions sociales et l'insécurité que subit l'État de Veracruz ? L'organisation de la société civile subnationale ? Il faut sans aucun doute écarter la première hypothèse. Le désenchantement citoyen envers les partis politiques est évident. Face à

2. Maristella Svampa, 2008, *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*, Buenos Aires, CLACSO, Siglo XXI de Argentina.

3. Le Parti action nationale (PAN) se situe à droite sur l'échiquier politique mexicain. Il a encouragé des réformes structurelles telles que la réforme du travail et la réforme énergétique, dans lesquelles la privatisation et la flexibilisation de la force de travail jouent un rôle essentiel. D'autre part, il prend généralement position contre les droits des minorités, en particulier sur le thème du droit à l'avortement.

un panorama aussi difficile et compliqué, les partis politiques en place n'offrent aux citoyens⁴ que des solutions provisoires.

Différentes circonstances ont détérioré les conditions de vie des habitants de l'État de Veracruz, dont deux plus particulièrement.

La première fut l'incapacité de gouverner de l'administration de Javier Duarte de Ochoa, à la tête de l'État de Veracruz de 2010 à 2016, dont le mandat s'est caractérisé par un simulacre de gouvernement, avec pour conséquence une négation des graves problèmes qui accablaient l'État, ainsi que par une corruption généralisée. En effet, les institutions qui avaient vocation à renforcer le processus démocratique dans l'État se sont trouvées assujetties à la volonté politique du gouverneur. Tel fut le cas de la Commission des droits humains, de l'Institut de transparence et de reddition de comptes, de l'Institut électoral de Veracruz et d'une partie des médias, liés au gouvernement de l'État, comme la Radiotélévision de Veracruz.

Une corruption généralisée dans tous les domaines, favorisée par l'exécutif lui-même; le trafic de stupéfiants présent sur l'ensemble du territoire de Veracruz, qui a entraîné des indices très élevés d'insécurité dans différentes franges de population (jeunes, entrepreneurs, éleveurs, femmes, etc.). Cette situation a mis en évidence le lien entre un secteur de la classe politique et le crime organisé, difficile à prouver bien entendu, mais manifeste aux yeux des citoyens, au vu des innombrables événements tragiques qui se sont produits, tels que la mort de journalistes, les disparitions de jeunes gens, par exemple à Papantla et à Tierra Blanca, les disparitions de migrants, les enlèvements, la répression contre les étudiants, les extorsions envers des citoyens lambda, les pressions exercées contre des médecins, etc.⁵

À ces conditions d'insécurité vient s'ajouter une situation critique de pauvreté et de manque d'emploi, ainsi que le malaise que les réformes éducative et énergétique ont provoqué auprès des enseignants et des

4. Les candidats ayant réuni le plus de votes étaient: Miguel Angel Yunes Linares pour le PAN-PRD avec 945 560 voix; Héctor Yunes Landa du PRI, VERDE, NUEVA ALIANZA et AVE avec 839 127 des votes, et Cuitláhuac García de MORENA avec 721 427 voix.

5. Edgar Ávila, 2016, «Entregaron al crimen a jóvenes de Papantla», *El Universal*, 1^{er} avril 2016, en ligne; José Cárdenas, 2017, «Huyen 14 médicos del IMSS debido a la inseguridad en Papantla», *Noreste*, 19 août 2017.

travailleurs du pétrole. Cette situation a produit une désagrégation des mécanismes clientélistes traditionnels du PRI, ainsi que de la loyauté des organisations corporatives. Si on tient également compte des conflits internes du PRI, toutes les conditions étaient réunies pour que ce parti cède du terrain.

Il faut garder clairement à l'esprit que ce léger changement politique ne fait pas disparaître comme par magie un ensemble de processus que le système politique a forgé tout au long de son histoire et que, pour leur part, le PAN et le PRD ne sont pas non plus synonymes de transparence et de démocratie. Cela ressemble plutôt, comme l'évoque Zivechi, à une petite fissure dans le schéma de domination de l'État de Veracruz⁶. À quoi cette fissure peut-elle donner lieu ? Comme nous l'avons mentionné dans d'autres travaux⁷, la principale caractéristique du système politique de l'État est son autoritarisme, en ce sens que l'exécutif a gardé le contrôle d'un ensemble d'institutions qui, dans d'autres contextes démocratiques, auraient pu progresser : Commission des droits de l'homme, médias de l'État, Institut d'accès à l'information et de la transparence, Institut électoral, parmi les plus importants.

La deuxième circonstance tient à l'érosion du système corporatif clientéliste constitué d'organisations liées au PRI, telles que la Confédération nationale des organisations populaires (CNOP), la Confédération nationale des paysans (CNA), la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), le Syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine (STPRM), le Syndicat national des travailleurs de l'enseignement (SNTE), au cours des dernières années. De vastes secteurs ruraux souffrent d'un manque d'investissement et de soutien, entraînant de ce fait l'affaiblissement de plusieurs organisations paysannes intégrées au PRI. Par ailleurs, l'approbation des réformes énergétique et éducative a provoqué des conflits entre le PRI, le gouvernement fédéral et les syndicats des travailleurs, en particulier le syndicat des enseignants (SNTE), ce qui a modifié leur présence politique et leur action, notamment dans

6. Raúl Zivechi, 2010. *América Latina: Contrainsurgencia y pobreza*. Bogotá, Desde abajo.

7. Martín Aguilar (dir.), 2012a, *La difícil construcción democrática en Veracruz. Acceso a la justicia y actores sociales*. Veracruz, Université de Veracruz; et 2018, « Autoritarismo político y protesta social en Veracruz, 2010-2015 ». Dans Javier Aguilar, *Los movimientos sociales en la vida política mexicana*, Mexico, Instituto de Investigaciones Sociales - UNAM, à paraître.

leur rattachement et leur soutien au PRI. Mais qu'est-ce donc alors exactement qui s'affaiblit? Quelle lecture pouvons-nous faire de la victoire électorale du PAN-PRD? Ce à quoi nous assistons semble être une crise du système de domination chapeauté par la classe priiste de Veracruz et de ses systèmes traditionnels de contrôle, qui s'appuyaient sur le consensus, sur une identité idéologique, sur la distribution de ressources économiques, ainsi que sur le contrôle corporatif. Ces mécanismes se sont corrodés, ce qui a fait apparaître d'autres partis dans la répartition du pouvoir par le biais de la redistribution de ressources.

Dans l'État de Veracruz comme dans d'autres, les victoires électorales s'obtenaient avec le concours d'une « structure parallèle », consistant à utiliser les institutions de l'État comme des réservoirs de voix. Les critiques formulées lors des élections de 2012, qui avaient vu la victoire de Peña Nieto sans que l'on puisse déterminer clairement les sources de financement de sa campagne, ont placé sous les projecteurs les États subnationaux qui puisent cyniquement dans les ressources institutionnelles et parmi eux, Veracruz.

Les débuts de la transition politique ont vu se manifester des luttes sociales qui ont trouvé dans la compétition électorale une voie pour canaliser leurs demandes, principalement à l'échelle municipale. Un processus long et tortueux a ensuite permis à différents organismes et mouvements sociaux de l'État de trouver une ouverture dans la structure d'opportunités politiques, afin de conquérir des municipalités et de redistribuer des ressources économiques et politiques aux différentes régions.

Nous illustrerons à présent ces deux étapes. La première va des années 1980 à l'an 2000. Nous présenterons, en guise d'exemples, quelques-uns des conflits sociaux caractéristiques de cette période. La deuxième va de l'an 2001 à nos jours. Nous mentionnerons à son propos certaines luttes sociales qui résistent au modèle néo-extractiviste.

LES LUTTES INDIGÈNES

Dans le cadre d'un système politique autoritaire comme l'a été celui de Veracruz, les transformations politiques nationales qui ont commencé à affleurer dans le contexte de ce qu'on a appelé la transition politique ont sans nul doute encouragé le développement de divers mouvements

et combats sociaux porteurs d'un ensemble de demandes économiques et sociales, qui ne voyaient aucune option dans le cadre d'une structure d'opportunités politiques totalement fermée.

À Veracruz, les joutes électorales ont permis que différents mouvements et organisations s'allient aux nouveaux partis politiques afin d'essayer de remporter des municipalités. Ainsi, la lutte dite municipaliste a-t-elle eu lieu sur tout le territoire de l'État. Accéder au pouvoir que conférait une municipalité signifiait, à l'échelle locale, avoir la possibilité de faire parvenir des ressources économiques aux secteurs les plus vulnérables et de tester de nouveaux schémas de participation, jusqu'alors cadenassés par le PRI durant sa longue hégémonie politique.

C'est ce qui s'est produit dans différentes municipalités du sud de l'État, telles que Zaragoza, Cosoleacaque, Oteapan, Coacotla, Tatahuicapan et Pajapan, dont les habitants d'origine nahua ont entamé dans les années 1990 de nombreuses mobilisations pour remporter l'administration municipale de leurs municipalités⁸. Les organisations et communautés ont profité du processus naissant de transition politique pour participer aux joutes électorales municipales, portant le programme des réclamations indigènes dans le fragile espace public de l'État de Veracruz.

Ces municipalités ont mis sur pied des comités de défense populaire, dont l'objectif était d'améliorer les conditions de vie des habitants de leurs communautés. Il faut préciser que ces comités se sont constitués sous l'influence de la théologie de la libération, propagée par des prêtres jésuites qui se sont installés dans la région⁹. Néanmoins, pour que ces comités aient la possibilité d'améliorer les conditions de vie, il fallait provoquer un changement démocratique, consistant en une alternance politique à l'échelle nationale, qui devrait alors se répéter au niveau des États et des municipalités.

C'est pourquoi les différents comités qui se sont formés dans la région entre les années 1980 et 1990, comme ceux d'Oteapan, de Coacotla, de Pajapan, de Cosoleacaque et de Zaragoza, avaient pour objectif de participer aux joutes électorales, disputant la municipalité au PRI principalement. Ce dernier réunissait les anciens caciquats politiques, représentés

8. Martín Aguilar, 2009, *Movimientos Sociales y democracia en México (1982-1998). Una Perspectiva Regional*. Université de Veracruz et éditions Porrúa.

9. Martín Aguilar, 2005, *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique 1982-1998. Un regard du point de vue régional*. Paris, L'Harmattan, p. 236-243.

par des éleveurs et des dirigeants pétroliers de la région. Différents textes relatent le détail de ces luttes¹⁰, mais ce qui nous intéresse dans l'immédiat est de souligner qu'à cette époque, la transition politique a aiguillonné les tentatives indigènes de conquérir les municipalités aujourd'hui alliées à des partis politiques de gauche comme le Parti révolutionnaire des travailleurs et le Parti de la révolution démocratique (PRD), et d'essayer ainsi de démanteler le système politique autoritaire.

Le cas de Zaragoza est emblématique à différents titres. Premièrement, le comité de défense est parvenu à toucher la majorité de la population et, de ce fait, à gagner trois élections municipales successives. Ensuite, au cours de la première étape de vie de cette organisation principalement, les demandes indigènes ont été adéquatement canalisées et de nouvelles pratiques de participation citoyenne ont été mises en œuvre. Pour mener à bien le programme de développement municipal par exemple, le comité de défense a organisé des assemblées communautaires dans les quatre quartiers de Zaragoza, ce qui a permis de prioriser les besoins des habitants conformément aux demandes qui étaient détectées. Nous avons pu constater qu'au cours de l'administration des présidents municipaux proposés par le Comité de défense populaire de Zaragoza (CDPZ), un grand nombre de travaux publics ont été effectués : marchés, coopératives, revêtement des rues, écoles, introduction de l'eau potable, construction de logements, etc.

La figure de l'assemblée aura été très importante car les consultations publiques sont devenues des pratiques courantes pour informer des progrès et des problèmes que connaissait la gestion municipale. Gouverner trois fois trois ans sous l'égide du PRD aura été un événement considérable dans une municipalité qui était jusqu'alors restée sous le contrôle du PRI. Mais pourquoi le CDPZ perd-il les élections de la première décennie de ce siècle, alors même qu'il avait mené ces travaux publics et construit ces mécanismes d'information ? Il nous semble que la réponse à cette question tient à l'incapacité du CDPZ à provoquer des changements générationnels et, par là même, à démocratiser les

10. Aguilar, 2009, *Movimientos Sociales y democracia...*, *op. cit.* ; David Skerritt, 2012, « Tahaucapan : una posibilidad local », dans Martín Aguilar Sánchez (dir.), *La difícil construcción democrática en Veracruz. Acceso a la justicia y actores sociales*, Veracruz, Université de Veracruz, p. 207-264 ; Maria Elena Roca Guzmán, 2013, *Tradición y modernidad : conflictos y movilizaciones en Tahaucapan de Juárez, 1984-2010*, thèse de doctorat, Université de Veracruz, Institut de recherches socio-historiques.

élections internes du Comité, ce qui aurait dû permettre aux nouvelles générations et aux femmes d'accéder à des postes de direction et à des postes publics. C'est là le principal élément. L'alternance municipale ne suffisait pas ; encore fallait-il repenser comment se construisent les nouvelles pratiques sociales et politiques.

Ces expériences peuvent être reprises pour consolider les démocraties locales et redéfinir le rôle des partis politiques et des organisations communautaires, amplifier et consolider les espaces publics locaux et subnationaux. Certes le mouvement zapatiste avait fait connaître le programme politique indigène à l'échelle nationale, mais ce sont les expériences locales des communautés citées, leurs activités sociales et politiques qui ont eu un impact aussi bien dans l'espace public que dans le système politique subnational.

Mutatis mutandis, les comités constitués à Cosoleacaque, Coacotla, Oteapan et Pajapan ont connu des fortunes similaires. À Cosoleacaque par exemple, dont la présidence municipale avait également été conquise avec le parti de la Révolution démocratique, les divergences entre l'équipe du président et la base militante ont surgi en raison d'un sentiment de trahison de cette dernière, exclue de toute participation à une administration qui, dans l'esprit du président municipal, exigeait un degré de spécialisation dont la base militante ne disposait pas¹¹.

Ces expériences nous amènent à plusieurs conclusions. D'une part, les transformations politiques rendues possibles par la démocratisation naissante du système ont créé des conditions favorables à la participation de divers mouvements et groupes de contestation sociale, qui ont trouvé dans les suffrages électoraux une issue à leurs revendications. D'autre part, le schéma même de la démocratie représentative a limité la dynamique radicale de participation des groupes sociaux, qui pensaient que la lutte pour la municipalité impliquait également des pratiques de prise de décision et de participation au-delà de la mécanique électorale. Le processus a été complexe dans ces communautés : la participation communautaire a commencé à se différencier de l'action politique pour préserver un espace indépendant des partis. Toutefois, le manque de renouvellement du personnel politique et l'absence de nouveaux leaderships a sapé la sphère publique naissante.

11. Aguilar, 2009, *Movimientos Sociales y democracia...*, *op. cit.*

LES LUTTES INDIGÈNES POUR LE TERRITOIRE

Au cours de la même période, dite de transition, on a également assisté à plusieurs demandes de constitution de nouvelles municipalités, dont Sochiapa, Tatahuicapan et Uxpanapa sont des exemples représentatifs. Dans les trois cas, des groupes indigènes participent au combat pour cette revendication. Plusieurs aspects se sont conjugués pour la création de la municipalité de Tatahuicapan : premièrement, les habitants de cette localité souhaitaient se séparer de la municipalité de Mecayapan, d'origine nahua également, parce qu'ils se démarquaient de leurs pratiques politiques¹², et qu'ils considéraient en outre que leurs ressources n'étaient ni bien administrées, ni bien distribuées.

Un deuxième aspect très important est que cette localité se situant en bordure d'un fleuve qui fournit de l'eau aux villes de Coatzacoalcos et de Minatitlán, les habitants considéraient que Tatahuicapan n'en tirait aucun bénéfice économique et social du gouvernement subnational. La population s'est donc organisée pour former une nouvelle municipalité et obtenir ainsi son autonomie économique et politique, ce qui se produira après une série de mobilisations et de protestations incluant le blocage de certaines routes et l'interruption de l'approvisionnement en eau des villes susmentionnées¹³.

Dans le cas de la municipalité de Sochiapa, une partie des contestataires sont issus d'une élite indigène montante qui dispute des ressources économiques et symboliques aux Métis locaux. La création de cette municipalité aura lieu en 2001, après une bataille de longue haleine qu'auront menée approximativement 67 communautés majoritairement indigènes. Dans le cas de la constitution de la municipalité d'Uxpanapa, constituée de treize villages, les habitants, des Indigènes provenant principalement de l'État d'Oaxaca qui avaient été relocalisés dans cette région après la création du barrage Cerro de Oro, ont estimé important d'obtenir leur autonomie après avoir dépendu de longues années de la municipalité de Minatitlán. Ils y parviendront après que le Conseil indigène d'Uxpanapa aura mené des mobilisations et des démarches auprès du gouvernement

12. Le mode d'élection de ces communautés a fait fi des us et coutumes. Au contraire, à cette époque, la municipalité de Mecayapan avait déjà rallié le PRI et développé des pratiques antidémocratiques. Quant aux habitants de Tatahuicapan, ils s'étaient alliés au PRD pour changer de gouvernement.

13. Roca Guzmán, 2013, *Tradición y modernidad...*, *op. cit.*

FIGURE 1 Mouvements sociaux et protestation sociale dans l'État de Veracruz, Mexique, 2016-2017



subnational¹⁴. Dans cette région, les groupes sociaux se sont rapprochés du parti politique capable de leur offrir, à un moment donné, un accès au pouvoir, que ce soit le PRI, le PAN, le PPS ou le PRD.

L'objectif de cet article n'est pas de décrire les mobilisations, mais bien d'illustrer comment, durant ce processus de transition, certains espaces qui se sont ouverts à l'échelle municipale et subnationale ont été mis à profit par différents secteurs, dont la population indigène, notamment par les luttes visant à conquérir des municipalités et à créer de nouvelles municipalités.

LES LUTTES SOCIALES CONTRE LE NÉO-EXTRACTIVISME

Au début des années 2000, le modèle néolibéral intensifie sa capacité d'accumulation en procédant à une forme de reprimarisation des pays pauvres, au moyen de ce que l'on nomme le néo-extractivisme. Dans la majorité des pays d'Amérique latine, on assiste à une exploitation de différentes ressources – eau, pétrole, minerais, etc. – par des entreprises transnationales. Cette extraction de ressources s'inscrit dans un schéma de dérégulation dont bénéficient principalement les entreprises et qui précarise considérablement les communautés locales.

Au Mexique, des entreprises travaillent depuis plusieurs années en dévastant les territoires dans lesquels elles opèrent. C'est le cas par exemple des mines à ciel ouvert ou de l'exploitation du gaz de schiste par fracturation hydraulique. Or l'approbation des réformes structurelles en 2012 sous l'administration Peña Nieto consolide encore davantage la situation privilégiée de ces entreprises. En effet, ces réformes mettent à mal les droits des travailleurs et accentuent la flexibilisation du marché du travail. Elles instaurent en outre des conditions très favorables aux entreprises pour que celles-ci investissent et soient confortablement rétribuées, au préjudice des travailleurs et des communautés.

14. Martín Aguilar, 2012b, « Análisis en torno a los cambios de la acción colectiva en el estado de Veracruz, 1997-2007 », dans Martín Aguilar Sánchez (dir.), *La difícil construcción democrática en Veracruz. Acceso a la justicia y actores sociales*, Veracruz, Université de Veracruz ; Claudia Tomic, 2011, *Hegemonía ranchera y resistencia campesina en Playa Vicente, Veracruz (1900-2005)*, thèse de doctorat, Université de Veracruz, Institut de recherches socio-historiques.

On a pu observer la mise en place de ce modèle dans l'État de Veracruz avec des investissements d'entreprises privées mexicaines et étrangères. Par exemple, on a construit ou essayé de construire des usines hydroélectriques en plusieurs points du territoire, avec pour objectif de produire de l'électricité et d'approvisionner en eau des villes de taille moyenne telles que Zongolica, El Naranjal et Jalcomulco. On peut aussi citer l'extraction de métaux à Caballo Blanco dans la région d'Alto Lucero. On a également pu observer comment Pemex et d'autres compagnies pétrolières étrangères telles que Schlumberger, Weartheford, Halliburton, entre autres, intensifient leurs méthodes d'exploitation dans certaines régions, comme le Paleocanal et en particulier à Venustiano Carranza, dans l'état de Puebla. Cela est dû à la difficulté d'accès aux gisements de pétrole, qui requiert d'utiliser des méthodes plus agressives, notamment la fracturation hydraulique, avec de graves conséquences environnementales, particulièrement pour les nappes phréatiques.

La réforme éducative, une autre réforme structurelle, est essentiellement une réforme du travail qui affecte un ensemble de droits des enseignants à l'échelle nationale. Dans l'État de Veracruz, l'opposition à la réforme éducative a provoqué d'impressionnantes mobilisations des enseignants, telles qu'on n'en avait pas vues depuis 1923. Celles-ci ont eu plusieurs répercussions, car ce secteur a toujours fait partie de l'armature du système politique lié au PRI. Quoique le résultat des mobilisations n'ait pas déstructuré le SNTE¹⁵, il a tout de même fissuré l'édifice, faisant surgir des désaccords, de nouvelles tendances, mais également de nouveaux syndicats, modifiant de ce fait la structure corporative traditionnelle. Lors des élections de juin 2016, différents secteurs enseignants se sont exprimés par la voie des urnes en faveur de l'opposition, soit PAN-PRD, soit Morena.

Après un reflux du mouvement enseignant, les syndicats traditionnels de Veracruz ont remis la main sur la dynamique syndicale, tout en négociant avec les différents groupes qui continuaient à s'opposer à la réforme. Or, parallèlement à la présence syndicale, différents groupes se sont constitués pour continuer à résister à la réforme, mais également à des mesures concrètes telles que l'évaluation, la rétention de salaires et la mise à pied de certains enseignants, pour citer les plus fréquentes. Pendant cette période de deux ans, les courants d'opposition

15. Syndicat national des travailleurs de l'éducation.

dans l'État de Veracruz ont été représentés par les organisations suivantes: a) Coordination nationale de l'éducation, mouvement enseignant populaire de Veracruz; b) Coordination nationale démocratique, CEND-SNTE; c) Insurrection enseignante; d) Groupe de travail démocratique; e) Commission promotrice CNTE¹⁶; f) Révolution culturelle enseignante. La première organisation, opposante historique au syndicat officiel SNTE, rejette toute alliance avec quelque parti que ce soit, bien qu'on puisse la situer à gauche en tant qu'organisation sociale. Les autres organisations, également opposées au SNTE, cherchent à s'allier au PRD mais surtout à Morena.

Chacun de ces groupes et organisations a mis en place une stratégie relative à la réforme éducative. La Coordination nationale de l'éducation a poursuivi ses activités liées aux stratégies nationales de la CNTE et a défendu radicalement les enseignants qui refusaient de participer aux évaluations. Le CEND-SNTE mène des actions juridiques à l'échelle nationale et auprès d'instances internationales, en les combinant à une proposition pédagogique de construction d'un programme national alternatif d'éducation et de culture et à une défense des écoles normales en tant que formatrices des éducateurs.

Insurrection enseignante a pour objectif principal d'articuler des réseaux nationaux et internationaux pour faire de la défense de l'éducation publique une priorité politique. Pour sa part, le Groupe de travail démocratique pose comme deux de ses objectifs la démocratisation du SNTE et la lutte contre les réformes structurelles. La Commission promotrice CNTE se focalise sur la défense des enseignants mis en demeure à la suite de leur évaluation, ainsi que sur des ateliers de formation politique qui s'adressent aux enseignants. Le groupe Révolution culturelle enseignante se concentre pour sa part sur des actions légales et sur des recours en protection individuelle contre la Loi des pensions de l'État de Veracruz¹⁷. Ces groupes mettent en œuvre une diversité de formes d'expression et de manières d'influer sur l'espace public: manifestations, meetings, débats, rapprochements avec divers journaux comme la *Jornada Veracruz*, présence sur les réseaux sociaux, congrès, etc. Ils

16. Coordination nationale des travailleurs de l'éducation.

17. Entretien avec David Rodríguez, membre du Groupe culturel enseignant, et avec la députée fédérale de Morena, Daniela Griego, le 20 mars 2017.

ont revitalisé le débat contre la réforme éducative et les syndicats vendus au patronat.

Ces collectifs se sont opposés à l'évaluation, lui reprochant un caractère punitif – en 2016 par exemple, ils ont empêché le passage des autorités qui devaient évaluer dans la ville de Xalapa – et ont assumé la défense juridique des enseignants.

Les mobilisations ont eu pour résultat, d'une part, la constitution des collectifs susmentionnés, mais également une prolifération de syndicats qui sont passés de 18 à 27. Pour certains enseignants, la création de ces syndicats a encouragé la division du corps enseignant, tandis que pour d'autres, elle a affaibli le contrôle corporatif du SNTE. Bien que ces organisations n'aient pas le contrôle des différents syndicats de l'État, leur influence en tant que mouvement d'opinion est évidente et ce sont des groupes qui sont nés dans le feu des mobilisations enseignantes. Il faut également considérer que plusieurs de ces organisations et courants syndicaux ont décidé de rejoindre politiquement les partis d'opposition, le plus souvent Morena. En juin 2016, pour la première fois dans l'État de Veracruz, le gouvernorat a été remporté par l'alliance PAN-PRD, à savoir un parti plutôt à droite allié à un autre de la gauche parlementaire, discrédité au niveau national depuis son alliance avec le PRI dans le cadre du Pacte pour le Mexique. Ces élections voient s'imposer comme troisième force politique Morena, soutenue par différents acteurs du mouvement enseignant de Veracruz. Les enseignants qui, on s'en souvient, avaient corporativement soutenu le PRI, se répartissent à présent entre différents partis, mais surtout Morena. De fait, plusieurs des groupes susmentionnés proposent des candidats à la députation, afin d'être représentés au Congrès.

Contrairement à la vision de chercheurs qui mettent en avant une absence de réponse ou de résistance de la part de différents secteurs de la population, ce qui apparaît ici est plutôt la construction d'un historique des luttes et des contestations contre un ensemble d'initiatives visant à exploiter les ressources naturelles et le territoire des paysans et des Indigènes. Il est possible de penser qu'il s'agit là de luttes historiques contre le capitalisme¹⁸. Plus intéressant est de constater que certaines

18. Alain Touraine, 1997, *¿Podremos vivir juntos?: iguales y diferentes*, Mexico, Fondo de Cultura Económica.

d'entre elles ont réussi à freiner ces projets dans la mesure où différents groupes sociaux sont parvenus à s'articuler.

LES LUTTES ET LEUR RÉPERTOIRE D'ACTION

Il est très intéressant de connaître les trajectoires des acteurs qui se font face. Par exemple, les entreprises étrangères nationales tentent de mener à bien des projets hydrauliques dans le bassin de La Antigua et dans la zone d'Amatlán de los Reyes. Les stratégies pour atteindre leurs objectifs se ressemblent : elles occultent l'information aux communautés affectées ou la filtrent au compte-gouttes ; elles font valoir le soutien du gouvernement ; elles font miroiter aux habitants du lieu des perspectives d'emploi ; lorsque la situation se complique, des pots-de-vin apparaissent et dans les moments vraiment difficiles, les opposants se voient menacés et criminalisés.

Dans le cas du bassin de La Antigua, une organisation appelée Peuple uni du bassin de la Antigua pour les fleuves libres (PUCARL) est née, constituée d'habitants des communautés touchées, d'entrepreneurs touristiques de la région et de l'Assemblée d'initiative de défense environnementale de Veracruz (LAVIDA). Cette alliance entre les professionnels du tourisme qui utilisent le fleuve pour des activités récréatives, les habitants de communautés qui se verront affectées par le détournement des cours d'eau et les activistes écologistes de LAVIDA a permis de s'opposer au projet en coordonnant des opérations de différentes natures : actions juridiques, études d'impact environnemental, blocage de routes, diffusion de l'information auprès d'assemblées communautaires, autant d'éléments qui ont permis d'éviter la réalisation du projet, du moins durant le sexennat de Javier Duarte¹⁹.

Dans le cas du projet de l'usine hydroélectrique El Naranjal, qui prétend atteindre différentes municipalités comme celles d'Amatlán de los Reyes, de Fortín de las Flores, d'El Naranjal, de Yanga, de Cuichapa et de Coetzala, l'organisation Collectif de défense verte nature pour toujours a été mise sur pied, réunissant environ 30 communautés, des écologistes et des membres de l'Église catholique. Cette convergence de forces a

19. Hipólito Rodríguez, 2015, « Conflictos sociales Asociados a la Defensa del Ambiente: agua y paisajes de la región Veracruz centro », *Revista de Estudios y Pesquisas sobre las Americas*, vol. 9, n° 3, en ligne.

réussi à freiner le projet en raison de l'intensité des mobilisations et des contestations²⁰.

Dans le cas du projet minier Caballo Blanco, en 2010, le gouvernement de l'État a autorisé l'entreprise canadienne Goldgroup Mining Inc. à exploiter le minerai sur un vaste espace géographique qui va de la municipalité d'Alto Lucero à celle d'Actopan. L'un des arguments de l'entreprise est que la région est constituée de territoires à faible densité d'une population souffrant par ailleurs d'extrême pauvreté, à laquelle l'exploitation minière serait donc profitable. Les mines à ciel ouvert étant extrêmement polluantes et destructrices, les différents groupes organisés au sein de LAVIDA n'ont pas tardé à manifester leur opposition, outre qu'ils ont informé les communautés des répercussions du projet. La contestation, les mobilisations et la diffusion des impacts environnementaux ont entraîné l'alliance entre des habitants d'un ensemble de communautés et LAVIDA, à la suite de quoi le projet a commencé à être considéré à l'échelle nationale comme non viable. Le gouvernement subnational a donc annoncé son abandon²¹.

S'il est vrai que certains de ces projets n'ont pas prospéré grâce à la capacité d'organisation et de coordination dont ont fait preuve les groupes potentiellement affectés, il est également vrai que la crise structurelle qu'a subie le gouvernement subnational durant cette période ne lui a pas permis d'apporter des réponses sûres aux entreprises qui tentent de mettre en œuvre des projets de cette nature.

Un dernier exemple concerne l'exploitation pétrolière. Dans la mesure où les réserves pétrolières diminuent, la compétition sur ce marché oblige à intensifier l'exploitation de cette ressource. Dans le cas du Mexique, nous avons vu que la réforme énergétique a été approuvée en 2013, réforme dont l'objectif est de créer des conditions optimales pour que les entreprises nationales et étrangères investissent. En contrepartie, les propriétaires des terres où les puits seront creusés, de même que les ouvriers de cette industrie, voient leurs droits mis à mal. De fait, à la

20. Manuel Hernández, 2016, «Las luchas en contra de la acumulación por desposesión en el centro de Veracruz. El caso del movimiento en contra del proyecto hidroeléctrico El Naranjal», dans Martín Aguilar (dir.), *Resistencia y Protesta social en el Sureste de México*, Mexico, Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología.

21. Katya Esteva, 2016, «La vida o la mina: participación de dos comunidades en el proceso de lucha contra el proyecto minero Caballo Blanco», mémoire de maîtrise, Université de Veracruz, Institut de recherches socio-historiques.

suite de sa restructuration, Pemex a cessé d'être une entreprise d'utilité sociale pour devenir une entreprise à but commercial.

C'est dans ce contexte que le projet de Pemex des sables tertiaires du Golfe, dans la zone du paléocanal de Chicontepec, est ressorti des cartons au début des années 2000, avec pour objectif d'exploiter les gisements pétroliers situés sur une vaste zone couvrant douze municipalités, neuf dans l'état de Veracruz et trois dans celui de Puebla.

Ces gisements se caractérisent par le fait que le pétrole s'y trouve enfoui à très grande profondeur, ce qui complique son extraction et oblige à recourir à des méthodes comme la fracturation hydraulique. Cette méthode, qui a déjà été utilisée dans certaines zones comme dans la municipalité de Venustiano Carranza, située à 45 minutes de la ville de Poza Rica, consiste à forer verticalement et horizontalement, et à fracturer des couches géologiques à coup d'explosions souterraines. Cela a provoqué un écoulement des huiles vers les lits des fleuves et les sources qui approvisionnent en eau plusieurs communautés de Venustiano Carranza et de l'État de Veracruz, en raison de quoi les habitants se sont soulevés contre la pollution de l'eau et la destruction de leurs parcelles²².

Dans la congrégation de Postectitla, un fonctionnaire municipal a signalé en décembre 2003 qu'après avoir réalisé les tracés des futures lignes, Pemex avait entamé des forages qui avaient détérioré la voirie, sans jamais la réparer²³. Dans les cas des terrains où des puits avaient été forés, l'entreprise avait versé des indemnités négligeables, de 3000, 4000 et 5000 pesos (entre 200 et 350 dollars canadiens), jugées insuffisantes pour compenser les dommages²⁴.

À Postectitla, où les terres sont encore indivises et couvrent 4507 ha, ce sont près de mille indivisaires qui sèment du maïs et entretiennent des pâturages. Dans les communautés de Tenextitla et de son annexe Tlaquextla, où l'entreprise a ouvert des tranchées, foré des puits, bâti des structures et posé un câblage, les paysans se sont vu offrir une

22. Martín Aguilar, 2016, «Desencanto democrático, autoritarismo y protesta social en Veracruz 2010-2015», communication présentée au Premier congrès national d'étude des mouvements sociaux, 17-21 octobre, Mexico, Universidad Autónoma Metropolitana.

23. Guadalupe López, 2003, «Confusión por el Paleocanal de Chicontepec», *Política* (Xalapa), 29 décembre.

24. *Ibid.*

compensation pour certains dommages mais pas pour tous, situation qui s'est reproduite dans les communautés de Mesa de Calcote, Tzapotzala, Mesa de Aguayo, El Cuartel et Mesa de Tzonámatl²⁵.

La grande intensité des protestations à l'époque (2010) et les négociations en parallèle avec les entreprises pétrolières ne sont pas parvenues à mettre un terme à l'exploitation du pétrole mais ont permis d'obtenir des réponses complémentaires sous forme d'indemnisations, de construction d'écoles et de cliniques, entre autres infrastructures.

CONCLUSION

En guise de commentaire final, il faut souligner que les cycles de protestation dans l'État de Veracruz ne se focalisent plus aujourd'hui sur la compétition électorale ou sur la démocratie en tant que façon d'améliorer les conditions de vie, mais plutôt sur une opposition à un ensemble de projets qui attendent au territoire et aux formes de survie.

Le néo-extractivisme a débordé la structure du système politique de l'État lui-même, parce que la dynamique de ces projets exerce également un impact sur les accords corporatifs traditionnels entre l'État et les travailleurs, ainsi qu'on a pu le constater avec différents mouvements, dont celui des travailleurs de l'éducation. Dans ce dernier cas, le point de rupture a été l'éclatement de l'alliance entre les groupes enseignants et le PRI. Lors des manifestations qui ont eu lieu entre la fin 2012 et 2013, la contestation incluait la menace de ne pas voter en faveur du PRI, en représailles du soutien que les sénateurs et députés de ce parti avaient accordé à la réforme éducative. Les politiciens du PAN et du PRD auront à subir le même rejet. Un secteur des enseignants a soutenu (lui fournissant d'ailleurs des candidats) le nouveau parti d'opposition Morena lors des élections de 2016.

Dans le cas des entreprises minières et hydrauliques, de leurs objectifs et de leurs plans pour exploiter les gisements miniers à fin d'implanter des entreprises hydrauliques, on observe que les gouvernements des États fédérés se comportent en alliés. Ce n'est que lorsque les conditions de la mobilisation se conjuguent à une crise financière et politique, comme cela a été le cas dans l'État de Veracruz, que ces entreprises peuvent se

25. *Ibid.*

voir temporairement freinées. L'industrie pétrolière présente une situation différente. Pemex est en effet une entreprise présente de longue date dans l'État et elle a été considérée jusqu'à la réforme comme une entreprise d'utilité sociale qui visait, en dépit du caractère polluant de son activité, à subventionner diverses activités sociales et l'économie même du pays. La réforme énergétique a modifié cette perspective, faisant d'elle une entreprise commerciale, donc en concurrence ou alliée avec d'autres entreprises pétrolières privées et étrangères. L'intensification de l'exploitation pétrolière a amené une sorte de retour au type d'exploitation qui prévalait durant la période précédant la nationalisation du pétrole.

Reste à préciser que ces différentes contestations et mouvements sociaux ne sont pas structurellement liés à la gauche partisane. Toutefois, lors du dernier scrutin pour élire le gouverneur et les députés, certains secteurs du mouvement enseignant et certains dirigeants écologistes se sont alliés à Morena.

Il faut également souligner que cette organisation et les réseaux sociaux ont brisé les barrières que le gouvernement de l'État de Veracruz voulait imposer en contrôlant la presse et les médias, et qu'ils sont parvenus à porter dans l'espace public le thème des réformes éducative et énergétique avec leur cohorte de graves problèmes, dont la précarité professionnelle et la pollution. Ainsi le secteur éducatif a-t-il vu de grandes mobilisations remettre en cause le rôle des partis politiques qui avaient approuvé les réformes et accuser publiquement les politiciens de l'État qui les avaient votées. Sur différentes plateformes numériques, les prises de position en faveur des enseignants contestataires et contre les caciquats politiques se sont multipliées. L'espace public s'est transformé dans l'État de Veracruz et, en dépit de la volonté du nouveau gouvernement de revenir aux vieilles habitudes de contrôle de l'information et des thèmes de débat public, les profonds problèmes qui accablent l'État continuent d'être débattus sur la place publique.

RÉFÉRENCES

Aguilar, Martín, 2018, « Autoritarismo político y protesta social en Veracruz, 2010-2015 ». Dans Javier Aguilar, *Los movimientos sociales en la vida*

política mexicana, Mexico, Instituto de Investigaciones Sociales - UNAM, à paraître.

- Aguilar, Martín, 2016, « Desencanto democrático, autoritarismo y protesta social en Veracruz 2010-2015 ». Communication présentée au Premier congrès national d'étude des mouvements sociaux, 17-21 octobre, Mexico, Universidad Autónoma Metropolitana.
- Aguilar, Martín (dir.), 2012a, *La difícil construcción democrática en Veracruz. Acceso a la justicia y actores sociales*. Veracruz, Université de Veracruz.
- Aguilar, Martín, 2012b, « Análisis en torno a los cambios de la acción colectiva en el estado de Veracruz, 1997-2007 ». Dans Martín Aguilar Sánchez (dir.), *La difícil construcción democrática en Veracruz. Acceso a la justicia y actores sociales*, Veracruz, Université de Veracruz.
- Aguilar, Martín, 2009, *Movimientos Sociales y democracia en México (1982-1998). Una Perspectiva Regional*. Université de Veracruz et éditions Porrúa.
- Aguilar, Martín, 2005, *Mouvements sociaux et démocratie au Mexique 1982-1998. Un regard du point de vue régional*. Paris, L'Harmattan.
- Ávila, Edgar, 2016, « Entregaron al crimen a jóvenes de Papantla ». *El Universal*, 1^{er} avril 2016, en ligne [<http://www.eluniversal.com/articulo/estados/2016/04/1/entregaron-al-crimen-jovenes-de-papantla/>].
- Avritzer, Leonardo, 1999, « Diálogo y reflexividad: acerca de la relación entre esfera pública y medios de comunicación ». *Metapolítica. Revista Semestral de teoría y ciencia política*, vol. 3, n° 9, p. 79-94.
- Cárdenas, José, 2017, « Huyen 14 médicos del IMSS debido a la inseguridad en Papantla ». *Noreste*, 19 août 2017, en ligne [<http://www.noreste.net/noticia/huyen-14-medicos-del-imss-debido-a-la-inseguridad-en-papantla/>].
- Cohen, Jean et Arato Andrew, 2000, *Sociedad civil y teoría política*. Mexico, Fondo de la Cultura Económica.
- Esteva, Katya, 2016, « La vida o la mina : participación de dos comunidades en el proceso de lucha contra el proyecto minero Caballo Blanco ». Mémoire de maîtrise, Université de Veracruz, Institut de recherches socio-historiques.
- Habermas, Jürgen, 1992. *L'espace public*. Paris, Payot.
- Hernández, Manuel, 2016, « Las luchas en contra de la acumulación por desposesión en el centro de Veracruz. El caso del movimiento en contra del proyecto hidroeléctrico El Naranjal ». Dans Martín Aguilar (dir.) *Resistencia y Protesta social en el Sureste de México*, Mexico, Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología.

- Inegi, 2016. [en ligne] <https://www.inegi.org.mx>
- López, Guadalupe, 2003, « Confusión por el Paleocanal de Chicontepec ». *Política* (Xalapa), 29 décembre.
- Melucci, Alberto, 1999. *Acción colectiva, vida cotidiana y democracia*. Mexico, El Colegio de México.
- Roca Guzmán, Maria Elena, 2013, *Tradición y modernidad: conflictos y movilizaciones en Tatahuicapan de Juárez, 1984-2010*. Thèse de doctorat, Université de Veracruz, Institut de recherches socio-historiques.
- Rodríguez Hipólito, 2015, « Conflictos sociales Asociados a la Defensa del Ambiente: agua y paisajes de la región Veracruz centro ». *Revista de Estudios y Pesquisas sobre as Americas*, vol. 9, n° 3, en ligne [<http://periodicos.unb.br/index.php/repam/article/viewFile/17966/12927>].
- Skerritt, David, 2012, « Tatahuicapan : una posibilidad local ». Dans Martín Aguilar Sánchez (dir.), *La difícil construcción democrática en Veracruz. Acceso a la justicia y actores sociales*, Veracruz, Université de Veracruz, p. 207-264.
- Svampa, Maristella, 2008, *Cambio de época. Movimientos sociales y poder político*. Buenos Aires, CLACSO, Siglo XXI de Argentina.
- Thompson, John, 1995. *The Media and Modernity: A Social Theory of the Media*. Stanford, Stanford University Press.
- Tomic, Claudia, 2011, *Hegemonía ranchera y resistencia campesina en Playa Vicente, Veracruz (1900-2005)*. Thèse de doctorat, Université de Veracruz, Institut de recherches socio-historiques.
- Touraine, Alain, 1997, *¿Podremos vivir juntos? Iguales y diferentes*. Mexico, Fondo de Cultura Económica.
- Zibechi, Raúl, 2010. *América Latina: Contrainsurgencia y pobreza*. Bogotá, Desde abajo.

CONCLUSION

Politiques de gauche, résistance et résilience dans les espaces publics en Amérique latine

CHARMAIN LEVY

Université du Québec en Outaouais

Si, dans les années 1990 et 2000, les chercheurs étudiaient le virage à gauche en Amérique latine – ses causes, ses dynamiques et bien sûr ses retombées et conséquences –, en 2019, au moment de la publication de cet ouvrage, une nouvelle tendance semble apparaître, l'étude d'un autre virage encore difficile à nommer. Certains parlent d'un virage à droite, ou d'un retour des forces conservatrices dans cette région¹.

Une chose est certaine, pour comprendre la conjoncture politique actuelle, il est primordial de comprendre le passé. Comme le disait Marc Bloch, « [l']incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé. Mais il n'est peut-être pas moins vain de s'épuiser à comprendre le passé, si l'on ne sait rien du présent »². Comme nous l'avons compris à travers les différents chapitres, comprendre le passé récent est déjà un défi en soi. Les chercheurs n'ont pas toujours accès aux données importantes et les principaux acteurs concernés n'ont pas assez de recul pour comprendre le contexte. Il faut parfois au moins vingt ans avant

-
1. Voir Geraldine Lievesley et Steve Ludlam, 2011, « Reaction and Revolt », dans Francisco Dominguez, Geraldine Lievesley et Steve Ludlam (dir.), *Right-Wing Politics in the New Latin America*. Londres, Zed, p. 1 ss.
 2. Marc Bloch, 1997 [1949], *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, p. 47.

d'atteindre une compréhension profonde d'une période donnée. Cet ouvrage offre donc un excellent point de départ pour se diriger vers la compréhension des espaces publics et politiques de gauche en Amérique latine.

L'actuel déclin de la « marée rose » en Amérique latine semble signaler la fin d'un cycle de deux décennies de montée de la gauche qui a commencé avec les protestations massives des mouvements sociaux contre le néolibéralisme dans les années 1990. L'espoir exprimé par des slogans populaires – « un autre monde est possible », « socialisme du XXI^e siècle » et « *buen vivir* » – est à présent éclipsé par la montée d'une nouvelle droite un peu partout dans la région. Mauricio Macri en Argentine, Michel Temer et Jair Bolsonaro au Brésil, et Sebastian Piñera au Chili sont au premier plan de cette tendance, qui s'accompagne de mobilisations populaires volatiles, politiquement hétérogènes et souvent fragmentées. Là où les gouvernements de gauche sont encore au pouvoir, ils se trouvent dans un contexte extrêmement précaire et doivent faire face économiquement à la chute récente des prix des matières premières d'exportation (*commodities*) et politiquement à un changement d'attitude des différents secteurs populaires.

En effet, la révolution bolivarienne au Venezuela est actuellement confrontée à un effondrement économique ainsi qu'aux tendances de plus en plus autoritaires du gouvernement chaviste au pouvoir. En Bolivie, Evo Morales a subi sa première défaite dans les urnes, les électeurs ayant rejeté sa candidature à la présidence pour un quatrième mandat consécutif. Pourtant, les contre-tendances sont également visibles, notamment l'élection historique d'Andrés Manuel López Obrador à la présidence mexicaine en 2018 et le mouvement sandiniste *Renovación* au Nicaragua, qui lutte contre le gouvernement corrompu et autoritaire de Daniel Ortega. Pour résumer, la période que nous étudions commence par la résistance des forces de la gauche à la politique économique néolibérale et se termine avec la résilience de cette même politique et des élites qui la soutiennent.

LE NÉO-DÉVELOPPEMENTALISME ET LES POLITIQUES DE GAUCHE

À la suite de la crise de la dette et de la « décennie perdue », celle des années 1980, la grande majorité des gouvernements nationaux adopte le modèle néolibéral des institutions de Bretton Woods. Cela signifie, entre autres, la réduction du rôle du secteur public dans l'économie, la diminution des dépenses sociales, les privatisations, la réforme fiscale favorable au capital et surtout la domination financière, la déréglementation du marché du travail, l'abandon d'aspects essentiels de la souveraineté des États, la suppression des contrôles de change, la stimulation de l'épargne-pension par capitalisation, la déréglementation des échanges commerciaux, l'encouragement des opérations boursières. Toutes ces mesures sont appliquées par les gouvernements latino-américains à des doses variables, selon les rapports de force sociaux dans chaque pays, et elles deviennent la norme dans les gouvernements de droite et de centre-droit. Dans cette perspective, l'élection de gouvernements de gauche représentait une réaction populaire contre ces politiques et témoignait dans certains cas de l'incapacité de la droite de convaincre la population de son projet économique et de s'unir autour d'un leader charismatique.

Bien qu'il n'existe pas de consensus sur leurs paramètres politiques et institutionnels, les gouvernements progressistes d'Amérique latine se caractérisent par un approfondissement démocratique qui recalibre les rapports État-société par une ouverture de l'espace public, offre une provision sociale plus étendue et généreuse et implique une promotion plus inclusive des exportations et de la croissance par les gouvernements. Pour atteindre ces objectifs, les politiques publiques formulées par ces gouvernements valorisent différentes modalités de recherche du consensus, la gouvernance participative, les partenariats public-privé, l'augmentation du capital social et de nouvelles formes d'alliances au sein de la société civile³. Cependant, en l'absence d'un projet redistributif de grande ampleur, ces politiques sont restées dépendantes des exportations et vulnérables aux variations des prix des *commodities*.

Levitsky et Roberts soutiennent que la diversité des gouvernements de gauche en Amérique latine est justement enracinée dans les voies historiques qui ont conduit les partis et les mouvements de gauche au

3. Fernando Ignacio Leiva, 2008, *Latin American Neostructuralism: The Contradictions of Post-Neo-Liberal Development*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p. 17.

pouvoir⁴. Les partis de gauche établis qui ont connu un régime militaire répressif et la crise de la dette étaient beaucoup plus susceptibles de fonctionner dans le cadre de modèles macroéconomiques (orthodoxes) et d'un arrangement constitutionnel (démocratique libéral) hérités. Ces contraintes institutionnelles étaient beaucoup moins présentes dans les pays ayant connu des démocraties consociationnelles ou des régimes militaires peu consolidés.

Le contexte international conférait à de nombreux « nouveaux régimes » un double avantage s'agissant de satisfaire les demandes de leurs mandants tout en recherchant un modèle de développement post-néo-libéral. Premièrement, la flambée des prix des produits de base et la demande accrue de matières premières (pétrole, gaz, minéraux, soja, huile de palme, etc.) ont permis aux pays largement tributaires de ces produits, notamment en Amérique du Sud, de consolider leur croissance économique et de remplir les caisses de l'État. La diversification des liens économiques et l'importance accrue des institutions et des relations régionales ont élargi l'espace politique pour orienter les politiques sociales et économiques conformément aux exigences de leurs mandants.

S'il est impossible de proposer une description des modèles économiques qui sont apparus dans les différents pays et qui s'appliquent mutuellement, ils ont tous introduit les éléments d'une économie mixte dans laquelle l'État assume davantage de responsabilités en matière de financement, de réglementation et de facilitation du capitalisme. Malgré cela, Barreto Junior (dans cet ouvrage) note que tous adoptent le modèle de croissance à dominance financière qui a drainé une partie importante de la richesse nationale vers la sphère financière.

Le secteur des hydrocarbures a fait l'objet de différentes réformes dans différents pays, dans le but d'accroître les recettes tout en permettant à l'État de jouer un rôle plus actif en tant que propriétaire et régulateur⁵. En outre, des modèles économiques semblables au keynésianisme européen et aux économies mixtes de l'après-Seconde Guerre mondiale ont

4. Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts, 2011, « Latin America's "Left Turn": A Framework for Analysis », dans Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts, *The Resurgence of the Latin American Left*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 26.

5. Voir Isabelle Rousseau, 2010, *América Latina y petróleo*, Mexico, El Colegio de México.

été introduits dans plusieurs pays, notamment avec le contrôle des capitaux et l'expansion des infrastructures financées par le gouvernement, et des projets industriels soutenus par une infrastructure financière régionale de plus en plus solide, avec l'influence historique du FMI et de la Banque mondiale. Cette économie mixte a été complétée par une extension des programmes sociaux visant à améliorer la répartition des revenus.

Justement, les efforts déployés par les gouvernements progressistes d'Amérique latine pour élargir la couverture de la protection sociale se reflètent dans quatre domaines : a) les retraites, les pensions et autres transferts monétaires aux personnes âgées ; b) des transferts en espèces aux familles avec enfants ; c) l'accès aux services et à l'assurance maladie ; et d) la protection des travailleurs dans les domaines de l'assurance maladie, de l'assurance chômage et des conditions de travail⁶.

Plusieurs gouvernements progressistes, notamment le Brésil et l'Argentine, ont mis en œuvre des politiques et des programmes sociaux tels que *Bolsa família* et *Asignación Universal por Hijo*, et ont tous deux considérablement augmenté le salaire minimum. Au Chili, les gouvernements de Lagos et de Bachelet ont adopté des réformes de base universalistes en matière de santé et de retraite. Les gouvernements des Kirchner en Argentine ont élargi les transferts monétaires conditionnels, l'accès aux médicaments de base et réformé la législation du travail. En Uruguay, le gouvernement Vázquez a réformé le système fiscal, unifié le système de santé, augmenté les allocations familiales et réanimé les conseils des salaires. C'est pendant cette période que l'on a vu se renforcer les systèmes latino-américains de protection sociale comprenant d'autres politiques visant à améliorer les conditions de vie des pauvres, telles que l'accroissement des jardins d'enfants et des crèches et l'élaboration de programmes de santé axés sur la nutrition maternelle et infantile.

Entre autres exemples de politique sociale d'avancement socioéconomique, on trouve le programme de bourses en faveur de la fréquentation scolaire des enfants à faible revenu au Brésil (*Bolsa Escola*) et les programmes de sessions scolaires destinés aux enfants à faibles revenus du Chili, de l'Uruguay et du Venezuela. De plus, le Brésil a

6. Simone Cecchini, Fernando Filgueira et Claudia Robles, 2014, *Social Protection Systems in Latin America and the Caribbean: A Comparative View*, Santiago (Chili), ECLAC.

lancé des programmes finançant les frais de scolarité mensuels pour l'enseignement supérieur, tels que le *Programa Universidade para Todos* (PROUNI) et le Fonds de financement pour l'enseignement supérieur (FIES), en plus d'investir dans le réseau public des institutions post-secondaires.

Certains gouvernements progressistes ayant opté pour un modèle universel de santé ont beaucoup mieux réussi que les gouvernements néolibéraux à élargir l'accès réel aux services de santé. Par exemple, le Système de santé unifié du Brésil a permis à des dizaines de millions de citoyens précédemment exclus d'accéder au système de soins. Au Venezuela, le gouvernement chaviste a également étendu ces services à 17 millions de personnes auparavant exclues. Des efforts soutenus ont également été faits pour mettre en place un système public axé sur des soins primaires complets et intégrés⁷.

En ce qui concerne les politiques publiques de genre, la plupart des gouvernements progressistes ont adopté des mesures pour prévenir et punir la violence envers les femmes et ont adopté des lois criminalisant la discrimination sexuelle et garantissant un accès égal à l'emploi et à l'éducation ; la plupart ont adopté des plans d'égalité des sexes, soit par le biais de la législature, soit au sein du pouvoir exécutif. Au niveau des droits reproductifs des femmes, les résultats sont mitigés. Tandis qu'en Uruguay en 2012, la loi a été réformée pour exempter de la justice pénale les avortements pratiqués jusqu'à la douzième semaine de grossesse, le Salvador et le Nicaragua ont désormais complètement interdit cette procédure, même lorsque la vie de la mère est en danger. En 2017, le Chili a décriminalisé l'avortement au cours des 14 premières semaines de grossesse lorsque la vie de la mère est en danger, lorsque le fœtus ne survivra pas à la grossesse et en cas de viol.

Plusieurs de ces exemples de politiques publiques sociales et économiques sont le résultat d'une augmentation des partenariats entre les secteurs public et privé, les alliances entre l'État et la société civile et la mise à profit du capital social existant. Il s'agit, pour toutes, de nouvelles formes de coordination qui confèrent à la société de plus grandes capacités d'innovation et de participation à la compétitivité internationale⁸.

7. Asa Cristina Laurell, 2017, « Social Policy and Health Policy in Latin America : a Field of Political Struggle », *Cadernos de Saúde Pública*, vol. 33, suppl. 2, en ligne.

8. Leiva, 2008, *Latin American Neoliberalism...*, *op. cit.*, p. 11.

Ces politiques visaient à ouvrir l'espace public à de nouveaux acteurs, mais aussi à garantir la continuité de la présence des vieilles élites économiques, voire politiques.

Toujours sous la pression des élites politiques traditionnelles et des élites économiques (nationales et internationales), les gouvernements progressistes ont essayé d'atteindre un équilibre difficile entre la gestion de l'économie capitaliste et une réduction de la pauvreté en misant sur la croissance économique et des politiques publiques d'envergure. Et ceci dans un contexte de diminution importante des capacités d'intervention de l'État et surtout de l'État national. Atteindre et maintenir cet équilibre impliquait de construire des alliances tactiques et stratégiques avec des acteurs politiques de droite, rassurer les marchés et chercher la coopération des alliés de gauche, surtout de la société civile, et, le cas échéant, les réduire au silence ou les exclure de l'espace public. Cela était explicite dans des pays comme le Nicaragua et l'Équateur et implicitement mis en œuvre dans des pays comme le Brésil et l'Argentine.

Dans ce volume, Collombat note l'effet contradictoire des politiques travaillistes des gouvernements Kirchner : la reprise des négociations collectives et l'amélioration du pouvoir d'achat ainsi que la persistance de la précarité et des conflits dans les milieux de travail. Au fil des ans, ces mouvements se sont intégrés aux phases décisionnelle, réglementaire et de mise en œuvre du processus politique. Ainsi, ces mouvements interviennent dans le processus politique de deux manières : en contestant les politiques existantes ou proposées et en aidant à élaborer et à appliquer les politiques gouvernementales.

Ce faisant, ces mouvements tentent d'accroître les chances d'atteindre leurs objectifs politiques en présentant leurs revendications dans plusieurs dimensions de l'espace public. Le mode d'interaction entre les mouvements sociaux et l'État devient ce que Passy et Guigni définissent comme une « coopération conflictuelle »⁹. Autrement dit, garder un pied dans la sphère politique et l'autre dans la société civile permet aux mouvements sociaux d'influencer l'État en matière de délibération, d'élaboration et d'application des politiques, et d'assurer la vitalité de la société

9. Florence Passy et Marco Guigni, 1998, « Contentious Politics in Complex Societies: New Social Movements between Conflict and Cooperation », dans Marco Guigni, Doug McAdam et Charles Tilly (dir.), *From Contention to Democracy*, Lanham (Maryland), Rowman et Littlefield, p. 82.

civile sans avoir à craindre la cooptation ou d'autres formes de contrôle étatique de la mobilisation.

Nous avons souvent vu, dans différents pays, se rassembler différentes tendances de la gauche et des progressistes pour faire élire des gouvernements de centre-gauche, puis, après leur élection, se fragmenter entre ceux qui soutiennent les gouvernements et ceux qui s'y opposent. Dans son chapitre, Vommaro démontre l'existence de ce cycle en Argentine depuis l'élection du premier gouvernement Kirchner en 2002, renforcé par les conflits en 2008, ce qui a contribué à une polarisation entre deux identités nationales.

Plus récemment, nous avons été témoins de la résilience de certains acteurs économiques et politiques, qui ont freiné ces politiques et soutenu par tous les moyens des gouvernements répondant à leurs intérêts de classe. Par exemple, dans sa contribution sur l'Équateur, Lebel-Chiasson explique que les conglomerats nationaux développent de nouvelles stratégies (licites et illicites) d'intervention face aux transformations institutionnelles instaurées par le gouvernement de Correa. Dans ce cas, les élites économiques s'adaptent aux gouvernements de centre-gauche et les tolèrent tant qu'elles réussissent à poursuivre leurs objectifs économiques. Plusieurs de ces gouvernements de gauche épousaient l'idée qu'il était possible d'accommoder les élites économiques tout en mettant en œuvre ou en renforçant des politiques publiques universelles de bien-être pour ainsi nouer des alliances tant avec les acteurs situés sur leur droite que sur leur gauche.

Tant que les pays latino-américains réussissaient à tirer leur épingle du jeu de l'économie mondiale et faisaient croître leur PIB, les gouvernements progressistes parvenaient à acheter la paix auprès des acteurs économiques. Mais Rodrigues Barreto souligne dans ce volume que cette orthodoxie macroéconomique, adoptée en grande partie pour garantir le soutien de l'élite financière au gouvernement, n'a fait qu'aggraver la stagnation économique brésilienne qui a commencé en 2011, quand le Brésil a commencé à ressentir les effets de la crise économique internationale. Cette situation a abouti à l'affaiblissement des institutions démocratiques et à un manque total de confiance de la population envers ces institutions.

LES ESPACES PUBLICS ET DÉMOCRATIQUES

Tilly définit la démocratie comme une consultation large, égale, protégée et contraignante des citoyens au sujet des actions de l'État¹⁰. L'élargissement des espaces publics à un plus grand nombre et une plus grande variété de personnes et de groupes est essentiel pour la démocratie et les espaces publics jouent donc un rôle central dans la démocratisation de la politique et de l'État. C'est en Amérique latine, lors des années 1990 et 2000, que l'on peut observer des innovations politiques en faveur de la démocratie et de la citoyenneté, avec une inclusion des groupes sociaux traditionnellement exclus des décisions politiques¹¹.

Il existe différentes façons d'analyser les espaces publics, notamment avec les perspectives d'Habermas et de Gramsci. Le premier envisage les espaces publics comme un lieu où se déroulent des échanges argumentés menant à la formulation d'un intérêt général partagé par tous au terme d'une délibération¹². La perspective gramscienne conçoit les espaces publics comme le lieu de la lutte pour l'hégémonie des idées. C'est dans cette perspective par exemple que les syndicats et plusieurs mouvements sociaux visent l'occupation ou l'appropriation de ces espaces en vue d'exercer l'hégémonie politique et culturelle (voir Collombat, dans ce volume). La promotion de la gouvernance participative par le biais d'accords de travail, l'exploitation du capital social et d'autres formes d'alliances entre l'État et la société civile ont été considérées comme un renforcement unilatéral de la démocratie sans envisager la possibilité que l'existence de procédures formelles puisse faire partie intégrante de la consolidation de nouveaux régimes¹³.

En mettant l'emphase sur différentes échelles d'action en deçà – et parfois au-delà – de l'échelle nationale (locale, régionale, subnationale), la mise en relation des espaces publics et des espaces de vie s'avère une perspective révélatrice pour examiner les processus de changement. Qu'il s'agisse de peuples autochtones, de quartiers populaires ou de systèmes politiques subnationaux, l'analyse des dynamiques de l'espace public mène nécessairement à l'étude des frontières (politiques autant

10. Charles Tilly, 2007, *Democracy*, New York, Cambridge University Press, p. 34.

11. Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier (dir.), 2014, *Amérique latine. Laboratoire du politique autrement*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

12. Jürgen Habermas, 1993 [1962], *L'espace public*, Paris, Payot, p. 89 ss.

13. Leiva, 2008, *Latin American Neoliberalism...*, *op. cit.*, p. 117.

que physiques) des espaces de vie et des pressions exercées sur eux par de nombreux acteurs externes, publics et privés, institutionnels ou non¹⁴. Inversement, les transformations des espaces de vie sont reliées à des processus multidimensionnels d'appropriation ou de fermeture des espaces publics.

D'importantes réformes initiées par des gouvernements de gauche ont entraîné des modifications profondes de l'agir politique et de la signification de la citoyenneté, tout en restant à l'intérieur des règles du marché et de la démocratie libérale. L'élargissement de la participation politique afin de créer les conditions permettant aux secteurs populaires d'entrer dans l'arène de la prise de décision avait été une priorité pour plusieurs gouvernements progressistes¹⁵. L'idée centrale était de répartir le pouvoir entre la société politique et la société civile, ce qui explique comment les gouvernements issus de la marée rose se sont alliés à certains mouvements (syndicats, femmes) et ont resserré leurs relations avec d'autres (Autochtones, Afrodescendants). Plusieurs politiques sociales sont le fruit de l'interaction entre les mouvements sociaux, d'autres acteurs de la société civile, des partis politiques et des agents de l'État¹⁶. Le défi consistait non seulement à aborder les problèmes de croissance, d'intervention de l'État et de la pauvreté, mais aussi à apporter au débat sur le développement de nouveaux types d'expériences et de connaissances, issues notamment des mouvements autochtones et paysans, du féminisme et de l'écologie¹⁷.

Ces espaces ont évolué avec l'inclusion de nouveaux acteurs de la société civile et avec la décentralisation du pouvoir vers des paliers subnationaux. Les espaces publics sont désormais revendiqués par des acteurs de la société civile autant à l'intérieur qu'au-delà de l'espace institutionnel de l'État central, et ce, en dépit du projet d'appropriation par les grands

-
14. Merilee Grindle, 2007, *Going Local: Decentralization, Democratization, and the Promise of Good Governance*, Princeton, Princeton University Press.
 15. Carlos Pessoa, 2008, *Post-Marxism and Politics: The Case of the Brazilian Workers' Party*, Sarrebruck, VDM Verlag Dr. Muller, p. 112-113.
 16. Leonardo Avritzer et Sergio Costa, 2004 «Teoria Crítica, Democracia e Esfera Pública: Concepções e Usos na América Latina», *Revista de Ciências Sociais*, vol. 47, n° 4, p. 703-728; Stéphanie Rousseau, 2007, «The Politics of Reproductive Health in Peru: Gender and Social Policy in the Global South», *Social Politics. International Studies in Gender, State and Society*, vol. 14, n° 1, p. 93-125.
 17. Gerardo Munck, 2018, «Rethinking the Left: a View from Latin America», *Global Discourse*, vol. 8, n° 2, p. 260-275.

intérêts privés des modalités de débat et de la prise de décision publique. Foweraker note justement qu'en Amérique latine, c'est le manque d'imputabilité et de représentation qui est au centre des préoccupations car les intérêts oligarchiques et corporatifs insérés dans la carapace de l'État résistent autant que possible à l'imputabilité, alors que leur présence au sommet de réseaux clientélistes tend à entraver le travail de l'imputabilité et la représentation au sein du régime démocratique¹⁸.

C'est dans ce contexte que les innovations politiques telles que le budget participatif, les assemblées constituantes, les conseils et conférences de politiques publiques ont été soutenues parallèlement aux institutions législatives pour pallier le manque d'imputabilité et de représentation politique. Dans certains cas, ceci a eu pour effet de fragiliser la structure institutionnelle de l'État.

Les transformations survenues dans les espaces publics et dans les espaces de vie des vingt dernières années, loin d'être uniformes, sont fortement influencées par des logiques et des structures politiques locales, spécifiques à l'espace concerné. Des processus politiques pervers peuvent donc émerger, à rebours des intentions originales¹⁹. S'ils prennent une ampleur suffisante, ils peuvent remettre en question la portée et la nature des réformes nationales²⁰.

Ainsi, parallèlement aux espaces publics, nous trouvons une politique oligarchique privée, protégée de la représentation politique et enracinée dans les liens particuliers du clientélisme et du népotisme. Ces espaces privés ont continué à se développer sous les gouvernements progressistes qui, eux-mêmes, s'en sont servis pour garantir leur maintien au pouvoir. Par exemple, au Brésil, c'est dans ces espaces privés que les accords entre élus et entrepreneurs se sont conclus pour garantir les intérêts des parties prenantes (voir Rodrigues Barreto, dans ce volume). Encore

-
18. Joe Foweraker, 2017, « Introduction : Democracy and its Discontents in Latin America », dans Joe Foweraker et Dolores Trevizo (dir.), *Democracy and its Discontents in Latin America*, Boulder (Co), Lynne Rienner Publishers, p. 6.
 19. Richard Snyder, 2001, « Scaling Down : The Subnational Comparative Method », *Studies in Comparative International Development*, vol. 36, n° 1, p. 93-110.
 20. Edward Gibson, 2012, *Boundary Control: Subnational Authoritarianism in Federal Democracies*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 22 ss. ; Jacqueline Behrend et Laurence Whitehead, 2016, « Uneven Processes and Multiple Pathways », dans Jacqueline Behrend et Laurence Whitehead (dir.), *Illiberal Practices. Territorial Variance within Large Federal Democracies*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, p. 291-313.

une fois, plusieurs gouvernements de gauche visaient cet équilibre entre l'élargissement des espaces publics pour inclure leurs alliés de gauche et l'appui des élites traditionnelles pour conserver une gouvernabilité. Pour plusieurs dirigeants de gauche, les avancées dans l'élargissement des espaces publics et les politiques publiques justifiaient des alliances avec les élites traditionnelles afin de les apaiser.

Mais nous ne pouvons pas ignorer que quelle que soit la situation de la démocratie dans les différents pays des Amériques, celle-ci se caractérise aussi – et parfois paradoxalement – par des tendances régressives, en particulier en ce qui concerne les paramètres des espaces publics. Ceci se produit de plusieurs manières : la persistance ou la reconstitution d'enclaves autoritaires au niveau subnational (voir Durazo Herrmann dans ce volume), la résilience du patrimonialisme²¹, ou l'institutionnalisation de formes communautaires « traditionnelles » ou autoritaires de gestion du pouvoir²². Plus encore, la coercition incarnée dans la criminalisation de la protestation sociale et la mise en place d'entraves majeures à l'exercice des droits civils – notamment aux libertés d'expression, d'association, de manifestation – ont réduit la qualité des espaces publics et des démocraties latino-américaines.

Il faut également signaler la résilience d'acteurs toujours exclus des espaces publics, comme les Autochtones, les communautés rurales touchées par des projets de développement extractiviste, ou encore les petits agriculteurs. Leurs différentes stratégies témoignent autant des héritages autoritaires toujours en vigueur dans les différents pays que des politiques d'inclusion qui y ont été essayées : au Mexique, les groupes indigènes décident de disputer les élections municipales pour mettre

21. Philip Oxhorn, 1998, « Is the Century of Corporativism Over? Neoliberalism and the Rise of Neopluralism », dans Philip Oxhorn et Graciela Ducatenzeiler (dir.), *What Kind of Democracy? What Kind of Market?* University Park, Pennsylvania State University Press, p. 195-217.

22. David Recondo, 2007, *La política del gatopardo. Multiculturalismo y democracia en Oaxaca*, Mexico, CIESAS-CEMCA ; Pierre Beaucage, 2011, « Achacachi o la mano izquierda de Tupaq Katari. ¿Pueden coexistir la justicia ordinaria y la justicia comunitaria indígena en Bolivia? » *Revista de Ciencias Sociales*, n° 24, p. 209-228 ; voir aussi Nancy Thede, 2011a, « Democratic Agency in the Local Political Sphere. Reflections on Inclusion in Bolivia », *Democratization*, vol. 18, n° 1, p. 211-235 ; 2011b, « Agencia política e inclusión democrática en el municipio. De las dinámicas de la Participación Popular a las de las Autonomías », *Decursos. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 24, p. 79-108 ; 2014 (avec Mélanie Dufour-Poirier), *Amérique latine...*, op. cit.

fin au monopole politique des caciques et explorer des formes d'action collective qui réunissent des acteurs sociaux et économiques au niveau national (syndicats, acteurs de l'industrie du tourisme, écologistes) pour rompre leur isolement politique et leur exclusion (voir le chapitre d'Aguilar Sánchez dans ce volume).

Voici un exemple d'acteur social qui transcende ses limites dans un conflit direct avec un adversaire plus puissant en collaborant avec d'autres organisations partageant les mêmes griefs et objectifs. Le pouvoir collectif est un exemple de la capacité des acteurs subalternes du pouvoir à former des liens horizontaux, à coordonner des actions et à établir des coalitions et des alliances. Le pouvoir collectif est à son apogée lorsque ces collaborations incluent des acteurs de deux ou plusieurs réseaux de pouvoir, traversant, comme dans le cas des peuples indigènes de l'État de Veracruz, autant les lignes sociales que les lignes thématiques et géographiques²³.

On note la résilience de ces pratiques autant dans le contexte des gouvernements de droite que de ceux de gauche. Dans son chapitre, Thede signale comment, au Pérou, l'État a développé des stratégies de criminalisation de la critique, de la mobilisation et de la protestation, surtout dans les cas de contestations visant les industries extractives ou les relations de travail ou l'intégrité des dirigeants politiques. Pourtant, les gouvernements de gauche, comme celui de la Bolivie depuis 2011, se servent de ces mêmes stratégies car le gouvernement demeure tout aussi hostile à ses critiques. Comme au Pérou, les actions du gouvernement bolivien visent principalement les organisations et les mouvements critiques de ses politiques extractivistes. Les transformations des espaces de vie sont reliées à des processus multidimensionnels d'appropriation ou de fermeture des espaces publics²⁴.

Les espaces publics deviennent un lieu de contestation des décisions de l'État et de l'opinion publique. Durazo Herrmann le démontre dans ce volume avec l'exemple de l'influence des médias de masse au niveau national et subnational au Brésil. Cette influence, à la fois, tire parti du

23. Eduardo Silva, 2009, *Challenging Neoliberalism in Latin America*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 33.

24. Stéphanie Rousseau, 2014, « Le pluralisme, les conflits et les avancées au sein du mouvement des femmes autochtones en Bolivie », dans Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier, (dir.), *Amérique latine. Laboratoire du politique autrement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 70 ss.

manque d'éducation (formelle et civique) et des connaissances limitées d'une grande partie de la population, et les entretient. Le centre-droit a bénéficié du soutien de grands groupes de médias et de dirigeants politiques de la communauté grandissante des pentecôtistes brésiliens, dont le profil électoral est essentiellement lié à des questions morales. Les éléments les plus extrêmes de cette alliance tacite ont été de plus en plus amenés dans une chambre d'écho dans laquelle les revendications paranoïaques et les accusations factices seraient reconnues avec les commentaires des politiciens de l'opposition et des experts des médias. Cela a ensuite été réintroduit dans les cycles d'informations jusqu'à ce que tout le monde passe au prochain scandale fabriqué.

Le nombre des chrétiens évangéliques et surtout d'élus motivés par leur religion au Brésil mais aussi en Amérique centrale et ailleurs a connu une croissance exponentielle au cours des dix dernières années. Ils ont intégré les assemblées législatives ainsi que le pouvoir exécutif à différents niveaux de gouvernement. Ils se sont montrés très habiles pour influencer l'opinion publique sur les politiques publiques et persuader les décideurs. Les parlementaires évangéliques sont aussi souvent des créateurs et des dirigeants de diverses commissions ou groupes de travail traitant de questions liées aux droits de la famille et de la procréation. Même des gouvernements progressistes, comme au Nicaragua et au Brésil, ont inclus les politiciens « bibliques » dans leurs coalitions gouvernementales.

Les concessions faites par les gouvernements de gauche pour garantir la gouvernance et l'avancement de certaines politiques publiques se sont retournées contre eux. Ils ont accepté ces collaborations, ces coalitions, ces concessions pour assurer la gouvernabilité. Il s'agissait d'une stratégie du moindre mal, où « la fin justifiait les moyens ». Dans plusieurs cas, les mouvements sociaux ont appuyé ces choix face à des menaces des forces de la droite. La logique du politique suit de près ce que nous caractérisons comme la tension fondamentale émergeant des espaces de vie contemporains : une défense des moyens de subsistance menant à des innovations en matière de contrôle citoyen sur la qualité de vie, en réponse à une dépossession et une vulnérabilité croissante de ces mêmes collectivités. Les tendances régressives dans les espaces publics identifiées plus haut poussent en effet certains groupes de citoyens à utiliser l'action collective afin de contrer l'imposition de modes de

vie ou l'utilisation des ressources contraires à leurs intérêts et au bien commun²⁵.

Durazo Herrmann a illustré au Brésil la façon dont la mise à l'agenda et le cadrage politique des médias favorise les acteurs politiques qui bénéficient de ces dynamiques très partisans. L'alignement des lignes éditoriales des grandes sources médiatiques d'information sur le narratif de l'élite traditionnelle, souvent ouvertement anti-progressiste, donne le ton et constitue une influence incontournable dans l'établissement des normes, valeurs et croyances des sociétés latino-américaines. Dans plusieurs pays d'Amérique latine, le fait qu'il existe des monopoles des médias limite drastiquement la variété d'informations livrées aux citoyens ordinaires, et donc la possibilité du citoyen d'effectuer une lecture critique des informations, de faire le lien avec sa propre vie quotidienne et d'identifier ses intérêts politiques. Les médias ont donc le pouvoir d'influencer les lectures et les opinions politiques du grand public qui pourraient peser dans les luttes de pouvoir entre les différentes élites politiques. Ceci était évident lors du processus d'*impeachment* de la présidente Rousseff en 2016.

Malgré les limites et les erreurs commises par les gouvernements de gauche durant leurs mandats à l'exécutif national, les espaces publics étaient plus ouverts sous leurs gouvernements que sous ceux de la droite, et c'est un fait dont la gauche est bien consciente. Par ailleurs, les alliances des gouvernements de gauche avec les élites traditionnelles ont également encouragé ces dernières et, dans des pays comme le Brésil, le Paraguay et l'Argentine, elles ont entraîné une perte de pouvoir de la gauche.

Une chose est certaine, les mouvements sociaux, en particulier ceux qui sont exclus des espaces publics et de la société politique, continuent de renforcer leur pouvoir par la construction d'espaces démocratiques dans différents lieux et à différents niveaux, ainsi que par la mobilisation de masse et la conclusion d'alliances horizontales. Ce livre contient des exemples du Mexique, du Venezuela et du Pérou. Il existe également des exemples de mobilisation à la base de l'émergence de nouvelles générations de militants en Argentine et au Brésil.

25. Denis Merklen et Geoffrey Pleyers, 2011, « La localisation des mouvements sociaux », *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, p. 25-37.

Quel que soit l'avenir réservé aux peuples et aux États d'Amérique latine, qu'il s'agisse d'expériences nouvelles en matière de gouvernance démocratique dans des pays tels que le Mexique et l'Uruguay, ou du développement au niveau local et communautaire sous des régimes plus autoritaires, ce sont des contributions scientifiques telles que celles que nous apportent cet ouvrage qui nous procurent les connaissances nécessaires pour comprendre l'Amérique latine et agir sur sa réalité.

RÉFÉRENCES

- Avritzer, Leonardo et Sergio Costa, 2004 « Teoría Crítica, Democracia e Esfera Pública: Concepções e Usos na América Latina ». *Revista de Ciências Sociais*, vol. 47, n° 4, p. 703-728.
- Beaucage, Pierre, 2011, « Achacachi o la mano izquierda de Tupaq Katari. ¿Pueden coexistir la justicia ordinaria y la justicia comunitaria indígena en Bolivia? » *Revista de Ciencias Sociales*, n° 24, p. 209-228.
- Behrend, Jacqueline et Laurence Whitehead, 2016, « Uneven Processes and Multiple Pathways ». Dans Jacqueline Behrend et Laurence Whitehead (dir.), *Illiberal Practices. Territorial Variance within Large Federal Democracies*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, p. 291-313.
- Bloch, Marc, 1997 [1949], *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*. Paris, Armand Colin.
- Cecchini, Simone, Fernando Filgueira et Claudia Robles, 2014, *Social Protection Systems in Latin America and the Caribbean: A Comparative View*. Santiago (Chili), ECLAC.
- Foweraker, Joe, 2017, « Introduction: Democracy and its Discontents in Latin America ». Dans Joe Foweraker et Dolores Trevizo (dir.), *Democracy and its Discontents in Latin America*, Boulder (Co), Lynne Rienner Publishers.
- Gibson, Edward, 2012, *Boundary Control: Subnational Authoritarianism in Federal Democracies*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Grindle, Merilee, 2007, *Going Local: Decentralization, Democratization, and the Promise of Good Governance*. Princeton, Princeton University Press.
- Habermas, Jürgen, 1993 [1962], *L'espace public*. Paris, Payot.
- Laurell, Asa Cristina, 2017, « Social Policy and Health Policy in Latin America: a Field of Political Struggle ». *Cadernos de Saúde Pública*, vol. 33, suppl. 2, en

ligne [http://www.scielo.br/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0102-311X2017001400301&lng=en&nrm=iso].

- Leiva, Fernando Ignacio, 2008, *Latin American Neostructuralism: The Contradictions of Post-Neo-Liberal Development*. Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Levitsky, Steven et Kenneth M. Roberts, 2011, « Latin America's "Left Turn": A Framework for Analysis ». Dans Steven Levitsky et Kenneth M. Roberts, *The Resurgence of the Latin American Left*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, p. 1-28.
- Lievesley, Geraldine et Steve Ludlam, 2011, « Reaction and Revolt ». Dans Francisco Dominguez, Geraldine Lievesley et Steve Ludlam (dir.), *Right-Wing Politics in the New Latin America*, Londres, Zed, 1-9.
- Merklen, Denis et Geoffrey Pleyers, 2011, « La localisation des mouvements sociaux ». *Cahiers des Amériques latines*, n° 66, p. 25-37.
- Munck, Gerardo, 2018, « Rethinking the Left: a View from Latin America ». *Global Discourse*, vol. 8, n° 2, p. 260-275.
- Oxhorn, Philip, 1998, « Is the Century of Corporativism Over? Neoliberalism and the Rise of Neopluralism ». Dans Philip Oxhorn et Graciela Ducatenzeiler (dir.), *What Kind of Democracy? What Kind of Market?* University Park, Pennsylvania State University Press, p. 195-217.
- Passy, Florence et Marco Guigni, 1998, « Contentious Politics in Complex Societies: New Social Movements between Conflict and Cooperation ». Dans Marco Guigni, Doug McAdam et Charles Tilly (dir.), *From Contention to Democracy*, Lanham (Maryland), Rowman et Littlefield, p. 81-108.
- Pessoa, Carlos, 2008, *Post-Marxism and Politics: The Case of the Brazilian Workers' Party*. Sarrebruck, VDM Verlag Dr. Muller.
- Recondo, David, 2007, *La política del gatopardo. Multiculturalismo y democracia en Oaxaca*. Mexico, CIESAS-CEMCA.
- Rousseau, Isabelle, 2010, *América Latina y petróleo*. Mexico, El Colegio de México.
- Rousseau, Stéphanie, 2007, « The Politics of Reproductive Health in Peru: Gender and Social Policy in the Global South ». *Social Politics. International Studies in Gender, State and Society*, vol. 14, n° 1, p. 93-125.
- Rousseau, Stéphanie, 2014, « Le pluralisme, les conflits et les avancées au sein du mouvement des femmes autochtones en Bolivie ». Dans Nancy Thede et Mélanie Dufour-Poirier, (dir.), *Amérique latine. Laboratoire du politique autrement*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 63-82.

- Silva, Eduardo, 2009, *Challenging Neoliberalism in Latin America*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Snyder, Richard, 2001, «Scaling Down: The Subnational Comparative Method». *Studies in Comparative International Development*, vol. 36, n° 1, p. 93-110.
- Thede, Nancy, 2011a, «Democratic Agency in the Local Political Sphere. Reflections on Inclusion in Bolivia». *Democratization*, vol. 18, n° 1, p. 211-235.
- Thede, Nancy, 2011b, «Agencia política e inclusión democrática en el municipio. De las dinámicas de la Participación Popular a las de las Autonomías». *Decursos. Revista de Ciencias Sociales*, vol. 24, p. 79-108.
- Thede, Nancy et Mélanie Dufour-Poirier (dir.), 2014, *Amérique latine. Laboratoire du politique autrement*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Tilly, Charles, 2007, *Democracy*. New York, Cambridge University Press.

Les espaces publics, la démocratie et les gauches en Amérique latine

Au début du XXI^e siècle, la « vague de gauche » en Amérique Latine a suscité de nombreuses attentes sociales et politiques. Vingt ans plus tard, un bilan s'impose. Nous examinons l'effet des politiques des gauches sur l'espace public et, ce faisant, sur la démocratie dans toutes ses dimensions. À partir d'une perspective multidisciplinaire, nous nous intéressons à la façon dont les gouvernements, les partis politiques et les organisations sociales ont contribué à élargir ou rétrécir les espaces publics, que ce soit par les voies formelles (le droit) ou informelles (le clientélisme). Notre référence aux gauches, au pluriel, nous permet d'aborder ces dynamiques dans toute leur diversité. Nous étudions des cas classiques où la gauche a pris le pouvoir, de l'Argentine au Venezuela, en passant par la Bolivie, le Brésil et l'Équateur, mais aussi ceux, moins connus, où la gauche était dans l'opposition, comme au Mexique et au Pérou.

JULIÁN DURAZO HERRMANN est professeur de politique comparée à l'Université du Québec à Montréal et président de l'Association canadienne d'études latino-américaines et des Caraïbes. Ses recherches portent sur la politique subnationale en Amérique latine, le rôle des médias en politique et les problèmes des consolidations démocratiques à partir d'une analyse des rapports État-société. Présentement, il étudie les cas spécifiques de Bahia, au Brésil, et de Veracruz, au Mexique.

Aussi en version numérique

Illustration de couverture: Roselyne Gagnon

